L'AMOUR

DANS LE MARIAGE

ÉTUDE HISTORIQUE.

I.

On veut des romans. Que ne regarde-t-on de près à l'histoire? Là aussi on trouverait la vie humaine, la vie intime, avec ses scènes les plus variées et les plus dramatiques, le cœur humain avec ses passions les plus vives comme les plus douces, et de plus un charme souverain, le charme de la réalité. J'admire et je goûte autant que personne l'imagination, ce pouvoir créateur qui du néant tire des êtres, les anime, les colore, et les fait vivre devant nous, déployant toutes les richesses de l'âme à travers toutes les vicissitudes de la destinée; mais les êtres qui ont réellement vécu, qui ont effectivement ressenti ces coups du sort, ces passions, ces joies et ces douleurs dont le spectacle a sur nous tant d'empire, ceux-là, quand je les vois de près et dans l'intimité, m'attirent et me retiennent encore plus puissamment que les plus parfaites œuvres poétiques ou romanesques. La créature vivante, cette œuvre de Dieu, quand elle se montre sous ses traits divins, est plus belle que toutes les créations humaines, et de tous les poètes Dieu est le plus grand.

En étudiant la révolution d'Angleterre, j'y ai rencontré deux histoires plus attachantes, à mon avis, qu'aucun roman : un roi cherchant un mariage d'amour, et l'amour dans le ménage d'un grand seigneur libéral et chrétien. C'est la vie privée avec ses plus charmans et ses plus douloureux secrets, sous les traits des plus grands personnages et au milieu des plus grands événemens de la vie publique. Je raconterai peut-être un jour le projet de mariage du roi : c'est le ménage du grand seigneur que je veux reproduire aujourd'hui.

II.

Parmi les conseillers et les défenseurs de Charles Ier dans ses adversités, Thomas Wriothesley, comte de Southampton, fut à la fois l'un des plus indépendans et des plus fidèles. Par goût, il n'aimait ni la cour, ni le pouvoir, ni ses propres grandeurs. Fils cadet, la mort presque simultanée de son père et de son frère aîné le mit brusquement en possession du titre et de la fortune de sa maison. Il en fut plus embarrassé que charmé, et pendant quelque temps il rougissait et détournait la tête quand on l'appelait *mylord*. C'était un naturel mélancolique, indolent et fier, plein de passion, mais réservé et silencieux, fortement attaché à ses idées et à ses sentimens, et prêt, pour leur cause, à tous les sacrifices, enclin même à braver hautainement leurs ennemis, mais sans ambition, sans esprit de domination, peu ardent au succès, lent à l'espérance, et ne sortant de son repos que par devoir ou par nécessité. Quand la lutte commença entre Charles Ier et le Long-Parlement, lord Southampton prit sa place à la chambre des pairs dans des dispositions peu favorables aux actes et aux prétentions de la couronne et de ses ministres, surtout de lord Strafford. Bon Anglais, il voulait le respect des lois, des traditions nationales, et l'intervention du parlement dans les affaires du pays. Chrétien équitable et doux, s'il n'était pas arrivé à regarder la liberté de conscience comme un droit, la tyrannie en matière de conscience le choquait, et il désirait, en faveur des dissidens, plus de tolérance et de charité. Au début du Long-Parlement, il vota souvent contre la couronne, les évêques, et pour la réforme des abus ou le châtiment des violences du despotisme religieux et politique. Il ne paraissait guère à la cour, et passait, autour du roi, pour un mécontent et un frondeur, comme le comte d'Essex, son ami; mais quand il vit éclater les violences populaires, les emportemens et les iniquités parlementaires, les lois violées et la monarchie menacée par de nouveaux despotes, il se retourna soudain et prit place, sans plaisir, sans confiance, mais avec une fierté consciencieuse,

parmi les défenseurs et même les serviteurs du roi. Étranger à toute combinaison de parti, à tout plan systématique, peu préoccupé de réformer, pour l'avenir, la constitution de son pays, il combattait, dans le présent, l'injustice, l'illégalité, le désordre, la violence, sans se soucier des maximes abstraites ou des espérances lointaines au nom desquelles on se les permettait. Les procédés du parlement contre lord Strafford lui parurent arbitraires et la peine excessive; il défendit lord Strafford, qu'il avait d'abord attaqué. Les chambres avaient voté qu'il ne convenait pas que leurs membres se missent au service personnel de la couronne; il accepta, bien qu'à regret, la charge de conseiller privé, puis celle de gentilhomme de la chambre du roi. La guerre civile éclata; il la détestait et n'en espérait point de victoire heureuse, quel que fût le vainqueur; il prit sur-le-champ parti dans l'armée royale, se trouva à la bataille d'Edgehill, et suivit à Oxford la cour, qui lui déplaisait chaque jour davantage. Il y conserva toute son indépendance et sa fierté susceptible. Il s'était exprimé un jour, dans le conseil, en termes assez durs sur le prince Robert et ses prétentions arrogantes envers les grands seigneurs anglais. Informé du propos avec exagération, comme il arrive, le prince lui fit demander si c'était vrai. Le comte avoua et maintint ses paroles, en les rétablissant exactement. Robert, persistant à s'en trouver blessé, lui fit dire qu'il espérait en recevoir de lui satisfaction, et le rencontrer bientôt à cheval, l'épée à la main. Ils se virent le lendemain : « Quelles armes choisissez-vous? lui demanda le prince. — Je n'ai ici, dit le comte, point de cheval propre à ce service; je ne saurais où en trouver un sur-le-champ; je suis d'ailleurs trop petit et trop faible pour me mesurer ainsi avec votre altesse; je la prie de m'excuser et de permettre que je choisisse les armes dont je puis me servir; je me battrai à pied et au pistolet. » Robert accepta sans difficulté; les témoins furent désignés, et le rendez-vous fixé au lendemain; mais l'affaire avait fait du bruit; les lords du conseil intervinrent, firent fermer les portes de la ville, appelèrent les témoins et réussirent à réconcilier le comte avec le prince, qui le traita depuis lors avec les plus grands égards.

La guerre civile terminée et le roi tombé au pouvoir du parlement, lord Southampton rechercha ardemment les occasions de l'approcher et les moyens de le servir. Quand il y eut échoué, quand le procès, la condamnation et l'exécution de Charles ne lui laissèrent plus rien à espérer, ni à tenter, il ne se tint pas quitte de tout devoir envers son royal maître; le 18 février 1649, le jour où les restes de Charles Ier devaient être ensevelis au château de Windsor, lord Southampton y arriva, lui quatrième, pour accompagner jusqu'à la porte du caveau sépulcral le cercueil du prince qu'il n'avait pu

ni éclairer ni sauver. La neige tombait en abondance, et, dans le court trajet à parcourir, le drap mortuaire, de velours noir, qui recouvrait le cercueil, en fut complétement blanc, symbole d'innocence que les fidèles serviteurs du roi se complurent à faire ressortir. La royauté abolie, tant que durèrent la république et Cromwell, lord Southampton vécut retiré dans son château de Tichfield, dans le Hampshire, étranger aux complots de son parti comme aux pouvoirs nouveaux de son pays, invariablement fidèle à Charles II proscrit, lui transmettant d'utiles avis et tout l'argent dont il pouvait disposer sur sa fortune, très réduite par les séquestres et les taxes, mais ne prenant part ni aux tentatives d'insurrection des royalistes, ni aux alliances avec les républicains mécontens, ni aux menées suivies avec les étrangers. Son bon sens, son patriotisme jaloux et son indolence naturelle s'accordaient pour le retenir dans cette attitude d'inaction et d'honneur. Il apprit un jour que Cromwell, venu dans le Hampshire à l'occasion du mariage de son fils Richard, avait manifesté l'intention de le surprendre par une visite. Lord Southampton s'éloigna sur-le-champ de son château, et n'y revint que lorsque Cromwell eut quitté le comté. Quand la restauration s'accomplit, lord Southampton, malgré son immobilité pendant l'interrègne, se trouva au premier rang parmi les grands seigneurs et les anciens conseillers de Charles Ier que l'opinion royaliste appelait au pouvoir; il était de plus l'ami particulier du chancelier Hyde, alors en possession de toute la confiance de Charles II. Il fut fait grand-trésorier en même temps que Hyde devint grand-chancelier et comte de Clarendon, et pendant sept ans les deux amis, unis de principes, quoique très divers de caractère, gouvernèrent péniblement un roi sans vertu et sans cœur, une cour intrigante et corrompue, un parti vainqueur et mécontent, et une nation austère, humiliée et irritée. Clarendon, ambitieux, laborieux, passionné pour son église, sa cause, son pouvoir et son rang, luttait avec acharnement contre ses ennemis, anciens et nouveaux, et contre le déclin de sa faveur auprès de son royal pupille devenu son roi. Southampton, moins actif, aimant son sommeil et son loisir, plus libéral d'esprit et de cœur, tourmenté d'ailleurs par la goutte et la pierre, s'acquittait consciencieusement de ses fonctions, faisait de vains efforts pour maintenir quelque ordre et quelque probité dans les finances de la couronne, et souvent triste, dégoûté, malade, laissait éclater, au vif chagrin de Clarendon, son désir de quitter un poste qu'il occupait sans plaisir et sans succès. La France a vu, dans le siècle dernier, deux hommes vertueux et rares, Turgot et Malesherbes, associés ainsi dans l'exercice du pouvoir avec des dispositions à peu près semblables : Turgot plein d'ardeur, de foi, d'espérance et de persévérance; Males-

herbes aussi sincère, mais plus faible, plus aisément découragé, et disant : « Turgot ne veut pas que je me retire; il ne voit pas que nous serons chassés tous les deux. » Ils furent chassés en effet par la faiblesse d'un roi homme de bien comme eux, qui les estimait, mais qui ne les défendit pas mieux qu'il ne se défendit lui-même. Charles II, aussi clairvoyant que corrompu, s'aperçut bientôt que lord Southampton tenait peu au pouvoir, et voulut en profiter pour se délivrer sans bruit d'un conseiller indépendant et incommode; mais Clarendon, déployant tout ce qui lui restait de crédit, maintint son ami au pouvoir, comme il s'y maintenait lui-même, et lord Southampton, grand-trésorier jusqu'à sa mort, qui survint peu de mois après, sortit des affaires et de la vie sans succomber, comme le grand-chancelier, dans les tristesses de l'exil, sous la haine injuste du peuple et l'ingrate dureté du roi.

III.

Il avait épousé une Française, Rachel de Ruvigny, issue de l'une de ces nobles familles (1) qui, au XVIe siècle, sans aucune vue d'intérêt personnel, sans aucune tentation de pouvoir ou de richesse, par le seul entraînement de la foi et de la conscience, embrassèrent en France la cause de la réforme, faible et persécutée dès son berceau. A l'époque du mariage de lord Southampton avec Mlle de Ruvigny, l'édit de Nantes était en pleine vigueur, et Richelieu, tout en détruisant les protestans comme parti politique, ne les troublait point dans leurs droits religieux, et employait même sans hésiter, dans les diverses carrières publiques, ceux qui se montraient dévoués aux intérêts de la couronne et aux siens propres. Mazarin fit comme Richelieu; aussi sage quant à la liberté religieuse des protestans, plus timide quant à leur admission dans les charges de l'état. Quoique tranquille et libre dans les limites de l'édit, le protestantisme vaincu perdait de jour en jour en France cette force d'action réelle et d'opinion générale qui peut seule garantir sûrement la liberté. On ne fermait pas les temples des protestans, on ne les chassait pas de leur patrie; mais ils y étaient repoussés dans la vie privée, isolés et comme étrangers. Le frère de lady Southampton, le marquis de Ruvigny, était, parmi les protestans de cette époque, l'un des plus considérables et des plus capables; pendant les troubles de la fronde, il donna à Anne d'Autriche et à Mazarin lui-même des preuves d'une fidélité persévérante, active et utile. La fronde domptée, Mazarin,

(1) Leur nom était *Massué*, seigneurs de Raynevel en Picardie, marquis de Ruvigny. (Voir le *Dictionnaire de la Noblesse* de La Chesnaye des Bois, t. IX, p. 594, et le *Nobiliaire de Picardie*.)

voulant récompenser Ruvigny, le fit nommer député-général du synode national des églises réformées de France, fonction double et intermédiaire qui faisait de lui le chargé d'affaires du roi auprès des protestans et des protestans auprès du roi. Ruvigny s'acquitta de cette ingrate mission avec un zèle habile, souvent désagréable et même suspect aux deux partis, mais également fidèle au roi et à son église, et s'inquiétant peu de leur déplaire tour à tour, pourvu qu'il réussît à maintenir entre eux le droit et la paix. Pourtant ce n'était pas là, pour lui, une carrière ni l'unique but de sa vie; il voulait faire son chemin, soit dans l'armée, soit au dehors, dans les négociations; mais on lui fit entendre que là il n'obtiendrait rien, s'il ne changeait de religion. On se servait de lui auprès des protestans, service que lui seul pouvait rendre; mais hors de là, tout avenir lui était fermé. Après la mort de Mazarin et la restauration des Stuart, les nombreuses relations de Ruvigny en Angleterre, ses liens intimes avec les Southampton, les Russell, et d'autres familles considérables, soit à la cour, soit dans l'opposition, lui firent obtenir, sans qu'il le recherchât, ce que naguère il avait vainement désiré : il fut employé à diverses reprises dans les négociations les plus intimes entre les cours de Paris et de Londres, travaillant à assurer, tantôt l'accord secret des deux rois, tantôt l'influence secrète de Louis XIV sur les chefs les plus ardens de l'opposition dans le parlement. Louis XIV lui portait une sincère estime, et Charles II une faveur marquée : « J'ai dit à Ruvigny tout ce que j'ai sur le cœur... Jamais la France n'a été si loin dans ses bonnes intentions pour nous que lorsqu'il a résidé ici, » écrivait Charles à sa sœur, la duchesse d'Orléans. Bon Français, royaliste dévoué et protestant sincère, Ruvigny faisait d'ardens efforts pour servir en même temps son pays, son roi et sa foi, sans illusion pourtant et avec peu d'espoir de réussir longtemps dans cette difficile conciliation. L'édit de Nantes subsistait encore, mais comme ces édifices abandonnés et ruinés qui n'attendent, pour tomber, qu'un coup de marteau. Sous l'impulsion d'un sentiment général dans la France catholique et des pressantes instances du clergé, voulant satisfaire à cette fausse et fatale idée que la force a droit sur la conscience et que l'unité de l'état commande l'unité de la foi, Louis XIV, avec un manque de probité qu'il ne se fût pas permis envers des étrangers, détruisait, tantôt sourdement, tantôt hautainement, les promesses royales et les garanties légales qu'avait reçues de ses pères une partie de ses sujets. Le marquis de Ruvigny, tout en servant le roi, ne s'aveuglait point sur le but et l'issue finale de ce travail; décidé, quand le dernier moment viendrait, à tout sacrifier plutôt que sa foi et l'honneur de son âme, il prit soin de s'assurer d'avance, en Angleterre, pour

lui et pour ses enfans, des lettres de naturalisation, et en janvier 1680 il écrivait à sa nièce, lady Russell : « Je vous envoye nos lettres de naturalité, qui seront mieux entre vos mains qu'entre les miennes. Je vous prie, et madame votre sœur aussi (*lady Elizabeth Noel*), de me les conserver. Elles peuvent servir, puisqu'il n'est rien de plus incertain que les événemens. » L'événement ne demeura pas longtemps incertain; cinq ans après, l'édit de Nantes était formellement révoqué; Ruvigny obtenait à grand'peine, pour prix de ses services et par la bienveillance personnelle de Louis XIV, la faveur de s'exiler, sans fuir, de sa patrie avec sa famille, et quelques années plus tard, en 1711, le roi donnait à l'abbé de Polignac la confiscation des biens de son fils, Henri de Ruvigny, engagé au service de Guillaume III, et devenu en Angleterre lord Galway.

Le maréchal de Schomberg dans l'armée, l'amiral Duquesne dans la marine et le marquis de Ruvigny dans la diplomatie, la révocation de l'édit de Nantes, sans parler de ses conséquences générales, coûta à la France et au roi ces trois excellens et glorieux serviteurs.

IV.

Du mariage du comte de Southampton avec Mlle Rachel de Ruvigny naquit en 1636 une fille qui porta, comme sa mère, le nom de Rachel. Issue de ces deux nobles et consciencieuses races, élevée dans ces traditions anglaises et françaises de piété et de vertu, elle reçut en outre, des événemens au milieu desquels se passa sa jeunesse, ces fortes impressions morales qui élèvent les âmes qu'elles n'accablent pas. Elle apprit de bonne heure à s'émouvoir profondément pour des infortunes qui n'étaient pas les siennes, et à supporter doucement les épreuves domestiques. Elle avait perdu sa mère dans son enfance. Lord Southampton se remaria, occasion de petits déplaisirs intérieurs, même quand ce n'est pas une source de vrais chagrins; mais il n'en porta pas moins aux deux filles que lui avait laissées Mlle de Ruvigny l'affection la plus tendre, et Rachel n'en respecta et n'en chérit pas moins son père. En politique, elle le voyait se dévouer, sans la moindre illusion ni servitude d'esprit, à la cause que, à tout prendre, il croyait la plus juste, et rester en même temps patriote et royaliste. En religion, les conversations et les actions de lord Southampton étaient empreintes d'une piété libérale et douce : rien, dans la vie que menait sa fille, ne venait la troubler ou la distraire des impressions que déposaient dans son âme ces salutaires exemples. Précisément à l'époque où elle passait de l'enfance à la jeunesse, elle vécut loin du monde, à la campagne, dans ces habitudes de tranquillité, de dignité, de simplicité, d'élévation sociale et

de bienfaisance populaire qui font l'honneur et le crédit d'une aristocratie chrétienne. En 1653, à dix-sept ans, elle était belle, pieuse et gaie, sans exaltation ni exigence d'imagination, disposée à jouir paisiblement de la vie, prenant ses biens comme des grâces et ses maux comme des leçons venues de Dieu. Lord Vaughan, fils aîné du comte de Carberry, la demanda en mariage presque sans la connaître, et par un arrangement entre parens. Ce fut, comme elle le disait elle-même plus tard en parlant de l'une de ses amies, « une de ces unions acceptées plutôt que choisies de part et d'autre. » Elle alla vivre chez son beau-père, à Golden-Grove, dans le pays de Galles, et s'acquitta, sans effort comme sans bruit, de tous les devoirs de sa situation nouvelle, inspirant à tous ses entours une vive affection, mais ne produisant d'autre effet que celui d'une vertu douce, d'une humeur agréable, et surtout d'une bonté si parfaite, si constante qu'on lui en parlait à elle-même comme d'un mérite singulier : « Il n'y a dans le monde, chère madame, lui écrivait un ami de son mari, point de charme comparable à celui de la bonté, et vous en êtes la meilleure preuve. Tous ceux qui vous connaissent se sentent forcés de vous honorer, et vous ne leur en devez aucune reconnaissance, car ils ne peuvent faire autrement. » Quatorze années s'écoulèrent ainsi pour lady Vaughan, vertueusement et modestement heureuse. En 1665, elle eut un enfant qui mourut presque en naissant. En 1667, sans qu'il reste aucun détail sur la mort de son mari, elle était veuve, et vivait avec sa sœur chérie, lady Élizabeth Noel, à Tichfield, dans ce château de leur père où s'était passée son enfance. Lord Southampton venait de mourir, laissant à ses deux filles toute sa fortune. Lady Élizabeth Noel avait reçu Tichfield en partage; la terre et le château de Stratton, situés aussi dans le Hampshire, étaient le lot de lady Vaughan.

V.

Vers le même temps, un jeune homme, plus jeune de trois ans que lady Vaughan, William Russell, second fils du comte de Bedford, débutait, peu activement encore, dans le monde et dans la vie publique. Après trois ans de voyages sur le continent, il était revenu en Angleterre peu avant la restauration, et avait été élu membre de la chambre des communes qui remit Charles II sur son trône. Il reste peu de traces de sa vie et de son caractère à cette époque; un billet de lui, adressé à M. Thornton, indique une disposition sincèrement pieuse : « Je relève, dit-il, d'une maladie violente qui m'a mis si bas que je me suis vu aux portes de la mort. Mes prières à Dieu sont qu'il m'accorde, avec la santé, la grâce de l'employer à son service,

et de faire un bon usage de l'épreuve qu'il vient de m'imposer. » Pourtant les mœurs du temps, les exemples de la cour, les entraînemens de la jeunesse, et peut-être aussi un peu de laisser-aller naturel et imprévoyant, le jetèrent quelque temps dans une vie peu régulière. On le rencontre engagé dans plusieurs duels suscités probablement par des causes frivoles; mais au moment de cet acte toujours sérieux, quelque frivole qu'en soit la cause, les sentimens sérieux reparaissent dans l'âme du jeune William Russell, empreints d'une simplicité affectueuse et d'une bonté touchante. Le 2 juillet 1663, il écrit à son père, le comte de Bedford :

« Mylord,

« Quoique je me croie assez de courage pour me battre avec qui que ce soit sans désespérer de la victoire, je sais que l'issue de ces combats dépend de la fortune, et que la victoire n'appartient pas toujours à celui qui a le plus de courage et la meilleure cause, mais au plus heureux. Je veux donc laisser après moi ces lignes pour vous exprimer, si le sort m'est contraire, un peu de ma reconnaissance pour la bonté et l'amitié que votre seigneurie m'a témoignées, bien au-delà de mes mérites. J'en ai le plus profond sentiment qui se puisse avoir, et je ferai, tant que je vivrai, tous mes efforts pour vous le prouver par mes actions. Réellement, mylord, je me sens le plus heureux homme du monde dans mon père, et j'espère qu'à l'avenir du moins, si je ne l'ai déjà fait, votre seigneurie ne se trouvera pas malheureuse dans son fils. Mylord, en cas de mauvaise chance pour moi (sans quoi cette lettre n'ira pas dans vos mains), permettez-moi de vous prier de vous souvenir de moi dans la personne de ceux qui m'ont bien servi. Que mon ami Taaffe n'ait pas à souffrir, je vous en conjure, pour son généreux empressement à me soutenir dans cette affaire. Plusieurs fois déjà il s'est montré pour moi un ami très dévoué; je vous prie de le tirer de toute peine. Quant à mes gens, je ne doute pas que votre seigneurie ne les traite bien. Mon valet de pied, Robin, m'a servi fidèlement, avec soin et affection, et il a perdu bien du temps auprès de moi : je désire que vingt livres par an lui soient assurées pour sa vie. J'espère que vous voudrez bien récompenser largement mon domestique français, qui m'a témoigné du zèle et de l'attachement. Quant à mes dettes, j'ai la confiance que votre seigneurie prendra soin qu'elles soient payées, et je les établis ici pour prévenir toute erreur. Je dois d'abord cent livres, puis quarante, et peut-être quatre ou cinq livres de plus à mylord Brook. Je ne me rappelle en ce moment point d'autre dette, excepté pour mes habits et quelques autres fournitures de l'hiver dernier, dont mon domestique donnera le compte. Je n'ai pas le temps d'en écrire plus long, et je termine en assurant votre seigneurie que je suis, autant que personne le pût être, mylord, de votre seigneurie, le fils le plus affectionné et le plus humble serviteur,

« WILLIAM RUSSELL. »

La vie ne peut être longtemps désordonnée quand l'âme est si droite, si respectueuse et si tendre. Les mœurs de William Russell ne

tardèrent pas à se relever au niveau de son âme. Lady Vaughan ne fut probablement pas étrangère à ce rétablissement de l'harmonie morale dans le noble jeune homme à qui elle devait se donner. De toutes les influences humaines, celle d'un amour vertueux est la plus puissante comme la plus douce. Aucun détail n'est resté sur leurs premières relations; on sait seulement, par une lettre de lady Percy, sœur consanguine de lady Vaughan, que, dès 1667, William Russell était épris de la belle veuve : « Il témoigne, dit-elle, comme tant d'autres avec lui, un ardent désir de gagner un cœur qui est pour tous une conquête si désirable. » Lady Vaughan, sans enfans de son premier mariage, était de plus une riche héritière. William Russell, fils cadet, n'avait ni fortune, ni titre à lui offrir. Il en était, à coup sûr, plus timide et plus réservé; mais il y avait entre eux trop de sympathie native et intime pour que les considérations et les hésitations du monde les tinssent longtemps séparés. Le mariage eut lieu au commencement de l'année 1670; seulement, selon l'usage de la société anglaise, Rachel Wriothesley conserva son nom de lady Vaughan jusqu'en 1678, époque à laquelle, le frère aîné de William Russell étant mort, celui-ci devint l'héritier de sa maison et prit le titre de lord Russell. On peut croire que de nos jours lady Vaughan n'eût pas attendu si longtemps pour adopter le nom de l'homme qu'elle aimait; les sentimens personnels ont gagné l'empire qu'ont perdu les goûts aristocratiques, et naguère lady Cowper n'a pas hésité à laisser là son titre de comtesse pour prendre, en épousant lord Palmerston, le nom et le titre inférieur de son mari.

VI.

Ce monde n'a point de spectacle plus charmant que celui de la passion pure et heureuse. La passion, cette explosion libre et sincère des désirs et des forces intimes de l'âme, a pour nous tant d'attrait que nous prenons, à la contempler, un plaisir infini, même quand elle s'offre à nous chargée d'égaremens coupables, de troubles, de mécomptes et de douleurs; mais la passion se déployant en harmonie avec la conscience et inondant l'âme de joie sans altérer sa beauté ni sa paix, c'est le plein essor de notre nature, la satisfaction de nos aspirations à la fois les plus humaines et les plus divines; c'est le Paradis reconquis. L'union de Rachel Wriothesley et de William Russell offre ce rare et ravissant caractère. Rachel ne nous a jusqu'ici apparu que tranquille, simple, vertueuse sans élan comme sans effort, et suivant modestement la route droite, mais ordinaire, de la vie. Maintenant l'amour passionné et le bonheur suprême sont entrés dans ce cœur si bien fait pour les ressentir, mais

qui ne semblait pas les chercher : Rachel s'y livre et s'y développe avec pleine liberté et confiance; elle aime aussi ardemment qu'innocemment, et elle est parfaitement heureuse. « Si je savais mieux parler, écrit-elle à son mari, je me ferais justice à moi-même en exprimant bien, à mon bien-aimé monsieur Russell, de quel parfait bonheur je jouis à toutes ces nouvelles marques de tendresse qu'il me donne chaque jour. Telle est leur charmante vertu que j'ai beau savoir tout ce qui me manque pour mériter un si grand bien, je ne doute pas un moment de son amour. Du moins, ma chère vie, vous qui savez si bien aimer et charmer, rendez mon bonheur complet en croyant bien que mon cœur est rempli pour vous de toute la reconnaissance, de tout le respect, de toute l'affection passionnée qu'une créature peut devoir ou porter à une autre. » Et ailleurs, huit ans après : « Mon bien-aimé, la chair et le sang ne peuvent avoir de leur bonheur un sentiment plus vrai et plus vif que ne fait votre humble et dévouée femme. Je suis charmée que vous vous plaisiez tant à Stratton; puissiez-vous vivre pour vous y plaire toujours pendant cinquante ans! Et puissé-je, si Dieu le permet, y jouir presque tout ce temps de votre société! A moins qu'il ne vous arrive un jour d'en désirer une autre. Je crois qu'alors je laisserais là volontiers ce monde et tout au monde, sûre que vous prendriez soin de nos petites créatures. Elles vont bien toutes deux, et votre grande fille espère que vous avez reçu sa lettre. » Et ailleurs encore, un an plus tard : « Voici quelqu'un qui se prépare et va se mettre en route pour aller voir celui dont je désire la vue mille fois plus que nul autre ne peut le faire; je ne puis me résoudre à laisser partir cet heureux mortel sans dire au moins quelques mots à ma chère vie... Je voudrais lui dire mille choses, n'importe quoi, pourvu que mes paroles aillent à lui. Mais Spencer est là qui attend ma lettre; il voulait partir de bonne heure; je l'ai déjà retardé. Vous écrire est le charme de ma matinée; vous avoir écrit sera la consolation de ma journée. J'écris dans mon lit, ton oreiller derrière moi; c'est là que ta tête chérie reposera, j'espère, demain soir, et bien des jours encore. Je me confie dans la bonté de Dieu, en dépit de vos jaloux et de vos ennemis. Aimez-moi et trouvez bon que je vous aime comme je le fais. »

Lady Russell ne se bornait pas à entretenir son mari de son amour; elle le lui témoignait activement, dans les plus petites comme dans les plus grandes choses, en s'associant à toutes ses relations, à tous ses goûts, en vivant avec lui dans le monde quand il voulait du monde, à la campagne quand il préférait la campagne, en prenant soin de ses amusemens comme de son bonheur. Quand ils étaient séparés, l'un à Stratton et l'autre à Londres, ce qui leur arrivait

rarement, elle se tenait au courant des nouvelles politiques ou mondaines, des affaires de leurs amis, des incidens de société, et les lui mandait promptement, simplement, sans grands frais d'esprit ni aucun dessein de se faire valoir, en personne uniquement attentive à recueillir tout ce qui pouvait l'intéresser ou le divertir. En mai 1672, elle lui écrit de Londres : « Je suis sûre que mon bien-aimé monsieur Russell a voulu me faire un extrême plaisir quand il m'a ordonné de lui écrire aujourd'hui par la poste, quoique nous ne nous soyons séparés que ce matin; il savait bien que rien ne pouvait m'être plus agréable que de voir qu'il ne trouvait pas que ce fût de ma part une impertinence. Je pourrais certainement le craindre, car j'ai passé tout ce long jour sans rien apprendre de nouveau ni qui puisse vous amuser, vous et votre aimable compagnie. Toutes les personnes que je vois sont ou me paraissent bien plus ennuyeuses quand vous n'êtes pas là, et je ne trouve pas du tout que la ville soit animée, même par la victoire que nous venons d'obtenir (1)... On murmure tout bas que les Français ne se sont pas comportés en solides amis. Le mariage du duc d'York est rompu. Cela, ou quelque autre raison, le met de moins bonne humeur qu'à l'ordinaire. On dit que sa princesse est offerte au roi d'Espagne et que notre prince aura la fille du duc d'Elbœuf. Mistress Ogle va épouser Craven Howard, le fils de Tom Howard. Tom Wharton est à la poursuite d'une autre maîtresse, la petite-fille de lady Rochester; mais il a tant de malheur qu'on doute qu'il l'obtienne, quoique la grand'mère soit son intime amie. Le jeune Arundel, le fils de mylord Arundel de Trerice, est très épris de la jeune fille et va partout où elle va. Hier, il guettait, à cheval, le moment où elle sortirait pour prendre l'air; il s'est approché de la voiture. M. Wharton, à cheval aussi, était à côté. Arundel l'a repoussé, et, avançant sa tête dans la portière, a dit à sa belle que nul homme au monde n'oserait se vanter de l'adorer comme lui. M. Wharton, en bon chrétien, a offert l'autre joue, car il n'a pas eu l'air de voir ce qui se passait; mais l'autre a été forcé de s'en aller, et n'a d'ailleurs point d'occasion de la voir ni de lui parler, tandis que Wharton est reçu dans la maison. »

A côté, dirai-je au-dessus de cet amour si vif et si tendre, un autre sentiment, je ne veux pas dire un autre amour, je n'aime pas des mots semblables pour des sens si divers, un autre sentiment régnait dans l'âme de lady Russell et la fortifiait d'avance pour ses jours d'épreuve, pendant ses jours de bonheur. Elle était chrétienne, vraiment chrétienne d'esprit et de cœur, pleine de foi aux dogmes

(1) Le combat naval de Solbay, livré le 26 mai 1672, et dans lequel le duc d'York, soutenu par une escadre française, remporta sur les Hollandais, commandés par Ruyter, un avantage chèrement acheté.

chrétiens, de soumission aux préceptes chrétiens, sans passion de secte, sans goût de dispute, animée, envers ceux qui ne pensaient pas exactement comme elle, d'une charité intelligente et haute. On verra tout à l'heure, quand Dieu l'aura frappée, avec quelle rare mesure et quelle belle harmonie se conciliaient en elle les sentimens chrétiens et les sentimens humains, la piété et l'amour. Je ne veux montrer en ce moment que la place et l'empire de sa foi dans son âme quand elle était parfaitement heureuse, et cette âme, ravie de son sort ici-bas, se préparant, avec une conviction forte et humble, à accepter de la main de Dieu les coups, ou pour mieux dire le coup dont elle semblait avoir le pressentiment. Dans une de ces lettres où elle se répand pour son mari en expressions passionnées de tendresse et de reconnaissance, elle s'arrête tout à coup et lui dit : « Qu'ai-je à demander, sinon que Dieu, s'il le juge bon, me continue toutes ces joies? Et s'il en décide autrement, qu'il me donne la force de me soumettre sans murmure à ses sages dispensations et à sa souveraine providence, gardant un cœur reconnaissant pour ces années de félicité parfaite que j'ai déjà reçues de lui. Il sait mieux que nous à quel moment nous avons assez obtenu et joui ici-bas. Ce que j'implore ardemment de sa miséricorde, c'est que, n'importe lequel de nous partira le premier, l'autre ne se désespère pas comme n'ayant plus d'espérance de retrouver son ami. Espérons avec joie que nous vivrons ensemble jusqu'à un bon vieil âge; sinon, ne doutons pas que Dieu ne nous soutienne dans l'épreuve qu'il nous infligera. Il faut s'arrêter quelquefois sur ces pensées, afin de ne pas nous trouver pris au dépourvu et surpris, au-delà de notre force, par un accident soudain. Pardonnez-moi si j'insiste trop longtemps; c'est que je pense que, si nous sommes préparés pour tous les coups, nous jouirons avec plus de paix de notre bonheur présent, qui, j'espère, sera long... Prions Dieu tous les jours qu'il en soit ainsi, et ne craignons rien; la mort est, il est vrai, le mal extrême et qui trouble le plus notre nature; surmontons notre peur immodérée de la mort, soit pour notre ami, soit pour nous-même; nous vivrons alors le cœur serein. »

Dix ans s'étaient écoulés depuis le jour où lady Russell adressait de Londres à son mari, alors à Stratton, ces pieuses paroles; lord Russell était à son tour en séjour passager à Londres, et sa femme lui écrivait de Stratton le 25 septembre 1682 : « Je ne sais rien de nouveau depuis que vous êtes parti; ce que je sais aussi certainement que je vis, c'est que j'ai été depuis douze ans une amante aussi passionnément éprise que jamais femme l'ait été, et j'espère l'être également pendant douze ans encore, toujours heureuse et entièrement à vous. »

VII.

Dix mois à peine après cette lettre pleine de tant d'amour, de bonheur et de confiance, la foudre éclatait dans ce ciel si pur; lord Russell était prisonnier à la Tour de Londres et comparaissait aux assises d'Old-Bailey, accusé de haute trahison. Pendant plusieurs années, il avait siégé dans la chambre des communes sans prendre grande part, ni peut-être même grand intérêt à ses débats. Il était jeune et emporté ailleurs par les ardeurs de la jeunesse. L'Angleterre épuisait lentement ses joies et ses espérances de la restauration. Les souvenirs des temps révolutionnaires et la réaction contre leurs maximes, leurs actes et leurs acteurs remplissaient les esprits. Charles II et sa cour exploitèrent avec un égoïsme licencieux ces passions dévouées. A force de les exploiter, ils les usèrent. Leurs prétentions, leurs vices, leurs fautes suscitèrent des questions et des passions nouvelles. Les anciens royalistes, les hommes qui avaient servi Charles Ier et combattu Cromwell disparurent. Des hommes nouveaux, et sous leur conduite des partis nouveaux entrèrent en scène : le parti de la couronne et le parti du pays, bientôt les tories et les whigs; héritiers, mais héritiers profondément transformés des *cavaliers* et des *têtes-rondes*. Le parlement était devenu l'arène et l'instrument essentiel de la politique; le Long-Parlement royaliste poursuivait, en la maudissant, l'œuvre que le Long-Parlement révolutionnaire avait entreprise; la monarchie relevée triomphait par les mêmes armes qui l'avaient abattue; le roi gouvernait le pays par le parlement, et le parlement par ses propres chefs devenus les conseillers de la couronne.

Par une coïncidence qu'on ne peut remarquer sans émotion, ce fut à peu près vers la même époque que lord Russell épousa lady Vaughan, et qu'il s'engagea avec éclat dans le parti du pays contre celui de la cour. Le bonheur domestique et la passion patriotique commencèrent pour lui en même temps. D'un cœur généreux, bienveillant et pur, d'un esprit élevé, mais peu étendu et peu clairvoyant, d'un caractère plus obstiné que fort, et disposé à se laisser aisément entraîner, ou dominer, ou tromper, dans le sens de ses penchans, il devint bientôt l'un des plus ardens adversaires de la cour et l'ornement moral, sinon le chef politique du parti du pays. Toujours prêt à se risquer pour sa cause, il prit pendant onze ans, dans la chambre des communes, la défense et souvent l'initiative des mesures d'opposition les plus extrêmes, entre autres du bill proposé pour exclure le duc d'York, comme catholique, de la succession à la couronne. Il avait dans son parti et dans la nation, outre le mérite de se dévouer pour eux, le charme de partager presque toujours leurs préven-

tions, leurs passions, leurs aveuglemens, leurs entraînemens, supérieur à tous par la vertu, semblable à tous par l'état d'esprit et les sentimens. Aussi fut-il bientôt l'homme le plus populaire comme le plus honoré du royaume, et telles étaient, entre lui et le parti national, l'harmonie et la sympathie mutuelles, que rien ne venait éclairer lord Russell sur les fautes de ses anciens amis ni sur les siennes propres, car les avertissemens ne partaient que de ses ennemis, qu'on ne croit jamais.

Lady Russell seule, malgré son amour et sa modestie, concevait des doutes sur la convenance ou des inquiétudes sur les conséquences des démarches de son mari, et elle les lui exprimait avec une franchise aussi ferme que tendre. En politique comme en religion, elle partageait les croyances, les sentimens, les désirs de lord Russell; elle avait comme lui le cœur fier et patriotiquement préoccupé du sort de son pays, mais l'esprit plus juste et plus libre, moins prévenu et plus prévoyant. En mars 1678, au moment où lord Russell se disposait à soutenir, dans la chambre des communes, une motion d'opposition très âpre, il reçut de sa femme, pendant la séance même, ce billet :

« Ma sœur, qui est ici, me dit qu'hier soir elle vous a entendu dire à son mari que vous interviendriez dans l'affaire qui se traite maintenant à la chambre; vous savez ce que je veux dire. Cela m'alarme, et je vous conjure de me dire, en toute vérité, si vous avez dessein de le faire. Si vous le faites, je suis sûre que vous vous en repentirez. Je vous demande encore une fois à savoir la vérité. Il m'est plus pénible, et à ma sœur aussi, de rester dans le doute. Si j'ai auprès de vous quelque influence, je vous prie en grâce de garder le silence dans cette occasion, au moins aujourd'hui. »

Il n'est pas besoin de relire cette lettre pour demeurer convaincu que ce n'était pas la première fois que lady Russell tenait à son mari un tel langage; son insistance à le conjurer de lui dire la vérité contient une douce plainte qu'il la lui eût souvent cachée, et une vive sollicitude sur ce qu'elle n'osait se promettre d'empêcher. Lord Russell fut sans doute frappé de la démarche de sa femme, car il garda soigneusement ce billet, en écrivant de sa main, au bas, l'indication du jour et du lieu où il l'avait reçu. J'incline pourtant à croire qu'il ne suivit pas ce jour-là, ni probablement plus d'une autre fois, l'avis qu'elle lui donnait.

Le jour arriva où le roi, quoique peu enclin à une politique hasardeuse, et le parlement, quoique monarchique et loyal, ne purent plus vivre ensemble. Le parti national demandait à Charles II, en déshéritant son frère, de détruire de ses propres mains la monarchie; Charles demandait au parti national de subir à tout risque un

prince qui aspirait évidemment à détruire la religion et la constitution du pays. Ainsi poussés l'un et l'autre à bout, ils se décidèrent à tenter, le roi la tyrannie, et le parti national l'insurrection. Au moment de la crise, en 1681, quand le dernier parlement de Charles II fut dissous, deux hommes, lord Shaftesbury et lord Russell, étaient à la tête de la lutte : Shaftesbury, déjà vieux, ambitieux aussi infatigable que corrompu, corrompu à toutes les sources de la corruption, par la cour, par le pouvoir, par la popularité; exercé dès sa jeunesse à chercher et à trouver sa fortune dans les intrigues et les complots; esprit audacieux et souple, sagace et fécond, puissant sur les hommes, également habile à servir et à nuire, à plaire et à brouiller, attaché pourtant, par orgueil et par prévoyance, au parti protestant et national, à ses yeux certainement le plus fort et le dernier vainqueur, et bien déterminé à sauver en tout cas sa vie, pour recueillir le fruit de ses menées ou pour les recommencer; — lord Russell, jeune encore, sincère, ardent, inexpérimenté, esprit roide, cœur plein de foi et d'honneur, consciencieux en conspirant, prêt à donner sa vie pour sa cause, mais incapable de tout faire indifféremment pour réussir ou pour se sauver. Entre ces deux hommes engagés, à des degrés divers, dans la même entreprise, il était aisé de prévoir lequel serait ici-bas l'instrument en cas de succès, la victime en cas de revers.

Les conspirateurs se réunissaient quelquefois, pas toujours les mêmes, se méfiant les uns des autres et ne se disant pas mutuellement jusqu'où allait leur dessein. Lord Russell projetait la résistance à main armée contre la tyrannie royale, acceptant peut-être au fond de son âme, sans se les avouer, les conséquences d'une telle résolution. Lord Shaftesbury voyait clair dans son dessein, et préparait à tout prix le renversement du roi et l'avénement d'un successeur autre que le légitime héritier. Quelques-uns méditaient une attaque soudaine et l'assassinat de Charles II. Il y avait parmi eux des républicains qui poursuivaient leur rêve, et aussi des traîtres, soit déjà achetés par la cour, soit prêts à lui livrer leur secret et leurs complices pour se soustraire au péril. Comme ils étaient réunis un jour, lord Russell vit entrer, avec le colonel Sidney et M. Hampden, un homme qu'il méprisait, lord Howard : « Qu'avons-nous affaire de ce drôle? » dit-il à lord Essex, son intime ami, et il voulait se retirer; mais Essex le retint, pensant mieux de lord Howard, et ne soupçonnant pas que ce fût là l'homme dont le témoignage les perdrait bientôt tous les deux.

Quelques jours plus tard, lord Mordaunt, royaliste ardent et fort éloigné de conspirer, mais très bienveillant pour lord Shaftesbury, se trouvait chez la maîtresse du roi, la duchesse de Portsmouth,

avec qui, pour pousser sa fortune, il avait contracté une secrète et très familière intimité. On annonça tout à coup à la duchesse que le roi arrivait et qu'il était déjà au haut de l'escalier. Elle cacha précipitamment lord Mordaunt dans un cabinet voisin. Curieux et peut-être un peu jaloux, il regarda par le trou de la serrure, et il vit entrer lord Howard, qui resta et s'entretint longtemps avec le roi, à voix si basse que Mordaunt ne put rien entendre. Mis en liberté par la duchesse de Portsmouth dès qu'elle fut libre elle-même, il sortit en toute hâte, prit un fiacre et se rendit sur-le-champ chez lord Shaftesbury, qu'il informa de ce qu'il avait vu. « En êtes-vous bien sûr? lui demanda le comte en le regardant fixement. — Parfaitement sûr, répondit Mordaunt. — Eh bien! mylord, vous êtes un jeune homme d'honneur; vous ne voudriez pas me tromper; si cela est, il faut que je parte ce soir. » Le soir même en effet, Shaftesbury quitta sa maison, se cacha ailleurs dans Londres où, dès le lendemain, l'ordre était donné de l'arrêter, et quelques jours après, s'embarquant à Harwich, il s'enfuit en Hollande, se promettant, chez le prince d'Orange, un asile et un vengeur. Comme chancelier, il avait poussé violemment à la guerre avec la Hollande et répété plus d'une fois : « Il faut que Carthage soit détruite. » A son arrivée à Amsterdam, il fit demander un permis de séjour au bourgmestre, qui lui répondit : « Carthage, non encore détruite, reçoit volontiers le comte de Shaftesbury dans ses murs. »

En même temps que pour lord Shaftesbury, l'ordre avait été donné d'arrêter aussi lord Russell et de l'amener devant le conseil. Le messager porteur de l'ordre se présenta devant la principale porte de sa maison; mais la porte de derrière restait libre, peut-être à dessein. Lord Russell pouvait s'évader; il ne le voulut pas, disant que sa fuite serait un aveu, et qu'il n'avait rien fait qui lui fît redouter la justice de son pays. Pourtant il envoya lady Russell consulter en hâte ses principaux amis; sur les renseignemens qu'elle leur donna de sa part, eux aussi furent d'avis qu'il ne devait pas fuir. Il comparut devant le roi dans son conseil : « On ne vous soupçonne, lui dit Charles, d'aucun dessein contre ma personne; mais j'ai de fortes preuves de vos desseins contre mon gouvernement. » Après un long interrogatoire, lord Russell fut envoyé à la Tour. En y entrant il dit à son valet de chambre, Taunton, qu'il y avait contre lui un parti-pris, et qu'on voulait avoir sa vie, et, Taunton exprimant l'espoir que ses ennemis n'y réussiraient pas : « Ils l'auront, répéta lord Russell; le diable est déchaîné. »

Je n'ai point dessein de raconter ici ce grand et célèbre procès; c'est uniquement la vie intime de lord et de lady Russell, leurs rapports personnels et leurs sentimens mutuels, dans leurs tristes

comme dans leurs beaux jours, que j'ai à cœur de retracer. Dès qu'elle vit son mari arrêté, lady Russell se consacra, avec une ardeur aussi intelligente et aussi ferme que passionnée, aux démarches qui pouvaient le servir. Pendant les quinze jours qui s'écoulèrent entre l'arrestation et le jugement, elle allait, venait, écrivait sans relâche, recueillant des renseignemens, soutenant le courage des amis alarmés, excitant l'intérêt des indifférens, cherchant de tous côtés des moyens d'action tant que le sort demeurait incertain, et des chances de salut pour le cas d'extrême malheur. Elle était, dans la pensée de tous, si absolument et si activement identifiée avec lord Russell, que, lorsqu'il se plaignit qu'on ne lui eût pas communiqué d'avance la liste de ses jurés, le président de la cour et l'avocat général se crurent justifiés en prouvant que lady Russell avait eu connaissance des noms. La veille du jour où il devait comparaître devant la cour d'assises, elle lui écrivit : « Vos amis croient que je puis vous être de quelque utilité en assistant au débat; je suis prête; je le désire ardemment; ma résolution tiendra; que ce soit aussi la vôtre, je vous en conjure. Il se peut que la cour ne me le permette pas; mais vous, permettez-moi de le tenter. » Le 13 juillet 1683, le débat s'ouvrit; la salle était encombrée de spectateurs : « Nous n'avons pas de place pour nous asseoir, » disaient les avocats. Lord Russell demanda une plume, de l'encre et du papier pour prendre des notes; on les lui donna. « Puis-je avoir quelqu'un qui écrive pour aider ma mémoire? dit-il. — Oui, mylord, un de vos serviteurs. — Ma femme est là, prête à le faire. » Lady Russell se leva pour exprimer son assentiment; tout l'auditoire frémit d'attendrissement et de respect. « Si mylady veut bien en prendre la peine, elle le peut, » dit le président, et pendant tout le débat lady Russell fut là, à côté de son mari, son seul secrétaire et son plus vigilant conseiller.

L'arrêt fatal prononcé, ni le courage ni l'activité de lady Russell ne faiblirent; c'était une de ces âmes en qui l'amour, le devoir et la confiance en Dieu soutiennent, au-delà de tout calcul humain, la force et l'espérance. Des efforts de tout genre furent tentés pour sauver la vie de lord Russell : quelques-uns des hommes les plus considérables à la cour insistèrent fortement en sa faveur auprès du roi; c'était, disaient-ils, une dette de reconnaissance à imposer à une grande famille qui, repoussée avec rigueur, n'oublierait jamais son injure; quelque chose était dû d'ailleurs à la fille de lord Southampton. De divers côtés, on écrivait à lady Russell pour lui indiquer telle ou telle démarche à faire, pour lui dire quel jour, à quelle heure, en quel lieu elle devait aller se jeter aux pieds du roi, qui ne pourrait la refuser. On s'adressait au duc d'York comme au roi. Le duc d'York écoutait tranquillement sans répondre. Le roi répondait

avec impatience à Monmouth : « Je voudrais lui faire grâce; mais je ne le puis sans me brouiller avec mon frère : n'en parlons plus; » et à lord Dartmouth : « Tout ce que vous me dites est vrai; mais ce qui est vrai aussi, c'est que, si je ne prends pas sa vie, il aura bientôt la mienne. » On essaya de toucher à d'autres cordes qu'à celles du cœur : le comte de Bedford fit offrir à la duchesse de Portsmouth cinquante et même cent mille livres sterling pour avoir la grâce de son fils; Charles répondit : « Je ne rachèterai pas mon sang et celui de mes sujets à si bon marché. » Lady Russell pensa que son oncle, le marquis de Ruvigny, venant exprès de Paris, de l'aveu de Louis XIV, aurait peut-être auprès de Charles II quelque crédit (1). Ruvigny promit de se rendre à Londres : « J'ai une grande impatience, ma chère nièce, écrivait-il, d'être près de vous. Il y a trois jours que le roi est arrivé; il a eu la bonté de consentir à mon voyage. » On disait même qu'il apporterait une lettre de Louis XIV à Charles II pour l'engager à faire grâce. « Je ne veux pas empêcher que M. de Ruvigny ne vienne ici, dit Charles à Barillon; mais mylord Russell aura le cou coupé avant qu'il arrive. » Ruvigny ne vint pas. Sur les ardentes instances de son père, de ses amis, et sans doute aussi de sa femme, lord Russell se décida à écrire lui-même au roi et au duc d'York pour demander sa grâce, représentant « qu'il n'avait jamais conçu la moindre pensée contre la vie de sa majesté, ni aucun dessein de renverser son gouvernement, reconnaissant qu'il avait eu tort d'assister à des réunions illégales, et promettant d'aller vivre sur le continent, dans le lieu qu'il plairait au roi de lui assigner, et de ne plus se mêler des affaires d'Angleterre. » Cette démarche, qui demeura, comme toutes les autres, sans aucun effet, coûta beaucoup à lord Russell, et en fermant sa lettre au duc d'York, il dit au

(1) Lord John Russell a révoqué en doute, dans sa *Vie* de son illustre ancêtre (*Life of William lord Russell*, t. Ier, p. xiv, et t. II, p. 76), ces tentatives faites au nom de Louis XIV pour sauver la vie de lord Russell, et les lettres de Barillon qui en font mention, et dont Dalrymple avait cité des fragmens. Le doute de lord John Russell était naturel, puisqu'on avait refusé, à cette époque, de lui laisser vérifier, dans nos archives des affaires étrangères, les citations de Dalrymple. J'ai fait cette vérification, et elle m'a prouvé que Louis XIV avait en effet chargé Barillon de dire à Charles II quelques paroles, probablement assez froides, en faveur de lord Russell. Voici le texte de la lettre en date du 29 juillet (19 juillet selon le vieux style encore maintenu alors en Angleterre), 1683, dans laquelle Barillon rend compte au roi de sa démarche : « Je montrai hier au roi d'Angleterre une lettre que M. de Ruvigny m'écrit, et je lui dis ce que votre majesté m'ordonne sur son sujet. Ce prince me répondit : « Je suis bien assuré que le roi mon « frère ne me conseillerait pas de pardonner à un homme qui ne m'aurait pas fait de « quartier; je ne veux pas empêcher que M. de Ruvigny ne vienne ici, mais mylord « Russell aura le cou coupé avant qu'il arrive. Je dois cet exemple à ma propre sûreté « et au bien de mon état. » (Archives des affaires étrangères de France.)

docteur Burnet : « Ceci sera imprimé et vendu dans les rues, comme mon acte de soumission, au moment où je serai pendu. »

On crut entrevoir une dernière chance, la meilleure peut-être, quoique indirecte et singulière. La question de la légitimité possible ou de l'illégitimité absolue de toute résistance armée au souverain légitime agitait alors fortement les esprits; le parti de la cour et celui du pays voulaient également se fonder sur un principe, et dominer en droit comme en fait, car telle est la noble nature de l'homme qu'il ne peut se défendre du besoin d'avoir raison, et qu'il ne se repose pas tranquillement dans la force, s'il la sent désavouée par la justice et la vérité. L'église anglicane soutenait sans réserve l'illégitimité de la résistance à main armée. Deux de ses plus honnêtes et plus modérés docteurs, Burnet et Tillotson, entreprirent d'obtenir l'adhésion de lord Russell à leur doctrine, espérant qu'ils sauveraient sa vie, s'ils pouvaient offrir au roi la soumission de son esprit. Un moment ils crurent l'avoir ébranlé, et lord Halifax, qu'ils en informèrent, leur dit que le roi, à qui il en avait rendu compte, s'était montré plus touché de cette perspective que de toutes les autres sollicitations. Les deux théologiens redoublèrent d'efforts; lord Russell les écouta doucement. Tillotson lui écrivit une lettre pour établir, au nom de la foi chrétienne, la maxime de la non-résistance; lord Russell prit la lettre, se retira dans une pièce voisine, et bientôt de retour : « Je vous ai lu, dit-il au doyen; je ne demanderais pas mieux que d'être convaincu, mais je ne puis dire que je le sois. Pour mon compte, j'ai toujours pensé qu'une nation libre, comme celle-ci, était en droit de défendre sa religion et ses libertés, quand on les attaquait pour les lui ravir. Si j'ai péché en ceci, j'espère que Dieu ne m'en fera pas un crime, car ce n'est qu'un péché d'ignorance. » Burnet insista encore; lord Russell coupa court à la discussion, disant : « Je ne puis pas mentir; je mentirais si j'allais plus loin. » Il s'était entretenu de la question avec sa femme, et loin de le pousser à quelque faiblesse, elle l'avait douloureusement approuvé et soutenu dans sa sincérité. On dit même qu'elle témoigna quelque déplaisir de l'obstination de Tillotson à le presser sur ce sujet.

Tous les moyens, toutes les espérances s'évanouissaient successivement; le jour fatal approchait. « Je voudrais, dit lord Russell à Burnet, que ma femme cessât de battre ainsi les buissons et de courir çà et là pour me sauver; mais quand je pense qu'il y aura un jour pour elle quelque adoucissement à son chagrin dans cette conviction qu'elle n'a laissé, sans le tenter, rien de ce qui pouvait donner quelque espoir, je me résigne. » Quand ils étaient ensemble, ils paraissaient uniquement préoccupés, l'un et l'autre, de se ménager

et de s'affermir mutuellement; quand elle partait, il la suivait des yeux; son émotion semblait près d'éclater; il la domptait brusquement, et s'adonnait tout entier, soit seul, soit avec Burnet et Tillotson, à des méditations, à des lectures, à des conversations pieuses. Le 19 juillet, informé que la demande d'un répit avait été rejetée et que l'exécution aurait lieu le surlendemain, il écrivit au roi une lettre qui ne devait être remise qu'après sa mort, et dont le but était dans ces dernières paroles : « Je vous demande la permission de terminer mes jours en protestant sincèrement que mon cœur a toujours été dévoué à ce que j'ai cru votre véritable intérêt; si je me suis trompé, j'espère que votre déplaisir envers moi finira avec ma vie, et qu'il n'en retombera rien sur ma femme et sur mes enfans. C'est la dernière grâce que vous demandera, sire, de votre majesté, le très fidèle, très dévoué et très obéissant sujet. » Le lendemain 20, dans la matinée, il reçut la communion des mains de Tillotson : « Croyez-vous à tous les articles de la foi chrétienne tels que les enseigne l'église anglicane? lui demanda le doyen. — Oui, certainement. — Pardonnez-vous à tout le monde? — De tout mon cœur. » Après le dîner, il relut et signa le discours qu'il voulait remettre au shériff sur l'échafaud, comme ses adieux à la vie et à son pays, et donna à lady Russell toutes ses directions pour qu'il fût publié et répandu aussitôt après sa mort. Lady Russell alla chercher et lui amena ses enfans. Il les garda quelque temps, s'entretint avec elle de leur éducation, de leur avenir, les embrassa, les bénit et les renvoya sans que sa sérénité parût altérée : « Restez à souper avec moi, dit-il à sa femme; prenons ensemble notre dernier repas terrestre. » Pendant et après le souper, il parla surtout de ses deux filles, et aussi des grands exemples de la mort acceptée avec calme et liberté d'esprit. Vers dix heures, il se leva, prit lady Russell par la main, l'embrassa quatre ou cinq fois, tous deux silencieux et tremblans, les yeux pleins de larmes qui ne tombaient pas. Elle partit. « Maintenant, dit lord Russell à Burnet, l'amertume de la mort est passée, » et s'abandonnant tout à coup avec effusion à ses sentimens : « Quelle bénédiction elle a été pour moi! Quelle eût été ma misère si, avec toute sa tendresse, elle n'avait pas eu tant de grandeur d'âme qu'elle n'a jamais désiré de moi une bassesse pour sauver ma vie! Quelle semaine j'aurais eu à passer si elle avait toujours été pleurant autour de moi, et me pressant de devenir un délateur, un lord Howard!... Dieu m'a accordé une faveur insigne en me donnant une telle femme : naissance, fortune, grand esprit, grande religion, grande affection pour moi, tout y a été! Et par-dessus tout, sa conduite dans cette extrémité! C'est une grande consolation pour moi de laisser mes enfans dans les mains d'une telle mère; elle m'a pro-

mis de prendre soin d'elle-même à cause d'eux; elle le fera. » Il s'arrêta, et sa pensée se reportant sur lui-même : « Quel immense changement doit faire en nous la mort! quelles nouvelles et merveilleuses scènes doivent s'ouvrir devant notre âme! J'ai entendu parler d'aveugles-nés qui étaient frappés de stupeur quand, la cataracte tombant de leurs yeux, ils voyaient; que serait-ce si la première chose qu'ils eussent à voir était le soleil levant? » Il tira sa montre et la donna à Burnet en disant : « J'en ai fini avec le temps; l'éternité vient. »

Le lendemain, 21 juillet 1683, lady Russell était veuve, et seule dans sa demeure de *Southampton-House*, avec ses trois enfans, deux filles de neuf et sept ans, et un fils de trois ans.

VIII.

Ce n'est pas sans surprise qu'en ouvrant les lettres écrites par lady Russell après un coup si cruel, on en rencontre tout d'abord deux directement ou indirectement adressées à Charles II, au roi qui venait de lui refuser la vie de son mari. A peine hors de Londres qu'elle avait fui pour se retirer avec ses enfans à la campagne, à Woburn, chez son beau-père, le comte de Bedford, elle écrit à son oncle, John Russell, colonel du 1er régiment des gardes à pied :

« Je n'ai, mon cher oncle, nul besoin d'excuse auprès de vous, et mon esprit bouleversé est hors d'état d'en faire aucune; mais j'ai besoin de votre assistance, et je la demande librement. Vous vous rappelez que, peu de jours après mon affreux malheur, le roi me fit dire qu'il n'avait nul dessein de profiter des confiscations qui lui étaient attribuées, mais que les termes de la loi devaient être observés; il a donc fait, dans mes mains, don des biens personnels. Je crois convenable d'adresser à sa majesté quelque témoignage de reconnaissance, et la faveur que je vous demande, c'est de le faire pour moi... Ce n'est pas sans répugnance que je vous écris ceci, car il ne peut venir de moi rien que de fort triste, et je n'aime pas à causer le moindre embarras aux amis et aux proches parens de mon bien-aimé et maintenant bienheureux mari. »

Bientôt un bruit de la ville arrive à lady Russell dans sa retraite; elle entend dire que la cour, inquiète de l'effet produit dans le pays par la publication de l'écrit que lord Russell, sur l'échafaud, avait remis au shériff, en nie l'authenticité; elle tient cette attaque pour une injure à la mémoire de son mari; elle se hâte d'écrire au roi :

« Plaise à votre majesté,

« J'apprends que les ennemis de mon mari ne sont point apaisés par son sang, et qu'ils continuent à le calomnier auprès de votre

majesté. C'est pour moi un grand surcroît de douleur d'entendre dire qu'on a persuadé à votre majesté que le papier qu'au moment de sa mort il a remis au shériff n'est pas réellement de lui. Je puis affirmer et attester solennellement que, pendant son emprisonnement, je lui ai entendu dire les principales choses que contient ce papier, et dans les mêmes termes... Que votre majesté, je l'en conjure humblement, ait la charité de croire que celui qui, dans le cours de sa vie, a toujours agi avec tant de sincérité et de franchise, n'aurait pas voulu faire en mourant une telle fausseté que de donner comme sa pensée ce qui n'aurait pas vraiment été de lui... J'espère que je ne dis rien en ceci qui puisse déplaire à votre majesté. S'il en était autrement, je la conjure de prendre mes paroles comme venant d'une femme accablée de douleur; vous pardonnerez, je l'espère, à la fille d'un homme qui a servi le père de votre majesté dans ses plus grandes détresses, et votre majesté elle-même dans ses plus éminens emplois, et moi, qui ai la conscience de n'avoir jusqu'ici rien fait pour vous offenser, je prierai toujours pour la longue vie et l'heureux règne de votre majesté. »

C'est une veuve au désespoir, c'est la femme passionnément dévouée d'un conspirateur mort naguère sur l'échafaud pour maintenir le droit de résistance et les libertés de son pays, qui garde et témoigne si simplement ce profond respect monarchique, ce soin des convenances, cette susceptibilité si humble dans son langage, quoique au fond si fière. Les jours, les mois, les années s'écouleront; elle restera la même, tout entière adonnée à un seul sentiment sans s'y abîmer, à la fois concentrée en elle-même et attentive, active au dehors, expansive même. Elle a un ami, un confident intime, le docteur Fitz-William, jadis chapelain de son père, maintenant recteur de Cottenham et chanoine de Windsor, ecclésiastique profondément pieux, d'un cœur sympathique, d'un esprit élevé et abondant, qui porte à la noble fille de son ancien patron le plus tendre intérêt, et met tous ses soins à la soutenir, à la consoler, à la faire avancer, à travers ses épreuves, vers son Dieu et son salut éternel. C'est à lui que lady Russell ouvre son cœur; c'est auprès de lui qu'elle s'abandonne à tous ses troubles intérieurs, à ses accès d'abattement, à ses élans de pieuse espérance. Je veux rassembler quelques-uns des traits les plus saillans de cette correspondance, — assez, non pour révéler pleinement, mais pour faire entrevoir cette grande âme, rare et admirable surtout en ceci que la passion et le bon sens, la tendresse du cœur et la fermeté de l'esprit ne s'y sont jamais mutuellement étouffés, et que, pendant quarante ans de veuvage, elle a exclusivement appartenu à la mémoire d'un mari adoré, en demeurant sensible et active pour toutes les relations, toutes les

affections, tous les devoirs, je dirais presque tous les intérêts de la vie et du monde qui l'entourait.

Peu après son malheur, le docteur Fitz-William lui avait envoyé de pieux conseils et des modèles de prières pour élever son âme à Dieu. Elle lui répond :

« Je n'ai pas besoin de vous dire, mon bon docteur, combien je suis peu capable d'un tel exercice. Vous verrez bientôt à quel point il m'est encore impossible d'en recueillir le fruit; mon esprit est bouleversé, et mes pensées confuses ne me fournissent que des mots pour exprimer mon désespoir. Vous qui êtes mon ami, vous supporterez ma faiblesse et vous compatirez à ma douleur, comme vous l'avez déjà fait par votre bonne lettre et votre excellente prière..... Vous nous avez connus l'un et l'autre, vous savez comment nous vivions; vous devez m'accorder que j'ai bien raison de pleurer. C'est le sort commun de perdre un ami; mais avoir vécu avec un tel ami, combien peu de femmes ont à se glorifier d'un tel bonheur et à déplorer une telle perte! Qui ne succomberait sous un tel coup? »

Et quelques jours plus tard :

« Toutes sortes d'idées douloureuses viennent assaillir mon cœur affaibli et désolé : quand j'en ai surmonté une, je tombe aussitôt dans une autre. Si mon affliction se calme un moment, mille réflexions sur le passé s'élèvent en moi. Qui sait si quelque acte important n'a pas été omis? Si nous avions insisté davantage, il serait peut-être parti; si telle ou telle erreur avait été redressée pendant le procès, si d'autres démarches avaient été faites, il aurait peut-être été acquitté, et il serait encore sur la terre des vivans... Je crois que j'ai tort de me tourmenter ainsi par toutes ces vaines pensées; mais elles n'en aggravent pas moins ma douleur... Mon Dieu, fais-moi comprendre ces déchirans arrêts de ta Providence, pour que je ne succombe pas sous mon découragement! Je sais que j'ai mérité que ta main me châtie, et je me tais. Pourtant mon cœur s'abandonne et se désespère trop amèrement, je le crains, et rien ne peut me consoler, car je n'ai plus le compagnon chéri qui partageait mes joies et mes peines. J'ai besoin de lui, je l'appelle pour lui parler, pour me promener avec lui, pour manger, pour dormir auprès de lui. Tout cela m'est insupportable sans lui. Le jour me déplaît quand il vient, et la nuit également. Quand je vois mes enfans, je me rappelle le plaisir qu'il prenait à les voir, et mon cœur se soulève!... Ah! si je pouvais croire fermement, je ne serais pas abattue! Que je laisserais là volontiers ce monde, ce monde qui m'importune et me lasse, et où je n'ai plus rien à faire que de purifier mon âme du péché, de supporter patiemment mon malheur et d'assurer, par la foi et la paix de la conscience, mon salut éternel! »

Après avoir passé dix mois à Woburn, dans la solitude et l'immobilité, elle sentit le besoin de changer de lieu, de chercher d'autres impressions. Le 20 avril 1684, elle écrivit au docteur Fitz-William :

« J'ai quelque idée d'aller passer quelques jours à Stratton, dans ce lieu désolé où j'ai vécu dans un si doux et si complet contentement. Je considérais alors la condition de tout le monde autour de moi, et je n'en trouvais aucune qui méritât mon envie. Je ne passerai plus de tels jours sur la terre. Mais les lieux ne sont rien; où puis-je habiter que sa figure ne soit toujours devant moi? Et je ne voudrais pas qu'il en fût autrement. Je suis décidée, rien ne m'arrêtera; j'irai partout où j'aurai des devoirs à remplir. »

Et cinq mois après, le 1er octobre de la même année :

« ... Je me suis déterminée à rentrer l'hiver prochain dans cette demeure désolée, ma maison de Londres. Le médecin dit que c'est le meilleur séjour pour mon petit garçon, et je n'ai rien à opposer à cette raison-là... Avec l'aide de Dieu, j'essaierai de supporter ce séjour dont la seule pensée m'épouvante. Mais je sais que, si mon chagrin n'avait pas d'autre racine, celle-là disparaîtrait en peu de jours. »

Elle n'exécuta pas immédiatement son projet, et six semaines après elle écrivait au docteur :

« Vous trouvez que j'ai traîné ici bien longtemps. Personne ne s'en étonnera qui voudra bien se rappeler que le lieu où je vais me transporter a été le théâtre de mon éternel malheur, un lieu où j'ai si vainement tenté de sauver une vie pour laquelle j'aurais si volontiers donné la mienne. Docteur, c'était un trésor inestimable que j'ai perdu là; j'avais vécu avec lui au comble du bonheur de ce monde. Je dois me souvenir, je le sais, que j'ai un meilleur ami, un ami qui ne peut m'être enlevé, vers qui, et de tout l'élan de mon cœur, je désire m'élever : les joies spirituelles lutteront alors en moi contre les douleurs terrestres, et rendront quelque tranquillité à une âme ballottée et brisée par les épreuves de la vie; mais, j'en ai l'expérience, je n'atteins que pour des momens rares et courts à cette disposition si désirable, et je crains qu'ils ne soient plus rares encore quand j'habiterai cette ville et cette maison de deuil où tant de coups reviendront m'assaillir. Mais puisque j'ai déjà porté tant de mois le fardeau de mon mal réel, j'espère que, Dieu aidant, je ne succomberai pas sous l'ombre. »

Dieu en effet lui venait en aide, et, tout en retombant souvent dans ses accès de désespoir ou de faiblesse, elle s'en relevait toujours et retrouvait, pour échapper à toute exagération dans ses sentimens et dans son appréciation de sa destinée, l'impartiale fermeté de son esprit et la profonde piété de son cœur. Les deux lettres suivantes en sont un admirable témoignage :

Lady Russell au docteur Fitz-William.

« Woburn, 11 octobre 1683.

« Personne ne doit reconnaître les miséricordes de Dieu plus que moi, pauvre créature, qui ai si impatiemment reçu ses jugemens sans tenir compte de ses grâces. Certes le coup a été des plus rudes; mais à cet affreux moment n'ai-je pas été en droit d'espérer que celui que j'aimais comme mon âme elle-même passait d'une prison à un trône? N'ai-je pas été rendue capable de renfermer mes propres douleurs pour ne pas accroître les siennes? Je succombais; mes esprits accablés ont été soutenus par la prompte compassion de tant d'excellens et sages chrétiens qui n'ont cessé de me dire mon devoir, de m'avertir, de me fortifier... Et Dieu m'a conservé jusqu'ici les enfans de mon excellent ami, et il leur a donné des intelligences pleines d'avenir avec des caractères maniables et doux; il a pris soin de ma vie, pour leur bien, j'espère. Moi, qui ne fais plus que languir dans un monde où je ne trouve plus de joie, Dieu m'a affranchie de toute souffrance corporelle à un degré que je n'avais jamais connu. Depuis ce misérable jour, je n'ai pas eu un violent accès de mal de tête, moi qui en étais sans cesse tourmentée. Tout cela me commanderait des actions de grâces auxquelles mon cœur frappé de mort se prête bien peu. C'est là mon infirmité; je la déplore. Celui qui a revêtu notre nature et pris le fardeau de nos misères, Christ m'aidera, j'espère, à en guérir; il connaît la faiblesse de mon âme et la violence de mon chagrin. »

La même au même.

« 11 juillet 1686.

« Je sais que je suis assommante, et, pardonnez-moi cette impertinence, je sais aussi que vous m'accepterez comme si je ne l'étais pas. Je ne prends cette liberté avec aucun autre, c'est une grande indulgence pour moi-même : je suis sûre que vous trouverez bon que j'en use; j'en ai surtout besoin quand reviennent ces jours funestes où tant de souvenirs cruels et saisissans se pressent dans mon esprit. On peut, je le sais, supporter sans y succomber les plus amères douleurs; mais les supporter sans que le cœur en murmure, c'est là le devoir, et c'est là que je faillis. O mon Dieu! n'en fais pas un crime à ta faible servante; rends-moi reconnaissante de ce que j'ai eu un tel ami à perdre, et contente qu'il ait été relevé de son service ici-bas. Mon cher docteur, c'est là une expression de vous qui me plaît beaucoup. Quand viendra pour moi le jour d'être relevée à mon tour, je ne sais dans quelle disposition il me trouvera; mais je sais que maintenant c'est là ma plus douce et plus consolante pensée. Quand je suis plongée dans une multitude d'idées lugubres et déchirantes, je me relève en me souvenant que cette vie finira bientôt, et que j'en commencerai une meilleure qui ne finira jamais, et dans laquelle nous découvrirons les motifs et le but de ces coups en apparence si sévères dont la Providence nous frappe. Il semble ainsi que je n'aspire qu'à mon dernier jour, et pourtant, si la maladie ou tout autre avant-coureur de notre fin était là, peut-être voudrais-je l'éloigner si je pouvais, tant notre cœur est trompeur et notre foi chancelante. On peut dire avec raison, je crois,

que Dieu a sagement implanté dans notre nature cette terreur à l'approche de la séparation de l'âme et du corps, et ce penchant à prendre soin de notre vie; comment supporterions-nous tant de maux, si notre foi ne nous enseignait pas ce que nous pouvons espérer et atteindre en souffrant patiemment?»

Elle écrivait aussi quelquefois, sinon avec le même abandon, du moins dans les mêmes sentimens, à quelques personnes qui lui avaient rendu d'importans services ou témoigné une sympathie vraie dans son malheur. Lord Halifax, entre autres, était intervenu auprès du roi lors de l'exécution de lord Russell, pour demander, ce qu'il n'obtint qu'à grand'peine, que l'écusson de sa famille fût placé, après sa mort et comme si elle eût été naturelle, sur la porte de sa maison. Il avait depuis cette époque entretenu des rapports affectueux avec lady Russell, et essayé sans doute de lui offrir quelqu'une de ces froides consolations dont se contentent les âmes qui n'ont pas besoin d'être consolées, car elle lui écrit :

«Mylord, je regarde comme un pauvre raisonneur celui qui nous demande de prendre avec indifférence tout ce qui nous arrive. Il est beau de dire : « Pourquoi nous plaindre qu'on nous ait repris ce qu'on n'avait fait que nous prêter, et nous prêter pour un temps, nous le savions, » et autres paroles semblables. Ce sont là des recettes de philosophes, et je ne leur porte aucun respect, comme à tout ce qui n'est pas naturel. Il n'y a point de sincérité. J'ose dire qu'ils dissimulent et qu'ils sentent ce qu'ils ne veulent pas avouer. Je sais que je n'ai pas à disputer avec le Tout-Puissant; mais si les délices de ma vie s'en vont, il faut bien que je souffre de leur perte et que je les pleure. Croyez-moi, mylord, la foi chrétienne a seule de quoi soulager l'âme accablée par un grand malheur; il ne faut rien moins, pour nous satisfaire, que l'espoir de redevenir heureux, et je lui dois mille fois plus que je n'aurais pu devoir au monde entier, quand on m'aurait offert et mis à ma disposition toutes ses gloires. »

Dieu lui réservait des consolations pleines d'angoisse, mais efficaces, la perspective imminente de nouvelles douleurs. Son fils, à peine âgé de quatre ans, tomba gravement malade. Elle fut sur le point de le perdre; il guérit. « Dieu a eu pitié de moi, écrit-elle au docteur Fitz-William, il a écarté un coup qui me menaçait, la mort de mon pauvre garçon. Il a été très mal, et Dieu m'a fait voir la folie de mes imaginations, quand je croyais qu'il ne me restait rien dont la perte pût me causer une grande angoisse, ou la possession m'apporter un soulagement sensible. J'ai senti la fausseté de la première idée, car je ne puis me séparer un moment de cette petite créature. Je désire faire sur la seconde la même découverte, et trouver, dans la présence de ces enfans, quelque rafraîchissement pour ma pauvre

âme fatiguée; que du moins mes efforts pour m'acquitter de la tâche que leur tendre et bien-aimé père aurait si bien remplie me donnent quelque satisfaction! Quand j'aurai accompli envers mon meilleur ami et envers eux ce devoir qu'il m'a laissé, que je serais heureuse de reposer auprès de cette poussière chérie que je suis allée visiter naguère! Je veux dire le cercueil qui la contient. Je suis contente que vous ne m'ayez pas désapprouvée, comme l'ont fait quelques personnes qui en ont été instruites, quoique je ne l'eusse dit qu'à vous seul. Docteur, j'y avais réfléchi; je n'allais pas là chercher un vivant parmi les morts; je savais que, n'importe où j'allasse, je ne le verrais pas plus en un lieu que dans un autre; je m'étais promis à moi-même de ne pas m'abandonner à une vaine et déraisonnable passion, mais d'élever mes regards là où s'est élevée la plus noble partie de son être, dans un lieu bien loin d'ici, où aucun pouvoir terrestre ne pénètre et ne peut mettre fin à une heureuse union. C'est là que je voudrais être; mais nous ne réglons pas nous-mêmes notre heure. J'espère l'attendre sans trop d'impatience. »

Elle avait à attendre longtemps cette bienheureuse réunion qu'elle désirait si sincèrement, sans que sa passion lui fît illusion sur la faiblesse de notre nature. En l'attendant, et à mesure que les années s'écoulaient, elle se traitait dans sa douleur comme on s'établit dans un mal dont on ne doit pas guérir et avec lequel on apprend à vivre. Malgré le vide de son cœur, sa vie était active, et elle s'occupait sans se distraire. L'éducation de ses enfans, leurs affaires, l'intérieur de sa maison, les intérêts et le bien-être de ses proches, étaient pour elle l'objet de soins assidus. « Je suis charmé, lui écrivait Burnet, que vous consacriez à vos enfans une si grande partie de votre temps qu'ils n'aient pas besoin d'une autre gouvernante, » et ses filles en effet n'en eurent jamais d'autre qu'elle-même. Elle prenait garde que sa tristesse habituelle ne troublât les joies de leur âge. Quand elle retourna à Stratton, « les pauvres enfans, écrit-elle, ont eu grand plaisir d'être un peu dans un lieu nouveau. Ils ne savent pas combien ce lieu a été plus charmant pour moi et même pour eux. Je crois cependant que Rachel (sa fille aînée) n'a pas été insensible à ce retour, et je n'ai pas pu ne pas m'en réjouir au fond de mon cœur. Ceux à qui leur âge permet quelques souvenirs devraient, ce me semble, ressentir une impression solennelle d'une perte si irréparable pour eux. Je n'en mettrai pas moins tous mes soins à entretenir leur gaieté naturelle; nous plaisons certainement à notre Créateur quand nous prenons gaiement ses volontés sur nous. » Elle portait à son beau-père, le comte de Bedford, une affection reconnaissante. Il perdit sa femme; elle renonça à ses projets de voyage et resta auprès de lui : « Je ne veux pas, dit-elle, quitter, au moment où un nouveau

chagrin le frappe, un excellent homme qui a été et est toujours très tendre pour moi. » C'était à elle qu'on s'adressait dans toutes les circonstances importantes pour la famille, entre autres dans des projets de mariage pour son beau-frère, Édouard Russell, et pour une des filles de lord Gainsborough, beau-père de sa sœur Élizabeth. On savait que son conseil serait bon, et que son approbation aurait grand crédit. « J'ai fait ce qu'on m'a demandé, dit-elle dans l'une de ces occasions, quoique j'eusse désiré qu'on fît choix d'une autre personne que moi, qui n'ai plus rien à faire avec le monde et suis peu propre à y traiter quoi que ce soit; mais je me sens obligée de faire ce que je peux, j'aurai un jour les mêmes services à rendre à mes enfans, et je ne puis ni ne veux me dispenser de ce devoir envers la mémoire de mon bien-aimé mari, car c'est à lui et aux siens qu'appartiennent les tristes restes de ma vie. » Le jour de cette grande affaire maternelle arriva pour elle plus tôt qu'elle ne s'y attendait : sa fille Rachel n'avait encore que quatorze ans; lord Cavendish, comte de Devonshire, vint la lui demander en mariage pour son fils aîné, qui n'en avait que seize. Lord Cavendish avait été l'ami le plus intime et le plus dévoué de lord Russell, dévoué à ce point qu'il l'avait vivement pressé de changer d'habits avec lui et de s'évader de la Tour, restant lui-même prisonnier à sa place, à quoi lord Russell n'avait pas voulu consentir. Profondément touchée des sentimens qui dictaient la proposition et sensible à l'éclat de l'alliance, lady Russell l'accueillit avec une satisfaction franche : « J'espère, écrit-elle au docteur Fitz-William, que, si je mène à bien cette grande affaire, mes efforts pour le bonheur de mon enfant réussiront. Dieu seul sait quelle sera l'issue; mais c'est certainement dans ma sombre vie un rayon de lumière que je n'attendais pas. Je me répète souvent que les enfans du juste seront bénis; j'ai la confiance que leur père méritait ce nom. Si mon faible cœur ne faillit pas, je travaille à le mériter aussi, et j'en rends humblement grâces à Dieu. » Les arrangemens de fortune furent difficiles à conclure; les sentimens les plus élevés s'allient quelquefois avec des exigences mesquines et obstinées : « J'ai affaire, dit lady Russell, à un lord d'un noble cœur, mais intraitable si les choses ne sont pas réglées comme il l'entend, et à son avantage. » Ces conférences et ces discussions l'importunaient : « Je suis forcée de voir beaucoup de gens de loi, ce qui me déplaît infiniment, car je voudrais conclure mon affaire, et mettre un terme à ce qui me semble si peu en harmonie avec la façon dont je veux passer le reste de mes jours ici-bas. J'espère que mon devoir l'emportera sur mon penchant. Il faut bien que je vienne en aide à mes enfans, qui n'ont que moi. Cela me fait accepter beaucoup de dîners et autres dérangemens semblables, très pénibles à un cœur triste et

fatigué. Grâce à Dieu, pourtant j'en viens à bout. » Elle en vint à bout en effet, et le 21 juin 1688, sa fille épousa le jeune lord Cavendish, qui partit presque aussitôt pour voyager quelque temps sur le continent.

A en juger par les apparences, on pourrait croire que lady Russell vivait strictement renfermée dans la vie privée, dans ses souvenirs doux et cruels, ses pensées pieuses, ses devoirs et ses soins de famille. On se tromperait. Ce n'était pas un esprit naturellement très varié ni très fécond, ni spontanément enclin à chercher et à trouver partout des sujets de mouvement et d'intérêt. Laissée à elle-même et à une vie ordinaire, elle serait peut être restée étrangère aux grandes idées et aux grandes affaires de son temps; mais elle y était entrée à la suite de son mari, par sympathie pour lui, et avec un esprit capable de comprendre et de goûter tout ce qui était grand. Elle demeura fidèle à la cause de lord Russell comme à sa mémoire, et constamment préoccupée, dans son isolement, de ces mêmes questions, de ces mêmes libertés religieuses et politiques qui auraient fait, s'il eût toujours été là, le sujet de leur commune sollicitude et de leurs intimes entretiens. La révocation de l'édit de Nantes suscita en elle non-seulement la plus vive sympathie pour les protestans proscrits, mais des pensées d'une moralité originale et profonde : « Vous avez raison, écrit-elle, à cette occasion, au docteur Fitz-William; je comparerai mon sort à celui des autres, et je commencerai par ce roi qui se croit certainement au faîte des prospérités humaines, le roi de ces malheureux Français persécutés, plus malheureux lui-même que ceux qu'il persécute, car il décrie par de tels actes sa propre dignité. Si la Providence, dans je ne sais quels secrets desseins, permet qu'il fasse boire à tant de pauvres gens une coupe bien amère, à coup sûr elle lui réserve à lui-même quelque terrible amertume. Quand la moitié peut-être du monde ne connaît pas Dieu, ni le nom de Christ notre sauveur, ni la beauté de la vertu que Christ nous commande, quelle destinée, pour un prince si grand et qui aspire si haut, que d'employer avec rage son pouvoir à l'extermination d'un peuple qui reconnaît l'Évangile pour sa foi et sa loi! »

Sa propre patrie et ce qui s'y passait la préoccupaient plus fortement encore; le procès et la mort d'Algernon Sidney, l'avénement de Jacques II, le progrès de sa tyrannie, l'insurrection de Monmouth et les rigueurs qui frappèrent alors tant d'amis de la cause qui lui était chère, ravivèrent ses plus cruels souvenirs. Par momens, elle puisait dans ces malheurs même une consolation inattendue : « Les nouvelles scènes de chaque jour, écrit-elle, font que souvent je me trouve bien déraisonnable et mal inspirée quand je verse des larmes de chagrin, au lieu de pleurer de joie, comme je le

devrais, en pensant que mon bien-aimé mari a abordé sur le bienheureux rivage de l'éternité. S'il eût vécu, son excellent cœur eût été déchiré bien des fois depuis le jour où il nous a quittés; maintenant il est en sûreté et en paix, et je devrais m'en réjouir, moi qui ne trouve ni paix ni sûreté sans lui. » Mais ces élans d'une âme pieuse n'apaisent pas longtemps les vraies inquiétudes ni les vraies douleurs; la situation religieuse et politique de l'Angleterre devenait de jour en jour plus sombre, et lady Russell, passionnément attachée à ce spectacle, s'attristait et s'alarmait chaque jour davantage pour ses enfans, pour son pays et pour l'avenir de la cause pour laquelle lord Russell était mort.

IX.

La révolution de 1688 vint la tirer de cette situation pleine à la fois d'angoisse et de monotonie. Après cinq ans de veuvage au sein de la défaite, lady Russell passa tout à coup au triomphe, avec le fardeau de sa douleur.

Elle était à Woburn pendant les deux mois qui s'écoulèrent entre le débarquement du prince d'Orange en Angleterre et la fuite définitive du roi Jacques. Loin des événemens et des bruits de Londres, seule avec son beau-père et ses enfans, elle était pourtant bien informée de ce qui se passait, et elle en suivait le cours avec l'ardeur contenue d'un esprit sensé qui connaît l'incertitude des grands desseins, et d'une âme pieuse qui remet son pays comme sa famille entre les mains de Dieu. On voit, par ses lettres, qu'elle lisait assidument les gazettes, les pièces publiées de part et d'autre, et que des détails sur les incidens de la ville et de la cour lui parvenaient fréquemment. Pressée d'en savoir davantage, quand elle apprit que le prince d'Orange, et le docteur Burnet avec lui, étaient arrivés à Salisbury, elle écrivit à ce dernier par un messager spécial : « Le porteur ne part de Woburn que pour vous porter ce papier et me revenir chargé, je l'espère, de bonnes nouvelles, comme les désirent tous les gens de bien. Il se peut que la curiosité soit trop impatiente, mais elle est inévitable. Je ne vous demande pas de la satisfaire plus que vous ne le pouvez en six lignes. Je voudrais voir quelque chose écrit de votre main sur le sol anglais, et non pas seulement les œuvres de votre cerveau en caractères imprimés. » Quand l'événement approcha de son terme, elle alla, avec le comte de Bedford, passer quelques jours à Londres, et ce fut probablement alors que, le roi Jacques demandant à lord Bedford son appui, le comte lui répondit : « Sire, j'avais un fils qui pourrait être aujourd'hui l'appui de votre majesté. » Lady Russell vit de près les scènes

décisives qui mirent Guillaume III sur le trône : « Les personnes qui ont vécu le plus longtemps et vu le plus de changemens, écrit-elle au docteur Fitz-William, ont peine à croire que ceci soit autre chose qu'un rêve. C'est pourtant bien réel, et une si merveilleuse miséricorde que nos cœurs devraient se fondre en actions de soumission et de grâces envers celui qui dispense comme il lui plaît ces grands coups de sa Providence. » Quoiqu'elle n'eût entretenu avec le prince d'Orange aucun rapport, ils n'étaient point inconnus ni indifférens l'un à l'autre; Guillaume savait trop bien quelle était en Angleterre la valeur du nom de lord Russell et la considération de sa veuve, pour n'en pas prendre d'avance un soin particulier. Lorsqu'en 1687 il envoya à Londres son ambassadeur Dykeveldt, il lui ordonna d'aller visiter lady Russell, et de lui exprimer en son nom la profonde estime et le grand intérêt qu'il lui portait. Je reproduis textuellement le récit détaillé de cette visite, écrit, le 24 mars 1687, de la main de lady Russell : « J'ai reçu, dit-elle, une visite de M. Dykeveldt, l'ambassadeur hollandais. Il m'a parlé en français. Il venait m'apporter les condoléances du prince et de la princesse d'Orange pour mon cruel malheur. Ils en avaient eu et ils en avaient toujours un profond sentiment; ma perte avait été si grande qu'ils ne doutaient pas que mon chagrin ne fût toujours le même; ils portaient à ma personne, à ma propre famille et à celle dans laquelle je suis entrée par mon mariage, une grande estime, et ils saisiraient volontiers toutes les occasions de la témoigner. Ce serait pour eux un vrai plaisir si je pouvais trouver quelque soulagement à recevoir l'assurance que, si jamais cela était en leur pouvoir, je ne demanderais rien qu'ils ne fussent heureux d'accorder. Pour mon fils en particulier, tout ce que je pourrais désirer de leur part serait fait aussi complétement que ce serait possible. M. Dykeveldt ne me tenait pas ce langage, m'a-t-il dit, comme simple particulier, mais en sa qualité de ministre public. Il m'a alors longuement entretenue, me donnant la joie d'entendre les hautes idées que le prince avait toujours eues et gardait toujours de mon excellent mari et seigneur; son altesse n'avait jamais accusé ses intentions, même au moment de son malheureux sort, et elle avait déploré sa perte comme un coup fatal au plus cher intérêt de l'Angleterre, la religion protestante. M. Dykeveldt avait souvent entendu le prince parler de mon seigneur, et toujours avec la plus parfaite estime qu'on puisse porter à un homme. Il a ajouté, en protestant qu'il ne disait pas cela pour m'être agréable, qu'il avait trouvé ici la même justice rendue à la mémoire de mon mari, et si universellement que ceux-là même qui ne sont pas favorables à ses actions ou à sa personne, respectent grandement son nom et conviennent qu'en fait d'intégrité, d'honneur, de

courage et de dévouement à son pays, il en avait autant qu'un homme en puisse avoir, et plus peut-être qu'aucun homme de son temps, ajoutant à tous ces mérites une parfaite piété. M. Dykeveldt m'a cité un fait particulier qui prouve combien les adversaires mêmes de mon seigneur évaluaient haut sa perte. Il dînait chez M. Skelton (alors résident du roi d'Angleterre en Hollande) au moment où arrivèrent à La Haye les nouvelles de ces jours déplorables; comme il les racontait avec la mesure convenable dans une telle maison, M. Skelton garda le silence au nom de lord Essex; mais en entendant celui de mylord Russell : « Le roi, dit-il, a pris la vie d'un « homme, mais il a perdu par là un millier et peut-être plusieurs « milliers d'hommes. » — Je ne répète ceci, a ajouté M. Dykeveldt, que parce que c'est un serviteur du roi, M. Skelton, qui l'a dit. »

Guillaume, proclamé roi, ne tarda pas à confirmer avec éclat les paroles que, près de deux ans auparavant, son ministre avait adressées à lady Russell. Le 13 février 1689, le roi Guillaume et la reine Marie, après avoir, le matin, accepté la couronne que leur avait déférée le parlement, tenaient le soir, dans le palais de Whitehall, leur première réception solennelle. Lady Russell n'était point là. Étrangère à toutes les pompes mondaines, même à celles de sa propre cause, elle ne quittait pas plus sa maison que son deuil; mais sa fille, lady Cavendish, parut ce soir-là à la cour avec sa belle-mère, la comtesse de Devonshire : « J'ai baisé la main de la reine et aussi celle du roi, écrivait-elle le lendemain à sa cousine, miss Jane Allington; il y avait au dehors une multitude de feux de joie, et presque toutes les maisons illuminées, ce qui était charmant à voir. On dit que le roi s'applique assidument aux affaires, et on l'admire beaucoup pour sa prudence dans le règlement de toutes choses. Ce n'est pas un homme de grande mine, et il paraît vulgaire au premier coup d'œil; mais quand on le regarde longtemps, sa physionomie est pleine de ferme sagesse et de bonté. Pour la reine, à tout prendre, elle est vraiment belle, sa figure est très agréable, et sa taille et ses mouvemens pleins d'élégance. Elle est grande, pas si grande pourtant que notre dernière reine. Son salon était plus que rempli, comme vous pouvez le penser. »

Les actes politiques suivirent de près les politesses royales. Un bill fut adopté dans le parlement pour abolir, en la qualifiant de meurtre, la condamnation de lord Russell. Un des articles proposés portait que « le bill était rendu à la demande du comte de Bedford et de lady Russell. » Sir Thomas Clarges demanda que ces mots fussent retranchés : « La justice de la nation, dit-il, est supérieure à toutes les sollicitations individuelles; ce bill n'est point rendu par grâce, toute l'Angleterre y est intéressée. » Ce fut le second acte que

signa Guillaume après son avénement. Un peu plus tard, et pour témoigner en même temps sa faveur aux deux familles unies entre elles par les liens domestiques comme par les sentimens politiques, il conféra aux comtes de Bedford et de Devonshire le titre de ducs, et les lettres-patentes données au nouveau duc de Bedford portaient : « Parmi les raisons de cette faveur, ce n'est pas la moindre qu'il soit le père de lord Russell, l'ornement de ce temps; il ne suffit pas que les rares mérites d'un tel homme soient transmis à la postérité par l'histoire; le roi et la reine veulent les inscrire dans leurs présentes lettres, afin qu'elles restent dans sa famille comme un monument consacré à cette vertu accomplie, dont la mémoire doit subsister aussi longtemps que les hommes conserveront quelque estime pour la sainteté des mœurs, la grandeur de l'âme et l'amour de la patrie constant et invincible, même par la mort. »

Les satisfactions domestiques vinrent à lady Russell en même temps que les réparations et les honneurs politiques; elle maria sa seconde fille, Catherine, à lord Roos, fils aîné du duc de Rutland, et son fils, lord Tavistock, âgé seulement de quinze ans, à miss Howland, riche héritière du comté de Surrey. Ni dans l'une ni dans l'autre de ces circonstances, elle ne se décida précipitamment et par les seules considérations de rang et de fortune; elle hésita quelque temps avant de placer sa fille dans la famille du duc de Rutland, à cause d'un divorce qui lui inspirait quelques scrupules, et elle avait refusé pour son fils un mariage plus riche encore que celui qu'elle lui fit contracter. L'éclat de ces alliances et de ces prospérités de famille attirait sur elle tous les regards sans que personne en parût surpris ni envieux; le public témoignait hautement sa sympathie pour cette justice de Dieu et des hommes envers la vertu en deuil, et les parens, les amis des Russell, des Cavendish et des Wriothesley prenaient plaisir à reporter vers lady Russell, retirée dans Southampton-House, le bruit joyeux des fêtes auxquelles elle demeurait étrangère. Sa fille Catherine, après son mariage avec lord Roos, fut conduite par son mari à Belvoir, château du duc de Rutland, son beau-père; à cette occasion, le même gentilhomme par qui, dix ans auparavant, lord Cavendish avait fait porter à lord Russell condamné l'offre de se mettre en prison à sa place et de le faire évader, sir James Forbes écrit à lady Russell : « Je veux vous donner, mylady, quelques détails sur le voyage de lord et de lady Roos, et sur leur réception à Belvoir, qui a ressemblé à la marche d'un roi et d'une reine à travers leur royaume bien plus qu'à celle de deux jeunes mariés se rendant chez leur père. A leur entrée dans le Leicestershire, ils ont été reçus par le grand shériff et par tous les gentilshommes du comté, qui sont venus à Harborough rendre à la ma-

riée leurs hommages. Le lendemain, elle a été accompagnée jusqu'ici par les mêmes gentilshommes et par des milliers de personnes accourues de tout le pays pour la féliciter avec les plus bruyantes acclamations. En approchant de Belvoir, notre cortége s'est encore accru; nous avons vu arriver des voitures, des aldermen, des corporations, des ecclésiastiques, qui ont présenté aux jeunes époux des vers sur leur heureux mariage. A notre arrivée à Belvoir, nous avons trouvé devant la porte vingt-quatre joueurs de violon, vingt-quatre trompettes, vingt-quatre dames et autant d'ecclésiastiques, qui se sont rendus en procession dans le grand appartement où s'est accomplie la cérémonie ordinaire des présentations et des félicitations. On a passé le temps, jusqu'au souper, à visiter le château et à assister à la préparation d'une immense quantité de lait caillé au vin de Xérès destiné à réjouir les visiteurs. Je n'avais jamais rien vu de semblable. Après le souper, qui a été magnifique, toute la compagnie s'est rendue dans la grande salle, les jeunes mariés en tête, et tous les autres suivant, deux par deux. Alors la scène s'est ouverte; le grand réservoir a paru, et les santés ont commencé. Ils ont bu d'abord dans des cuillères, puis dans des coupes d'argent, et quoique les santés fussent très nombreuses et très variées, au bout d'une heure de ce chaud exercice la liqueur ne paraissait pas avoir baissé dans le vase de plus d'un pouce. Lady Rutland a fait appeler alors tous les gens de la maison, et tous, à genoux, ont bu à la santé de l'époux et de l'épouse dans de grands gobelets pleins. Ceci a duré jusqu'après minuit. »

En même temps qu'on lui adressait le récit de ces fêtes aristocratiques et populaires, lady Russell recevait, de ses pieux amis, des félicitations qui répondaient mieux sans doute à l'état de son âme : « Vous avez passé par des scènes de la vie bien différentes, lui écrivait Burnet, devenu évêque de Salisbury; Dieu a réservé les meilleures pour les dernières. Il a relevé lui-même votre maison. C'est, deux fois par jour, une partie de mes prières que votre famille, qui est maintenant, dans les trois branches, la plus grande de notre âge, réponde à ces grâces divines par une sainteté exemplaire, et que vous et vos enfans vous soyez toujours, pour notre temps et notre nation, des bénédictions d'en haut. »

Elle venait à peine de marier son fils lorsqu'elle reçut pour lui une proposition aussi flatteuse que singulière: Une réélection générale se préparait pour la chambre des communes; le duc de Shrewsbury, grand sénéchal de la couronne, et lord Somers, garde du sceau, firent prier lady Russell de trouver bon que son fils, malgré sa jeunesse (il n'avait que quinze ans), se présentât comme candidat aux élections du comté de Middlesex : « J'ai fait à leurs seigneuries, lui

écrit à cette occasion sir James Forbes, toutes les objections que le duc de Bedford et vous-même pouvez faire; ils ont persisté à penser qu'il est de votre intérêt et de l'honneur de la famille que votre fils se présente en ce moment. Unis à un très galant homme, sir John Woolstonholme, ils l'emporteront certainement, et écarteront deux tories notoires. Quand j'ai dit que lord Tavistock était sur le point d'aller à Cambridge, et ensuite de voyager pendant deux ou trois ans, lord Shrewsbury m'a répondu qu'ils ne s'opposeraient nullement à ce dessein, que lord Tavistock n'avait besoin de paraître qu'une fois à l'élection, qu'il y serait accompagné par plusieurs milliers de gentilshommes et d'autres personnes venues à cheval de la ville, et que les dépenses ne seraient rien ou bien peu de chose. Lord Shrewsbury m'a chargé en outre de vous dire que si vous consentiez, comme il n'en doute pas, à ce projet, il vous demandait la permission de présenter votre fils, pour ce jour-là seulement, sous le nom de lord Russell, nom qui lui rallierait dix mille voix de plus, s'il y a autant de francs-tenanciers dans le comté. »

Que de séductions pour l'amour et l'orgueil conjugal et maternel de lady Russell!

X.

Elle n'y succomba point. Elle avait pour s'en défendre deux grandes forces, sa piété et sa douleur. A l'occasion des titres et des honneurs conférés à la famille des Russell, « j'aurais fait, dit-elle, tout ce qui eût dépendu de moi pour les leur procurer; mais toutes ces choses extérieures ne peuvent me faire sentir aucune vraie joie. » Elle repoussa avec un bon sens plein de modestie le triomphe prématuré que la politique offrait à son fils : « Je vous envoie, mylord, écrit-elle à son beau-frère lord Édouard Russell, la lettre que j'ai reçue hier de notre ami sir James Forbes; je vous prie de la lire, et, si vous ne le trouvez pas inconvenant, d'aller voir le duc de Shrewsbury. J'ai tant de déférence pour son jugement, que, si je pouvais croire qu'il a sérieusement réfléchi sur cette affaire, cela me ferait douter de ma propre raison, et votre père, qui ne sait encore rien de la lettre de sir James ni de ce que je vous écris en ce moment, éprouverait sans doute la même impression que moi. Vous vous rappelez combien il a été opposé à cette idée lorsque j'en ai reçu, il y a quelques jours, un premier avis. Il ne faudrait rien moins que l'opinion bien ferme de sa grâce pour changer celle de mylord Bedford; il redoute infiniment l'interruption qu'apporterait dans l'éducation de mon fils son élection comme membre du parlement, interruption qui le perdrait peut-être en le rendant impropre à quoi que ce fût dans l'avenir.

J'en suis, pour mon compte, si convaincue que je craindrais que le mal ne fût tout à fait irréparable. Cependant, comme je désire faire tout ce qui vaudra le mieux pour mon fils, je suis prête à me soumettre aux personnes plus sages que moi et qui nous veulent du bien. Ne manquez pas, je vous prie, de me répondre quelques mots par le prochain courrier; jusque-là, je tiendrai sir James en suspens. »

La sagesse maternelle l'emporta sur les intérêts de parti, et au lieu de se présenter aux élections du comté de Middlesex, lord Tavistock alla achever son éducation à l'université d'Oxford, « où notre jeune noblesse, écrit lady Russell au docteur Fitz-William, devrait passer une partie de son temps, ce qui a été négligé depuis bien des années. »

Elle portait, dans les plus simples incidens de la vie privée, le même bon jugement, la même droiture et délicatesse morale, avertie par là et mise en garde contre les préjugés, les légèretés, les insouciances, les insolences trop communes dans les vieilles aristocraties. Avant de se décider à donner sa fille Catherine au fils du duc de Rutland, elle demanda à celui-ci : « Votre seigneurie ne pense-t-elle pas que nous devons à ce jeune couple de les mettre à la portée de se voir un peu plus et de se connaître un peu mieux qu'ils n'ont encore fait? Au moins faut-il qu'ils entrevoient mutuellement leur caractère, avant que nous nous hasardions à les engager dans cette union qui, je l'espère, sera heureuse. » Quelques années plus tard, elle avait à disposer, en vertu du droit de patronage, de deux bénéfices ecclésiastiques; elle écrit à l'un de ses amis, sir Robert Worsley : « Je trouve les gens du pays disposés à bien accueillir M. Swayne. Je crois qu'il mérite d'être choisi et que vous le pensez comme moi. Cependant, si vous connaissiez quelque circonstance qui l'empêchât de convenir tout à fait à cet office, je suis persuadée qu'à raison de l'importance de la décision et par égard pour moi, qui vous le demande, vous me mettriez en garde contre toute erreur. Je dois vous le dire, je regarde le soin de tant d'âmes comme une charge très pesante, et j'ai voulu prendre du temps pour bien savoir à qui je la confie. Je ne puis faire, en faveur de M. Swayne, aucune exception à mes scrupules. »

Tant de vertu et de sagesse, les mêmes à travers les épreuves les plus contraires, au sein des faveurs comme sous les rigueurs du sort, valurent à lady Russell, parmi le peuple comme à la cour d'Angleterre, une considération et presque une autorité morale qu'ont rarement obtenue des femmes qui ont fait bien plus de bruit dans le monde. Après leur élévation au trône comme auparavant, le roi Guillaume et la reine Marie continuèrent à lui témoigner les mêmes égards et à tenir le même compte de ses désirs. Au moment de la ré-

volution, quand on eut besoin de l'adhésion formelle de la princesse Anne au couronnement du prince d'Orange, lady Churchill, plus tard duchesse de Marlborough et confidente de la princesse, ne voulut lui conseiller cette résolution « qu'après avoir consulté, dit-elle, des personnes d'une sagesse et d'une intégrité incontestées, spécialement lady Russell de Southampton-House, et le docteur Tillotson, qui devint ensuite archevêque de Cantorbéry. » Tillotson hésita longtemps avant d'accepter cet archevêché de la main d'un roi dont une partie de l'église anglicane ne reconnaissait pas le titre; ce fut lady Russell qui l'y décida. Consultée par lui à plusieurs reprises et informée des vives instances que lui adressait le roi, après avoir ménagé et discuté les scrupules du docteur, elle lui écrivit : « Le temps me semble venu où vous devez mettre de nouveau en pratique ce principe de la soumission que vous avez jadis tant proclamé vous-même et tant recommandé à d'autres... Vous serez, j'en suis convaincue, un véritable bien public. Considérez combien ce temps produit peu d'hommes capables et intègres, et, je vous en prie, ne retournez pas trop indéfiniment votre résolution dans votre esprit; quand on a examiné une question sous ses faces diverses, on ne fait, en y revenant sans cesse, que se jeter dans de nouvelles perplexités sans y voir plus clair. »

Auprès de son meilleur ami, le docteur Fitz-William, elle n'eut pas le même succès; soit réel scrupule de conscience, soit timidité à braver le blâme d'une portion de son église, il refusa le serment et quitta son bénéfice. Lady Russell essaya de le dissuader de cette résolution, mais en personne aussi consciencieuse que lui : « De quoi s'agit-il? lui écrivait-elle; d'un mot auquel je n'ai pas rencontré deux hommes qui attachassent exactement le même sens. Vous dites que vous pourriez le prendre dans le sens que lui ont attribué, en l'acceptant, plusieurs hommes de bien. Pourquoi voulez-vous être plus homme de bien qu'eux? Pour moi, la grande question est de savoir si vous pouvez prêter le serment sans réserve mentale. Je déteste les réserves mentales, soit qu'elles s'adressent à Dieu ou aux hommes. Je sais qu'avec Dieu nous ne pouvons en avoir aucune, quand même nous le désirerions; mais j'ai horreur du seul désir... Au reste, mon bon docteur, quand j'ai commencé à vous écrire, je n'avais pas prémédité un mot de ce que je viens de vous dire à ce sujet; je sais que vous le prendrez en bonne part. Je ne prétends pas argumenter avec vous; mais quand mes désirs sont sérieux, je les exprime sans réserve; acceptez-les et pardonnez-les-moi tels qu'ils sont. » Cette dissidence n'altéra pas un moment leur pieuse intimité.

En toute occasion, avec toutes ses relations, lady Russell, après le triomphe de sa cause et au milieu de son propre triomphe, fut

aussi judicieuse, aussi étrangère à tout enivrement, aussi libérale d'esprit et de cœur qu'elle avait été ferme et constante au sein des revers. Dans une seule circonstance, je la trouve un peu exigeante et hautaine. Elle avait vivement recommandé, pour qu'il fût admis parmi les avocats conseillers du roi, un jeune homme très distingué, William Cowper, qui devint plus tard, sous George Ier, le comte et le chancelier Cowper. La demande rencontra d'assez fortes objections; une dispense d'âge était nécessaire; lady Russell insista, d'abord auprès de lord Halifax, puis auprès de sir H. Pollexfen, avocat général de la couronne, et sa lettre à ce dernier finit par cette phrase : « J'entreprends peu de choses, monsieur, et je rends ainsi service à très peu de gens; mais je n'aime pas à être désappointée quand j'ai cru toucher à mon but. » C'est l'unique trace que j'aie aperçue, dans cette âme droite et modeste, d'une prétention, légitimée au fond par le mérite de celui qui en était l'objet, mais empreinte d'un peu d'orgueil et d'humeur.

Lady Russell du reste se connaissait mieux et se jugeait elle-même plus sévèrement que n'eût pu le faire le moraliste le plus rigide. On a trouvé après sa mort un papier non achevé, écrit d'une main tremblante par l'âge, et dans lequel, sous forme de prière et avec cette humilité un peu alarmée qui est un trait distinctif de la vertu chrétienne, elle passait en revue les phases de sa vie, se rendait compte de ses défauts, de ses péchés, et en implorait de Dieu le pardon. J'y lis ce passage : « Je le crains, Seigneur, l'orgueil s'attache à moi, dans tout ce que je dis, dans tout ce que je fais, dans tout ce que je souffre. Je ne sais pas supporter les négligences ou les manques de respect envers moi... Je manque moi-même à ce que je dois à mes supérieurs; je me laisse aller à la colère, souvent sans cause; je dois avoir affligé par là des personnes qui désiraient me plaire, et poussé d'autres personnes au péché de l'irritation. Je n'avoue pas volontiers les avantages que j'ai pu retirer des avis ou des exemples d'autrui. Je suis mécontente quand je ne reçois pas tous les égards auxquels je m'attendais, même de la part de mes supérieurs. Telle est la vanité de mon misérable cœur. »

Je ne me sens pas, envers lady Russell, aussi difficile qu'elle l'est elle-même; mais en s'accusant ainsi, avec une rudesse pieuse, d'orgueil et d'exigence hautaine, elle touchait en effet au point faible de son âme, et faisait acte de pénétration autant que de sincérité.

A mesure qu'elle vieillissait entourée de tant de respect, glorieuse dans son deuil, satisfaite dans sa famille et dans son pays, une transformation lente et douce s'opérait en elle; les mêmes souvenirs, les mêmes regrets, également présens, ne lui apportaient plus les mêmes déchiremens; sans guérir son mal, le temps, l'habitude, la

fatigue, ce détachement de soi-même que l'âge amène dans les belles âmes, émoussaient en elle les douleurs aiguës; son affection pour ses enfans, sa sollicitude pour leur vertu et leur bonheur prenaient plus de place dans son cœur et en laissaient moins aux retours ardens et amers vers son propre passé; la piété, ses inquiétudes, ses devoirs, ses exercices, ses élans devenaient sa pensée et sa pratique habituelle. En un mot, elle se calmait et se résignait chrétiennement, toujours consacrée au même amour, mais de plus en plus soumise à Dieu, confiante dans l'éternel avenir, et encore plus préoccupée de le mériter qu'impatiente de l'obtenir. Ce sont là les sentimens qui éclatent dans une longue lettre qu'en 1691, avant d'avoir marié sa seconde fille et son fils, elle écrivit à ses enfans pour leur donner, dans le plus intime abandon, les conseils, les exemples, les exhortations de sa foi et de sa tendresse. « Mes chers enfans, leur dit-elle, je vous écris le 21 juillet, ce jour de déchirant souvenir, où votre excellent père nous a été si cruellement enlevé, à votre grand dommage et pour mon éternelle douleur. Je n'ai jamais manqué ce jour-là (si ce n'est quand je me suis trouvée très malade) de m'humilier sous la main de Dieu, et de répandre devant lui mon âme dans le jeûne et la prière; et pour témoigner mon repentir de mes péchés, je me suis constamment examinée avec soin, tenant note des divers incidens de ma vie et de ma conduite, comme je l'ai fait pour la vôtre dans le cahier que je vous ai remis quand vous avez été reçus pour la première fois à la sainte cène. » Elle raconte à ses enfans les pratiques quotidiennes qu'elle s'est imposées pour qu'aucune de ses actions ne pût échapper à un scrupuleux examen, ses prières habituelles, ses lectures, soit dans l'Écriture sainte, soit dans des ouvrages d'instruction et d'édification religieuse : « Au bout de chaque semaine, je reprends mon papier; j'examine en quoi j'ai particulièrement péché dans ces jours-là, si j'ai été distraite en priant, ou négligente à lire ce que je devais, ou colère, ou pleine de ressentiment, ou toute autre faute, et je résume, en aussi peu de mots que je le puis, mes souvenirs de la semaine. Le premier vendredi de chaque mois, je parcours mes notes, et je me rends compte de mes actions pendant tout le mois, passant rapidement sur ce qui est ordinaire, mais m'arrêtant sur ce qui a été remarquable et important, et doit m'être un sujet, soit de tristesse, soit d'actions de grâces.... On acquiert ainsi une habitude de constante vigilance, et quand l'époque de la sainte cène approche, ou quand je veux me bien examiner moi-même, je trouve à relire ces papiers un grand secours; je n'ai pas besoin de longues recherches dans ma mémoire, et rien de ce que j'ai fait ne peut m'échapper par distraction ou par oubli. Quoiqu'il puisse être d'abord un peu pénible de s'imposer

cette tâche, elle cesse bientôt de nous peser; notre esprit en devient à la fois plus attentif et plus tranquille, notre vie plus régulière sans effort, et nous avons moins de peine à pratiquer sérieusement les préceptes de notre foi... Mes enfans, croyez-en votre mère, rien dans ce monde ne saurait plus me toucher fortement, sinon ce qui vous touche, et quoique j'aime tendrement vos corps, cependant, si mon cœur ne me trompe pas, vos âmes me sont infiniment plus précieuses. Quand j'ai la moindre crainte que l'un de vous n'ait de mauvais penchans, ou ne s'écarte du droit chemin, ou ne soit pas aussi bon que je le souhaiterais, quelle angoisse s'empare de moi! Je vous en conjure, si vous aimez et respectez la mémoire de votre père, ne nous faites pas courir le risque d'être séparés, lui, vous et moi, dans la vie future... Ici-bas, la plus longue vie est courte, et nul ne sait combien la sienne sera courte... Il n'y a, aux épreuves et aux détresses qui nous attendent, point d'autre soulagement que l'espérance d'une bienheureuse éternité; personne, si ce n'est ceux qui l'ont senti, ne peut savoir à quel point cette espérance calme et adoucit les plus cruels chagrins; quand j'étais près de succomber sous le coup qui m'a frappée, quand je me sens encore si faible et si abattue au souvenir de ce que j'ai perdu, je me recueille, je m'efforce de relever mes pensées, de me rappeler que je quitterai bientôt ce monde pour aller dans un lieu où je verrai le Sauveur qui est mort pour moi, où je reverrai mon bien-aimé et tous mes pieux amis... O mes chers enfans, faites en sorte que nous nous retrouvions tous... Vous pouvez jouir des plaisirs innocens de la vie; mais s'ils absorbaient tout votre temps, s'ils vous éloignaient des pensées et des pratiques de la religion, ils deviendraient des péchés... Accomplissez exactement et de cœur vos devoirs envers Dieu; le ciel vous sera assuré, et vos plaisirs sur la terre seront innocens. »

Je ne crois pas qu'on puisse rencontrer une exhortation maternelle plus douce et plus grave, ni où la tendresse inquiète s'allie mieux à la piété fervente. Lady Russell avait raison de recueillir toute sa vertu; elle n'était pas au terme de ses épreuves. Dix ans après le jour où elle avait tenu à ses enfans ce pieux langage, elle était auprès du lit de son fils, devenu le duc de Bedford, et subitement atteint de la petite vérole; de peur de la contagion, on avait éloigné la jeune duchesse de Bedford et ses enfans; la mère restait seule, soutenant le courage et recueillant les dernières paroles de son fils mourant. Il mourut. « Hélas! mon cher lord Galway, écrivait quelques jours après lady Russell à son cousin Henri de Ruvigny, mon esprit n'est plus que désordre, confusion et stupeur; je me sens incapable de dire ou de faire ce que je devrais. Je ne connaissais pas, avant de le perdre, tout mon amour pour lui. Quand la

nature, qui aujourd'hui ne veut rien entendre, se sera un peu calmée, alors, et seulement alors, j'espère que celui dont la bonté n'a point de bornes, et dont la toute-puissance est irrésistible, viendra à mon aide par sa grâce, et m'apprendra à me soumettre aux décrets de sa providence. J'ai du moins le soulagement de penser que, dans la mort de mon enfant, je n'ai à pleurer que sa perte. Son Dieu, j'en suis convaincue, a été constamment présent à sa pensée. Dans ses derniers momens, il l'appelait et se plaignait de ne pas pouvoir prononcer tout haut ses prières : « J'aurais voulu, m'a-t-il dit, avoir plus de temps pour régler mes comptes avec Dieu. » Il m'a parlé de ses sœurs, de sa femme qui avait été, m'a-t-il répété, si bonne et si tendre pour lui, et à qui il aurait souhaité d'exprimer lui-même sa reconnaissance. Il m'a demandé d'avoir pour elle une double affection, et il est mort. Il n'a point paru se débattre douloureusement pour sortir de ce monde; il a été constamment patient et doux; connaissant son danger, je crois, mais ne voulant pas affliger ceux qui l'entouraient, il a tardé à dire ses dernières volontés. Mais pourquoi parler? Le décret est accompli. Je ne vous demande pas vos prières, je suis sûre que vous les adressez, pour moi, à notre Dieu de tout votre cœur (1). »

Six mois s'étaient à peine écoulés, et un nouveau coup frappait lady Russell; sa seconde fille, la duchesse de Rutland, mourait en couches. De ses trois enfans, sa fille aînée, la duchesse de Devonshire seule lui restait, et celle-là aussi venait d'accoucher. Résolue à lui cacher la mort de sa sœur et pressée par elle de questions, lady Russell répondit à sa fille : « Je viens de voir votre sœur hors de son lit. » Elle l'avait vue dans son cercueil.

A peu près vingt ans avant ce dernier malheur, en 1692, lady Russell avait été sur le point de perdre la vue; l'opération de la cataracte, quoique heureusement accomplie, ne lui en avait rendu qu'un usage difficile et précaire. Il ne reste donc, de cette dernière période de sa vie, que fort peu de lettres, profondément tristes et calmes, comme d'une captive qui a vu sortir de leur prison commune tous ceux qu'elle aimait, et qui attend son tour de délivrance. Le 28 mai 1716, elle écrit à son cousin, lord Galway, atteint aussi dans ses plus chères affections : « Je prie Dieu qu'il soutienne votre courage dans vos épreuves jusqu'au jour où l'éternité recevra dans son sein tous nos troubles, toutes nos douleurs, tous nos mécomptes, tous les fardeaux de notre vie. Que la plus longue est courte auprès de l'éternité ! » En septembre 1723, lady Russell était seule à Londres,

(1) Le jeune duc de Bedford laissa en mourant plusieurs enfans, entre autres deux fils, et c'est de lui que descendent le duc de Bedford actuel et son frère, lord John Russell.

toujours dans cette demeure de Southampton-House où elle avait vécu avec son père, avec son mari, et depuis son veuvage. Le 26 de ce mois, sa petite-fille, lady Rachel Morgan, écrit du château de Chatsworth, à son frère, lord James Cavendish : « Les mauvaises nouvelles que nous avons reçues de grand'maman Russell nous ont jetés dans un trouble extrême. Maman (la duchesse de Devonshire) nous a quittés aussitôt et est partie pour Londres... Elle aura probablement pris les lettres en route, car nous n'en avons aucune aujourd'hui, et nous restons dans une grande inquiétude... Je souhaite vivement que maman arrive en ville à temps pour la voir; ce serait une consolation pour toutes deux, et je sais que grand'maman l'a demandée. » Dieu accorda à la mère et à la fille cette dernière joie. Lady Russell expira le 29 septembre 1723, dans les bras de son dernier enfant. Un journal du temps, *le Gazetier britannique*, annonça sa mort, le 5 octobre suivant, en ces termes : « La très honorable lady Russell, veuve de lord William Russell, est morte samedi dernier, à cinq heures, à Southampton-House, âgée de quatre-vingt-six ans. Son corps sera transporté à Chenies, dans le Buckinghamshire, pour être enseveli auprès du corps de son mari. » Deux autres journaux seulement firent mention du fait. Les dernières paroles de lord Russell à Burnet étaient vraies enfin, pour sa femme comme pour lui : elle en avait fini avec le temps, elle entrait en possession de l'éternité.

J'ai pris un profond plaisir à raconter cette personne si pure dans la passion, si constante dans la douleur, toujours grande et toujours humble dans la grandeur, fidèle et dévouée avec la même ardeur à ses sentimens et à ses devoirs, dans la tristesse et dans la joie, dans l'adversité et dans le triomphe. Notre temps est atteint d'un mal déplorable : il ne croit à la passion qu'accompagnée du dérèglement; l'amour infini, le parfait dévouement, tous les sentimens ardens, exaltés, maîtres de l'âme, ne lui semblent possibles qu'en dehors des lois morales et des convenances sociales; toute règle est à ses yeux un joug qui paralyse, toute soumission une servitude qui abaisse, toute flamme s'éteint si elle ne devient un incendie. Mal d'autant plus grave que ce n'est pas un accès de fièvre, ni l'emportement d'une force exubérante : il a sa source dans des doctrines perverses, dans le rejet de toute loi, de toute foi, de toute existence surhumaine, dans l'idolâtrie de l'homme se prenant lui-même pour Dieu, lui-même et lui seul, son seul plaisir et sa seule volonté! Et à ce mal vient s'en joindre un autre non moins déplorable : l'homme non-seulement n'adore plus que lui-même, mais il ne s'adore que dans la multitude où tous se confondent; il porte envie et haine à tout ce

qui s'élève au-dessus du commun niveau; toute supériorité, toute grandeur individuelle, quels qu'en soient le genre et le nom, semble à ces esprits, à la fois en délire et en décadence, une iniquité et une oppression envers ce chaos d'êtres indistincts et éphémères qu'ils appellent l'humanité. Quand ils aperçoivent dans les régions élevées de la société quelque grand scandale, quelque exemple odieux de vice et de crime, ils triomphent, ils exploitent ardemment contre les supériorités sociales ces apparitions sinistres qui éclatent dans leurs rangs. Ils voudraient faire croire que ce sont là les mœurs générales, les conséquences naturelles de la haute naissance, de la grande fortune, de la condition aristocratique, n'importe à quel titre et sur quelle base elle s'élève. Quand on a été assailli de ces basses doctrines et des honteuses passions qui les enfantent ou qui en naissent, quand on en a ressenti le dégoût et mesuré le péril, c'est une jouissance très vive de rencontrer quelqu'une de ces grandes figures qui leur donnent un éclatant démenti. Autant je respecte l'humanité dans son ensemble, autant j'admire et j'aime ces images glorifiées de l'humanité, qui personnifient et placent sur les hauteurs, sous des traits visibles et avec un nom propre, ce qu'elle a de plus noble et de plus pur. Lady Russell donne à l'âme cette belle et honnête joie. C'est une grande dame chrétienne. Elle n'est point pour moi une étrangère; ses sentimens me touchent, son sort me préoccupe, comme si elle était là, vivante et sous mes yeux; et j'ai la confiance qu'au sortir de cette vie, chargée pour elle de si cruelles épreuves, elle est allée, dans ce monde voilé pour nous jusqu'au jour où Dieu nous y appelle, recevoir auprès de son bien-aimé mari la récompense de ses vertus et de ses douleurs (1).

GUIZOT.

(1) Le duc de Bedford, actuellement vivant, a publié, en 1853, une nouvelle édition des *Lettres* de lady Russell, augmentée de soixante-dix-sept lettres inédites (Londres, 2 vol. in-12), qui appartiennent, pour la plupart, aux années de bonheur de lady Russell, depuis son mariage jusqu'au procès de lord Russell. Sa longue lettre à ses enfans, en 1691, est aussi de ce nombre. C'est dans cette dernière édition des *Lettres*, dans le *Récit de la Vie de lady Russell* par miss Berry (*Some Account of the life of Rachel Wriothesley, lady Russell, and Letters*, Londres, 1815), dans la *Vie de William, lord Russell*, par lord John Russell (2 vol. in-8°, 3e édit., Londres, 1820), dans les *State-Trials* (t. IX, col. 573-818), et dans la *Vie du comte de Shaftesbury*, par G. Wingrove Cooke (2 vol. in-8°, Londres, 1836), que j'ai puisé les textes cités et les faits retracés dans cette *étude*.

PHILOSOPHIE
DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

I.

Depuis bientôt un demi-siècle, tout a servi à l'infatuation de l'esprit humain. Après les immenses guerres de l'empire, les hommes s'étaient trouvés dans une paix profonde; comme ils n'avaient point prévu l'issue de la guerre, ils crurent aisément aussi que la paix ne devait pas finir. Chacun fit le dénombrement de ses conquêtes tant morales que politiques, et les vainqueurs et les vaincus vantèrent également leur butin. Soit illusion, soit vérité, soit qu'après une si grande dépense de sang, après tant de travaux surhumains, le repos seul passât pour un progrès, il est certain qu'au sortir de l'effroyable mêlée, il n'y eut personne qui ne crût avoir gagné quelque chose. Ce que l'on appelait le régime parlementaire ayant surgi tout à coup, on jugea volontiers de ce qu'il valait par ce qu'il avait coûté, et l'on conclut que des biens ne pouvaient nous être ôtés qu'on avait payés si cher. Cette confiance dans la victoire inspira aux hommes nouveaux une modération si grande, qu'il fut d'abord difficile de dire s'il y entrait plus d'orgueil ou de générosité; mais ce sage équilibre ne fut pas gardé longtemps. L'esprit humain, de plus en plus assuré d'être le maître, ne tarda pas à afficher des airs de glorieux. Dès lors il relève, il célèbre, il réhabilite, il patronne ses adversaires; il les fait monter sur son char; partout il les traite en prince débonnaire.

Les sceptiques se chargent de relever les scolastiques; les protestans, le catholicisme; les voltairiens, les moines; les libéraux, les despotes. « Il faut tuer l'esprit du XVIIIe siècle, » avait dit M. de Maistre. — Ce n'est pas assez de le tuer, reprennent nos philosophes; nous comptons bien le déshonorer. — Et sur cela chacun se met à l'œuvre. Dans ce travail, une chose est surprenante : c'est l'ensemble, car on ne pourrait rejeter la responsabilité sur personne en particulier. Avec quelle conscience, avec quel sérieux fut partagée entre les hommes de l'avenir la tâche de restaurer le passé, c'est ce qu'un jour on aura peine à croire. Tous semblaient travailler sur un plan convenu par avance, et, quoiqu'ils ne se fussent jamais entendus, rien ne dérangea un moment ce concert de tous les amis de la liberté pour relever, ressusciter ce qu'ils haïssaient le plus.

Si du moins cette magnanimité excessive des hommes nouveaux envers tout ce qu'ils avaient renversé eût été un acte sincère de repentir, s'ils se fussent humiliés comme le barbare, adorant ce qu'ils avaient maudit, maudissant ce qu'ils avaient adoré, — on aurait pu regarder comme une conversion à une vérité méconnue tant de concessions extraordinaires aux idées et aux choses mortes; mais il n'en était point ainsi : le fier Sicambre comptait ne pas courber la tête, même en relevant ce qu'il avait abaissé. L'esprit humain s'imaginait retenir tout ce qu'il avait conquis ou usurpé, et se donner par surcroît les joies de la clémence après la victoire, c'est-à-dire que l'orgueil l'emportait sur la justice. On restaurait le passé pour bien démontrer qu'on ne le craignait pas; on imitait les conquérans qui font gouverner leurs provinces nouvelles par les anciens rois du pays. De même, dans l'ordre moral, les novateurs se plaisaient à ranimer partout les choses mortes, comptant bien qu'il serait plus commode de régner sous leur nom, et que l'on rendrait plus facilement l'avenir tributaire, si on le faisait exploiter par les dominations anciennes. En relevant les ruines qu'il avait amoncelées, l'esprit philosophique croyait s'en faire un escabeau. Du haut de ce trône imaginaire, il sacra de nouveau le moyen âge, comme une sorte de vice-roi qui lui répondait de l'obéissance des temps futurs; mais ce calcul superbe a été trompé. Cette victoire que l'on voulait faire partager même aux vaincus, où est-elle? Je cherche l'esprit humain, ce premier-né de la raison divine, ce fier dominateur qui rehaussait ses victimes, consolait ceux qu'il avait dépossédés, rendait à tous leurs dépouilles, ne se réservant que la gloire désintéressée de briller d'un inaltérable éclat sur les générations nouvelles. Je cherche cet éclat : je trouve à peine quelques petites lampes errantes, la conscience éteinte presque partout, l'intelligence renversée, et la nuit de l'âme s'étendant de proche en proche sur tout le monde moral.

Cette disposition des intelligences n'a eu nulle part des conséquences aussi étranges que dans la manière de comprendre l'histoire, et s'il est des erreurs funestes aux hommes, ce sont précisément celles qui ont trait à la suite entière de leurs annales, car ces erreurs pénètrent jusqu'à la moelle des os; elles tiennent à la substance de notre être. Aussi manque-t-il un chapitre à Bacon dans son dénombrement des préjugés. *Spectres, idoles, masques de théâtre*, il les a tous nommés, classés, caractérisés; il n'a oublié que les plus obstinés, les plus vivaces, les mieux faits pour donner le vertige, les plus semblables à l'hydre, ceux qu'un peuple puise, comme la vie, dans l'abîme enivrant de son passé.

Dans l'ancienne société, aucun grand esprit ne s'était appliqué à suivre le cours entier de l'histoire de France. Montesquieu avouait que ses cheveux avaient blanchi dans l'étude seule du droit barbare; Voltaire avait cueilli la fleur dans le *Siècle de Louis XIV*; du reste, nul ne s'était senti le cœur de porter jusqu'au bout le fardeau de l'ancienne France, matière laissée aux érudits. Depuis la révolution, l'histoire de France a changé de face et séduit les plus nobles esprits, qu'elle lassait ou rebutait auparavant. Le passé national a intéressé davantage à mesure qu'on a cru y voir le germe d'un nouvel état libre. On s'est dit : Prenons patience pendant la lente durée du moyen âge. Dans ce servage d'un peuple, voici l'aurore du grand jour qui luit sur nous. Les tentatives des communes avortent, les états-généraux ne forment que des points clair-semés dans un espace trop souvent stérile; mais ces points épars marquent l'ébauche des constitutions parlementaires dans lesquelles se consomme la destinée de la France. — En un mot, pour traverser ces rudes commencemens, on était soutenu par la pensée du but que l'on croyait atteint. La liberté conquise prêtait sa vie même aux temps auxquels elle avait le plus manqué. Sous l'arbre des druides comme sous l'arbre de saint Louis, on faisait remonter un reflet de nos jours.

A cet égard, tous les écrivains étaient dans une situation semblable, d'où il est résulté que leurs diverses théories n'en forment, à véritablement parler, qu'une seule. Ils ont conçu leur système historique sous la royauté constitutionnelle ou pendant les courtes années de la république. A quelque point de vue qu'ils se soient placés, ils ont reflété dans leurs ouvrages l'ordre politique sous lequel ils vivaient. Convaincus que le régime de l'omnipotence parlementaire était la consommation de l'histoire de France, ils ont expliqué les temps antérieurs comme une préparation à cette ère nouvelle. *Croyant*, ainsi qu'ils le déclarent, *avoir sous leurs yeux la fin providentielle du travail des siècles écoulés*, tout dans le passé leur a sem-

blé graviter vers ce présent qu'ils jugeaient indéfectible. C'était le fil avec lequel ils traversaient le moyen âge et les temps modernes. Point de difficultés qu'ils n'aient expliquées ou éclairées par cette conclusion! Là est l'originalité, la vitalité, la confirmation de leur art historique. Comme ils tenaient dans leurs mains le dénoûment du drame, ils en expliquaient aisément le début et les péripéties. Ils disaient : Nous avons le régime parlementaire, qu'on l'appelle *royauté* ou *république*. Or cet état a été précédé d'une succession de rois absolus dans la vieille France; donc ce qui a précédé est cause de ce qui a suivi; donc les princes absolus servent à préparer l'avénement des institutions libres; donc la formule générale de notre histoire est celle-ci : « En France, c'est le pouvoir absolu qui engendre la liberté! »

De cette idée générale on venait aux faits particuliers; on concluait uniformément sur chaque règne de la manière suivante : — Ce roi anéantit toutes les franchises, soit des villes, soit des individus, et par là il hâta la civilisation et l'avénement des institutions représentatives, qui sont désormais notre patrimoine inaliénable. — Après avoir prouvé que ces despotes, et non pas d'autres, étaient indispensables pour préparer le sol où doivent s'enraciner toutes les garanties et germer tous les droits, on allait jusqu'à dire que s'ils n'avaient pas paru dans cette même succession, la liberté de l'avenir eût été pleinement impossible, — et par là s'achevait la théorie sur l'utilité des rois absolus pour le progrès des peuples constitutionnels.

L'échafaudage sur lequel reposait cette logique a croulé; le fil qui conduisait l'historien s'est rompu dans ses mains, le fondement de la méthode s'est englouti. J'interroge autour de moi; je demande, je cherche ce que sont devenus les savans systèmes qu'il supportait.

Il est superflu d'ajouter que, dans cet examen, je n'ai pas en vue tel ou tel écrivain, mais bien un certain entraînement que tout le monde a partagé, et auquel le public a cédé plus que les écrivains eux-mêmes.

Heureux celui qui, dans un vaste récit toujours serein, a suivi jusqu'au bout le cours des temps sans dogmatiser! Heureux aussi ceux qui ont fait devant des auditoires l'épreuve de leurs idées! La présence d'hommes rassemblés les a sauvés de l'excès des théories; mais cela même s'est quelquefois retourné contre eux. Dans la manie dont on était saisi pour les théories inflexibles, s'il se trouvait un historien qui sortît de la logique convenue, si le cri des choses lui faisait oublier les engagemens du système, s'il touchait la plaie intime, s'il écoutait, après les livres, le battement du cœur dans les générations passées, s'il s'adressait aux légendes, aux symboles, aux pierres même, pour avoir le secret de ceux qui ne parlent pas, n'écri-

vent pas, ne lisent pas, s'il entrait dans le vif de la nature, s'il montrait le côté invisible de l'histoire, s'il racontait le mystère et l'éclosion de l'âme humaine à travers la passion du moyen âge, nous l'accusions ouvertement de troubler la méthode. Il altérait la ligne droite; il désobéissait à notre géométrie. Nous nous sentions déroutés par un esprit si mal discipliné à nos formules, assez aventureux pour déranger notre édifice à mesure que nous l'élevions. Ne sachant où le classer, nous prenions le parti de penser que son génie lui avait été donné comme une exception éclatante pour confirmer la règle.

Un point reste assuré : la méthode que nous avons appliquée à notre histoire est tout l'opposé de celle des historiens grecs et romains; ce n'est pas non plus celle de Machiavel, ni des historiens anglais. C'est bien plutôt la méthode que les pères de l'église et les scolastiques ont appliquée à l'histoire du peuple hébreu. Les chroniqueurs et les barbares nous ont si bien séduits, que nous leur avons pris jusqu'à leur philosophie. Nous avons quitté Thucydide pour Grégoire de Tours. Si nous n'avions emprunté à celui-ci que son coloris et ses mœurs, le profit eût été sans mélange; mais, sans avoir ses croyances, nous avons imité ses superstitions, complaisans à ce point de dépouiller notre raison moderne pour embrasser la sienne.

De saint Augustin à Grégoire de Tours, de Grégoire de Tours aux scolastiques, des scolastiques à Bossuet, la méthode est la même. Toute l'histoire des Hébreux est considérée comme une préparation à la venue du Messie. Les événemens n'ont leur vrai sens qu'à la condition que cette attente soit remplie. Mais s'il en était autrement, si cette venue n'avait été qu'illusoire, l'explication du passé ne serait qu'un sublime sophisme! Imitant ce système, nous avons traité l'histoire de France comme une histoire sacrée, qui trouve son interprétation finale dans l'ère politique inaugurée avec le régime constitutionnel du XIXe siècle. Ce dénoûment non-seulement explique, mais légitime tout le passé. De la même manière que les violences de l'Ancien Testament sont sanctifiées par l'idée du Messie, dont elles préparent les voies, de même les iniquités, les cruautés, les oppressions du moyen âge sont couvertes et autorisées par l'idée des institutions qui ont apparu sous la royauté tempérée. Ce dernier point est si bien la raison de tout le reste, que nous commençons par y sacrifier la conscience et la morale. L'historien sacré sait que l'Ancien Testament est le chemin nécessaire de la loi de justice, et il ferme impitoyablement les yeux sur les siècles sanglans qu'il traverse. Tout luit à ses regards de ce rayon de justice émané de la loi future. Ainsi, dans nos théories historiques, nous faisons refluer dans le passé l'image qui a brillé un moment à nos yeux. Tout est bien en vue de ce présent que nous croyons posséder à titre inaliénable.

Armés d'un fatalisme inexorable, nous foulons aux pieds les souffrances des générations disparues, parce que nous croyons avoir le mot, le secret de ces souffrances dans les droits politiques du citoyen par lesquels notre histoire est couronnée.

A chaque plainte des générations écoulées, nous avons une réponse uniforme : — L'oppression était pesante, sans doute; — la tyrannie était cruelle, nous en convenons; — la conscience et la nature étaient incessamment violées, d'accord; — mais cela était absolument nécessaire pour établir la balance des trois pouvoirs, qui est désormais notre système de gouvernement. Les générations brisées par le pouvoir absolu ont eu le plus grand tort de se plaindre. C'était là une puérilité de petits esprits bourgeois, dont la courte vue n'apercevait pas dans le despotisme qu'ils subissaient les prémices des franchises dont nous jouissons. Mieux avisés, ils auraient vu notre triomphe; ils se seraient réjouis de l'avoir préparé au prix de leur servage.

Ce fatalisme implacable m'a causé toujours, je l'avoue, un embarras que j'avais peine à m'avouer, tant l'entraînement était général : j'aurais voulu y échapper, je ne trouvais pas d'issue. Ces quatorze siècles systématiquement rangés par des mains savantes et qui aboutissaient avec l'impulsion de la nécessité au seuil des institutions parlementaires, c'était là un spectacle imposant. En vain la nature protestait contre les immenses concessions morales qu'il fallait faire à cette réhabilitation de tout le passé. Je reconnais que l'argument tiré de la possession des choses nouvelles avait une force presque irrésistible. Les raisonnemens du monde les plus solides étaient impuissans en présence des résultats contemporains, et quoi qu'il en coûtât d'accepter tant d'audacieuses apologies de la force, il fallait bien se taire quand on montrait pour conséquence le monde renouvelé dans le présent et dans l'avenir. Cependant les conditions qui étaient à elles seules la raison d'être de ces constructions historiques n'existant plus, il me semble, si je ne m'abuse extrêmement, que ces vastes échafaudages apparaissent dans tout ce qu'ils ont d'arbitraire et de hasardeux; qu'il reste un grand appareil de logique sans base, que le talent, l'érudition, la sincérité, la gloire demeurent seuls, que cette métaphysique de l'histoire de France marquera toujours sans doute un noble effort de l'intelligence nationale, mais qu'enfin, il faut bien l'avouer, la vérité réelle en a disparu, et que nous voilà forcés, par des contradictions inattendues, de nous replacer au cœur de la nature humaine. La conscience, surprise et accablée sous le fatalisme, réclame; elle se soulève. On faisait de l'histoire de France une histoire exceptionnelle, régie par une loi particulière, en dehors de tout le monde moral. La vérité reparaît en dépit des systèmes.

Refuserons-nous de la voir? Nous obstinerons-nous à forger à la nature des lois qu'elle abolit sous nos yeux? Nierons-nous l'évidence? Ayons le courage de la reconnaître. J'ose dire que nous en serons récompensés par des vérités que nous ne possédions pas et que nous avions méconnues. Déjà si quelqu'un, placé à ce point de vue que nous ont imposé les choses, se retourne vers le passé, il sera étonné de découvrir combien tout est nouveau dans ces siècles auxquels nous pensions avoir donné une figure désormais immuable.

Les théoriciens de l'histoire de France ressemblent à un astronome qui, ayant calculé la courbe d'une étoile, verrait cet astre suivre une direction contraire à celle qu'il avait annoncée. Il faudrait bien avoir le cœur de confesser que le calcul est erroné et qu'il est nécessaire de le recommencer.

Savant, sage, illustre Hipparque, vous êtes l'honneur de notre âge. Vous avez mesuré les cieux; non-seulement vous avez assigné leur rang à toutes les étoiles visibles, mais vous en avez découvert plusieurs que personne n'avait aperçues. Vous avez fait plus : vous avez donné des lois à ce peuple d'étoiles; vous les avez disciplinées à vos formules infaillibles, et jusque-là ces mondes vous avaient obéi. Mais ce soir, en relevant la tête, j'ai vu que ces planètes, ces comètes que vous aviez révélées ont pris une route diamétralement opposée à celle que vous leur aviez prescrite. Vous leur aviez tracé leur route vers le midi, elles se précipitent aveuglément vers le nord. Apprenez-moi ce que je dois faire de ma triste découverte. Garderai-je le silence sur une désobéissance si éclatante de la nature? Me ferai-je un devoir de bienséance, de complaisance envers vous, de vous cacher la révolte de ces provinces célestes que vous vous étiez soumises? Répondrai-je à tous ceux qui viendront m'en entretenir : « Hipparque a décidé, il a parlé. Les cieux se repentiront de l'avoir contredit et reviendront sur leurs pas pour lui donner raison? » Je crois, Hipparque, vous fournir une preuve plus certaine de mon estime pour vos mérites en vous avertissant de cette rébellion de la nature, afin que vous ayez encore le temps de corriger vos équations et de mettre votre sagesse, que personne ne conteste, d'accord avec la sagesse de l'ordonnateur des mondes.

Ces formules implacables, qui étonnent la nature humaine, auraient difficilement fait fortune parmi nous, si, après avoir emprunté aux pères de l'église et aux scolastiques l'esprit général de leur méthode, nous ne leur eussions emprunté jusqu'à leurs artifices et leurs procédés particuliers. Notre matérialisme déguisé nous a livrés tête baissée au mysticisme. Il arrive quelquefois aux pères et à Bossuet d'établir que tel grand homme n'a été qu'un instrument aveugle entre les mains de Dieu. Nous n'avons pas manqué de nous emparer

immédiatement de cette idée pour la transformer en une loi générale, si bien que nous n'avons plus rencontré dans notre histoire un personnage dont nous n'ayons fait aussitôt un instrument aveugle qui concourt de loin et malgré lui à réaliser notre système. Et comme dans l'imitation on exagère nécessairement les vices de son modèle, nous avons fait notre règle absolue de ce qui était dans Bossuet une exception, un défi jeté à la sagesse humaine.

Chez nous, les hommes ne sont plus détournés de leur but par quelques rares coups de tonnerre de la Providence, qui s'amuse à déjouer leurs calculs dans une conjoncture éclatante. Non, le coup de tonnerre chez nous ne cesse de retentir. Tous les hommes, selon nous, font le contraire de ce qu'ils croient faire. Plus ils sont grands, plus ils sont aveugles, d'où cette maxime que nous répétons à satiété : « Ce tyran, au XIIIe, au XIVe siècle, croit faire de la tyrannie. Illusion! Vous-même vous êtes assez dupe pour le croire : eh bien! ouvrez les yeux. Regardez mieux, élevez votre point de vue, arrivez à ma hauteur : vous découvrirez cachée derrière moi la Providence, par laquelle le mal se change en bien pour préparer la liberté! »

Ce que nous avons dit des individus, à plus forte raison l'avons-nous dit des événemens. Il n'en est point auquel nous ayons laissé ses conséquences naturelles. Si chaque homme fait le contraire de ce qu'il croit faire, chaque événement produit le contraire de ce qu'il semble produire. Les peuples vaincus sont toujours les vainqueurs, les plus prévoyans sont toujours les plus trompés. Quand de pareils démentis à la raison, à l'esprit borné de l'homme, étaient donnés de loin à loin par quelque grand éclat d'en haut, on pouvait y sentir la présence de la sagesse souveraine qui se révèle à l'improviste; mais quand la raison humaine se trompe toujours, quand c'est là non l'exception, mais la règle invariable, il est à craindre que l'histoire ne devienne un jeu, au lieu d'être un enseignement de la sagesse immortelle. Je vois bien ce que l'homme perd à ce jeu décevant, je ne vois pas ce que la Providence y gagne. Au lieu des larges assises de la raison, sur lesquelles les anciens avaient établi l'histoire, voulons-nous en faire un caprice mystique de l'Éternel?

Pour corriger les vices de sa méthode, Bossuet possédait le miracle des miracles, le Christ enfant, qui couronnait l'histoire sacrée. Vous aussi vous avez besoin d'un prodige pour racheter des systèmes aussi opposés à la raison ordinaire. Montrez-moi donc un enfant du miracle et un berceau d'où rayonne l'avenir!

II.

Armés de ces deux principes fondamentaux, — que l'absolutisme est le chemin de la liberté, et que les hommes font toujours le contraire de ce qu'ils s'imaginent faire, — nous entrons dans l'histoire; sur le plan de ces deux idées, nous construisons sans peine nos origines, sans qu'un seul accident sérieux vienne nous contrarier. Les Gaulois se montrent d'abord, et presque aussitôt ils disparaissent; à peine entrevus, ils nous échappent. Ce que nous connaissons de nos ancêtres, c'est leur décadence. Avec cette ruine prématurée, une première question surgit : pourquoi cette race qui est la nôtre est-elle tombée si vite? Cette chute, est-ce un progrès, et que faut-il en conclure pour la postérité?

Ce sont, je pense, les Allemands qui les premiers nous ont appris que nos ancêtres les Gaulois étaient incapables d'entrer jamais de leur plein gré dans la civilisation : principe d'où l'on a déduit cette conséquence, que le plus grand bien qui pût leur arriver était d'être conquis par un peuple étranger. Les Romains leur rendirent ce service; nos ancêtres, à proprement parler, ne devinrent des hommes qu'en cessant de s'appartenir. Jules César, en leur coupant le poing, fut leur bienfaiteur. Au contraire, ils n'eurent de pires ennemis que les Vercingetorix et tous ceux qui se firent tuer pour l'indépendance nationale. S'ils l'eussent fait triompher, c'eût été la perte de toute leur postérité. Il fallait deux choses pour l'avantage des Gaulois : premièrement, qu'ils fussent accablés par les Romains; secondement, qu'ils fussent anéantis par les Francs. Lorsque la race gauloise est ainsi deux fois ensevelie, c'est alors que commence pour elle le chemin tortueux et souterrain que nous appelons sa renaissance. Appliquant à nos origines je ne sais quel mysticisme scolastique, il nous plaît que nos ancêtres soient d'abord asservis et extirpés pour nous donner ensuite le spectacle de leur lente et incertaine résurrection. Les anciens mettaient leur gloire à se dire *autochthones*, nés de la terre qu'ils habitaient; ils croyaient que cet esprit natif indigène était le trésor inaliénable de chaque race. Nous mettons notre honneur à nous faire dès l'origine serfs d'autrui et à dater notre histoire du premier jour de notre esclavage. Nous comptons pour rien dès ce premier moment la perte de ce qu'il y a de plus intime, de plus sacré dans une famille humaine, langue, religion, tradition des aïeux, noble orgueil de soi-même, et par-dessus tout cela indépendance, source de toute vie publique. Nous nous contentons de dire que si nous n'eussions pas été asservis, nous n'eussions jamais su par nous-mêmes construire des amphithéâtres, des thermes, des

aqueducs, sacrifiant ainsi dès le début l'âme même d'un peuple à la possession d'avantages purement matériels que nous confondons dès lors et sans retour avec l'idée de civilisation! Une race d'hommes s'évanouit, elle perd la conscience de son existence; nous l'en félicitons, parce que son sol se couvre de routes militaires, de grands édifices et même de chaires de rhétorique. Un monde entier disparaît, celui de nos ancêtres, qui pourtant nous manquera à chaque moment de notre histoire; nous applaudissons à cette chute parce qu'elle nous précipite aussitôt, et dès les langes, dans les liens d'une antiquité déjà dégénérée. Voilà le fil de notre méthode; retenez-le dès l'origine; il nous conduira jusqu'au bout sans dévier un moment. Ce que nous nommons civilisation, nous l'achetons par la perte de la liberté; nous entrons dans l'humanité en rejetant nos aïeux. Celui qui nous conquiert nous affranchit; notre libérateur, c'est notre maître : premier fondement de notre philosophie!

De là cette maxime générale que nous appliquons à l'histoire universelle, à savoir que dans les conquêtes, les invasions, une seule chose est à considérer, l'avantage du mélange des races. Laissant de côté toute observation puisée dans le vif de la nature humaine et matérialisant l'histoire, nous ne voyons plus dans la domination d'un peuple par un autre qu'un procédé pour transfuser le sang et rajeunir les races, comme s'il s'agissait des incursions d'un bétail. A ce point de vue, toute invasion est un progrès pour celui qui la subit; l'esprit d'un peuple disparaît, c'est par profit pour ce peuple. L'humanité se perd dans l'histoire naturelle, l'histoire dans l'ethnographie. Quel malheur pour nous que Xercès n'ait pas été vainqueur à Salamine! Nous avons perdu l'occasion de prouver combien il importait aux Athéniens de devenir la proie des Mèdes.

Voyez à quelle extrémité nous nous trouvons déjà entraînés par ce début. La conquête des Romains, voilà le seul droit primordial que nous établissons; le fondement de l'autorité et de la loi se confond à nos yeux avec le fait de la conquête. Le duc est légitime, parce qu'il tient son duché du roi; le roi, parce qu'il tient la place des Romains; ceux-ci sont la légitimité même, parce qu'ils ont écrasé nos ancêtres. Nous ne remontons pas au-delà. Sous chaque dignité, sous chaque fonction se trouve le droit de conquête. Il faut que la masse gauloise perde originairement jusqu'à son nom, pour que la postérité gauloise entre progressivement en possession de ses libres destinées. Voilà notre première base, ce qui revient à dire que nous nous engageons dès l'origine à reconnaître toute force comme sacrée, tant qu'elle n'est pas remplacée par une autre plus puissante. Dès la première page, nous extirpons de notre histoire l'idée même du droit.

Nos ancêtres, avec l'accent de la nature première, criaient : *Malheur aux vaincus!* Raffinés et subtils, nous disons au contraire : *Heureux les vaincus!* Une telle hâte de tout accorder à la force, de tout sanctifier de ce qui vient d'elle, m'étonne, m'inquiète. Je me demande ce que deviendra ce germe de fatalisme scolastique déposé dans le berceau de notre histoire; mais peut-être ai-je tort. Plus tard sans doute ces maximes seront tempérées et corrigées par d'autres. Voyons donc, et n'anticipons pas.

Je franchis les temps barbares, qui laissent place à des découvertes ethnographiques, à des peintures de mœurs, où le génie de notre siècle s'est exercé avec une admirable pénétration, soit que notre excessif raffinement d'esprit touche à une sorte de barbarie et nous donne le secret de la véritable, soit qu'il appartienne aux temps où la conscience s'altère de mieux comprendre ceux où la conscience n'existe pas encore.

Les vraies difficultés morales ne commencent à poindre que lorsqu'il s'est formé déjà une âme de peuple, c'est-à-dire au XIIe siècle. Ces difficultés apparaissent avec les Vaudois et les Albigeois; ce sont des avant-coureurs des temps modernes. Que dirons-nous de leurs hardiesses? Ils avaient établi le principe souverain que « chaque homme est prêtre, » et sur cette idée ils avaient fondé des institutions, image ou reflet des constitutions municipales de l'Italie. C'était comme un germe des établissemens qui se sont montrés de nos jours. Cette première ébauche d'une société libre est écrasée; elle périt dans le sang : quel enseignement tirent de là nos théoriciens? S'attacheront-ils à ce premier essai inculte de liberté, comme des descendans s'attachent à la pensée de leurs pères? Nullement; sitôt que nous apercevons l'hérésie, nous prenons, je ne sais pourquoi, l'accent de l'inquisition. Dans l'intérêt de la démocratie future, il fallait absolument que cette démocratie prématurée fût extirpée du sol. C'eût été le plus grand des malheurs pour la liberté moderne, s'il fût resté un vestige de cette liberté première. Et sans plus marchander, nous acceptons la nécessité des massacres de Béziers, de Toulouse, la disparition de tout un monde dans le sang, de la même manière que l'église et les scolastiques applaudissaient au massacre des Amalécites et des Moabites pour engraisser la terre promise. « Si la liberté prévalait avant que la foi n'eût donné tous ses fruits, la croissance de l'Europe était incomplète et avortée. Si la tentative municipale et démocratique du midi réussissait, c'était un coup mortel à la féodalité du nord, qui avait en soi l'esprit de mouvement. L'hérésie des Albigeois devait donc être détruite. » Qui dit cela? Un historien qui prétend aimer la liberté, et dont le livre, destiné au peuple, est en effet devenu populaire.

Voilà bien notre fatalisme dans son expression crédule. On y trouve tous les mots importans avec lesquels nous accablerons de notre triomphe d'un jour les vaincus de quatorze siècles. Premier triomphe de la liberté, — anéantissement du premier peuple libre; — nous sommes vainqueurs, parce que nous sommes vaincus : — cette logique va se dérouler sans interruption. Ces peuples ont été égorgés, il était nécessaire qu'ils le fussent pour assurer l'émancipation des autres. *La liberté eût prévalu trop tôt!* Toujours notre même crainte d'être trop tôt, trop complétement vainqueurs. Ce mot de *prématuré,* nous l'appliquerons sans nous lasser, pendant un millier d'années, à chacun des progrès politiques qui seront tentés. Chaque génération qui se réveillera, nous l'accuserons de trop d'impatience, nous lui dirons imperturbablement : *Dormez votre sommeil;* c'est à nous de vivre et de veiller à votre place... Mais quoi! si nous aussi nous allions oublier de vivre! Si, après avoir dit aux autres pendant quatorze cents ans : *Il est trop tôt!* quelqu'un s'avisait de nous dire à nous-mêmes : *Il est trop tard!*

Poursuivons. Nous avions d'abord fait honneur à la royauté de l'émancipation des communes; plus tard il s'est trouvé au contraire que la royauté a effacé le caractère politique de cette grande révolution. Les juridictions que les villes et les bourgeois avaient conquises au prix de leur sang sont détruites par le pouvoir central; cette vie politique, cette éducation de l'homme libre à l'abri des immunités des villes sont minées par la couronne. Où naissaient des citoyens, il ne reste que des bourgeois du roi. Cette grande et hardie émulation avec les républiques d'Italie fait place au silence, à l'asservissement. Les caractères s'inclinent, le mouvement de la vie publique s'éteint; à peine conquises, les franchises municipales, qui avaient paru si précieuses, sont étouffées. Quelle conséquence infère de là notre philosophie de l'histoire? Est-ce un regret pour des biens si cruellement achetés, si vite enlevés? Sera-ce le signal d'un péril au cœur de la société française? Nullement. Ces libertés ont péri; donc il est heureux qu'elles aient péri dans l'intérêt des libertés futures; donc les rois, en détruisant ces franchises, ont rendu à l'avenir un immense service et préparé l'avénement de nos sociétés émancipées. *Si la bourgeoisie l'eût emporté au quatorzième siècle, c'était fait de l'avenir de la France!* Vous l'entendez! c'est là toute l'oraison funèbre de ces révolutions populaires qui partout ailleurs dans le monde ont été les fondemens de la vie civile. Quoi, vraiment! si ces franchises eussent été respectées, c'était fait de celles que nous possédons! S'il y avait eu des hommes libres au XIVe siècle, il n'y en aurait plus aujourd'hui! Il fallait qu'il y eût un grand troupeau sous un maître pour que ce troupeau devînt ce monde digne et élevé que

nous connaissons! Avec cette ferme volonté de prendre chaque fait de l'histoire de France comme un fait sacré, divin, qui enfante le juste, l'*Emmanuel*, ne voit-on pas que l'on tombe dans la plus singulière superstition? On avait d'abord applaudi à l'émancipation des communes; dès qu'elles sont écrasées par la force, elles sont condamnées par l'historien. L'horizon moral de ces communes était trop étroit, dites-vous; elles ne pouvaient être le berceau des libertés géantes que nous voyons. Autant vaudrait reprocher au germe d'avoir une nature mesquine, aveugle, parce qu'il s'ensevelit sous la terre et qu'il ne couvre pas de ses vastes rameaux les générations nouvelles. Eh! que ne l'avez-vous laissé croître? Peut-être aujourd'hui il vous prêterait son ombre.

Les générations anciennes n'ont pas eu la même résignation que les historiens; elles ont essayé de mille manières de ressaisir l'indépendance perdue; dès que la royauté faiblit, la révolution communale reparaît. Un roi de France est fait prisonnier, un autre devient fou : dans cet interrègne du pouvoir absolu s'accomplissent les grands efforts de 1356, de 1383, pour fonder une tradition de libertés civiles et politiques. Au roi Jean prisonnier répond Étienne Marcel; à la minorité de Charles VI, la révolte des cabochiens. On reconnaît la magnanimité de ces efforts, dans lesquels l'héroïsme se joignit à la plus froide raison. Les déclarations des états de 1356 sont des monumens de sagesse; toutes les garanties que notre siècle a demandées y étaient renfermées : la monarchie tempérée et limitée par une assemblée, les états-généraux s'ajournant eux-mêmes à des époques précises, ce qui impliquait l'idée de la souveraineté nationale; des milices urbaines garantissant à la France que ses forces ne seraient jamais tournées contre elle-même. On avoue que dans ces constitutions l'esprit de liberté n'ôte rien à l'unité nationale, que les bourgeois embrassaient d'un vaste regard l'horizon du royaume. Quant à la déclaration de 1413, le même bon sens éclate avec plus de timidité dans l'ordre politique. Violens dans le combat, circonspects dans la victoire, tout est justice, mesure, dans le plan de gouvernement des cabochiens. Après cet aveu des historiens, vous croyez que nous nous attacherons à cette œuvre du droit, à ces grands caractères, à cette tradition toute plébéienne, que nous verrons là des foyers de la conscience publique, que nous réclamerons au nom de l'avenir quand ces foyers seront éteints. Au contraire! La royauté, dès qu'elle aperçoit ce mouvement de libertés politiques, s'unit aux barons pour l'écraser. Charles VI, après avoir abattu la liberté municipale en Flandre, revient l'étouffer à Paris. A ce signe manifeste ouvrirons-nous les yeux sur les dangers de l'exagération du pouvoir central? Point du tout. Étienne Marcel a péri avec son rêve; la bourgeoisie

politique est annulée après la défaite des maillotins, la plèbe après celle des cabochiens. Aussitôt la formule implacable retentit : ces hommes, ces héros plébéiens ont été vaincus; c'était pour l'avantage du plébéianisme. Comme nous avons vu au XIIIe siècle la nécessité du massacre des Albigeois pour préparer dans l'avenir la victoire de la philosophie historique, nous voyons maintenant au XIVe siècle la nécessité également indispensable de la chute des libertés politiques pour préparer les libertés du nôtre. Le mot déjà entendu, et qui enveloppe tout, est répété : *c'était prématuré!* Le droit est prématuré dans les états-généraux de 1356. Il le sera également à toutes les convocations d'états-généraux qui suivront : inopportun en 1356, il est hors de saison en 1383, intempestif en 1413, malséant en 1484, compromettant en 1560, impossible, déraisonnable en 1614. La servitude seule, arrivant sagement, toujours à point, est toujours la bienvenue.

Nous voilà déjà loin du pieux respect que les historiens de l'antiquité nourrissent pour les tentatives et les efforts de leurs ancêtres. Nous ne savons adresser aux nôtres que de durs reproches dès qu'ils sont abattus, car ce n'est pas assez pour nous de raconter sans douleur la défaite du droit; nous nous faisons un point d'honneur de légitimer cette défaite, trouvant toujours mille excellentes raisons de l'approuver et de la consacrer, ce qui nous entraîne le plus souvent à braver l'évidence. A la place de ces raisons solides que les historiens cherchaient autrefois dans l'observation de la nature vivante, nous nous piquons de trouver nos raisons dans une maxime d'école. En voyant les communes naissantes refoulées, écrasées par le pouvoir royal, qui ne croirait que nous allons en tirer la conclusion naturelle, que ces communes sont tombées parce qu'elles se sont trouvées aux prises avec un pouvoir déjà démesuré, et que le plus faible a été étouffé par le plus fort? Au lieu d'une cause si simple, si manifeste, et qui renferme un si profond enseignement, nous accusons les communes : si elles sont tombées, c'est par leur faute, par leurs excès, parce qu'elles obéissaient à *un parti extrême*, comme si la monarchie n'avait point été extrême, quand on dit à chaque ligne qu'elle était absolue! comme si elle n'avait point commis d'excès, comme si un système ne pouvait vivre qu'à la condition d'être régi par des anges, comme si enfin, pour rendre raison de la chute violente et précipitée d'une institution, il suffisait d'avancer qu'elle n'était pas sans défauts!

Et non-seulement nous condamnons ainsi nos précurseurs, mais nous saluons d'un applaudissement unanime le pouvoir qui les accable. Le régime que nos historiens appellent une *tyrannie protectrice* se forme au XIVe siècle sans qu'il y ait de notre part une seule

réserve contre ce mal nécessaire. Cette œuvre éclate sous Charles V; c'est pour nous le roi sage par excellence. Il établit de sa propre volonté l'impôt permanent, et ôte ainsi aux états-généraux leur première raison d'être. Ils n'ont plus de sanction; on les appelle, on les renvoie au gré d'une fantaisie; cette ébauche d'une grande institution n'est plus qu'une ombre. Avec le principe du consentement de l'impôt disparaît en réalité le principe de la souveraineté nationale. A la place de ces premiers rudimens d'institutions populaires apparaît un seul maître *qu'on verra plus tard*, disons-nous, *à contenir ou à jeter par terre*. Charles VI, Charles VII, marchent à grands pas dans cette voie; s'il reste par hasard un vestige de garanties politiques, ils achèvent de les anéantir avec les milices des villes. Le dernier coup porté à l'indépendance des communes, c'est l'établissement de l'armée permanente dans la main exclusive de la royauté; tout le mécanisme du pouvoir despotique est achevé, et, qui le croirait? à ce moment de notre histoire c'est un cri enthousiaste, un hymne qui s'échappe de la bouche de l'historien. Le plus extraordinaire, c'est que cet enthousiasme nous est arraché non pas seulement par le respect de la force, ou par le spectacle de la formation d'un vaste empire marchant à l'unité civile, mais bien par la conviction que l'absolutisme fait ici l'ouvrage de la liberté. Je cite les paroles de l'un des hommes assurément les plus judicieux de notre temps; en les transcrivant, j'avoue que chaque mot renouvelle pour moi l'étonnement que me fait éprouver le système : « La forme de la monarchie moderne, de ce gouvernement destiné dans l'avenir à être à la fois un et *libre*, était trouvée; ses institutions fondamentales existaient, et il ne s'agissait plus que de le maintenir, de l'étendre et de l'enraciner dans les mœurs. »

Il faudrait peser ici chaque syllabe. Les institutions fondamentales d'un gouvernement *libre* étaient trouvées, dit-on, car on avait trouvé toutes celles d'un gouvernement absolu. La liberté seule manquait (elle n'est donc pas nécessaire à un gouvernement libre!). Pour s'élever à la liberté, il ne s'agissait plus que de maintenir, étendre, enraciner dans les mœurs le pouvoir absolu. Retournez comme vous voudrez ces conclusions de notre philosophie de l'histoire, je défie qu'on en fasse sortir autre chose. Quand de pareils résultats couronnent la pensée d'un grand écrivain, et qu'il traverse ces abîmes sans même s'en apercevoir, ce n'est certes pas faute de science ni de génie; mais cela prouve deux choses : la première, que le système en grandissant a acquis une force aveugle qui entraîne son auteur lui-même; la seconde, que ce système est entré dans les habitudes de la conscience publique, et que ces sophismes toujours béans font partie de notre patrimoine.

Un point, ce semble, aurait dû nous arrêter, je veux dire le caractère que nous-mêmes attribuons à la royauté dans toute la race romane et dans la France en particulier. Tout le monde avoue que dès l'origine la monarchie a été modelée en France sur le principe du pouvoir impérial chez les Romains. Même nos rois chevelus vivent du souffle des césars. Charlemagne et les siens ne font que confirmer cette imitation. La troisième race ne change rien à ces idées classiques; au contraire elle leur donne une force irrévocable, et le pouvoir central se trouve irrévocablement jeté dans le moule du Bas-Empire. La superstition civile pour l'empire romain qui s'était éveillée en Italie avec les glossateurs éclate bientôt en France; là aussi elle devient une religion politique. Ces illusions des jurisconsultes, des poètes toscans du XIIe siècle sur les félicités de l'époque des césars, sont accueillies avidement et répandues chez nous dès le siècle suivant; légistes, juges, conseillers, officiers royaux, tous propagent la chimère d'un âge d'or impérial ou gibelin, laquelle devient bientôt la science, la tradition et comme la passion du tiers-état. Le moindre bourgeois du XIVe siècle avait sur ce point l'imagination aussi fertile que l'auteur de *la Comédie divine*. Séduit par ce fantôme, qui déjà avait aveuglé Dante, le tiers-état cherche le principe de la rénovation sociale dans les cendres du Bas-Empire. On veut tout donner au roi, parce que dans l'époque sacrée on a tout donné à l'empereur. Le monarque féodal doit être le principe de la justice, de la liberté, de la vie publique, comme l'a été le césar; chose singulière, cette passion de s'engloutir dans l'autorité du prince par imitation classique de l'antiquité est si grande, qu'elle survit encore chez nos historiens!

Nous continuons aujourd'hui, dans nos systèmes, à subir le joug des mêmes fictions, avec la seule différence que l'illusion ingénue de nos ancêtres est devenue une illusion volontaire, systématique, et que la science produit chez nous le même résultat que l'ignorance chez eux. Nous savons ce que nos aïeux ignoraient, que leur conception de l'histoire romaine est imaginaire, que le modèle sur lequel ils se sont réglés n'a jamais existé, que cette félicité prétendue est une invention des poètes, que le pouvoir absolu dans Rome impériale n'a enfanté en réalité que servitude, silence, qu'il a abouti à la mort d'un monde, et malgré cette connaissance assurée, quand nous retrouvons la même forme de pouvoir dans notre histoire, nous nous y confions, je ne dis pas sans crainte, mais avec joie, comme si le flot qui a porté les autres à la mort devait nous porter à la vie! Je ne sais par quel artifice de notre jugement nous nous bâtissons aussitôt le même songe de félicité publique que les hommes du moyen-âge. En dépit de l'évidence, nous nous créons un âge heureux sous nos

Dioclétiens et nos Justiniens modernes, les Philippe le Bel et les Louis XI, tant il est vrai qu'il est certaines idées, certaines traditions qui pèsent comme la nécessité sur le front de certaines races!

Loin d'être effrayés de voir notre société se former sur le principe de l'antiquité dégénérée, c'est de quoi nous nous vantons; si nous avons hérité de ses vices, nous nous croyons d'assez bonne maison. Nous triomphons de nous éveiller à la vie dans le tombeau du Bas-Empire. Dérivant tout de ce tombeau, sacrifiant tout, franchises locales, municipales, provinciales, noblesse, tiers-état, peuple, c'est ainsi que nous entraînons de génération en génération la société française vers un idéal byzantin, comme un corps vivant qu'on lie à un cadavre, et dans notre idolâtrie pour une antiquité morte et difforme, nous croyons approcher de la liberté moderne à mesure qu'elle s'éloigne davantage. Une conscience résiste-t-elle? cette conscience a tort, elle est aveugle ou coupable. Mais si tout cela n'était que chimère; si dans cette marche nous n'embrassions jamais que le même fantôme; si la conscience était plus sûre que le système; si Byzance était un triste berceau pour une société nouvelle; si une science fausse engendrait une vie fausse! Je vois deux pays de race latine où la même tradition illusoire, le même aveuglement dantesque a produit des erreurs analogues, — l'Italie et la France. La première y a perdu l'indépendance, la seconde la liberté pendant dix siècles.

Cela est si vrai, qu'à notre insu nous cherchons à échapper à notre propre système par les mots dont nous le voilons, dénaturant la langue pour empêcher les choses de crier. Quand nous avons glorifié sans réserve de règne en règne la marche ascendante du pouvoir absolu, quel est le nom que nous lui donnons? Nos historiens ont un mot consacré pour exprimer la domination illimitée de nos rois : ils l'appellent une *dictature* plébéienne, un *tribunat démocratique*, et par là ils montrent que leur théorie les offense en quelque chose, puisqu'ils se la déguisent à eux-mêmes. Quelle ressemblance, je vous prie, entre la dictature romaine et la monarchie féodale du moyen âge, l'une temporaire pour un danger déterminé, passager, l'autre perpétuelle, permanente, qui ne doit finir qu'avec la société même? Où est la moindre analogie entre le dictateur élu dans une société libre par un peuple, un sénat, qu'il représente pour un objet déterminé, et un souverain qui ne puise son droit qu'en lui-même? N'est-ce pas au contraire tout ce qu'il y a de plus opposé par la nature des choses? Donner le même nom à la liberté et au pouvoir absolu, n'est-ce pas une volonté arrêtée de se faire illusion à tout prix? Que peut servir ce faux calque de l'antiquité romaine transporté dans notre moyen âge, sinon à nous aveugler? Au lieu de re-

connaître que notre théorie du pouvoir est celle des plus mauvaises années du Bas-Empire, nous cherchons à l'antidater; nous la rejetons dans la Rome bâtie de briques avec les titres de dictateurs et de tribuns, tant nous avons besoin de nous tromper; il n'est pas jusqu'à la servitude universelle que nous n'appelions l'indépendance du pouvoir, trouvant ainsi moyen de glisser le nom de la liberté même en définissant le despotisme.

Avec cette étrange logique, il ne me serait pas difficile de refaire l'histoire de la décadence romaine et de réfuter Tacite, comme le voulait Napoléon. Je réunirais les nombreux édits des empereurs; je montrerais le divin Tibère fondateur du crédit gratuit (1), Claude protecteur de l'esclave, Néron soutien de l'affranchi et qui médite l'abolition de l'impôt, Caracalla qui étend le droit de cité à tout l'univers romain : j'établirais ainsi que le prince tenu jusqu'à ce jour pour le plus méchant a été en réalité le bienfaiteur du genre humain. Je montrerais le grand monument du droit romain, cette charte éternelle à laquelle travaillent sans interruption tous les princes sortis de l'acclamation des peuples et des soldats; j'établirais que leur tyrannie fut un bienfait, puisqu'elle leur donna la force d'inscrire dans le code ces lois d'émancipation contre lesquelles eût toujours protesté l'esprit étroit du monde antique. S'ils s'emparèrent de tout, ce ne fut point égoïsme; ils prétendirent seulement développer le droit et l'étendre à tous les misérables. Il était nécessaire qu'ils foulassent le monde pour le sauver; rien n'est à condamner dans ces temps, sinon la méchanceté des déclamateurs qui ont voulu en médire. Tacite, bien considéré, n'est plus qu'un rhéteur; son esprit, tourné à l'effet, n'aperçoit que la superficie des choses; quelques mauvaises têtes que l'on châtie lui cachent le sens profond des événemens. Que nous importent tant de meurtres salutaires, détails insignifians en comparaison de ce travail persévérant des césars pour édifier dans la loi la cité de la justice? Ce sont leurs édits, leurs rescrits qui font l'histoire, non pas quelques actes sanglans, qui témoignent d'ailleurs de l'énergie avec laquelle les réformateurs du monde embrassaient l'avenir. Ce Claude, que l'on disait imbécile, avait après tout une bien autre tête que Tacite. Le prince touchait au fond des choses dans ses rescrits, l'historien ne touchait qu'aux mots. Qu'est-ce que cette sensibilité maladive de l'auteur des *Annales* qui lui montre tout en noir? Un degré de plus de raison, et il eût aperçu la marche progressive des choses sous la main savante des despotes. Ce qu'il prenait pour la décadence lui eût paru la consommation et le triomphe de l'antiquité. Au reste, le peuple, plus intelligent que les rhéteurs, ne s'y est pas

(1) Tacite, *Ann.* VI, 17.

laissé prendre; par ses sympathies éclairées, il a vengé les douze césars des insultes de l'historien; ceux dont les idéologues ont le plus médit ont été le plus aimés de la foule : cet amour ne trompe pas.

Je ne vois pas aisément en quoi cette manière de raisonner diffère de celle de nos historiens, si j'en excepte pourtant ce qui concerne l'acclamation et l'amour des peuples; dans tout le reste, tout est semblable, et il est certain que cette méthode historique serait infaillible, tant pour l'antiquité que pour notre propre histoire, si l'on pouvait faire abstraction des deux difficultés qui suivent, et qui l'une et l'autre sont inséparables de la nature humaine.

La première tient à l'esprit même du pouvoir absolu. Qui ne sait que sous un gouvernement de ce genre rien ne diffère plus que la loi écrite et la loi appliquée? Voulez-vous écrire une histoire chimérique? jugez de la situation des choses par les édits, les rescrits, les ordonnances. Où est le méchant prince qui ait jamais affiché la méchanceté dans ses paroles publiques? Elles ne respirent que mansuétude, charité, justice pour tous, religion. A ce compte-là, nous nous faisons les complices de la ruse, tenant pour rien les sentimens, les affections, les cris étouffés des générations contemporaines, n'estimant pour témoignage valable que les pièces écrites de la main du pouvoir. Nous voilà, dès l'entrée, dupes de toute écriture scellée; le moindre parchemin a pour nous force d'évangile, nous y croyons plus qu'à la réalité; l'encre brille plus à nos yeux que le sang et les pleurs des peuples; nous prenons pour la vie nationale l'ordre administratif. Mais qu'est-ce que toute cette chancellerie, quand elle est contredite par les événemens? Assurément la besogne de l'historien est autre, s'il est vrai que son principal devoir est d'empêcher les générations futures d'être abusées par ce grimoire officiel. Nous ne jugeons plus du prince par sa pensée, nous ne lisons plus dans son âme, nous nous arrêtons à la parole, à l'extérieur, à l'écriture, à la robe, à l'habit. La moindre complaisance de si grands personnages nous séduit et nous gagne. Après trois ou quatre cents ans, nous ne pouvons soutenir un moment la familiarité de ces têtes royales sans nous sentir mollir, pauvres serfs que nous sommes de leur grandeur passée! A peine nous sentons la poignée de main d'un despote, nous l'acclamons pour un des nôtres. Qui d'entre nous a résisté à l'habit de bure de Louis XI?

La seconde difficulté est la conscience : nous la supposons à peu près abolie; il est nécessaire qu'elle le soit entièrement. Effacez du cœur humain l'instinct de la dignité, tout s'aplanit pour nous donner raison. Que l'âme humaine ne soit pour rien dans l'histoire des hommes, — Thucydide, Salluste, Tacite et les historiens de leur école ne sont plus que des déclamateurs de collége. Combien les recher-

ches sont facilitées, la méthode simplifiée, la marche assurée! Nous touchons à la perfection qui nous fait envie dans l'histoire naturelle; mais cet idéal, nous sommes loin de l'avoir atteint, et jusqu'à ce que nous ayons extirpé l'âme humaine de l'histoire des hommes, nous rencontrons une difficulté devant laquelle il nous faut reculer : comment concilier le progrès vers la liberté, c'est-à-dire le progrès dans le monde moral, avec l'oppression continue de la conscience? Nous blâmons le tiers-état toutes les fois qu'il réagit au moyen âge contre l'accroissement du pouvoir absolu; or cette idée permanente de justice, c'est la substance même de l'histoire; cette résistance, c'est précisément celle de l'âme; cette protestation, c'est le signe de la nature humaine, c'est la preuve qu'il s'agit ici d'êtres raisonnables, non d'automates; c'est le germe de toute liberté future. Comment donc entendons-nous que la liberté puisse naître, si nous trouvons bien qu'elle soit extirpée dès qu'elle ose se produire au fond des cœurs? D'où viendra-t-elle? de quels cieux inconnus descendra-t-elle? Comment fera-t-elle son apparition dans notre histoire? Sera-ce donc un miracle? O les plus imprévoyans des hommes! vous répétez à satiété que rien n'est solide, rien n'est durable que ce qui a son fondement dans le passé, et en même temps, pour mieux préparer la liberté, vous commencez par la condamner et la proscrire partout où vous la découvrez dans votre histoire!

D'où cela vient-il? D'une conception fausse et toute matérielle de la vie sociale. Nous nous figurons la liberté comme un accessoire, un luxe. L'unité d'abord, disons-nous, la centralisation, la puissance, la richesse, l'aplanissement du sol, les ordonnances sur les eaux, les forêts, les routes, les canaux; plus tard la liberté viendra, et c'est là qu'est l'erreur profonde. Comme si la liberté n'était qu'une superfétation étrangère, parasite, qui à un moment donné et par hasard s'ajoute au corps social! Comme si ce n'était pas l'âme même des peuples destinés à être libres, la séve de l'arbre! Comme si enfin il était aisé de la faire renaître quand on l'a extirpée, même avec les meilleures intentions du monde!

Dans le calcul, nos théoriciens ont négligé une quantité qui se trouve avoir une valeur énorme : c'est la question morale. Ils ont oublié l'effet que produit sur un peuple l'éducation séculaire du pouvoir absolu. Où ils ont vu le progrès dans l'ordre matériel, ils ont vu la révolution consommée; ils n'ont oublié qu'une chose dans l'histoire humaine, c'est l'âme humaine, sans songer que sous la pression d'une monarchie sans limite se formait le tempérament d'une nation à laquelle il deviendrait de plus en plus difficile de pouvoir respirer l'air de la liberté. Nous nous félicitons à mesure que nous voyons les rois de France agir, penser, vivre à notre place.

Il nous plaît que d'autres se chargent du soin de notre dignité, de notre fierté, oubliant que toutes les nations qui ont procédé ainsi se sont trouvées incapables à la fin de sortir de tutelle et d'entrer en possession d'elles-mêmes. Que de peuples formés par le pouvoir absolu sont restés dans une éternelle enfance sans avoir pu jamais prendre la robe virile, fantômes dont on a peine à discerner l'existence sous l'histoire de leurs maîtres! L'éducation du peuple par ses institutions, c'était le fond des historiens de l'antiquité. Par quelle fatalité nos théoriciens ont-ils renoncé à ces larges bases?

A mesure que les événemens nous pressent, que la nature humaine se soulève, nous nous endurcissons davantage dans notre formule uniforme. Nous la répétons bruyamment pour faire taire le cri des choses à l'approche de la renaissance. La tyrannie d'abord, ensuite la liberté! mais la liberté ne vient pas, je suis déjà au XVe siècle; rien n'apparaît à l'horizon. Je crains que par ce chemin nous ne soyons entraînés à une irréparable méprise; arrêtons-nous, de grâce, quittons ce sentier perdu; prenons la grande route de la conscience universelle. Voyez! il en est peut-être temps encore. — Non pas, certes! Y pensez-vous? Il serait beaucoup trop tôt. Travaillons seulement à réhabiliter tout ce qui a poussé au pouvoir absolu : nous préparons ainsi les esprits à mieux comprendre les franchises politiques. — Mais nul peuple sur la terre n'a suivi ce chemin sans périr. Vous avez contre vous tous ceux qui ont vu grandir ou tomber une nation. — Je l'avoue, et qu'importe? Nous faisons exception; chez nous, le pouvoir absolu a toujours une mission providentielle. Il est vrai que par ce chemin nous n'avons jamais rencontré ce que nous cherchons; mais cela même nous confirme dans l'idée que notre système est irréprochable et qu'il faut nous y tenir.

Ainsi, de siècle en siècle, l'historien se défait de tout sentiment humain comme d'une faiblesse. Plus il s'éloigne de la nature, plus il s'imagine être dans la vérité, et il ira par cette pente jusqu'à reconnaître une intention bienfaisante de la Providence dans chacun des vices particuliers du prince. Cette superstition chez des esprits si affranchis d'ailleurs éclate avec une étrange naïveté. « Celui-ci, disons-nous, fut bien servi par ses vices, par son égoïsme, par son ingratitude. » Il s'agit de Charles VII. Quand nous arrivons à Louis XI, c'est bien autre chose; voilà notre héros. Il nous faut sans sourciller tout dévorer de ce roi bourgeois, en qui nous voyons le promoteur, le précurseur de nos révolutions. Tout nous plaît de lui ou doit nous plaire, car il fit tout pour notre bien. « Celui-là ne fut pas de la race des tyrans égoïstes, » répétons-nous en saluant la justice de Dieu qui distribue l'égalité par la main d'Olivier Ledain. L'ancien barbier devenu comte de Meulan chatouille en nous notre âme de

prolétaire. Son maître et lui, voilà nos bons génies; nous les prenons pour saints et pour patrons. — Cet autre, disons-nous, a refoulé les principes éternels de la morale et de l'humanité; mais qu'importe en comparaison du bien qu'il nous a fait? Il a mis sous ses pieds le respect des formes et des traditions judiciaires. D'accord; qu'est-ce que cela? « Nous l'admirons avec gratitude. » Comment les générations que ces hommes ont étouffées ont-elles bien pu se plaindre? Comment n'ont-elles pas compris que leur avilissement nécessaire préparait notre dignité morale? Eh quoi! ces hommes n'étaient-ils point trop heureux que l'on versât leur sang pour qu'à la fin des temps ce sang engendrât une hypothèse? Voilà vraiment de bien petits esprits que ces gens du XIVe, du XVe, du XVIe siècle, de n'avoir pas deviné qu'ils seraient trop payés un jour par l'avénement du pouvoir parlementaire, qui, il est vrai, n'a fait que passer et disparaître, mais qui dans l'hypothèse est censé éternel pour le besoin du système!

Ces prétendues grandes vues, ce machiavélisme posthume font éprouver d'autant plus d'impatience, qu'ils sont l'œuvre des plus honnêtes gens du monde; car en France les honnêtes gens ont tellement peur de paraître dupes, qu'ils commencent par prendre les devans sur toutes les conceptions les plus tortueuses. Quand ils ont légitimé à tort et à travers toutes les oppressions dans le passé, ils se croient parfaitement en règle contre les embûches de l'avenir. Des chefs d'école, ces systèmes ont passé aux disciples; ceux-ci les ont popularisés dans les livres à l'usage des enfans; aujourd'hui ces idées sont maîtresses de l'éducation, elles sont entrées dans le sang. Interrogez votre enfant le plus ingénu. Sa leçon est faite. Il vous répondra, comme un Machiavel consommé, que sans doute tant de cages de fer, de potences dressées font mal à voir, mais que tout cela était nécessaire pour que tout le monde fût heureux, et qu'il y eût à la fin un jeu de boule à la place de la Bastille. Si vous continuez l'interrogatoire, l'intrépide logicien ne manquera pas d'ajouter que les bons exemples, la morale en action sont faits pour l'histoire ancienne, mais que dans l'histoire de France on ne saurait qu'en faire; que les braves gens n'y servent à rien et y sont toujours nuisibles; qu'il s'agissait de ruiner les nobles; que le plus sûr moyen était de les pendre; qu'il suffit de savoir quel est le battu pour savoir quel est le coupable; que celui qui a le poing le plus fort est toujours l'homme de Dieu, — sans quoi il serait impossible de retenir par cœur le tableau des trois races.

J'ai peur que nos haines de classe nous aient aveuglés. Nous avons vu le pouvoir central humilier la noblesse; nos pauvres âmes bourgeoises et prolétaires ont tressailli de joie, comme si renverser la

noblesse pour y substituer le pouvoir d'un seul, c'eût été appeler la démocratie à la vie. Je crains qu'il n'y ait eu plus de joie jalouse que d'intelligence dans l'applaudissement que nous avons donné à la toute-puissance du prince. Ce qu'il ôtait à nos maîtres, — liberté, dignité, indépendance, — il nous semblait qu'il nous le donnât à nous-mêmes. Personne n'ayant plus de garanties ni de franchises, nous avons compté pour un progrès manifeste de nous voir tous ravalés au même néant. Les roturiers avaient les charges, les places; il n'en a guère fallu davantage pour apprivoiser notre humeur plébéienne. Nous admettons volontiers que c'est par amour pour nous qu'un Charles V, un Louis XI a daigné tout usurper; nous aimons à nous dire que nous avons été l'objet permanent de sa pensée, que nous avons rempli de notre importance la vaste capacité de ses prodigieux desseins, et j'admire que les mêmes hommes qui détestent de nos jours de toute la puissance de leur cœur l'idée d'un nivellement social, qui ôteraient tout à tous pour ne laisser subsister que la grandeur de l'état, exaltent cette idée dès qu'ils la rencontrent dans le passé. Notre histoire est pleine de ces mots triomphans : « La noblesse a été privée de ses droits par la jalousie de nos rois, elle a perdu la vie politique dès le XVe siècle; » mais ces droits dont on dépouillait les grands, voit-on que les petits en fussent revêtus? Cette vie publique qu'on ôtait à la noblesse s'étendait-elle au reste de la nation? Ceux qui étaient libres cessaient de l'être; ceux qui ne l'avaient pas été encore l'étaient-ils davantage? Je vois bien qu'il n'y a plus de patriciat, je ne vois pas pour cela une démocratie naissante; ni noblesse, ni peuple; la noblesse a perdu tous ses droits politiques, le peuple n'en a acquis aucun. Dites-moi si c'est là le but du travail des siècles!

Par ces questions et par les réponses qui y sont faites, on touche bientôt le fond de nos systèmes, et l'on découvre avec étonnement que nous faisons marcher dans un ordre directement opposé la civilisation et la liberté. L'une augmente à mesure que l'autre diminue, et la première n'est complète chez nous, sous Louis XIV, que lorsque la seconde a achevé de disparaître. Ce divorce de la civilisation et de la liberté est le côté honteux de notre histoire. Chez les anciens, une pareille mutilation de la nature humaine n'existait pas. Les temps de liberté sont les temps glorieux; les époques asservies sont les époques d'opprobre. Nos historiens ont fait des efforts prodigieux pour pallier ce vice. Si, à mesure que la société se perfectionne, les droits politiques s'effacent, il en résulte que le dernier terme de progrès dans l'homme serait le dernier excès de l'asservissement. Une si effroyable conséquence nous a naturellement effarouchés; c'est pour en sortir que nous nous sommes jetés dans les

vagues définitions de la civilisation, à travers lesquelles tout ce qu'on entrevoit, c'est que le mal et le bien sont à peu près pour nous la même chose, puisqu'à nos yeux c'est le mal qui doit enfanter le bien : doctrine qui suppose dans le monde moral la transformation des types à laquelle répugne toute la nature visible! Il faut, pour nous tirer d'affaire, que le loup enfante l'agneau; on verra bientôt que nous ne reculons pas devant cette nécessité.

En même temps se confirme une chose que je n'avais fait qu'entrevoir précédemment. De ce que, selon nos théories, la liberté décroît à mesure que la civilisation augmente, il suit avec évidence que nous appelons *civilisation* l'ordre purement matériel, ce qui revient à dire que le problème de notre société, tel que nous le concevons dans le passé, est celui-ci : — s'asservir pour s'enrichir. Mais sous cette expression nue, qui est la plus vraie, on découvre que le problème est insoluble, puisqu'une loi supérieure, qui est la loi même des choses, empêche que nul esclave ne possède, sinon à titre précaire et illusoire, d'où il arrive que les sociétés fondées sur le principe dont quelques-uns ont voulu faire la substance même de notre histoire se consument dans la recherche de deux choses absolument inconciliables, la servitude et le bien-être, sans même parvenir jamais à reconnaître leur impuissance.

Quand enfin l'œuvre du pouvoir central est consommé et qu'il ne reste plus un germe de vie publique, un grand historien se résume ainsi : « Grâce au pouvoir absolu, la France ne fait plus qu'une seule masse d'eau contenue entre ses deux rives. » Cela est vrai; ce n'est pas moi qui ai la prétention d'empêcher par une parole ce Niagara de marcher à sa pente. Je sais trop bien ce que peut une voix isolée qui s'élève sur ces rivages à demi emportés. La vague roule avec orgueil; elle dit en se précipitant : « Cet homme avait peut-être de bonnes intentions; par malheur il n'est pas à la hauteur des principes. Passons. » Moi-même qui combats ces systèmes historiques, j'en admire les auteurs, je subis malgré moi leur influence, j'aime, je respecte leur science, leur bonne foi; comment mettrais-je à les combattre la suite, la persévérance que j'apporterais volontiers, si des talens si vrais ne m'imposaient une réserve qui s'allie mal avec l'espérance passionnée de vaincre? Je crois profondément à ce que je dis, je crois même cela évident; en même temps je suis persuadé qu'il devient chaque jour plus difficile de ramener la vérité dans la masse des esprits.

Il est des idées fausses qui entrent dans la tête des peuples comme dans celle des individus. Tout le génie du monde n'y fait pas obstacle. C'est presque toujours par des idées fausses soutenues avec éclat que les peuples se sont perdus. Les Grecs ne manquaient pas

d'esprit; il fut toutefois impossible de leur faire avouer que l'esclavage pouvait être une injustice en morale et un mal positif dans l'état. Il a été de même impossible de convaincre les Romains d'une chose plus claire que le jour, à savoir que les *latifundia* dépeuplaient l'Italie, et qu'ils périraient par là. La difficulté fut la même de persuader les Byzantins que pour le salut de leurs murailles il valait mieux combattre par l'épée que disputer sur la consubstantialité. Autre exemple : il fut impossible de faire comprendre aux Italiens modernes que l'empereur d'Allemagne ne descendait pas de Jules César, que les lansquenets d'Autriche n'étaient pas les légions de Trajan; au contraire, le plus beau génie consacra cette illusion, qui devint à la fois et la gloire et le fléau de l'Italie. De la même manière, il semble impossible d'arracher aux Français le système par lequel ils font des envahissemens du régime arbitraire au moyen âge la préparation aux libertés modernes.

III.

C'était peu d'avoir cherché dans la caducité byzantine le principe de toute renaissance; nous touchons au moment où la méthode va subir une plus rude épreuve. Le système se heurtera contre l'évidence, il n'en sera point ébranlé. Pour nous braver, éclate la grande révolution religieuse du XVIe siècle, qui renferme en germe toutes les révolutions morales et politiques de l'avenir! L'embarras qu'elle nous cause est immense. Les masses de la nation française ont rejeté cette révolution. Plus papiste que le pape, plus royaliste que le roi, le peuple chez nous au XVIe siècle a été l'adversaire de la liberté de conscience; il a, par tous les moyens que la passion peut inspirer, repoussé, condamné, maudit, accablé cette liberté naissante. Ici les choses humaines se partagent, il faut que nous fassions notre choix : d'un côté, la France de la ligue, le catholicisme impitoyable du concile de Trente, la papauté, Pie V, Sixte V et cet immense effort vers le passé qui s'appuie sur l'Espagne et sur Philippe II; de l'autre, les nouveautés en matière de foi qui *partout affectent l'état populaire,* la république de Hollande, de Genève, les fondemens de tous les états qui sont libres aujourd'hui, et, pour représenter ce mouvement d'émancipation politique, des personnages tels que Guillaume d'Orange. Remarquez que, dans ce grand conflit, chacun des partis qui divisent le monde a sa pensée écrite sur son drapeau. Pour s'abuser, il faut absolument le vouloir. De plus, les temps qui ont suivi ont admirablement éclairé la question; on a vu depuis trois siècles les doctrines de la ligue aboutir partout à l'absolutisme, celles

de la réforme aux innovations modernes. Si nous tenons à conserver l'initiative des tempêtes, que ferons-nous? Quel parti accepterons-nous dans le passé? Il faut une certaine intrépidité pour sortir de cette épreuve, et je ne sache pas qu'aucun système en ait subi de pareille. Mais la méthode suivie jusqu'ici parle, juge, décide à notre place. Ramenant notre philosophie à la théorie du duel judiciaire, remontons à notre principe et posons nos questions accoutumées : Dans la France du XVIe siècle, quel a été le vainqueur? — Le pape. — Quel a été le vaincu? — La réforme. — En d'autres termes, qui est resté le maître? Est-ce le passé ou l'innovation? — Le passé. — Sur cela, armés de cette grande maxime, que le vainqueur ne peut jamais avoir tort, que tous les faits accomplis dans notre histoire le sont dans l'intérêt de la liberté, nous décidons d'une manière générale qu'au XVIe siècle, en France, l'absolutisme religieux c'était l'indépendance, l'esprit d'examen c'était la servitude, l'inquisition c'était la vraie réforme, la monarchie espagnole c'était la royauté révolutionnaire.

Une fois notre parti pris, il est incroyable avec quel stoïcisme nous l'avons soutenu, nous distribuant les uns aux autres la tâche d'interpréter l'évidence jusqu'à ce que nous l'ayons changée en ténèbres. Les plus intrépides s'attachèrent à commenter la Saint-Barthélemy. C'était l'événement qui résistait le plus à nos doctrines : on eût regardé comme un prodige que cet événement pût entrer dans les traditions et les origines des libertés nouvelles; mais si ce prodige était accompli, quelle difficulté pouvait rester? Évidemment, tout le problème était résolu. Il se trouva des hommes très accrédités pour qui ce miracle fut un jeu; ils prouvèrent doctement et de sang-froid, au moyen de la méthode acceptée jusque-là, que la *sanglante exécution* de la Saint-Barthélemy avait été un acte de salut public, lequel avait été indispensable pour abattre l'aristocratie et préparer l'ère de la fraternité moderne. Je ne sais dans quel langage mystique, accouplant les siècles les plus opposés, ils forçaient les papistes de la Saint-Barthélemy de communier avec les encyclopédistes de la convention dans la même coupe sanglante. Jamais l'esprit français n'avait été condamné à dévorer de si effroyables sophismes. Ce qu'il y eut d'étonnant, ce n'est pas qu'il se soit rencontré des auteurs pour inventer de pareilles choses, mais qu'il se soit trouvé beaucoup d'hommes pour y croire. On s'interrogeait, on se demandait si l'étonnement excité par ces théories n'en prouvait pas la profondeur. N'était-ce pas un trait de génie que de donner Pie V et Sixte-Quint pour précurseurs à Robespierre et à Saint-Just? tant on avait besoin de se chercher des ancêtres, tant on était entraîné par l'idée que le peuple de France, étant le peuple de Dieu, n'avait pu se tromper de route

un seul jour, tant surtout l'esprit était prêt à tout accepter, par la longue habitude de l'interprétation scolastique!

Ce qui paraîtra, j'imagine, inconcevable à la postérité, c'est qu'après avoir recueilli, dans l'histoire parlementaire, toutes les paroles brûlantes de la révolution française, nous ayons placé ces monumens de l'audace de l'esprit philosophique sous la sauvegarde et la consécration religieuse du fanatisme catholique du moyen âge. Ce qui surprendra plus encore, c'est que la révolution française ainsi tonsurée et cloîtrée soit devenue la règle de foi de presque toute une génération de révolutionnaires. Les décrets du comité de salut public commentés par Torquemada et par Philippe II, nous en avons fait notre Bible et notre bréviaire.

Ceux qui, plus timides, n'osèrent pas revendiquer la Saint-Barthélemy comme un des trophées de la démocratie se retranchèrent dans la ligue. Les sympathies de nos écrivains les plus révolutionnaires ne manquèrent pas de se déclarer pour ce parti. Il fallait montrer que le catholicisme furieux des ligueurs donnait la main aux révolutions de nos jours, toutes accomplies dans un sens opposé. Cela parut facile après la tentative précédente, qui eut l'avantage de faire passer pour modérées les explications les plus extrêmes. On montrait les mouvemens populaires de la ligue, les processions en armes, les révoltes, les barricades; n'était-ce pas là autant de signes de ce qu'on appelle une révolution? L'idée qui était au fond de ces mouvemens, on l'oubliait; on ne s'arrêtait qu'aux apparences, aux choses extérieures, aux soulèvemens, au bruit du tocsin.

Une nation se replongeait avec fureur dans un passé fanatique; mais ces révoltes contre l'avenir avaient été mêlées de menaces contre l'autorité, et il n'en fallait pas davantage pour que cette horreur dont une nation était saisie contre les innovations passât pour le principe de toute innovation. On voyait un peuple s'agiter dans la rue; sans se demander s'il ne tournait pas le dos à l'avenir, cela suffisait pour que l'on se dît : Là est le chemin des démocraties futures!

Pour achever de dompter l'histoire, qui se révolte ici, il fallait non-seulement réhabiliter l'absolutisme de la ligue, mais faire le procès à l'esprit de la révolution religieuse du XVIe siècle; c'est à quoi nous n'avons pas manqué. Si le protestantisme conservait le caractère novateur qu'on y avait vu jusque-là, nos interprétations tombaient d'elles-mêmes. C'était une nécessité pour nous de démontrer qu'au XVIe siècle le catholicisme que nous avons gardé était le novateur, et que le protestantisme que nous avons rejeté était le principe rétrograde. Nous aurions pu nous contenter d'apporter en preuve que nous avons conservé la première de ces religions et banni la seconde, puisque nous admettons toujours, comme l'axiome et le fondement

de notre science, que tout ce que nous avons fait a été fait dans l'intérêt de la justice sociale et de la liberté éclairée, par cela seul que c'est nous qui l'avons fait. Ici pourtant nous avons voulu ajouter un motif particulier à cette raison fondamentale, et nous avons jeté un mot qui a le privilége pour nous de trancher toute question sans qu'il soit possible à l'adversaire de répliquer. La raison, disons-nous, pour laquelle nous devions, dans l'intérêt de l'esprit humain, abolir le protestantisme et retenir la religion romaine, c'est que le protestantisme n'est que le principe suranné de l'aristocratie, par où nous montrons qu'en le bannissant nous étions les niveleurs, et qu'en nous renfermant dans la foi du moyen âge, nous entrions dans l'indépendance du monde moderne. La république de Genève, la république de Hollande, la république des États-Unis, sans parler des libertés constitutionnelles de l'Angleterre, fondées sur la réforme du XVIe siècle, tout cela n'est plus qu'affaire d'aristocrates. C'eût été pour la révolution française et pour la déclaration des droits de l'homme une irréparable défaite, si la France se fût engagée dans cette étroite voie. La liberté, l'égalité, étaient avec nous du côté du pape et de Philippe II, qui se faisaient nos garans. Ces petits marchands protestans, qui formaient presque à eux seuls la France industrielle, ces artisans que nous avons bannis par centaines de mille, ceux qu'on appellera ailleurs du nom de *gueux*, nous les transformons en un *parti de nobles;* et comme il a été nécessaire, au moyen âge, d'extirper les Albigeois pour préparer la liberté philosophique de conscience au temps de la ligue, il est nécessaire, au XVIe siècle, d'extirper la réforme pour préparer la liberté suprême du XIXe siècle.

C'était déjà un terrible stigmate au front de la révolution religieuse que l'accusation d'aristocratie; pour mieux garder les prémices des révolutions modernes et pour mieux déshonorer la réforme, nous avons su y découvrir le principe même du crime. Comment est-il arrivé que, pour glorifier la révolution française, nous ayons pris plaisir à dégrader la révolution qui l'a précédée et préparée? Est-ce que nous gardons dans notre incrédulité le tempérament et les injustices de nos anciennes croyances? est-ce que dans nos esprits modernes le vieux ligueur vit encore? est-ce que, par je ne sais quelle jalousie de niveleurs, nous condamnons tous les bouleversemens que nous n'avons pas faits? Qu'on explique comme on voudra notre emportement d'orthodoxie; il est certain que, nous autres philosophes, nous avons trouvé contre l'hérésie du XVIe siècle des malédictions auxquelles les inquisiteurs n'avaient pas songé. Qui croirait que nous sommes allés jusqu'à accuser la réforme religieuse d'être au fond le principe de l'assassinat? Et nous n'avons pas porté cette accusation à la légère, nous en avons fait une théorie

savante. « Le principe de Calvin, avons-nous dit, c'était l'individualisme combiné avec des idées d'oppression. Or quel fut le trait distinctif, caractéristique des guerres de religion chez un peuple aussi loyal, aussi chevaleresque, aussi humain que le peuple de France? Ce fut... l'assassinat, l'assassinat, qui est la manifestation la plus odieuse, mais la plus logique et la plus directe du sentiment individuel exalté outre mesure et perverti. » La conséquence à tirer de là, c'est que nous autres catholiques nous avons les mains nettes de tout le sang versé dans les guerres de religion, et par exemple, dans la Saint-Barthélemy, ce sont les huguenots qui ont eu le tort de s'assassiner eux-mêmes!

Ainsi, avant que Luther parût, on ne savait ce que c'était qu'un meurtre! Le moyen âge n'avait tendu d'embûches à personne! Les états catholiques d'Italie ne connaissaient ni le poignard ni le poison! Machiavel n'avait parlé de l'usage du fer que sur la foi des huguenots! Son grand code de l'assassinat en matière politique, c'était l'ouvrage de Calvin. Pour de si extraordinaires accusations, nous n'avons qu'une preuve à apporter, une considération métaphysique sur le principe de l'individualité, et c'est sur cette vapeur que nous livrons la cause de tout le monde moderne! Pour moi, en lisant ces anathèmes partis d'hommes si sincères, si amis de l'humanité, si avides de l'avenir, je me demande quelle force aveugle nous pousse à accabler dans le passé nos alliés, à réhabiliter nos ennemis. Non contens d'amnistier tous les genres d'oppression, nous faisons, en qualité de révolutionnaires, le procès à toutes les révolutions qui ne sont pas les nôtres; nous les avilissons toutes, ce sont des œuvres *d'égoïsme, d'individualisme;* aucune expression de mépris ne nous manque, et nous en inventons de barbares, quand la langue est à bout. La révolution de Hollande n'est qu'un *fédéralisme provincial,* celle d'Angleterre un *fédéralisme communal,* celle des États-Unis un *fédéralisme totalitaire,* qui ne mérite pas qu'on y associe l'idée de nation. Ce beau travail achevé, que restera-t-il à faire à nos ennemis, sinon à nous copier? Dans ce singulier acharnement à maudire toutes les révolutions hors la nôtre, comment avons-nous pu croire que l'exception où nous nous retranchons ne nous serait pas arrachée par des raisons que nous avons données nous-mêmes?

Je commence à croire que la vérité nous fait peur, et que nous en détournons volontairement les yeux, car il ne me semble guère possible que le hasard ou la subtilité de l'esprit suffise jusqu'au bout pour nous faire prendre sur les événemens les plus marqués le contre-pied de l'évidence. L'expérience a parlé; nous ne réussirons pas à faire de la cause de Pie V, de Philippe II et de la ligue la cause des novateurs et des révolutionnaires. Il faut nous y résigner. Quand

nous avons eu la manie, la fureur du *statu quo*, l'horreur des changemens, pourquoi ne pas le dire? Quand nous nous sommes laissé précéder dans la voie des orages, pourquoi ne pas oser le confesser? Portons-nous envie aux tempêtes? Nous faisons de la nation française un personnage classique, uniforme, qui ne tient rien de la mobilité qu'on trouve chez toutes les autres. Est-ce la vérité? Ce peuple ne participe-t-il pas de la nature humaine? N'a-t-il pas ses égaremens, ses incertitudes, ses retraites précipitées, ses peurs, ses épouvantes? Je voudrais le voir tantôt fidèle, tantôt ingrat, souvent aveugle, marchant au hasard, reculant, fuyant même sa mission. Je reconnaîtrais, je trouverais là le spectacle de la vie; ses erreurs, ses chutes, ses reniemens m'instruiraient. Mais il semble que nous portions la doctrine de l'infaillibilité dans chacun des détails du passé. La nature a donné à l'histoire un cours tortueux qui se replie cent fois sur lui-même : nous en faisons une ligne droite, sèche, qui court au but avec l'aveugle précipitation de la géométrie. Est-ce qu'il en coûte à notre amour-propre de reconnaître dans cette voie un seul faux pas? Puisque nous acceptons la méthode mystique des pères de l'église et de Bossuet, que ne la suivons-nous jusqu'au bout? Se font-ils faute de reconnaître, de proclamer, de condamner les chutes du *peuple de Dieu?* Ne le montrent-ils pas errant dans son désert de l'égarement? Cachent-ils sa dureté de cœur, sa faiblesse, son ingratitude, ses apostasies? Tout autel est-il pour eux l'autel du Dieu vivant? Ne voit-on pas des dieux de pierre et de métal rapportés d'Égypte? Pourquoi donc n'avouons-nous, ne reconnaissons-nous jamais une erreur, une défaillance, une chute dans la progression de notre histoire nationale? Tout y est trop parfait pour être réel : preuve certaine que la méthode historique des saints pères s'est corrompue dans nos mains.

Qu'était-ce que cette horreur dont la nation française fut saisie contre la réforme? Un reste de soumission à la conquête romaine. Dans l'impossibilité de s'affranchir de Rome, je sens une nation rivée encore après seize siècles au dur anneau de Jules César; elle a pris goût à sa chaîne. L'obéissance, qui n'était d'abord que matérielle, est désormais volontaire; c'est maintenant le fond de l'homme qui est vaincu; ce ne sont plus seulement les mains, c'est l'esprit qui est lié. Aussi, dominés par cette tradition de dépendance, la tête courbée sous le Capitole, quand il fut question d'émanciper la France, il se trouva que le servage de l'âme, elle le regardait comme son patrimoine sacré; elle agit comme une province romaine qui se rattache au tronc, et tous ceux qui voulurent la délivrer de cette sujétion héréditaire passèrent auprès d'elle pour ses plus grands ennemis. Rompre avec la ville du Tibre, c'était se séparer de soi-

même. Dès lors il arriva aux Français du XVIe siècle ce qui est arrivé à tous les peuples, lorsqu'on leur a présenté trop brusquement la liberté et qu'on a voulu leur arracher une servitude qui s'était confondue avec leur propre chair : ils entrèrent en fureur.

De là jaillit une certaine lumière sur le fond permanent de notre histoire. La race indigène a été conquise deux fois, d'abord par les Romains, puis par les Francs. On a répété que la révolution française, c'est le Gaulois émancipé des Francs; tout le monde peut voir que la conquête romaine dure encore; la crainte de Rome est restée la religion du Gaulois.

Après avoir été dupes du prince dans le moyen âge, voici que nous le sommes du peuple à la renaissance. Nous avons jugé le premier sur le costume, nous jugeons le second sur l'insurrection. Toute émeute, fût-elle conduite par Philippe II, nous la croyons faite pour nous. Point de barricades, même des pères de la foi, où nous ne croyions voir d'avance notre drapeau, toujours amusés par le dehors, regardant la coëarde et non le cœur.

Les hommes de la ligue et de la Saint-Barthélemy furent au XVIe siècle ce que les Vendéens, les *san-fédistes*, les *adorateurs de saint Janvier*, ont été dans le nôtre. Ceux-ci ont été plus royalistes que le roi; ferons-nous d'eux pour cela les précurseurs des libertés modernes?

Pour achever notre chaos, nous avons rencontré de nouveau les Allemands, qui ont tant contribué à épaissir la nuit. Nous nous étions contentés de dire : L'absolutisme enfante la liberté! Détruisant du même coup le bon sens et la conscience, les Allemands ont étendu cette maxime en la généralisant par cette autre : Pour faire prévaloir le *pour*, il faut faire prévaloir le *contre;* pour donner la victoire au catholicisme, il faut la donner au protestantisme! — Dès lors l'histoire est devenue cette belle confusion que vous voyez aujourd'hui, où nous avons peine à nous retrouver nous-mêmes.

IV.

Après les embarras du XVIe siècle, où nous avons failli échouer, les grandes difficultés de la méthode sont dévorées. Une route royale s'ouvre devant nous, rien ne nous y arrête. Le despotisme, en simplifiant tout, nous rend tout plus facile. Rentrés à corps perdu dans l'unité de la monarchie absolue, nous y voilà abandonnés pour deux siècles. C'est notre âge d'or.

Après avoir épuisé nos sympathies sur Louis XI, que dirons-nous de Richelieu? Si le premier est le précurseur de notre révolution

démocratique dans tous ses instincts, — justice, légalité, publicité, liberté, — que sera le second? Il sera cette révolution même. Ce n'est plus un pressentiment, c'est déjà la réalité. Entre Richelieu et nous, il n'y a plus l'intervalle du temps; nous le touchons comme s'il était présent, nous nous enveloppons dans sa soutane; il est notre ministre, notre ambassadeur, qui nous précède dans les temps; nous lui dictons nos ordres, il obéit. Il va à son but, renversant tout, *fauchant tout, couvrant tout de sa soutane rouge :* il rétablit la royauté dans sa puissance absolue; mais ce grand homme a le privilége que nous avons attaché à toute grandeur : il fait directement le contraire de ce qu'il croit faire. Il croit travailler au pouvoir absolu, et cet aveugle ne travaille en réalité qu'à assurer nos franchises et notre dignité. Nous ne le louons pas seulement, nous l'envions d'avoir fait notre tâche. Dans l'intérêt de la république, il fallait, selon notre formule, extirper absolument tous les germes républicains qu'avaient semés les huguenots, et qui pouvait mieux y réussir que lui? Ce fut sa première œuvre. Lui vivant, il se fait un silence de peur général, universel dans l'état. C'est ce silence que nous admirons. Nous y voyons je ne sais quel signe avant-coureur de nos tempêtes civiles.

Il y a surtout un point de foi pour nous dans la politique de Richelieu; ce point est d'avoir accablé le protestantisme au dedans et de l'avoir soutenu au dehors. Empêcher la liberté religieuse chez nous, la proclamer partout ailleurs, c'était, à nous entendre, la position la plus admirable que l'on pût donner à un grand peuple destiné à être libre. Politique à double tranchant, nous ne souffrons pas que l'on se hasarde à nous dire combien elle était artificielle et chancelante, combien il était impossible que la France subsistât sur une aussi violente contradiction, protégeant chez les autres ce qu'elle extirpait chez elle. Nous voulons bien que Richelieu réprime au dedans une religion *ennemie de la France;* nous applaudissons encore, quand, après la prise de La Rochelle, il ôte toute garantie sérieuse à la réforme, et nous ne voyons pas que de cette situation devait naturellement s'ensuivre la révocation de l'édit de Nantes, qui entraînait après elle le changement de politique extérieure où faillit s'abîmer la société française. Après avoir accepté le principe dans Richelieu, nous n'en voulons plus les conséquences dans Louis XIV. Encore ai-je tort de dire que nous reculons devant la conséquence, puisque, selon les termes d'un de nos historiens les plus populaires, nous ne saurions dire après tout si les libertés concédées par l'édit de Nantes étaient compatibles avec l'existence de l'état, tant il nous est impossible de reconnaître une seule déviation de la ligne droite classique dans notre marche continue vers la justice!

Après l'expérience de deux siècles et la voix unanime de la postérité, nous ne savons pas encore ce qu'il faut penser de la révocation de l'édit de Nantes, qui *semblait être le vœu général de la nation.*

Reposons-nous enfin dans Louis XIV. S'il n'est pas notre ministre comme Richelieu, il est le roi de notre choix; il prête à l'avenir de la démocratie la majesté que Louis XI n'a pas su lui donner. Nous portons son joug avec complaisance, nous le sacrons au nom de la démocratie. Ses premiers pas et la poussière qu'il soulève font sur nous l'impression de la bataille de Marengo, en sorte que nous étendons à l'ancienne monarchie absolue la popularité de la nouvelle, et dans ce cercle vicieux, liant les siècles les uns par les autres, nous formons une conjuration éternelle au profit de la prérogative sans limites. Sommes-nous donc de la lignée des rois pour épouser si aisément le bon plaisir? Est-ce que nous comptons à notre tour porter cette couronne?

On pourrait croire cependant qu'à mesure que la monarchie de Louis XIV s'appesantit, la patience de nos esprits libéraux commencera à se lasser. Quand la personnalité de Louis XIV aura envahi l'état, quand tout sera effacé devant le pouvoir des intendans, nous permettrons-nous au moins un regret? Les contemporains eux-mêmes étaient harassés; ne le serons-nous pas de traîner dans l'histoire nationale depuis tant de siècles ce lourd char de servitude? Nullement; il semble qu'il y ait une sorte d'émulation entre la persévérance des rois à tout envahir et la patience de nos historiens à tout livrer, et que l'ambition ne puisse se fatiguer chez les uns, ni l'espérance chez les autres. Arrivé à ce moment de la domination de Louis XIV, s'il se trouvait quelqu'un d'assez mal avisé pour se lasser d'un spectacle aussi monotone, s'il pensait que le temps est venu d'aspirer au moins à un régime plus tempéré que le despotique, je lui fermerais la bouche par l'autorité de celui de nos historiens qui a souffert le moins de contradiction; je répéterais sa conclusion sur l'époque où nous sommes parvenus : « Qu'un établissement plus régulier que la monarchie sans limites eût valu moins pour l'avenir du pays, cela ne peut être aujourd'hui un sujet de doute. » Nous voilà au XVIIe siècle, c'est justement le mot qu'on nous disait au XIIIe. Ainsi il n'est pas même permis de poser la question; c'est un point fixé dans la science; celui-là se perdrait irrévocablement qui montrerait la moindre incertitude. Après cela, il ne reste plus qu'à courir tête baissée jusqu'à ce que nous rencontrions par hasard la liberté. Précédemment nous avons vu les républicains montrer que pour l'établissement final de la république, il fallait au préalable extirper tous les germes républicains; maintenant c'est le tour du théoricien de la monarchie tempérée : il montre que

pour préparer cette forme de monarchie, il fallait d'abord qu'il n'en restât pas un vestige ni dans les esprits ni dans les choses. Et nous tous, amis de la liberté, différant sur tant d'autres points, nous nous hâtons de tous les bouts de l'horizon de venir nous rencontrer dans ces mêmes maximes d'état, où nous demeurons, il est vrai, inébranlables. On dit que dans l'enfer la même question rencontre éternellement la même réponse : — L'épreuve est-elle finie? — Non. — Prenons garde de ne pas faire de notre histoire un enfer social.

Les yeux fermés, nous marchons ainsi, à travers la régence et le règne de Louis XV, jusqu'au seuil de la révolution, en 1789. A ce moment, quand cet édifice du pouvoir absolu, que nous avons laborieusement relevé, affermi, consacré de nos mains pendant quinze siècles, vient à nous manquer subitement, ce grand fracas nous réveille; ce que nous avions soutenu jusque-là, nous le renions, nous le condamnons sitôt que la force s'en détache. Notre logique et notre esprit de suite, que deviennent-ils? Nous avons établi, comme loi nécessaire de l'émancipation civile, la progression constante du pouvoir absolu, et à peine le terme de cette progression est atteint, il se trouve que ce terme est odieux, que le but est manqué, que la justice ne peut naître, que l'événement a trompé tous nos calculs, que la nation égarée est obligée de creuser un fleuve de sang entre la veille et le lendemain! Reconnue, confessée par nous, une expérience semblable, dont toute la terre retentit, nous arrache-t-elle au moins l'aveu que notre système est imparfait? Pour entrer dans la liberté, il nous faut un bouleversement de la nature tout entière. Reconnaîtrons-nous que nous nous sommes égarés? Le but est manqué; en conclurons-nous que le chemin indiqué n'était pas le meilleur? Point du tout. La vérité vient trop tard. Le système est bâti, tant pis si la nature le renverse :

Ce que j'ai fait, seigneur, je suis prêt à le faire.

Voyez l'aveugle entraînement : sacrifiant jusqu'au dernier instant les lumières de la conscience, nous avons rejeté le témoignage de notre raison, changé les mots, altéré le sens de la langue, fait violence à l'instinct des générations passées, tout cela pour ménager la pente des choses, pour nouer le passé et l'avenir, pour que nous soyons transportés sans secousse, par le seul développement de la tradition, dans ce monde renouvelé où doivent éclore d'eux-mêmes *tous les droits légitimes du citoyen*, — et il se trouve qu'au bout de ce chemin mystique nous aboutissons à un cataclysme! Quand il ne reste plus, dans les dernières années du XVIIIe siècle, qu'à recueillir les fruits

heureux du système, on avoue que l'idée même de *nation formant un corps* en était exclue, que cette égalité à laquelle on a tout sacrifié est illusoire, et il n'est ni un riche ni un pauvre qui ne se plaigne avec fureur qu'elle lui manque. Au lieu de cette pente continue que l'on avait si artificiellement préparée, on touche au plus terrible bouleversement dont l'histoire fasse mention. Et cela ne vous arrête pas, cela ne vous avertit pas que vous vous êtes trompés, que ce que vous avez pris pour le chemin pourrait bien être l'obstacle. Vous n'admettez pas, vous ne soupçonnez pas un moment que le despotisme, loin d'avoir préparé, enfanté la liberté, l'a rendue pour ainsi dire impossible, puisqu'il s'agit de changer en un jour le tempérament d'une nation façonnée par la main et par l'éducation des siècles : entreprise presque surhumaine, où se révèle, avec le caractère unique de la révolution française, la cause de ces chocs, de ces tempêtes, de ces fureurs inouies, de ces découragemens plus inouis encore qui maintenant vous étonnent. Vous avez patroné les ténèbres aussi longtemps qu'elles se sont prolongées, et quand Ajax est forcé de combattre en pleine nuit, sa fureur vous surprend, elle vous épouvante. Tout ce que vous concluez du spectacle de ces luttes gigantesques, c'est que si vos systèmes ont reçu de l'expérience un si éclatant démenti, la faute en est, non au système, mais aux choses. Celles-ci ont eu tort, elles auraient dû s'entendre, elles ne l'ont pas voulu. « Au point, dites-vous, où un dernier progrès, garantie et couronnement de tous les autres, devait, par l'établissement d'une constitution nouvelle, compléter la liberté civile et fonder la liberté politique, l'accord nécessaire manque sur les conditions d'un régime à la fois libre et monarchique. » C'est-à-dire que, pour compléter le pouvoir absolu, il ne manquait rien qu'une chose, la liberté civile et politique. Par malheur, le pouvoir absolu et la liberté ne s'entendirent pas, comme ils auraient pu fort bien le faire. On devait croire que le loup produirait l'agneau, il n'en fut rien : la guerre naquit entre eux, contrairement à toutes les prévisions de la science.

Parvenus au dénoûment, c'est-à-dire à la révolution française, notre philosophie se déconcerte. Un si grand événement la trouble; elle ne nous sert de rien pour le comprendre, ou plutôt tout s'y passe, tout s'y consomme au rebours de ce qu'elle a annoncé, et la seule chose qu'elle puisse dire, c'est que des faits semblables arrivent contrairement à ses lois, que le cataclysme n'entrait pas dans son calcul, que c'est là une sorte de monstre dont les théories ne sont pas tenues de nous rendre compte, et sur cela toute notre philosophie nous quitte dès que le flot monte et que la tempête arrive.

Ainsi toujours flottant du mysticisme au matérialisme, quand nous avons épuisé l'un, nous nous rejetons sur l'autre, et comme l'évi-

dence nous poursuit sans nous laisser de trève, nos efforts pour nous y dérober sont aussi sans relâche. Il fallait un complément à notre théorie, nous le lui avons donné, en nous retranchant dans une dernière idée dont nous sommes tous plus ou moins infatués. Cette nouvelle théorie, qui confirme les précédentes, la voici : elle se réduit à dire que la nation française a dû sciemment, de propos délibéré, organiser d'abord l'égalité avant même de songer à la liberté.

Nous établissons entre les siècles je ne sais quelle division du travail dont l'idée est empruntée à notre matérialisme industriel. Tout nous semble résolu quand nous avons accordé dix-sept siècles au passé pour l'œuvre du nivellement des classes. Transportant dans la science de l'histoire la méthode que nous avons le plus blâmée, le plus condamnée dans les affaires présentes, nous glorifions notre nation de ce qu'elle a si admirablement scindé son œuvre, et distribué des tâches absolument distinctes entre les générations successives: aux dix-sept siècles du moyen âge et des temps modernes la question sociale; à notre temps seulement la question de dignité, de garanties politiques, de liberté. Mais encore ici la nature nous résiste et proteste. Les siècles ne sont pas des ouvriers qui, sans lien entre eux, sans alliance, sans se concerter en rien, construisent isolément les diverses parties d'une épingle, l'un la tête, l'autre le corps, l'autre la pointe. L'ouvrage tout entier, avec toutes ses parties, passe successivement dans la main de ces grands artisans. Ils ont l'étreinte assez forte pour l'embrasser dans son ensemble. Ils ne séparent point ce qui est social de ce qui est politique; ils ne construisent pas de pièces et de morceaux l'âme d'une nation; ils n'ajoutent pas artificiellement une pièce nouvelle à l'œuvre commencée. Au contraire, ces laborieux cyclopes se transmettent l'un à l'autre dans l'atelier l'œuvre entière; ils tirent, du fonds commun qui leur est transmis, tout ce que ce fonds renferme, et ce qui manque absolument à l'un, il est à craindre qu'on ne le retrouve pas chez l'autre.

Égalité sans liberté, en dehors de la liberté, telle est donc la chimère suprême que nos théoriciens nous font poursuivre pendant tout le cours de notre histoire : c'est l'appât qui nous tient en haleine. De règne en règne je les suis, attiré par le fantôme qu'ils ne peuvent embrasser. A chaque jour sa tâche; avec ce mot, je condamne fièrement, de Clovis à Louis XIV, tous les instincts moraux, toutes les révoltes intérieures de la nature humaine. J'ajourne la recherche des garanties politiques au temps où le niveau social aura été atteint. Mais si ce niveau prétendu, d'où l'on retranche la vie civile, n'était qu'une conception illusoire et fausse! s'il ne se réalisait pas! Je vais plus loin. Je suppose que la chimère soit atteinte : en sera-t-on plus avancé ? Qui jugera qu'elle l'est en effet ? qui déci-

dera que le point est trouvé, que l'heure est venue de songer à la dignité, et, comme parle Vico, à la *pudeur civile?* Quand la bourgeoisie aura ce qu'elle appelle l'égalité, si le petit peuple prétend que cette égalité n'est pas la véritable, et le petit peuple satisfait, si le prolétaire ne l'est pas, que faudra-t-il faire? Voilà la liberté de nouveau ajournée; mieux valait dire dès le début qu'elle l'est éternellement.

Au milieu de ce laborieux échafaudage, quelques-uns ont bien senti ce que le système ôte à la nature humaine; ils ont essayé de soustraire la plus grande partie de la nation à la responsabilité du passé tel qu'ils l'ont expliqué. Comment cela? Par un moyen qui ne fait qu'augmenter la difficulté à laquelle ils veulent porter remède. Ceux-là affirment que le peuple n'a rien fait, rien dit dans toute la durée de l'ancienne France. Témoin muet, étranger à tout ce qui se passe, comme il n'a pris de part effective à aucun des changemens survenus, on n'a le droit de lui demander nul compte de ce qui s'est fait sans lui. C'est un personnage tout nouveau, qui s'est réservé pendant dix-sept siècles, sans faire une seule fois acte de présence dans l'histoire. Comment nos jugemens pourraient-ils le saisir? Il nous échappe; c'est l'inconnu. Que la responsabilité de notre histoire retombe sur celui qui l'a faite! Même dans le tiers-état la bourgeoisie paraît seule, agit seule. Le passé la regarde et l'accuse; qu'elle en réponde!

Je ne sais si ce système est plus en crédit que les précédens; ce que je vois bien, c'est qu'il va clairement contre la pensée radicale de ceux qui l'ont soutenu. J'admets un moment que les chroniqueurs, les chartes, les historiens se soient trompés, que dans les états-généraux, les parlemens, les assemblées du clergé, il n'y ait eu jamais que l'inspiration de la bourgeoisie sans que l'âme du peuple se soit montrée un seul jour. Cette concession faite, j'attends que vous me montriez le peuple dans quelque grande occasion qui ne me laisse aucun doute sur sa propre conscience; car ce qu'il y aurait de pis, après avoir nié qu'il ait été pour quelque chose dans le tiers-état, ce serait d'avouer qu'il n'a pas paru davantage en son propre nom. N'y aurait-il pas eu de peuple pendant ces quatorze siècles? C'est la question qui surgit naturellement de ce que je viens de dire. Les personnes individuelles ou collectives ne se révèlent dans le monde civil que par leurs actes, et je ne sais à qui profiterait cette étrange découverte, qu'il n'y a pas de peuple dans l'histoire de France.

V.

Je m'arrête ici, car je ne veux pas dépasser 1789 et la première heure de la révolution française; mais assurément, si je voulais m'aventurer plus loin, je montrerais sans peine que ce qui surnage par-dessus l'abîme à ce moment même de notre histoire, c'est encore notre ancienne formule. Tout change, tout se renouvelle en pleine tempête, choses, hommes, territoire même, institutions, conditions, partis, idées, préjugés, tout, excepté notre maxime implacable, qui reparaît sitôt qu'un homme reprend la plume. Comme il a fallu l'arbitraire dans l'ancienne France pour organiser l'égalité, il faut désormais l'arbitraire dans la France nouvelle pour organiser la liberté, — d'où la nécessité providentielle du despotisme de la terreur, lequel engendre la nécessité, plus providentielle encore, du despotisme qui le renverse et lui succède, et, pour couronner l'un et l'autre, la nécessité non moins absolue de l'invasion, par laquelle s'achève la renaissance sociale et politique, ce qui nous ramène à notre premier point de départ. En dépit du fracas des événemens, la formule continue de les régir; elle se meut comme l'engrenage d'une machine montée qui n'a plus besoin de l'impulsion d'un être humain. Malheur seulement à qui y engage un pli de sa robe! Le corps entier d'une nation, passé, présent, avenir, peut y entrer et s'y broyer, jusqu'à ce qu'il reste une masse inerte que l'esprit abandonne.

Prenons garde, en corrompant le passé, de corrompre l'avenir. Jusqu'ici, toutes les fois que l'historien a amnistié la veille, il a amnistié le lendemain. Il a évoqué sans le vouloir jusque dans le fond de l'avenir la race des *téméraires*, et insulté par avance aux *débonnaires*. Sur cette pente rapide, le vertige prend les hommes, quand l'instinct, poussé par l'habitude, est aveuglé par la science. Alors la vérité morale, arrachée de la substance de l'histoire, n'a plus de refuge même chez les morts. Il reste pour pâture au monde un rêve d'égalité jalouse dans laquelle rien n'est plus réel qu'une servilité croissante. Imaginez un simple individu persuadé que dans le cours de sa vie tout ce qu'il fait est bien fait, qu'il est dans chacun de ses actes le ministre infaillible, impeccable de la justice suprême : combien de temps résisterait sa raison à cette apothéose? Au lieu d'un individu, je suppose maintenant une nation : voilà tout un peuple assuré, de génération en génération, qu'il siége sur le trône de l'éternelle justice. A ses pieds sont les autres nations, qu'il régit de son épée flamboyante. Heureux ceux qu'il châtie! S'il frappe, c'est pour guérir; s'il enchaîne, c'est pour affranchir; s'il conquiert, c'est

par complaisance; s'il rampe, c'est par excès d'honneur; ses vices sont des vertus dissimulées. Où s'arrêter dans ce chemin, et qui se chargera de réveiller une conscience que nous supposons exténuée depuis des siècles?

On a vu que la plupart des peuples sont tombés irrévocablement, non par la force de leurs ennemis, mais pour s'être infatués d'idées fausses auxquelles les grands écrivains ont mis le sceau de l'immortalité. Quand ceux-ci n'ont pas eu la vertu de reconnaître à temps leurs erreurs, les peuples ont décliné avec toutes les joies de la vanité. J'ai montré qu'il a été impossible de convaincre l'Italie d'une chose qui est l'évidence même; la France embrasse sur son passé des théories non moins illusoires, et le danger est grand, si tous ceux qui tiennent une plume ne ramènent pas la vérité simple, antique, nouvelle, éternelle. Il faudrait que tout homme qui pense eût sa nuit du 4 août, dans laquelle il viendrait loyalement faire à la patrie le sacrifice de ses erreurs reconnues dans l'histoire, la philosophie, la science : ce serait le début de la régénération.

Et pourquoi ne la tenterait-on pas? Pourquoi du moins continuerions-nous cet incroyable défi à la conscience universelle? Quelle gloire atteindrait celui qui aurait le courage de dire : « Je me suis trompé! » Un aveu si généreux serait aussi prévoyant, car il est impossible que la postérité aille jusqu'au bout sans reconnaître ce qu'il y a d'artificiel et de faux dans nos constructions métaphysiques du passé. A mesure que les choses se dérouleront, notre erreur deviendra plus manifeste. Espérons-nous la cacher à l'avenir? En dépit de nous, il la découvrira, il la signalera, et comme nous aurons été sans pitié pour lui, il sera sans justice pour nous.

S'agit-il après tout de rejeter tant de travaux qui ont illustré notre époque? A Dieu ne plaise! Même en suivant un faux système, on peut rencontrer une foule de vérités de premier ordre. Dans ses recherches, l'homme a besoin de s'appuyer du témoignage d'une idée préconçue, sans laquelle il resterait le plus souvent impuissant et stérile. L'idée peut être fausse, et la découverte très réelle : c'est ce qui est arrivé chez nous. Grâce aux systèmes historiques, que de faits réels enfouis sont venus à la lumière pour n'en jamais sortir! Quel jour profond sur l'organisation première de nos sociétés! que de peintures énergiques, fières, gracieuses, ingénues même! car tous les tons ont été habilement parcourus. Que de vie les auteurs de ces systèmes ont su donner à des choses qui avant eux étaient un vrai néant! Ils ont été créateurs, ils ont révélé des mondes oubliés. Ils n'auraient rien pu faire de tout cela, s'ils n'eussent été soutenus au moins par une hypothèse; mais aujourd'hui que les découvertes sont consommées, faut-il garder l'hypothèse, même reconnue pour fausse? Christophe

Colomb croyait aborder en Asie en découvrant l'Amérique; continuerons-nous pour cela de dire que l'Amérique c'est l'Asie?

Nous avons toujours fait en France profession éclatante de sens commun, et nous croyons volontiers, comme les Thébains, être le centre ou l'ombilic de la terre; notre ambition est même de régler le monde à notre image : par quelle étonnante contradiction, quand nous venons à notre histoire, admettons-nous que ce qui serait faux de toutes les autres se trouve vrai seulement pour nous? C'est une chose grave de contredire la nature telle qu'elle a été observée à tous les momens de la durée. Jamais nous ne louons tant la rigueur de notre méthode qu'au moment où nous contredisons toute la terre. Encore une fois, n'est-ce pas la chimère elle-même d'appuyer un semblable édifice sur un présent que nous disons éternel, et qui cesse d'être avant même que le système ait été exposé jusqu'au bout? Si nous sommes dans le vrai, Hérodote, Thucydide, Xénophon, Polybe, César, Salluste, Tacite, Machiavel, qui ont tenu tant de compte de l'éducation des peuples par leurs institutions, n'ont pas écrit une page sensée; si nous avons raison, tout le genre humain a tort.

Notre philosophie de l'histoire a fait bien vite le tour de l'Europe. Je ne rencontre plus aujourd'hui autour de moi que des gens qui se résignent magnanimement à l'obéissance pour que leur postérité soit libre. Les Russes surtout ont profité de nos maximes; nous voilà forcés d'admirer cette majestueuse succession de tsars qui tous, sans le vouloir, forcent une race entière d'entrer dans l'ère de l'égalité, de la fraternité civile! A moins d'abolir nous-mêmes nos maximes, nous sommes contraints à cette admiration aveugle; les Slaves nous l'imposent; qu'ils rencontrent seulement par hasard un Olivier Ledain et un Tristan moscovites, un tsar révolutionnaire : ils auront bientôt laissé derrière eux tous les essais timides du monde civil dans l'Occident. J'en connais qui, sur cette assurance, mettent déjà leur espoir et leur âge d'or dans l'idéal des Mongols, sans s'apercevoir qu'une race humaine peut se montrer la dernière dans l'histoire et porter déjà l'empreinte de la caducité : tant les peuples vieillissent vite dans la servitude! il faut si peu de temps pour les courber et les défigurer! Hier vous les avez vus pleins de vie; vous repassez aujourd'hui et ne les reconnaissez plus. C'est bien pis quand il s'agit de peuples qui n'ont jamais été libres. Chacun de leurs jours compte pour un siècle. Vous les croyez jeunes parce qu'ils n'ont rien fait, comme si la servitude immémoriale n'était pas un dur travail! De loin vous les prenez pour les messagers ingénus de l'avenir, et déjà sont empreintes sur leurs fronts les rides prématurées que les pesans soleils de l'injustice ont creusées dès leur berceau. Approchez de ces

races adolescentes; qui trouvez-vous? Des vieillards languissans, usés par le temps avant d'avoir vécu.

Disposez pour eux comme vous le voudrez de la durée tout entière; choisissez parmi les despotes les plus intelligens et les plus populaires; joignez les Tibère aux Tibère, les Louis XI aux Louis XI, les tsars aux tsars; que tous à l'envi dépriment les grands, caressent les serfs, coudoient les bourgeois, nivellent la poussière humaine : je dis que de cette poussière ne sortira jamais le miracle spontané d'un monde libre.

Ne nous étonnons donc pas si, parmi tant de peuplades qui ont passé sur la terre, un si petit nombre a pu éclore au droit, à la justice. Que de germes puissans et avortés dans l'espèce humaine sans qu'ils aient pu s'épanouir et fleurir! Vous retrouvez la racine et la tige; vous voulez savoir pourquoi elles ont été flétries avant le jour : demandez-le au souffle du désert.

Il en est tout autrement des peuples qui ont des traditions vitales, s'ils s'y attachent et les respectent. Ces traditions peuvent être suspendues, interrompues: elles peuvent même disparaître sous la conquête, l'invasion, l'usurpation; mais elles continuent d'agir comme des forces organiques, indomptables. Quelle que soit l'apparence, ne dites jamais de ces nations qu'elles sont usées, ensevelies, que le monde n'a plus rien à en attendre. Fussent-elles enfouies sous terre, elles vous démentiraient en surgissant au jour quand vous vous y attendrez le moins.

Avez-vous vu dans mon pays la *perte du Rhône?* — Le fleuve, qui descend du haut des Alpes, arrive confiant et à pleins bords. Tout à coup, comme si l'embûche avait été tendue dès l'origine des choses, il disparaît. On le cherche sans le trouver : il s'est perdu dans le puits de l'abîme, il est enseveli dans les entrailles de la terre; une couche prodigieuse de rochers amoncelés depuis les premiers jours le recouvre, et la pierre a été scellée sur lui, aux deux bords, par des bras de Titans. Maintenant, des rives de Savoie et de France, les troupeaux de chèvres, de vaches, de mulets, le traversent à pied sec et l'insultent; la sonnerie de leurs clochettes couvre ses mugissemens. Cependant, pour avoir disparu, le fleuve n'est pas tari; son ancien génie vit encore; il lutte dans les ténèbres, il mugit sous la terre, il travaille dans le sépulcre, il use de sa poussière d'écume la roche éternelle. A la fin, il reparaît à quelques centaines de pas à la lumière, un peu calmé, plus bleu, plus majestueux, mais ni brisé ni dompté par cette épreuve.

E. QUINET.

TOLLA

TROISIÈME PARTIE. [1]

II.

Manuel avait écouté avec résignation les reproches du comte Feraldi, mais la conclusion le mit hors de lui. Il s'était attendu à des paroles sévères, non à cette dédaigneuse restitution de sa liberté. Il pâlit de colère, et balbutia d'abord quelques paroles inarticulées.

— Calme-toi, lui dit Toto; tu n'as ici que des amis.

Il reprit avec violence : — Des amis! Monsieur le comte, si je ne m'étais pas accoutumé à vous regarder comme un second père, je n'endurerais pas si patiemment un tel outrage. Vous me croyez capable de violer mes sermens!

— Non.

— Pardonnez-moi. Lorsqu'on dit à un homme : Je vous rends votre parole, c'est qu'on le juge assez méprisable pour la reprendre. Je m'appelle Coromila, et l'histoire de Venise, qui est celle de mes ancêtres, ne leur a jamais imputé ni un mensonge ni une trahison. Qui vous a permis de croire que je valais moins qu'eux et que je méditais de les déshonorer tous en ma personne? J'ai promis d'épouser votre fille; j'ai fait mieux, je l'ai juré; je ne l'ai pas juré une fois, mais cinquante, et sur tout ce qu'il y a de plus sacré; je l'ai juré

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 février.

par écrit, vous en possédez les preuves, et vous avez les mains pleines de mes sermens! Et vous m'estimez assez peu pour me dire de sang-froid : Soyez libre; je vous accorde que vous n'avez rien promis, rien écrit, rien juré! Décidons à l'amiable que toutes vos lettres sont des faux, toutes vos promesses des mensonges, tous vos sermens des parjures! — Monsieur le comte, si l'on parle de la sorte aux hommes qu'on estime, que restera-t-il donc pour exprimer le mépris?

— Manuel, reprit le comte, vous m'avez mal compris, ou plutôt j'ai mal parlé. A Dieu ne plaise que j'élève un doute sur votre honneur, qui m'est aussi cher que le mien. Voici ce que j'ai voulu dire. Lorsque vous avez demandé la main de ma fille, il y a huit ou neuf mois, vous étiez encore dans la dépendance d'un père. En engageant votre personne et votre fortune, vous disposiez en quelque sorte de biens qui ne vous appartenaient pas. Il est possible, et jusqu'à un certain point raisonnable, que le changement survenu dans votre condition, la teneur du testament de votre père, les intérêts nouveaux qui vous condamnent à ménager certaines personnes, les dispositions de votre famille, qui ne s'était pas prononcée en ce temps-là et qui depuis s'est montrée contraire à nos projets, enfin le temps, qui use toute chose, même les passions qui se croyaient éternelles, il est possible, dis-je, que l'un de ces motifs vous engage, non pas à violer, mais à regretter vos promesses. S'il en était ainsi, si vous n'aimiez plus ma fille que par scrupule, et si vous ne l'épousiez plus que par devoir, mon devoir à moi, dans son intérêt comme dans le vôtre, serait de tout rompre. Si au contraire je me suis trompé, si la prudence, qui est un défaut de mon âge, m'a aveuglé, prouvez-moi mon erreur et guérissez mes craintes : reprenez ces anciens sermens qui vous sont échappés dans la première ferveur de votre amour, et donnez-moi en échange une promesse sérieuse et irrévocable, faite de sang-froid, dans la pleine possession de vous-même, en présence de tous les obstacles que vous savez, et à la veille d'un voyage où l'on vous entraîne pour vous arracher à nous.

Pendant ce discours du comte, Manuel sentait peser sur lui les regards de toute la famille. Après un accès de hardiesse dont il ne se serait jamais cru capable, sa timidité naturelle avait repris le dessus. Immobile et morne, il comptait machinalement les fleurs du tapis, dont le dessin se grava pour toujours dans sa mémoire. Il n'osait regarder personne en face, pas même la comtesse et sa fille, dont les yeux le cherchaient pour l'encourager. Il fit un effort pour regarder Tolla, et il leva les yeux jusqu'à ses mains, qui pendaient, à demi fermées, sur ses genoux. Ces petites mains pâles et amaigries parlaient plus éloquemment que le comte Feraldi. Elles rappelaient à Lello tant de chastes baisers, tant de douces étreintes! L'index de la

main droite s'était levé si souvent en signe de menace amicale et souriante! Que de fois il s'était appuyé sur les lèvres de Lello pour lui imposer silence! La main gauche portait cette bague de turquoises qu'il y avait mise lui-même, dans une des plus belles heures de sa vie, et qu'il avait promis de remplacer par un anneau de mariage. La maigreur de ces pauvres petites mains, qui avaient perdu leurs jolies fossettes, résumait une longue histoire de larmes, de soucis, d'incertitudes, de patience, de résignation, de calomnies noblement pardonnées, de prières à mains jointes pour les calomniateurs. La main droite, négligemment renversée et entr'ouverte comme pour recevoir une main amie, semblait se tourner vers lui et lui dire : Tu ne me veux plus! Manuel entendit ce langage muet, tout en écoutant les paroles du comte. Ces deux discours, l'un ferme et précis, l'autre vague et confus, arrivaient ensemble à son âme, comme le chant et l'accompagnement d'une même mélodie. Il se leva de son siége, s'agenouilla devant Tolla, prit sa main dans la sienne, leva hardiment les yeux sur toute la famille, et dit d'une voix franche et résolue :

— Je jure...

— Arrêtez, interrompit le comte. Avant de vous lier par ce nouveau serment, songez qu'il doit être irrévocable. Si vous engagez à ma fille cette liberté que je viens de vous rendre, aucun prétexte, aucune raison ne pourra plus vous délier, pas même l'opposition la plus formelle de vos parens.

— Monsieur le comte, je ferai tous mes efforts pour que mon bonheur soit approuvé de ma famille; mais si mes parens s'obstinent dans une injuste et tyrannique opposition, je me souviendrai que Dieu m'a fait libre. Et maintenant, par ce Dieu qui a comblé votre fille des plus adorables vertus, par ce Dieu qui m'a inspiré pour elle l'amour le plus pur, par ce Dieu miséricordieux avec qui elle m'a réconcilié, par ce Dieu terrible qui n'a jamais laissé le parjure impuni, je jure de n'avoir pas d'autre femme que Vittoria Feraldi.

Tolla se pencha vers lui pour l'embrasser; mais la joie fut plus forte qu'elle, elle s'évanouit. Lorsqu'elle revint à elle, elle se cramponna instinctivement au bras de Lello : — Pourquoi t'en vas-tu? lui dit-elle à l'oreille...

— Maudit voyage! j'ai consenti sans savoir ce que je disais; je dégagerai ma parole.

— Ne pars pas! Tu vois comme je suis faible. Qui sait si tu me retrouverais à ton retour?

Manuel pleura un peu, promit beaucoup, et sortit réconcilié avec les Feraldi et avec lui-même.

En rentrant au palais Coromila, il trouva le tailleur, le brodeur et le passementier qui venaient prendre ses ordres pour un habit de

cour. Il eut honte d'annoncer à ces ouvriers qu'il avait changé d'avis et qu'il ne voyageait plus. Il les laissa prendre leurs mesures, discuta avec eux la coupe, la broderie, les galons, et ne s'ennuya pas à cet entretien. Rouquette survint, approuva son goût, et lui prédit qu'il ferait oublier Brummel à l'Angleterre. Le colonel entra ensuite, et lui dit : Toi qui te connais en chevaux, tu m'achèteras en arrivant à Londres une jument pur-sang pour la selle, et un joli attelage de calèche. Tu t'en serviras durant ton séjour en Angleterre, et tu me les feras expédier le jour de ton départ. — Malgré la perspective d'une commission si agréable, Manuel prit son courage à deux mains; il essaya de dire qu'il n'était pas encore parti, et qu'il avait peur de s'embarquer dans un voyage si coûteux. Son frère se présenta fort à point pour répliquer qu'il se chargeait de toute la dépense. Que répondre à de si bonnes raisons? Tolla elle-même renonça à réfuter les argumens du tailleur et du frère, de Rouquette et du colonel. Lello aimait trop le plaisir pour sacrifier un si beau voyage. Tolla aimait trop Lello pour ne pas le lui pardonner.

Pour conjurer les mille dangers qu'elle prévoyait, elle ne ménagea point les recommandations à Lello, qui ne lui ménagea point les promesses. Elle employa toutes les soirées du mois d'avril à demander et à obtenir des sermens, sans parvenir à se rassurer. Elle fit jurer à Manuel que son absence ne durerait pas plus de deux mois. — Mais, pensa-t-elle en frémissant, si dans ces deux mois quelque autre femme!... — Manuel fit serment de fuir toutes les occasions d'infidélité. — Malheureux! se dit-elle; il aura beau fuir, les occasions viendront à lui; il est si beau! — Elle chercha comment elle pourrait l'enlaidir pour deux mois. Elle s'avisa de lui faire couper ses jolies moustaches noires. Le jour où Manuel se présenta devant elle avec la lèvre rasée, elle le trouva si étrange et si laid qu'elle se crut sauvée. Elle lui fit promettre, séance tenante, qu'il ne *mettrait* pas ses moustaches avant de rentrer à Rome. Pour être sûre que Rouquette ne lui volerait pas l'estime de son amant, elle fit jurer à Lello que, quoi qu'on pût lui dire contre elle, il suspendrait son jugement jusqu'au retour. — Et moi, dit-elle, quoi qu'on fasse, quoi qu'on dise, quelques preuves qu'on m'apporte, je ne me croirai abandonnée que si tu viens me l'apprendre toi-même. — Un matin, après avoir communié ensemble, ils s'agenouillèrent côte à côte devant l'autel de la Vierge. Tolla fit vœu d'entrer dans un cloître, si Dieu ne lui permettait pas d'être à Lello. Lello fit vœu de se retirer dans un ermitage à Capri, si quelque malheur ou quelque trahison l'empêchait d'épouser Tolla. Chacun d'eux appela la mort sur sa tête, s'il manquait jamais à ses sermens. Au milieu de ces protestations, le mois d'avril passa vite.

Lorsque Rome apprit le prochain départ de Manuel, l'avis unanime fut que les Feraldi avaient perdu la partie. On alla jusqu'à dire que Lello se marierait en France. Les mieux informés nommaient la fille qu'il devait épouser. La générale, alarmée par ces faux bruits, craignit d'avoir fait la guerre à ses frais pour quelque famille du faubourg Saint-Germain. Pour sortir de peine, elle invita Rouquette à dîner; mais Rouquette, occupé de mille affaires et peu soucieux de ménager des alliés désormais inutiles, se tira de cette invitation par une réponse évasive. Mme Fratief et sa fille se dépitaient de ne rien savoir. Pendant un long mois, on les vit piétiner tous les salons de Rome, le nez au vent, l'oreille au guet, flairant l'air, aspirant le moindre bruit, interrogeant les visages, quêtant les nouvelles, plaignant tout haut la pauvre Tolla, maudissant tout bas *monsignor* Rouquette, et poursuivant l'introuvable Lello, qui passait toutes ses soirées au palais Feraldi.

La marquise Trasimeni n'était pas à Rome. Le docteur Ely, à la suite d'un gros rhume, l'avait envoyée à Florence dans les derniers jours de mars. Philippe avait pris un congé d'un mois pour accompagner sa mère. Il revint seul le 25 avril, et la première nouvelle qu'il apprit, c'est que Manuel partait dans quatre jours.

Il poussa un cri de surprise et de colère. — Et Tolla? se dit-il. Est-ce que je serais un sot? Moi qui viens encore de prêcher à ma mère que ses soupçons avaient tort et que ses craintes étaient folles, me suis-je laissé berner par ce vieil ivrogne de colonel? Nous verrons bien! — Il ne fit qu'un bond jusqu'au palais Coromila. Manuel le reçut au milieu du pêle-mêle de ses bagages. Rouquette, assis sur une malle, lui offrit en ricanant un cigare de la Havane.

— Ah! monsieur, dit Rouquette, que vous arrivez à propos! Nous nous plaignions tout à l'heure d'être obligés de partir sans prendre congé de vous.

— J'arrive tout botté, et voilà sur mon habit la poussière de Florence. Vous voyez, monsignor, que je n'ai pas perdu de temps.

— Croyez-vous? Il me semble que vous êtes resté un siècle dans cette belle Toscane.

— Un mois, monsignor; pas davantage. Je vous remercie d'avoir trouvé le temps long.

— Il s'est passé tant de choses en votre absence! Monsieur, si l'homme était sage, il ne s'éloignerait jamais de ses amis.

— Vous parlez d'or, monsignor; mais ne savez-vous pas qu'il y a de mauvais génies qui font métier de séparer ceux qui s'aiment?

— C'est ce que l'église appelle des esprits infernaux.

—Oui, monsignor, infernaux. Si jamais j'en tiens un par les oreilles!

— Monsieur, reprit Rouquette d'une voix douce, ces esprits-là ont

le bras long et les oreilles courtes. On rencontre leur bras avant d'arriver à leurs oreilles.

— A qui diable en avez-vous, interrompit Manuel, avec vos oreilles d'esprits infernaux? Est-ce que Philippe est devenu théologien? Aide-moi un peu à fermer ceci. Appuie hardiment : le genou! bon; voilà qui est fait. Que je suis aise, mon Pippo, que tu sois arrivé à temps!

— C'est ce que je disais, ajouta Rouquette : monsieur arrive à temps.

— Peut-être plus à temps qu'on ne pense, monsignor.

— Mais je dis tout à fait à temps, pour aider votre ami à fermer ses malles. Je vais voir si mon valet de chambre s'occupe des miennes. Monsieur le marquis Trasimeni, vous devez avoir bien des choses à dire après une si longue absence. Tâchez, s'il est possible, de réparer le temps perdu. Au plaisir!

— Ah! tu me défies, pensa Philippe. Eh bien! ma revanche! Il est trop tard pour empêcher Lello de partir : l'homme qui s'est donné la satisfaction de remplir toutes ces malles ne consentira jamais à les défaire. Il ira en France, en Angleterre, au bout du monde, si bon lui semble; mais il ne faut pas qu'on puisse profiter de son absence pour égorger ma pauvre Tolla. Il me reste quatre jours pour lui assurer un refuge contre toutes les calomnies, pour compromettre Manuel aux yeux du monde entier, pour rendre toute rupture impossible, pour berner à mon tour ce digne colonel, et pour lier les mains à monsignor Rouquette, qui a les bras si longs. Quatre jours, c'est peu, mais c'est assez : les plus longues batailles n'ont pas duré plus de vingt-quatre heures : en avant!

— A quoi rêves-tu? lui demanda Manuel. Tu as aujourd'hui une physionomie étrange.

Philippe répondit avec un abandon bien joué : — Tu le demandes, frère? Je songe à ce voyage, qui va peut-être bouleverser tout mon avenir.

— Et qu'y a-t-il de commun, s'il te plaît, entre ton avenir et mes voyages?

— Tu le sauras un jour; mais parle-moi de Tolla. J'ai bien souvent pensé à elle durant ce long mois que j'ai vécu loin d'elle. Tout est rompu entre vous, n'est-il pas vrai?

— Rompu! Es-tu fou?

— Avoue-le-moi franchement, je ne t'en voudrai pas. Je comprends tes raisons : ton oncle, ton frère, monsignor Rouquette, ton nom, ta fortune... J'ai fait bien des réflexions en un mois, et mes idées ont changé. D'ailleurs tu ne la rendrais pas heureuse. Qu'a-t-elle dit quand tu lui as annoncé ton escapade?

— Elle a pleuré, elle a été un peu malade, puis elle m'a pardonné.

— Adorable fille! Il y a vingt ans que je la connais, que je l'aime; nous avons été élevés ensemble. Eh bien! mon ami, depuis que j'ai l'âge de raison, je me demande s'il y a un homme qui mérite une telle femme! Tu reviendras dans six mois?

— Dans deux mois.

— Six!

— Deux! te dis-je.

— Mettons cinq. Pendant ces six mois, restera-t-elle dans sa famille, ou va-t-elle s'enfermer dans un couvent?

— A quoi bon le couvent? Elle vivra, comme toujours, auprès de sa mère.

— Tu as raison : pas de couvent, j'y perdrais trop. D'ailleurs le colonel n'entendrait pas raison sur ce chapitre.

— Et pourquoi?

— Parbleu! crois-tu que ton oncle t'envoie à Paris et à Londres pour hâter ton mariage avec elle? Il prévoit tout ce qui peut advenir en six mois; il vous applique à tous deux la médecine des grands parens, aussi vieille qu'Aristote : à l'amant, le grand air et la poussière des chemins; à l'amante, le tourbillon des valses, le bourdonnement des danseurs et la poussière des salons. Et si la guérison se fait trop attendre, si l'amant traverse la mer sans écouter les sirènes, le fleuve sans regarder les ondines, et la forêt sans causer avec les dryades; si la jeune fille est assez impertinente pour aimer obstinément celui qu'on veut qu'elle oublie, alors aux grands maux les grands remèdes! Un parent vénérable, un ami de la famille, un homme d'église au besoin, dresse un piége à la pauvre enfant sans défiance; on tend une bonne calomnie sur son passage, on fait faire à sa réputation une culbute dont elle ne se relèvera jamais : cela vous apprendra, mademoiselle, à marcher droit! Rappelle-toi Venise et les amours de ton frère. Crois-tu que ce mariage eût été aussi facile à rompre, si le maladroit, avant de partir, avait enfermé sa maîtresse dans un couvent? Le couvent, mon ami, est la seule forteresse où la réputation d'une fille soit à l'abri, parce que les hommes n'y pénètrent jamais. La vertu est robuste, elle se conserve partout, dans le monde, dans les bals et dans la valse à deux temps; la réputation est comme une robe blanche qu'il faut serrer dans un tiroir, si l'on ne veut pas qu'elle soit éclaboussée par un rustre ou déchirée par un faquin. Que Tolla reste dans le monde, je réponds de sa vertu, je ne réponds pas de sa robe blanche.

— Et tu ne veux pas que je l'enferme dans un couvent!

— D'abord consentirait-elle?

— J'en réponds.

— Ses parens?

— Je m'en charge.

— Et la permission des autorités ecclésiastiques?

— Le cardinal Pezzato l'obtiendra.

— Mais ton oncle?

— Il apprendra l'affaire lorsqu'elle sera faite.

— Et monsignor Rouquette?

— Je suis plus fin que lui.

— Tu serais homme à garder un secret pendant quatre jours?

— Je ne suis donc pas Romain?

— Comme tu prends feu pour le couvent! Cependant, mon ami, à juger froidement les choses, il n'y a pas péril en la demeure. Que crains-tu?

— Tout!

— Non, tu ne crains rien du cœur de Tolla, trop heureux garçon! Le seul danger, c'est qu'un Rouquette à Paris, une Fratief à Rome lui impute à crime quelques distractions innocentes. Que t'importe? Tu fermeras l'oreille et tu laisseras dire. Qu'est-ce qu'ils pourraient inventer de nouveau après ce que nous avons entendu? Quelle créance accorderais-tu à leurs paroles, toi qui as vu comment ces artistes travaillent la calomnie? Si l'on t'écrivait dans un mois qu'on a rencontré Tolla, à dix heures du soir, en voiture, avec un jeune homme sur la route d'Albano; si monsignor Rouquette déposait sur ton bureau une liasse de lettres anonymes; si ton oncle t'écrivait que tu es la fable de Rome, comme tu l'as jadis écrit à ton frère, ne renverrais-tu pas loin de toi ces vieux mensonges, si usés qu'ils montrent la corde?

— Oui; mais si véritablement Tolla se laissait étourdir par ce tourbillon du monde?

— Sois tranquille, je veillerai sur elle, et jamais le cœur d'une femme n'aura un gardien plus jaloux.

— Mais...

— Tu ne me connais pas, Manuel. J'aime Tolla, depuis l'enfance, d'une amitié passionnée. Sans toi, je l'aurais peut-être aimée d'amour. Juge de ce que je deviendrais si je voyais qu'elle te trahît pour un indigne!

— Cependant...

— Toi parti, je m'attache à sa personne, je me fais son garde du corps, je l'accompagne dans tous les bals, je ne la quitte pas plus que son ombre. Le soir, à l'heure où tu lui faisais ta visite quotidienne, j'irai la voir, je m'asseoirai à ta place, nous parlerons de toi, et quelquefois nous pleurerons ensemble. Les larmes sont moins amères lorsqu'elles sont essuyées par l'amitié.

— C'est fort joli, mais...

— Entends-tu d'ici les bonnes langues? Elle aime Philippe! Elle épouse Philippe! Philippe a supplanté son ami! Je ne poserai pas sur son front un baiser fraternel sans que le bruit en retentisse dans toute l'Italie. Que nous rirons de bon cœur!

— Mais, par tous les saints!... interrompit violemment Lello.

— Encore un mot. Le couvent a du bon, je te l'accorde; mais jusqu'à quel point as-tu le droit d'emprisonner celle qui t'aime?

— Je me soucie bien du droit! cria Manuel. Droit ou non, je dis qu'elle ira au couvent, et qu'elle y restera jusqu'à mon retour, et qu'elle n'y recevra personne, excepté sa mère et notre confesseur. Je ne suis pas jaloux; mais, puisque tu te charges de l'être à ma place, tu vas voir comme je saurai profiter de tes conseils! Quel est le couvent le plus sévère?

— Les *Sepolte vive* (les *enterrées vives*).

— C'est trop dur; un autre?

— Saint-Antoine-Abbé.

— Y reçoit-on des pensionnaires?

— Oui.

— Elle ira à Saint-Antoine-Abbé.

— Mais, mon cher Lello, que veux-tu que je devienne? Tu pars pour Londres, tu enfermes Tolla : quels amis me laisses-tu?

— Tu en trouveras d'autres : on en a toujours assez. Où ai-je fourré mon chapeau? Le voici. Mes gants? Dans ma poche. Mon ami, je ne te renvoie pas : je cours chez elle, chez sa mère, chez son oncle, chez le cardinal-vicaire, chez l'abbé La Marmora et chez la supérieure du couvent.

— Moi, je rentre à la maison : nous ferons route ensemble jusqu'aux Saints-Apôtres.

Chemin faisant, Manuel se disait avec une vivacité fébrile : Ah! maître Philippe! vous l'aimez, et vous n'en savez rien! Et elle ne s'en doute pas! Mais moi, j'ai l'œil bon, Dieu merci! J'allais m'embarquer dans un joli voyage! Heureusement le couvent arrange tout.

Philippe cachait sous un visage abattu la joie la plus triomphante : — Il est jaloux, donc il aime encore. Comme il a dévoré l'hameçon! Ses yeux lançaient des éclairs : il doit m'avoir en horreur. Tolla sera heureuse : le couvent sauve tout; il ferme la bouche au colonel, à Rouquette, à la Fratief et au monde. Il rend toute défection impossible. Quand Manuel aura enfermé sa maîtresse dans un cloître, il sera bien forcé de venir l'y reprendre.

Le lendemain, Philippe déjeunait dans sa chambre lorsqu'il vit entrer Dominique. Il lui offrit une chaise et un grand verre de vin de Marsalla, brillant comme la topaze et chaud comme le soleil. Do-

minique, en homme bien appris, accepta le vin et refusa la chaise.

— C'est *elle* qui t'envoie? demanda Philippe.

— Non, *ser* Pippo; je viens de ma part. Savez-vous qu'*il* a la cruauté de l'enfermer au couvent?

— Elle a consenti?

— Est-ce qu'elle peut rien lui refuser? Madame pleure, mais nos hommes sont contens. Notre oncle le cardinal est allé hier soir à Saint-Antoine : il a tout conté à la supérieure, la permission sera signée aujourd'hui; mais on exige que mademoiselle cache son amour à toutes les sœurs et à toutes les pensionnaires, et qu'elle ne laisse deviner à personne le *pourquoi* de sa retraite. Pauvre fille! Être obligée de resserrer ses sentimens, d'étouffer ses soupirs et de dévorer ses larmes! Et Dieu sait combien de temps elle va rester là toute seule à ronger son cœur! Croyez-vous qu'on me permettrait d'entrer au couvent avec elle? Je ne compte pas, moi; je ne suis pas un homme; je suis le chien de la maison, qui lèche la main des maîtres et qui aboie aux ennemis.

— Impossible, mon pauvre chien; tu ressembles trop à un beau garçon. Il faudrait trouver une fille dévouée qui consentît à se renfermer pour quelques mois.

— Hélas! *ser* Pippo, les gens dévoués sont rares. Après vous et moi, j'ai beau chercher, je n'en vois plus.

— Comment! parmi toutes les femmes de la maison il n'y en a pas une?

— Je n'en connais pas. Songez donc, monsieur : deux mois de prison, peut-être trois, ou même davantage; cent jours peut-être sans voir personne : quelle perspective pour une femme!

— Comment appelles-tu cette grande fille qui a couru chercher le médecin quand tu avais la tête cassée?

— Amarella. Elle n'a pas beaucoup de cœur, allez. C'est une fille qui a ses idées.

— Peste! tu es difficile, si tu trouves qu'elle n'a pas prouvé assez de dévouement.

— Non, monsieur. Ce qu'elle a fait, ce n'est pas pour mademoiselle; c'est pour moi.

— Qu'importe? Si elle consent à entrer au couvent, je m'inquiète bien si c'est pour l'amour de toi ou pour l'amour de Tolla! Ce qu'il faut, entends-tu? c'est que ta maîtresse ne soit pas seule; elle périrait d'ennui, d'amour et de silence. Va trouver cette fille. Tu as quelque crédit sur elle?

— Je le pense, *ser* Pippo; mais je n'ai jamais essayé, parce qu'elle a ses idées, et moi les miennes.

— Laisse-moi tes idées en repos. Va trouver cette fille, dis-lui ce

que tu voudras, promets-lui ce qu'il faudra, arrange-toi comme tu pourras, mais décide-la à entrer au couvent : il s'agit du salut de mademoiselle.

— Je cours, monsieur. Jusqu'ici je n'avais trompé personne, mais le salut de mademoiselle avant tout!

Le 29 avril, à dix heures du soir, Tolla et sa femme de chambre entrèrent au couvent de Saint-Antoine-Abbé. Elles y furent conduites par le comte, la comtesse, Victor, Manuel, Philippe, l'abbé La Marmora et Menico. La supérieure reçut Tolla des mains de sa mère. Elle l'embrassa tendrement et lui fit une petite exhortation maternelle sur les nouveaux devoirs qu'elle aurait à remplir, les privations auxquelles elle se condamnait, le passage de la vie tumultueuse des salons à la vie austère du cloître, et les avantages spirituels et temporels que Dieu lui réservait en échange d'un si vertueux sacrifice. Tolla dit adieu à tout le monde. Lorsqu'elle serra la main de Manuel, deux grandes larmes descendirent lentement le long de ses joues pâles; elle se pencha vers lui et lui dit à l'oreille :

— Me voici où tu as voulu; j'y resterai jusqu'à ce que tu viennes me reprendre : ne me fais pas attendre trop longtemps.

Menico pleurait à la dérobée. Amarella lui demanda tout bas : — Est-ce pour moi, ces larmes?

— Et pour qui donc? répondit-il en rougissant un peu de son mensonge.

Lorsque la supérieure eut emmené sa nouvelle pensionnaire, les parens et les amis de Tolla restèrent quelques instans à écouter le grondement lugubre des portes qui se fermaient sur elle. Ce grand parloir sombre et froid n'était éclairé que par une lampe de cuisine dont la fumée montait en tourbillons jusqu'au plancher. Personne n'osait prendre la parole. Menico s'approcha de Manuel et lui dit à haute voix :

— Adieu, excellence; je vous souhaite un bon voyage et *beaucoup de plaisir*.

— Ma pauvre fille! murmura la comtesse en étouffant un sanglot.

— Madame la comtesse, reprit Lello, c'est ici que j'ai voulu prendre congé de vous et de votre famille. C'est ici que je vous donne rendez-vous dans deux mois pour conduire votre fille à l'autel.

A la même heure, et tandis que Lello s'engageait irrévocablement à épouser Tolla, Rouquette et le chevalier soupaient joyeusement ensemble. Ces deux vases d'élection, l'un vaste et large comme un tonneau, l'autre sec et noueux comme un sarment de vigne, avaient déjà vidé six bouteilles de lacrima-christi rouge, le plus capiteux de tous les vins d'Italie. Le colonel s'enfonçait tout doucement dans cette ivresse tranquille et béate qui est le privilége des buveurs en-

durcis. L'excès du vin produisait en lui une félicité sans éclat, une torpeur sans malaise, un délicieux anéantissement. Sa grosse figure, aussi puissamment modelée que le masque antique de Vitellius, se couvrait par couches égales d'un coloris radieux; sa tête se renversait en arrière; ses jambes mollissaient sous lui jusqu'au moment où, tous les ressorts venant à se détendre, il passait sans secousse du fauteuil au tapis et de la veille au sommeil. Rouquette, les yeux écarquillés, la figure plaquée de rouge, avait une ivresse agitée et capricante. Il élevait la voix, se démenait sur son siége, et se ressuscitait lui-même par ses soubresauts, d'ailleurs maître de lui jusqu'au dernier moment, fidèle à l'habitude de peser ses paroles, et toujours éveillé aux affaires.

— Mon cher Rouquette, disait le colonel en grasseyant, vous êtes un grand homme.

— Hé! hé!

— Vous irez loin, si vous n'êtes jamais pendu. — Rouquette sauta comme un baril de poudre. — Rasseyez-vous donc, vous m'éblouissez. Est-ce que vous ne pourriez pas empêcher vos yeux de tourner dans leurs cages comme des écureuils? Que disions-nous? J'y suis. Vous avez sauvé une fois la famille Coromila. Une grande famille, Rouquette! Je tiens à mon nom, sans en avoir l'air; je ne le donnerais pas pour cent mille bouteilles de ce vin-là. Reste à sauver le petit. Il est bien empêtré, mon cher Rouquette.

— Soyez tranquille, excellence : je l'emmène!

— Oui, mais il reviendra.

— Il reviendra tellement changé, que sa maîtresse ne le reconnaîtra plus.

— Ne croyez pas cela, Rouquette. J'ai passé par là, tel que vous me voyez. Eh bien! celle que j'ai... comment dit-on? trahie? oui; celle que j'ai trahie me reconnaît toujours. Ayez bien soin du petit.

— Comme de moi-même, excellence.

— S'il avait envie de faire quelques folies, mon ami, laissez-le faire. Cela le distraira. Je paierai tout. Nous ne regardons pas à l'argent dans la famille.

— Nous y voici, pensa Rouquette, qui tressaillit au mot d'argent. Excellence, j'ai déjà éprouvé votre générosité.

— Oui, oui. Ces vingt mille francs qu'on vous a donnés après l'affaire de Venise! Vous en verrez bien d'autres. C'est une mine d'or que cette maison-ci. Piochez, Rouquette, piochez! Pendant que vous travaillerez là-bas, nous nous occuperons, nous, de la petite fille. Nous lui ferons une réputation. Que faut-il pour faire la réputation d'une femme? Des paroles, et rien de plus. J'en achèterai : je ne regarde pas à l'argent. Il faut que Tolla Feraldi soit citée dans toutes

les familles de l'Italie comme un exemple à ne pas suivre. Quand tout le monde dira que c'est une fille perdue, Manuel n'osera plus la vouloir. Buvez donc, Rouquette. Vous n'êtes pas de ma force. Je suis un Romain de la vieille roche, moi. J'aurais fait un bel empereur. Toi, mon garçon, tu ne seras jamais qu'un pape. Si tu guéris le petit, je te donnerai tout ce que tu voudras. Veux-tu quarante mille francs, dis? Quarante. Réponds vite, avant que je ne m'endorme.

Un domestique entra sur la pointe du pied.

— Que veux-tu? murmura le colonel. Va te coucher! Tu vois bien que tu dors.

— Une lettre très pressée pour monseigneur.

— Donne-la-lui et va te coucher. Je te défends de ronfler en ma présence.

Rouquette déchira l'enveloppe d'une main avinée. — Du marquis Trasimeni, dit-il en bégayant.

— Trasimeni! Voilà plus de quinze ans qu'il dort! Chut! C'était mon ami. Si je ne craignais pas de l'éveiller, je te conterais une bonne histoire. Sais-tu avec qui il s'est marié, Trasimeni?

Rouquette n'était plus à la conversation. Il s'était levé, il s'appuyait au mur, auprès d'un candélabre, et épelait en se frottant les yeux la lettre suivante :

« Monsignor,

« Il me semble qu'il y a un siècle que je ne vous ai vu. Il s'est passé tant de choses depuis notre dernière rencontre! Mon ami Lello a conduit Mlle Vittoria Feraldi au couvent de Saint-Antoine-Abbé, afin de mettre son honneur en sûreté et de faire connaître à toute la ville de Rome qu'il était décidé à la prendre pour femme. Je m'étonne que vous n'ayez rien su de cette affaire, pour laquelle le cardinal-vicaire a donné sa signature. On peut donc avoir le bras très long et l'oreille très courte? Je vous cherche depuis une heure pour vous apprendre une nouvelle aussi intéressante. Impossible d'arriver jusqu'à vous : il y a de mauvais génies qui font métier de séparer ceux qui s'aiment.

« PHILIPPE TRASIMENI. »

Rouquette poussa un cri aigre, revint à la table, avala une carafe d'eau et relut sa lettre pour la seconde fois. Il n'en fallut pas davantage pour le dégriser. — Colonel! cria-t-il. Le colonel avait disparu sous la nappe. Rouquette tira violemment la table en renversant les flacons et les verres : il découvrit une masse aussi imposante, mais aussi immobile que les lions de basalte qui décorent l'entrée du Capitole. Il essaya de le secouer : peine inutile! Il lui jeta quelques gouttes d'eau sur le visage : le formidable dormeur, pour toute ré-

ponse, lui détacha un coup de poing qui l'aurait assommé, s'il ne s'était retiré à temps. — Lourde brute! murmura le pauvre Rouquette. Et il y a cinquante ans qu'il apprend à boire! Que faire? Nous partons demain matin à cinq heures; il est minuit. Cinq heures pour arracher cette fille de son couvent! Ah! si j'étais pape! Tu me le paieras, Philippe Trasimeni! Si nous la laissons là, tout m'échappe, Manuel, l'argent, l'avenir, les Coromila! Comment le cardinal-vicaire a-t-il signé? Est-ce qu'il sait tout? Est-ce qu'il se cache de moi? N'est-il pas un peu parent des Feraldi? S'il m'échappait comme le reste? Tout s'ébranle, tout craque, tout croule sur ma tête. Travaillez donc comme un manœuvre à bâtir votre fortune pour que l'espièglerie d'un gamin la jette à bas! Voilà la justice céleste! Il faut que je parle à Manuel! C'est lui qui a fait la sottise, c'est à lui de la réparer.

Il sortit, en trébuchant un peu, de la salle à manger, et courut à l'appartement de Lello. Le domestique qui lui avait apporté la lettre courut après lui et l'arrêta avec cette fermeté polie que les valets savent opposer à un maître qui a trop bu. Rouquette, exaspéré par un tel contre-temps, voulut jeter ce respectueux obstacle par la fenêtre. Le valet menaça d'appeler main-forte, et déclara qu'il ne laisserait point troubler le repos du chevalier Manuel. Rouquette changea de tactique et demanda à voir le prince. Un valet de chambre et quatre laquais, attirés par tout ce bruit, lui répondirent que le prince avait défendu qu'on entrât chez lui avant quatre heures sous aucun prétexte.

— C'est bien, reprit-il, laissez-moi. Je vais tâcher d'éveiller le colonel. Tous ces hommes jurèrent qu'on les mettrait en morceaux avant de secouer le bras du colonel. — Alors ouvrez-moi la porte, cria-t-il, je veux sortir! Ces braves gens se demandèrent s'il était prudent de lâcher dans la ville un si incorrigible réveille-matin. C'est après une résistance héroïque, des pourparlers interminables et des recommandations à exaspérer un saint, qu'ils tirèrent les verrous et l'abandonnèrent sur le Corso à la grâce de Dieu.

Rouquette erra quelques instans à l'aventure sans savoir à quelle porte frapper à une heure si ridiculement indue. Il regardait d'un œil hébété les maisons énormes qui bordent le Corso, lorsqu'il lut au coin d'une des rues qui viennent y aboutir : *via Frattina*. Il se souvint qu'il était à deux pas de la générale, et, sans écouter l'avis officieux des horloges du quartier qui sonnaient unanimement deux heures du matin, il courut frapper à sa porte. Comme il arrive en pareil cas, les coups de marteau réveillèrent d'abord les gens d'en face, puis les maisons voisines, puis le locataire du troisième, puis l'Anglais du second, puis le marchand du rez-de-chaussée, avant

d'être entendus chez Mme Fratief, qui logeait au premier. Lorsque son domestique se décida enfin à ouvrir un volet pour parlementer, Rouquette essuyait les feux croisés de quatorze bourgeois flanqués de quatorze chandelles, qui lui lançaient quatorze questions à la fois. Force lui fut de décliner son nom au milieu de ce curieux auditoire, qui se demanda depuis quand les *monsignori* faisaient leurs visites à deux heures du matin. La porte s'ouvrit enfin. La générale, réveillée en sursaut par une heureuse nouvelle, accourut en si grande hâte, qu'elle oublia de mettre ses dents. Rouquette, aussi pressé qu'elle pour le moins, ne prit pas le temps d'excuser la rareté de ses visites et tous les péchés d'omission qu'il avait sur la conscience. Il alla droit au fait, annonça qu'il venait, de la part de Lello, prendre congé de ces dames. L'affaire était en bon chemin, Lello semblait fort décidé à ne prendre sa femme ni en France ni en Angleterre : il reviendrait à Rome dans deux mois; d'ici là, la belle Nadine et sa mère recevraient de ses nouvelles. Malheureusement Tolla, conseillée par sa mère ou par quelque autre intrigante, était allée se jeter dans un couvent; toute la ville de Rome l'apprendrait dans quelques heures, et le parti Feraldi, profitant du départ de Lello, ne manquerait pas de dire que c'était lui qui l'avait cloîtrée : calomnie dangereuse qu'il fallait démentir à tout prix en forçant cette petite folle à rentrer dans le monde. Tant qu'elle serait à Saint-Antoine-Abbé, personne n'aurait prise sur elle, et elle aurait prise sur Lello. Elle se poserait en victime et ameuterait tous les pleurards de l'Italie. — Si j'avais une journée à moi, dit-il, je saurais bien l'arracher de sa retraite; mais je pars à cinq heures du matin pour Civita-Vecchia, à trois heures du soir pour la France, et les bateaux à vapeur n'ont pas l'habitude d'attendre. Agissez, il y va de votre intérêt. Dites tout ce qu'il vous plaira, que ce n'est pas Lello qui l'a cloîtrée, mais la police; qu'on l'a mise au couvent par correction : si cela prend, elle sortira pour prouver qu'elle est libre, et une fois sortie on ne lui permettra plus de rentrer. Rendez-lui le séjour du couvent insupportable; si elle a quelque servante avec elle, prenez-lui sa servante. Enfin, vous êtes une femme de tête, guettez les occasions, inspirez-vous des circonstances, parlez, agissez, remuez; tous les moyens sont bons, argent, promesses, prières, menaces : pourvu qu'elle sorte, tout est là.

— Hé! cher monsignor, que voulez-vous que je fasse? je n'ai ni crédit ni pouvoir, ni... (elle s'arrêta fort à propos au moment où elle allait dire ni argent) ni auxiliaire. J'avais autrefois un domestique dévoué; il a disparu le 6 octobre sans me dire adieu.

— Et en emportant vos bijoux?

— Dieu! non, le pauvre garçon! L'Anglais qui demeure là-haut

l'accusait d'avoir volé un fusil : c'est peut-être ce qui lui a fait prendre la maison en horreur. Quand je l'avais ici, ce bon Cocomero, je savais tout; il pénétrait jusque dans le palais Feraldi pour m'apporter les nouvelles. Le butor qui l'a remplacé n'est capable de rien : autant vaudrait un sourd-muet aveugle et manchot.

— Qu'à cela ne tienne! Voulez-vous que je vous laisse un homme?

— Oui, certes.

— La police est dans les attributions du cardinal-vicaire. J'ai du crédit dans les bureaux; je puis mettre un sbire à votre disposition.

— Donnez, monsignor, donnez!

— Attendez! Il y a six ou sept mois, j'ai enrôlé un drôle qui m'avait tout l'air d'avoir fait quelque mauvais coup; mais à tout péché miséricorde : c'est la devise de la police. Il m'a prié instamment de le placer hors de Rome; je lui ai offert Albano, Lariccia ou Velletri; il a demandé en grâce qu'on l'envoyât d'un autre côté; il est à Civita-Vecchia, il surveille les libéraux; ses chefs sont contens de lui; je vous l'expédierai aujourd'hui même.

— Mais s'il refusait de revenir à Rome?

— Je voudrais bien voir qu'il essayât de refuser quelque chose! On est toujours sûr du dévouement d'un homme lorsqu'on a de quoi le faire pendre. Adieu, madame, je vais travailler pour vous : aidez-moi. Mes baise-mains à mademoiselle votre fille!

— Elle dort, la pauvre innocente, tandis que nous nous occupons de son bonheur!

Nadine écoutait à la porte.

VIII.

Rouquette trouva un carrosse attelé dans la cour du palais Coromila. Manuel et son frère, lestés d'une tasse de chocolat, se promenaient en fumant, tandis qu'on remplissait un fourgon de bagages. Le colonel dormait comme Noé après la première vendange : il avait fait ses adieux la veille pour avoir le droit de se lever à midi. Tous les gens de la maison vinrent, chapeau bas, baiser la main de leurs maîtres. Le prince leur distribua un gros sac d'argent. Rouquette, qu'ils examinaient comme une curiosité d'histoire naturelle, aurait voulu leur distribuer des coups de bâton. On partit à cinq heures précises. Jusqu'à Civita-Vecchia, Manuel bâilla, fuma, soupira, et regarda par la portière; son frère lut le premier chant de *Don Juan* dans le texte anglais; Rouquette dormit. Les quatre domestiques que l'on emmenait à Londres émerveillèrent les alouettes par l'éclat de leurs boutons neufs. En entrant dans la ville, les postillons firent claquer si superbement leurs fouets, qu'on crut voir entrer le duc de Toscane, dont l'arrivée était annoncée pour ce jour-là. La garnison

prit les armes, les tambours battirent aux champs, et le gardien des portes refusa obstinément d'examiner les passeports. Les deux frères traversèrent au galop cet enthousiasme officiel : ils trouvèrent sur le port leur intendant, qui était venu la veille pour assurer des places et disposer les logemens sur le bateau. Rouquette courut à la police, se nomma et demanda François le Napolitain. Il eut quelque peine à reconnaître son protégé. François le Napolitain, ci-devant Cocomero, avait rasé ses favoris et laissé croître ses cheveux. Ce changement de décoration, joint à la peur du bagne voisin, dont le spectacle l'avait horriblement maigri, lui avait fait une autre figure, aussi longue que la première était large. Depuis le 6 octobre et l'*accident* de Menico, François n'avait jamais dormi que d'un œil : aussi ses chefs louaient-ils sa vigilance. Il faisait le guet autour de la ville, gardait toutes les issues à la fois, et dépistait merveilleusement les nouveau-venus, tant il avait peur de voir arriver un couteau suivi du bras de Dominique. Malgré les témoignages de satisfaction qu'il avait souvent obtenus, il ne recherchait pas les occasions de comparaître devant les autorités policières : il avait peur de ses chefs, de ses camarades et de lui-même. Lorsqu'il se vit en présence de monsignor Rouquette, secrétaire intime de son éminence le cardinal-vicaire, il serra instinctivement les mâchoires de peur qu'on n'entendît claquer ses dents.

— J'ai besoin de toi, lui dit Rouquette. — La figure de Cocomero s'épanouit. — Tu vas partir ce soir pour Rome. — La figure de Cocomero s'allongea. — Tu iras *via Frattina*, n° 15; tu demanderas Mme la générale Fratief. — Cocomero tomba à genoux :

— Grâce! cria-t-il, grâce, monsignor! Je suis, ou du moins je serai un pauvre père de famille! Ne me perdez pas : je vous servirai toute ma vie!

— Je ne veux pas te perdre, je veux t'employer. Je sais tout. — Rouquette ne savait rien; mais *je sais tout* est un talisman presque infaillible, et il y a bien peu d'hommes assez irréprochables pour entendre sans trembler ce bienheureux *je sais tout*.

— Et, monsignor, balbutia Cocomero, vous croyez qu'il n'y a pas d'imprudence à m'envoyer dans *cette* maison? Est-ce que l'Anglais du fusil n'y est plus?

— Tiens, tiens! pensa Rouquette. — Il reprit à haute voix : — L'Anglais du fusil y est encore; mais tu es si changé, qu'il ne te reconnaîtra pas. Parlons un peu du fusil de l'Anglais.

Cocomero joignit piteusement les mains.

Le confesseur improvisé poursuivit : — Maître Cocomero, car je sais tous tes noms, fidèle valet de Mme Fratief, on ne vole pas un fusil pour aller faire la chasse aux moineaux!

— Plus bas! monsignor, au nom du ciel! Menico m'avait provo-

quë : il m'avait roué de coups deux fois de suite, dans la cour du palais Coromila et devant la porte de ses maîtres, ces scélérats de Feraldi. Ma patience était à bout : j'ai demandé pardon à Dieu, j'ai fait quatre neuvaines, et puis... on est vif, et un malheur est bientôt arrivé.

— Mais c'est un trésor que cet homme-là ! pensa Rouquette. Il déteste les Feraldi, il a déjà servi la Fratief, il sait le métier d'espion, et il loge une balle à cent pas dans la tête d'un homme. Je veux faire sa fortune. — Il continua tout haut, d'un ton digne et sévère : — Vous êtes un grand coupable, mais vous pouvez réparer vos crimes. Choisissez entre l'expiation honorable que je vous propose et les peines honteuses que la loi suspend sur votre tête. Vous partirez pour Rome par la voiture du soir. Vous irez demain, à la brune, prendre les ordres de la respectable Mme Fratief; vous exécuterez aveuglément tout ce que cette sainte femme vous commandera. Vous n'avez rien à craindre de la justice, tant que vous serez exact à remplir les nouveaux devoirs que le gouvernement du saint-père vous impose. Si vous croyez être en butte à quelque vengeance particulière, défendez-vous, sans jamais oublier la prudence. Pour subvenir à vos besoins, vous toucherez tous les mois une somme de vingt écus chez l'intendant des princes Coromila-Borghi. Voici vos gages du mois de mai, et deux écus pour votre voyage. Allez, et souvenez-vous que vous êtes dans ma main.

Cocomero, prosterné comme devant un saint, s'empara d'une des basques de l'habit de Rouquette, qu'il couvrit des plus tendres baisers et des larmes les plus reconnaissantes. Rouquette s'enfuit jusqu'au bateau en riant comme un augure qui vient d'en voir un autre.

Le voyage se fit en ligne directe, à toute vapeur, en moins de quarante-huit heures. La mer était belle, Manuel ne fut pas malade, et Rouquette lui donna deux longues leçons de français sans lui parler du couvent de Saint-Antoine. En débarquant à l'hôtel, Lello chercha au fond d'une malle le portrait de Tolla. La chère petite image était presque laide : les exhalaisons salines de la mer avaient altéré les couleurs. Il se consola comme il put en griffonnant une longue lettre à sa maîtresse. Ni son frère ni Rouquette ne lui demandèrent à qui il écrivait; mais quand il parla de faire venir un barbier pour raser ses moustaches qui avaient repoussé d'un millimètre, on le plaisanta si vertement qu'il se rendit. Son frère appelait le barbier l'exécuteur des hautes œuvres de Tolla. Rouquette demandait depuis quand les nobles Romains étaient taillables à merci. On fit acheter une paire de moustaches postiches qu'on posa sur un coussin avec cette inscription : *Offrande à la beauté*. Rouquette crayonna une femme ornée de moustaches; il écrivit au-dessous : *Tolla parée des présens de Lello*. La cheminée de sa chambre était surmontée

d'un amour de plâtre : on lui mit un rasoir entre les bras et l'on grava sur le socle : *Cruel enfant!* Pour obtenir la paix, Manuel remit l'opération à des temps meilleurs, mais il confessa noblement sa faute dans la première lettre qu'il écrivit à Tolla.

Le séjour de Paris, où les trois voyageurs s'arrêtèrent jusqu'au 10 juin, ne refroidit pas l'amour de Manuel. Paris n'a que des séductions banales pour un étranger qui ne sait pas le français et qui court du matin au soir derrière un *cicerone* de place, demi-valet, demi-drogman. La manufacture des Gobelins, la colonne Vendôme, les caveaux du Panthéon, et même le musée historique de Versailles, sont aussi incapables d'éteindre les passions que de les allumer. Manuel écrivait sans mentir qu'il avait les yeux à Paris et le cœur à Rome. Lorsque son frère lui montrait aux Champs-Élysées une délicieuse toilette d'été, il répondait naïvement : Oui, cela irait bien à Tolla. — Rouquette ne rencontrait jamais une jolie femme sans la lui faire remarquer. — J'aime mieux Tolla, répondait-il; d'abord elle est aussi belle, puis elle m'aime, enfin elle parle italien. — Essayons du grand monde, dit Rouquette. On porta une douzaine de lettres de recommandation, qui attirèrent cinq ou six invitations à dîner : il y avait déjà beaucoup de familles à la campagne. Manuel s'ennuya partout : son frère, qui parlait français, et Rouquette, qui avait de l'esprit, l'éclipsèrent totalement. Il en prit son parti en rêvant à Tolla. Sa pensée voyageait incessamment entre la chère fenêtre et le parloir de Saint-Antoine. Ce gros garçon, qui n'avait jamais eu deux idées à la fois, fut pensif comme un philosophe et distrait comme un algébriste, en foi de quoi ses compagnons de voyage l'avaient surnommé le *hanneton*.

Son principal et presque unique souci durant les trois premières semaines fut le silence de Tolla. Tous les jours, son domestique de place s'en allait rue Jean-Jacques-Rousseau et revenait les mains vides. Il accusa d'abord la poste de Paris, qui lui paraissait un chaos épouvantable : il ne comprenait pas qu'une administration qui transporte ses facteurs en omnibus pût distribuer les lettres sans en perdre la moitié. Ses soupçons se portèrent ensuite sur son oncle et sur la poste romaine, qui fut de tout temps sujette à caution. Enfin il surveilla Rouquette et son frère, sans parvenir à les prendre en faute. Au bout de vingt-deux jours, son banquier lui remit un mot de Tolla qui éclaircit tout le mystère. Elle lui avait écrit onze fois, ni plus ni moins, sous le nom de Manuel Miracolo, et les onze lettres attendaient bureau restant, casier M, que Miracolo vînt les prendre. Manuel y courut, suivi de son interprète à dix francs par jour. L'employé lui montra onze lettres à l'adresse de Manuel Miracolo, et lui demanda son passeport. Lello s'étonna que, sur la terre de la liberté, un étranger eût besoin d'un passeport pour obtenir sa cor-

respondance. Dans la ville de Rome, où les facteurs ne vont pas en omnibus, on donne les lettres à qui veut les prendre. Si vous vous appropriez le bien d'autrui, l'administration le met sur votre conscience. Manuel montra un passeport au nom de Coromila. On le renvoya à un autre employé qui présidait à la lettre C, mais qui n'avait rien à son adresse. A force d'aller d'un guichet à l'autre, il comprit, son domestique aidant, qu'il faudrait un ordre exprès du directeur général des postes pour rendre à la lettre C les trésors d'amour que la lettre M avait usurpés. Il se défiait trop de Rouquette pour lui faire part de son embarras et lui demander assistance. Son inséparable interprète le conduisit chez un écrivain public qui expliqua l'affaire comme il la comprit, et lui recommanda expressément de faire viser la pétition par son ambassadeur. Manuel se transporta sans retard à la nonciature apostolique et mit tous les bureaux dans le secret. Un si beau zèle ne pouvait rester sans récompense : les lettres lui furent remises au bout de dix jours, quand son frère, son oncle, Rouquette, Rome et Paris en eurent appris l'histoire.

Tolla était bien triste. Si ses lettres n'étaient pas mouillées de larmes, c'est que son mouchoir avait préservé le papier. Sa retraite n'avait pas imposé silence à ses ennemis. Les uns disaient que Manuel l'avait mise au couvent par mépris pour sa mère et pour ne la point laisser aux mains d'une intrigante. Les autres prétendaient que Manuel n'était pour rien dans l'affaire, et qu'elle avait été enfermée, par ordre du pape, comme une fille perdue. Un sbire, dont on ignorait le nom, s'était vanté publiquement d'avoir pris part à cette exécution. On faisait circuler des copies d'une lettre de monsignor Rouquette, où il était dit en propres termes : « Vous pouvez assurer aux Feraldi que Manuel n'est pas pour eux. » A l'appui de cette menace, la générale affirmait que Manuel était venu la voir trois heures avant de quitter Rome. Les gens sensés avaient beau dire que le fait était invraisemblable, puisqu'on l'avait vu partir à cinq heures du matin : les habitans de la via Frattina déclaraient qu'à deux heures un homme en habit laïque avait réveillé tout le quartier en frappant au numéro 15. Le séjour du couvent n'était pas trop aimable : les religieuses étaient bonnes, encore qu'un peu curieuses; mais les murs étaient bien gris, la cellule bien étroite, et pas de jardin! Amarella avait d'abord pris le couvent en patience, mais au bout de quelques jours son humeur s'était aigrie. Mme Feraldi venait tous les soirs à la grille, avec Victor et Menico. Il y avait un parloir pour les domestiques et les sœurs converses, mais personne n'y était encore entré pour Amarella. Le comte était accablé d'affaires, Philippe allait chercher sa mère à Florence, l'abbé La Marmora venait deux fois par semaine. Tolla recommandait à Manuel de fréquenter les sacremens. « Cela est facile à dire, répondait Ma-

nuel; mais où trouver des prêtres dans cette ville de païens? A peine si en un mois j'en ai rencontré quatre, et tous Français! J'essaierais bien de me confesser en français, avec ce peu que j'ai appris; mais comment faire? il m'est impossible de parler français sans rire. Je prie matin et soir, et je remets les sacremens à mon retour. Les sacremens ne sont bons qu'à Rome. »

« Veux-tu savoir l'emploi de mes journées? écrivait Tolla. Je me lève à neuf heures; à dix, je vais à la messe; je reste à l'église jusqu'à midi, à prier Dieu pour toi. A midi, je dîne avec les religieuses. A une heure un quart, on sonne la cloche du silence, et chacune est obligée d'aller dormir dans sa chambre. A trois heures, le silence est rompu, et les religieuses descendent au chœur. Je me lève un peu plus tard, et je me mets à écrire jusqu'à ce qu'on vienne me prendre pour la lecture spirituelle et le rosaire, qui se dit dans une grande salle où elles sont toutes à travailler. A six heures, je vais à la grille voir ma mère et les personnes qu'elle amène avec elle. Après leur départ, je remonte à ma chambre, ou je me promène sur une terrasse qui est auprès; j'y reste tant que les sœurs sont à matines, c'est-à-dire une heure environ après l'*Ave Maria*. Je descends alors à l'église, où je prie toute seule pendant un bon quart d'heure, puis je viens souper dans ma chambre. A neuf heures, on sonne le silence; tout le monde se couche, et l'on n'entend plus souffler dans la maison. Je m'enferme avec Amarella, qui dort dans un cabinet auprès de moi, et nous restons, elle à travailler, moi à lire, jusqu'à minuit. Nous faisons nos neuvaines et nos autres oraisons, puis je me mets au lit, et, jusqu'à ce que le sommeil me vienne, je pense aux jardins, aux forêts, aux belles fleurs et aux grands arbres, aux chevaux, au bal, à la musique, à l'amour, à la vie, car je ne vis pas. » — « Moi, répliquait Lello, je me lève à dix heures; c'est un peu tard. Je déjeune à onze, je sors à midi pour voir les monumens, je dîne à cinq; puis vite au théâtre! Et après le spectacle, une petite promenade sur le boulevard des Italiens, où l'on voit une multitude de braves filles, mises à la dernière mode et attendant la Providence! C'est un spectacle horrible à voir, et qui inspire plus de dégoût que de désir. »

Il faut connaître les mœurs et les idées romaines pour comprendre tout ce que le dernier trait de cette peinture ajouta aux ennuis de Tolla. Rome n'est pas une ville d'innocence, tant s'en faut, mais c'est une ville de bon exemple : la police n'y souffre aucun scandale. Jamais un jeune homme n'y rencontre ces dangers ambulans qui fourmillent dans les rues de Paris. La débauche y est discrète, et le vice y a des allures cléricales. Tolla fut plus étonnée qu'une Parisienne à qui l'on dépeint les mœurs des îles Marquises. Son imagination chaste, mais active, se figura les boulevards des Italiens

comme une porte de l'enfer, un théâtre éclairé par des langues de feu, où l'on représentait jour et nuit le grand mystère de la tentation de saint Antoine.

Cependant Manuel ne se mettait jamais au lit sans baiser la pâle miniature de sa chère Tolla.

Lorsqu'on partit pour Londres, la question n'avait pas fait un pas. Manuel se fortifiait dans son amour et Tolla dans sa retraite. Mme Fratief était aux abois; elle allait faire une tentative sur Amarella, par acquit de conscience. Rouquette ne savait plus à quoi se prendre; il prévoyait bien que les plaisirs brumeux de l'Angleterre et les augustes réjouissances du couronnement ne produiraient pas plus d'effet que les séductions de Paris. Dans cet épuisement de toutes ses ressources, il essaya de regagner la confiance de Manuel. Il adoucit ses plaisanteries contre Tolla; il témoigna même un certain respect pour ce grand exemple de constance. Il laissa entendre que, s'il n'avait aucune pitié pour les amours follets et les romans d'une heure qui font les délices des pensionnaires et le désespoir des familles, il savait admirer l'héroïsme d'une passion persévérante. Sous la même inspiration, le colonel écrivit coup sur coup deux longues lettres à son neveu. Le gros homme adoucissait sa voix, il reprochait à Manuel son manque de confiance et frappait timidement à son cœur pour se faire ouvrir. Sans sortir des banalités d'une correspondance de famille, il se vantait d'avoir une indulgence de père; rien ne pourrait lui ôter de la mémoire qu'il avait fait sauter le petit Lello sur ses genoux. C'était pour lui, bien plus que pour son frère, qu'il avait renoncé aux douceurs du mariage et accepté les ennuis de la vie de garçon. Il s'était toujours promis de lui laisser tout son bien, à telles enseignes que le testament était fait et cacheté. Pourquoi donc l'objet d'une prédilection si marquée témoignait-il si peu de reconnaissance? On n'exigeait de lui aucun sacrifice, on ne demandait que de la sincérité.

Ce texte un peu vague fut commenté savamment par Rouquette. — Vous avez tort, dit-il, de vous cacher de votre oncle : c'est un homme dont vous avez tout à espérer et rien à craindre. A votre place, je lui raconterais naïvement toute l'histoire, puisqu'il la sait, et je lui demanderais son consentement, quitte à m'en passer.

— Me l'accordera-t-il, mon cher Rouquette?

— Pourquoi non? Cependant, entre nous, je crois qu'il a le couvent de Saint-Antoine sur le cœur. On a dit à Rome que vous aviez enfermé Mlle Feraldi afin de la protéger contre votre oncle. Quelle injure pour un pauvre homme qui vous aime et qui vous a fait son héritier! Que voulez-vous qu'il pense, lorsqu'il voit que vous aimez mieux martyriser votre maîtresse que de la laisser vivre tranquillement dans la même ville que lui?

— Il est vrai, mon bon Rouquette, Tolla souffre le martyre.

— Vous le saviez! On vous a donc parlé de tous les maux qu'elle endure dans cet horrible couvent?

— Elle m'en a écrit quelque chose.

— Et vous a-t-elle parlé de sa santé?

— Quoi! serait-elle malade?

— Vous a-t-elle dit que l'ennui la dévorait jusqu'aux os? que la fièvre...

— Parlez, Rouquette, au nom du ciel! ne me cachez rien de ce que vous savez.

— On dit qu'elle ne dort pas, qu'une fièvre lente la consume, qu'elle est maigre à faire peur, que ses beaux yeux se creusent, que ses couleurs se flétrissent et qu'on ne la reconnaît plus. Sa femme de chambre ne peut plus tenir au régime du couvent et menace de la quitter : que deviendra-t-elle, seule avec ses chagrins?

— Pas un mot de plus, mon ami! je me prendrais moi-même en horreur. J'ai fait, sans le savoir, le métier d'un bourreau; mais ne croyez pas que je l'aie mise à Saint-Antoine par défiance de mon oncle. J'avais d'autres raisons : je craignais que l'amitié d'un certain jeune homme ne profitât de mon absence pour se métamorphoser en amour.

— Quelle idée, mon cher Lello! La nature vous a-t-elle fait pour être supplanté par personne?

— Non, mais...

— D'ailleurs je vous réponds, moi qui me connais en femmes, que celle-là est incapable de trahir. Vous savez si je la regarde avec des yeux prévenus : vous m'avez toujours vu la juger très librement, trop librement peut-être, car je commence seulement à apprécier ses vertus. Eh bien! croyez-en ma parole, Tolla ne vous trahira jamais.

Manuel écrivit à Tolla qu'il lui permettait de quitter le cloître, si elle s'y trouvait toujours aussi mal. Bientôt il la pria de retourner chez ses parens. Sous la dictée de Rouquette, la simple prière se changea en ardent désir, puis en *amoroso comando*. Enfin il déclara que la présence de sa maîtresse dans ce maudit couvent le mettait au désespoir. « Si tu persistais, disait-il, tu m'attirerais tant de chagrins, que mes forces physiques n'y tiendraient pas. »

Cependant Tolla persistait.

« J'ai déjà trop enduré, répondait-elle, pour ne pas aller jusqu'au bout. Si je t'obéissais, j'exposerais tout le fruit de mes souffrances. Demande-moi ce que tu voudras, excepté le sacrifice de notre avenir : tu me trouveras soumise à tes volontés et même à tes caprices.

« Qui donc te pousse à me faire sortir d'ici? Cette idée ne vient

pas de toi. Veux-tu savoir ce qu'elle vaut? Demande-toi si ceux qui te l'ont inspirée désirent notre union, ou s'ils cherchent à l'empêcher? Tu sais où tendent tous leurs efforts. Irons-nous leur rendre le succès facile en suivant leurs conseils? Est-ce dans notre intérêt qu'ils parlent, ou dans le leur? Voudrais-tu qu'après avoir tout fait pour ne leur point laisser d'armes contre nous, j'allasse leur en fournir par un changement de conduite?

« Mes parens approuvent ma persévérance, la marquise Trasimeni m'engage à continuer, le docteur Ely m'a dit qu'on m'admirait dans les plus honorables maisons de Rome; l'abbé La Marmora jure que je suis perdue, si je passe le seuil de la porte; l'abbé Fortunati, qui de sa vie n'a dit ni oui ni non, avoue que l'idée d'entrer au couvent a été une inspiration du ciel. J'y reste donc. Je l'ai juré, et moi je tiens mes promesses; ta main seule ou celle de la mort pourra m'en arracher. »

Pendant ces débats, le frère de Manuel épousa une Anglaise assez jolie et une dot véritablement belle. Manuel, abstraction faite de la dot, reconnut que sa belle-sœur ne soutiendrait pas la comparaison avec Tolla. C'est dans la semaine qui suivit ce mariage que la chambre des lords revêtit sa robe de velours cramoisi doublé d'hermine pour assister au couronnement de la reine, une des plus belles fêtes de ce siècle. Manuel, confondu dans les rangs de la légation napolitaine, vit toute la cérémonie. Il mit son célèbre habit de cour à cinq heures du matin, et l'ôta à trois heures après minuit. Il serait mort de faim dans l'intervalle, s'il n'avait eu la précaution d'apporter des gâteaux dans ses poches. Cette mémorable journée et toutes les belles choses qui passèrent sous ses yeux ne lui firent pas oublier Tolla, bien au contraire. N'entendait-il pas crier : Vive Victoria! Et le nom de Victoria ne brillait-il pas en lettres de feu au milieu de toutes les illuminations? Le lendemain de la fête, plus amoureux que jamais, il écrivit au colonel, sous la dictée de Rouquette, quatre pages d'aveux et de prières. Lorsqu'il eut cacheté l'enveloppe, Rouquette l'embrassa paternellement : — Bravo! lui dit-il, vous agissez en bon neveu et en homme d'esprit. Cette petite lettre est grosse de plusieurs millions. Vous serez aussi riche que votre frère.

— Maintenant, mon cher Rouquette, je vais attendre la réponse de mon oncle à Paris. Londres m'ennuie : je ne comprends pas les enseignes des boutiques, et je trouve que les Anglais ne sont pas polis. — Manuel n'avait pas plus compris la magnifique politesse des Anglais que les enseignes des boutiques.

— Ma foi! dit Rouquette, pour un rien j'irais à Paris avec vous. Votre frère est dans sa lune de miel, et il regarde le genre humain du haut en bas, comme les habitans de toutes les lunes. Il se pas-

sera de moi aussi facilement qu'un perdreau d'un coup de fusil. Allons à Paris! nous continuerons nos leçons de français.

Le 8 juillet, ils s'installaient pour la seconde fois à l'hôtel Meurice. Rouquette, pour être plus agile, dépouilla le *monsignor*, et s'appela sur ses cartes le comte de Rouquette. Manuel, qui n'avait pas plus compris la cuisine anglaise que le reste, fut ravi de retrouver les dîners de l'hôtel et les déjeuners du café de Paris. Il allait au théâtre tous les soirs pour apprendre la langue. Rouquette n'avait qu'un regret, c'était de ne pouvoir l'y conduire deux fois par jour. Il espérait toujours que Tolla serait détrônée par une cantatrice ou une comédienne, et il savait par expérience que les passions de théâtre sont celles qui mènent le plus loin, parce que la vanité y vient en aide à l'amour. Malheureusement, au mois de juillet, les Italiens étaient en voyage et l'Opéra en réparation. A la Comédie-Française, tous les chefs d'emploi étaient en congé, et les banquettes regardaient jouer les doublures. Manuel était réduit au drame et au vaudeville. Il avait un faible pour le vaudeville, quoiqu'il lui arrivât rarement de saisir la plaisanterie du premier bond : il riait après tout le monde, et sa gaieté retardait de quelques minutes sur celle du parterre. Quelquefois même il digérait un bon mot jusqu'au lendemain, et surprenait Rouquette par un éclat de rire homérique qui partait comme une fusée au milieu du déjeuner.

Trois jours après leur arrivée, les deux inséparables s'étaient fourvoyés aux Folies-Dramatiques. Manuel, du haut de l'avant-scène, lorgna très attentivement une jeune première blonde et blanche que l'affiche désignait sous le nom de Cornélie, et que l'auteur avait honorée d'un rôle de trente-cinq lignes. Il profita du premier entr'acte pour questionner l'ouvreuse, et il apprit à son grand étonnement que Mlle Cornélie Sarrazin était sage. Elle vivait chez son père, ne sortait qu'avec sa mère, et montrait avec orgueil deux petites mains rouges comme des pivoines; — d'ailleurs bonne fille, son cœur n'avait pas parlé, mais rien ne prouvait qu'il fût sourd-muet de naissance. Cette nouveauté piqua la curiosité de Manuel, et il regretta que pour cinq francs l'ouvreuse ne lui en eût pas conté plus long. Heureusement Mlle Cornélie, qui ne jouait que dans la première pièce, se débarbouilla sommairement de son blanc et de son rouge, et vint s'asseoir au balcon avec sa mère. Manuel grillait d'aller contempler de près cette vertu paradoxale et cette mère d'une sévérité provisoire. Son gracieux compagnon l'y conduisit comme par la main. Rouquette, en homme qui a fréquenté le théâtre et qui sait son répertoire, ouvrit la conversation par un compliment et un sac de raisins glacés. Les bonbons firent accepter le compliment; la toilette des deux amis fit agréer les bonbons : on refuse quelquefois

les bonbons d'un poète, jamais ceux d'un millionnaire. Mme Sarrazin apprécia du premier coup d'œil les bijoux insolens dont Manuel était émaillé. Les mères d'actrices sont les personnes qui se connaissent le mieux en bijoux après les bijoutiers. Elle ne lui demanda pas s'il était de Paris : il faut être bien étranger pour venir au mois de juillet, paré comme une châsse, à l'avant-scène des Folies. Rouquette présenta son ami, après s'être présenté lui-même, le tout en un tour de main : on ne doute jamais des gens qui ne doutent de rien. Il se garda bien de faire à Manuel les honneurs de Mlle Cornélie; il affecta de travailler pour son compte et de se mettre en première ligne pour que Manuel eût le plaisir de le distancer. Le hasard voulut que la jolie blonde parlât un peu l'italien; elle l'avait appris à sa première année de Conservatoire, lorsqu'elle espérait avoir de la voix; elle en savait juste autant que Manuel de français. Lello fut ravi de rencontrer une femme capable de le comprendre : il lui sembla qu'il retrouvait l'Italie. Après le spectacle, Mme Sarrazin se laissa reconduire jusqu'à sa porte : elle occupait un quatrième étage à l'entrée du faubourg Saint-Denis. Chemin faisant, on prit des glaces devant le café de l'Ambigu.

En retournant à l'hôtel, Manuel plaisanta beaucoup sur les vertus de théâtre qui daignent s'asseoir devant un café entre deux inconnus. Rouquette défendit Cornélie, il soutint que ce sans-gêne et cette facilité apparente ne prouvaient rien, que les artistes avaient des mœurs à part, et qu'on pouvait être une bonne fille sans avoir une mauvaise conduite. Bref, il paria pour la vertu, Manuel contre, et le lendemain à quatre heures ils montèrent l'escalier de Mme Sarrazin. Manuel avait pris un bouquet chez Mme Prevost : il s'en repentit en entrant au salon. La mère raccommodait un bas, la fille en tricotait un autre; M. Sarrazin fourbissait une canne gigantesque; il était tambour-major dans la garde nationale. Le meuble en velours d'Utrecht jaune sentait la vertu d'une lieue. — Mes fleurs sont ridicules, pensa Lello; si j'avais su, j'aurais apporté des cornichons. — Il examina avec stupéfaction les lithographies qui pendaient à la muraille. C'était une galerie de papiers enluminés représentant *Mélanie, Victorine, Henriette, Julie, le Marié* et *la Mariée*. Le *Marié* ressemble au monsieur que tout paysan voudrait être; il a des bagues à tous les doigts et une grosse chaîne autour du cou. Il promène un sourire aimable autour de lui, et tient un bouquet dans une main, une boîte de bonbons dans l'autre. — Me voilà! dit avec douleur le pauvre Manuel. — Il lut au bas de l'image *le Marié*, et en italien *lo Sposo*. Évidemment cette lithographie était une personnalité. *Victorine*, qu'un hasard malicieux avait suspendue à côté du *Marié*, a les yeux plus grands que la bouche, un pot de fleurs dans la main droite, un

éventail dans la gauche; la prodigalité de l'artiste lui a dessiné une rose sur le dos de la main. Un poète que le monde n'a pas connu a écrit au bas de cette image un distique que Manuel ne lut pas sans confusion :

Soyez constant dans vos amours,
Et vous serez heureux toujours.

Pendant qu'il se livrait à cet examen, il entendit Mme Sarrazin qui causait mobilier avec Rouquette et qui disait : — Ma fille économise pour acheter une armoire à glace, parce que l'armoire à glace est un meuble comme il faut. — Bon! fit-il en lui-même; j'enverrai une armoire à glace, et je ne reviendrai plus. — Sur ces entrefaites, il entra quelques visites. Ce fut d'abord une amie de Cornélie, plus avancée qu'elle dans la science de la vie, car elle avait un cachemire des Indes, puis un jeune peintre un peu débraillé, puis un auditeur au conseil d'état ganté de neuf, puis un jeune journaliste, puis un vaudevilliste qui commençait à se faire jouer, puis un joli sous-chef du ministère de l'intérieur, enfin un jeune premier de la Gaîté. Ces six jeunes gens se partageaient, en attendant mieux, l'amitié de Cornélie. Le jeune premier était un ancien camarade du Conservatoire; le feuilletoniste *la soignait* dans ses articles; le sous-chef la protégeait au ministère; le peintre allait faire son portrait pour la prochaine exposition; l'auditeur, sans être très riche, avait des parens assez généreux pour qu'on pût de temps en temps lui demander un service de cinq louis; le vaudevilliste achevait pour Cornélie une pièce en trois actes, destinée à mettre en relief toutes les perfections de sa petite personne. Au premier acte, elle était paysanne et montrait ses jambes; au second, elle était marquise et montrait ses épaules; au troisième, elle jetait son bonnet par-dessus les moulins, et montrait ses cheveux. Cornélie témoignait à tous ses amis une reconnaissance impartiale. Il n'y avait point de préférés, partant point de jaloux, et ces rivaux, qui ne se saluaient pas dans la rue, vivaient chez elle en bonne harmonie. Manuel entendit pour la première fois une conversation parisienne, vive, fringante, entremêlée de propos de coulisses, d'anecdotes du monde et de charges d'atelier, saupoudrée de calembours, pailletée de bons mots et assaisonnée de scandales dont personne ne se scandalisait. Il fut tout ébaubi de cette joûte assise, de ce tournoi d'esprit, de ces lances rompues et de cette petite fête courtoise donnée par six chevaliers en redingote à une reine d'amour en peignoir. Il comprit le discours de son oncle sur les séductions de Paris, et il se promit de ne point retourner à Rome avant d'avoir soupé en si curieuse compagnie. Il en eut bientôt la joie. Deux jours après, Mme Sarrazin, qui avait reçu

une armoire à glace anonyme, invita tout son monde à un pique-nique. Le sous-chef envoya un saumon, le journaliste un pâté, le comédien un buisson d'écrevisses, l'auteur dramatique un parthénon en gelée d'ananas, le peintre un feu d'artifice complet qu'on aurait tiré dans le salon, si le propriétaire l'avait permis; l'auditeur fournit les truffes, Rouquette les vins, et Manuel l'argenterie. Trois ou quatre amies de Cornélie honorèrent de leur présence cette fête de famille. M. Sarrazin y présida en vrai tambour-major, avec la dignité bouffonne qui n'appartient qu'à cette institution. Manuel se grisa du vin de Rouquette et surtout des regards de Mlle Cornélie. La table enlevée, on dansa tant qu'il resta des cordes au piano. Avant de se séparer, tous les convives prirent rendez-vous pour le surlendemain : on irait à Versailles voir jouer les grandes eaux et dîner à l'hôtel des Réservoirs. — Quand je pense, disait Manuel, que j'ai failli quitter la France sans connaître l'hôtel des Réservoirs et sans avoir vu les grandes eaux !

Il mettait un pantalon blanc pour aller à Versailles, lorsque son domestique de place, qui ne l'accompagnait plus dans ses promenades, lui apporta la lettre suivante :

« Du monastère de Saint-Antoine. Rome, 5 juillet 1838.

« Où êtes-vous, Lello? Où sont vos promesses, votre amour et mes espérances? Moi, je suis toujours au couvent, dans la même cellule et dans le même ennui. Savez-vous combien il y a de temps que vous ne m'avez écrit? Vos lettres étaient ma seule consolation. Que Dieu vous pardonne le mal que vous me faites, et qu'il vous préserve de souffrir jamais autant que moi! Je n'ose vous dépeindre l'état de mon âme : j'empoisonnerais tous vos plaisirs. De ma santé, je ne vous en parle pas; vous comprenez que mon cœur est trop malade pour que le corps puisse se bien porter. J'avais pris pour deux mois de courage; mais il y a plus de deux mois que vous êtes parti, et ma provision est épuisée. Mon ami, souvenez-vous de temps en temps, en courant à vos plaisirs, que vous m'avez aimée pendant quelques jours et que je vous adorerai toute ma vie. TOLLA. »

— Venez-vous? cria Rouquette à travers la porte. La voiture est en bas : il ne faut pas faire attendre ces dames.

— Je suis à vous, mon cher. Donnez-moi seulement cinq minutes : une petite affaire à expédier. — Il écrivit :

« Paris, 16 juillet 1838.

« Ma chère Tolla,

« Tu connais bien mal mon cœur, si tu crois que c'est l'amour des plaisirs frivoles qui m'a entraîné loin de toi et qui me retient sur

cette terre d'exil. Sache que le but secret de mon voyage était d'obtenir le consentement de mon oncle. On peut demander dans une lettre ce qu'on n'oserait pas solliciter de vive voix. Tu te souviens bien que j'ai toujours désiré que notre bonheur obtînt la sanction de ma famille, et tu es trop tendre fille pour blâmer un sentiment si délicat. Nous ne devons pas, pour satisfaire notre caprice, déclarer la guerre à nos parens.

« Après une lettre affectueuse de mon oncle, dont les tendres reproches m'ont déchiré le cœur, je me suis décidé à lâcher le grand mot. En effet, notre situation était trop pénible : nous aimer en ayant l'air de ne nous point connaître! D'ailleurs les méchantes langues avaient trop beau jeu contre nous.

« Tu dois comprendre combien je désire et je crains tout à la fois la réponse de mon oncle. Dieu veuille toucher son cœur et nous le rendre favorable! Rien ne manquerait plus à notre félicité. Si sa réponse n'est pas telle que je le désire, il faudra essayer de tous les moyens pour changer sa volonté. Je ne retournerai pas à Rome que la question ne soit résolue. En attendant, je souffre le martyre, le doute me tue; plains moi. »

Rouquette frappa à la porte : — Il y a dix minutes que les cinq minutes sont écoulées!

— Une seconde encore, mon bon ami. Je suis aussi pressé que vous. Il continua :

« C'est maintenant, ma Tolla, qu'il faut redoubler nos prières et mettre en Dieu toutes nos espérances. S'il a décidé que nous serions heureux, il saura bien attendrir le cœur de mon oncle. Tournons-nous vers cette Vierge sainte qui aime tant à consoler les affligés; qui sait si elle ne voudra pas faire quelque chose pour nous? J'importune non-seulement saint Joseph, comme tu me l'as recommandé, mais tous les autres saints du paradis. Je voudrais qu'ils fussent plus nombreux, pour avoir plus d'avocats auprès du juge suprême. Enfin jetons-nous dans les bras de la Providence, et espérons. Je t'aime.

« LELLO. »

— Oui, je l'aime! dit Manuel en allumant une bougie pour cacheter sa lettre, et il y a bien quelque mérite à garder mon amour intact au milieu des plaisirs de Paris. Elle craint, pauvre enfant, que je ne l'oublie; mais j'ai pensé vingt fois à elle pendant cet infernal souper! Rien ne triomphera de ma passion, parce que ma passion, c'est moi-même, et que je suis plus fort que tout. Il y a pourtant de pauvres sires à qui une bouteille de vin de Champagne ou le sourire d'une jolie fille fait oublier leur maîtresse! Mon amour est comme la salamandre, il traverse le feu sans y brûler ses ailes!

La promenade à Versailles fut suivie de beaucoup d'autres. Mme Sarrazin s'aperçut que Manuel connaissait fort mal Paris et les environs; elle lui fit voir du pays. C'était une bonne femme, aimée au théâtre et dans son quartier, et dévouée sans préjugés au bonheur de sa fille. Elle avait toujours dit à Cornélie : Mon enfant, l'autorité maternelle a ses limites, et je n'ai pas la prétention ridicule de te garder en sevrage jusqu'à l'âge de trente ans. D'ailleurs je le voudrais, la loi ne me le permettrait pas. Vois donc à te pourvoir. Si tu trouves un mari opulent, j'en serai bien aise, il me fera une pension alimentaire. Malheureusement les Folies-Dramatiques n'ont pas la vogue pour les mariages, et l'on n'y en a pas vu beaucoup cette année. Avec la dot que je te donne, à savoir le talent et la beauté, il est rare qu'on trouve à se marier définitivement. Passe encore si tu étais à l'Opéra! L'empereur de Russie paie tous les ans deux ou trois grands seigneurs pour qu'ils épousent des danseuses. Mais tu es aux Folies; règle-toi là-dessus. Moi, si jamais je te vois amoureuse d'un homme jeune, bien élevé et riche, je commencerai par te faire une bonne morale (si je t'ennuie, tu ne m'écouteras pas); puis j'irai trouver ce monsieur, je lui dirai tous les sacrifices que j'ai faits pour ton éducation, et s'il a bon cœur, il me laissera ma fille, ou du moins il me remboursera mes dépenses.

Le 8 août 1838, trois semaines environ après le voyage à Versailles, Manuel apprit à n'en pouvoir douter que Mme Sarrazin avait dépensé pour l'éducation de sa fille vingt mille francs et quelques centimes. La chute de Mlle Cornélie ne fit pas plus de bruit que celle d'une pomme. Chose incroyable! aucun des six adorateurs de la jolie blonde ne tint rigueur à Manuel. Il crut même s'apercevoir qu'ils lui serraient la main avec gratitude. Il ne devina jamais que Cornélie, dans le cours des trois années précédentes, avait souscrit à ces messieurs six billets à ordre, payables à un moment précis, dont son bonheur avait avancé l'échéance. Rouquette avait un traité à part : il ne laissa pas oublier qu'il s'était inscrit avant Lello.

M. Sarrazin conserva l'habitude de marcher tête levée, excepté lorsqu'il passait sous la porte Saint-Denis.

Rouquette choisit le jour où Cornélie pendait la crémaillère dans un appartement de six mille francs pour envoyer à Manuel la réponse de son oncle. Il la gardait en portefeuille depuis une semaine.

Manuel hésita un instant avant de briser le cachet. Évidemment la lettre contenait un *oui* ou un *non*. Un *non* lui fermait le paradis du mariage; un *oui* le chassait du paradis terrestre qu'il venait de meubler à grands frais. Un *non* le séparait de Tolla; un *oui* l'arrachait à Cornélie. Cependant je dois dire à sa louange que son dernier vœu fut pour un *oui*.

La lettre disait *non*. Le colonel n'avait point cherché de périphrases. Il écrivait à son neveu : « Je te permets toutes les folies, excepté une. Jette ton argent par les fenêtres, je t'en donnerai d'autre; ne jette pas ton nom : nous n'avons que celui-là. Je t'ai dit souvent que je n'avais rien à te refuser, je le répète encore. Veux-tu un million? Mais si tu cherches une corde pour te pendre, je n'en suis pas marchand. Remarque bien que tu peux te marier sans mon consentement : ce n'est donc pas une permission que tu me demandes, c'est un conseil. Or le diable en personne ne saurait me contraindre à t'en donner un mauvais. Fais ce que tu voudras : tu es maître absolu de tes actions, comme moi de mes écus. Je ne te défends pas d'épouser la fille qui t'a choisi et qui te fait la cour depuis plus d'une année; mais je t'avertis que si tu persistes, tu peux te dispenser de m'écrire; je ne te répondrais pas. Sur ce, je t'embrasse. Faut-il ajouter : *pour la dernière fois?* »

— Diable d'homme! se dit Lello. Il parle avec autant d'assurance que s'il avait raison. Je vais mal souper ce soir. Rouquette!

Rouquette n'était jamais loin. Il parcourut la lettre, et la trouva conforme au brouillon qu'il avait envoyé. — Eh bien? demanda-t-il.

— C'est moi qui vous dis : eh bien?

— Eh bien! votre oncle a tort. Il ne rend pas justice aux vertus de Mlle Feraldi.

— N'est-il pas vrai, Rouquette? Tant de vertu, de beauté, de noblesse...

— Je ne parle pas de sa noblesse : on m'a assuré que la généalogie du docteur Feraldi était un peu véreuse. Quant à la beauté, elle en a eu autant que femme du monde : maintenant, nous ne savons pas ce qui lui en reste. Je passe légèrement sur la question financière. Elle vous apporte en dot une vigne de deux cent mille francs; c'est un joli denier. De plus elle assure par contrat un héritage de quatre ou cinq millions au prince votre frère : toute la fortune du colonel! Mais elle a des vertus. Or les vertus sont hors de prix par le temps qui court; vous le savez bien, vous qui venez d'en acheter une.

— Mauvais plaisant!... Rouquette, vous devriez intercéder auprès de mon oncle!

— Bien obligé! Je trouve que j'ai assez d'ennemis.

— Alors faites-moi un brouillon.

— Pour dire que vous vous soumettez?

— Non, pour expliquer que je ne peux pas me soumettre.

— A quoi bon? Il jetterait ma prose au feu dès la première ligne.

— Il faudrait pourtant lui faire savoir que je suis engagé d'honneur envers le comte Feraldi.

— Une idée! Priez M. Feraldi de lui conter toute l'affaire. C'est lui qui est le plus intéressé à la conclusion de ce mariage, car vous conviendrez qu'il y gagne plus que vous. D'ailleurs n'est-il pas avocat? Il ne refusera pas de plaider sa propre cause. Faut-il vous faire un brouillon pour le comte?

— Faites, mon ami; je ne lui ai jamais écrit, et je ne saurais pas comment m'y prendre.

Manuel se promena de long en large dans sa chambre, tandis que Rouquette écrivait :

« Paris, 11 août 1838.

« Très cher comte,

« Je n'avais jamais pris la liberté de vous écrire, sachant comme votre profession vous occupe, et combien le temps des hommes d'affaires est précieux; mais une cruelle nécessité me force à vous imposer l'ennui de me lire.

« Depuis mon départ de Rome, mon unique préoccupation a été de faire approuver à mes parens mon mariage avec mademoiselle votre fille. Après deux mois d'hésitations, je me suis armé de courage, et j'ai écrit à mon oncle. Je lui ai tout confessé, je lui ai fait connaître la violence de mon amour et l'ancienneté de nos engagemens, j'ai dépeint à ses yeux les vertus qui sont la plus belle richesse de Vittoria, j'ai décrit avec une scrupuleuse exactitude l'état de nos sentimens, j'ai conjuré mon oncle de ne pas séparer deux cœurs si bien unis. J'ai attendu longtemps sa réponse; plût à Dieu qu'elle ne fût jamais arrivée! Non-seulement mon oncle se refuse formellement à ma demande, mais il déclare en terminant qu'il m'embrasse pour la dernière fois.

« Vous pouvez vous figurer mes angoisses au milieu de ce conflit d'affections. Je ne voudrais pas renoncer au bonheur, mais le devoir me commande de respecter la volonté de ma famille. Je voudrais dompter mes passions, mais quand je songe aux vertus de l'ange que j'adore, la force me manque.

« Dans ce cruel embarras, je me tourne vers vous, et je remets notre sort entre vos mains. Puisque le destin me condamne ou à obtenir ce consentement ou à faire le terrible sacrifice, je viens vous prier à mains jointes de plaider ma cause auprès de mon oncle et d'obtenir, par une intervention amicale, ce que j'ai eu la douleur de m'entendre refuser. Si, par un malheur que je n'ose prévoir, vos prières échouaient comme les miennes, croyez, monsieur, que j'ai trop à cœur la réputation de mademoiselle votre fille pour continuer les relations d'intimité qui existaient entre nous; mais je conserverai pour elle et pour votre famille une estime éternelle.

« Je me fais un devoir de vous déclarer que je n'ai mis dans le secret que mon frère et mon oncle. Tout est resté entre nous, et l'honneur de la jeune fille a été soigneusement sauvegardé. J'espère que ma résolution sera approuvée de vous et de votre vertueuse fille, à qui je vous autorise à montrer cette lettre. Je vous prie de présenter mes complimens, et suis pour la vie votre très affectionné serviteur et ami,

« MANUEL COROMILA-BORGHI. »

Quand Manuel eut copié cette lettre, Rouquette réclama son brouillon pour le brûler. Il le mit sous enveloppe et l'envoya à Mme Fratief.

Lello écrivit ensuite à Tolla une lettre touchante :

« Mon cœur saigne, disait-il. Dieu! quelle sentence cruelle! D'un côté la passion qui me consume, de l'autre le devoir qui m'égorge. J'entends ta voix qui me crie : Fais ton devoir, quoi qu'il en coûte; le devoir est la loi de Dieu. Oui, ma Tolla, tu es assez vertueuse pour me parler ainsi. Tu aimes tes parens, tu sais qu'il est impossible de rien refuser à ces êtres chers et respectables qui nous ont tenus tout enfans sur leurs genoux; tu approuveras la résolution que j'ai prise. Si tu écoutes le monde, il me blâmera peut-être; si tu fais parler ta conscience, elle me donnera raison.

« Un espoir nous reste. J'ai écrit à ton père, je l'ai conjuré de s'entremettre pour nous auprès de mon oncle : peut-être obtiendra-t-il quelque chose. Si cette dernière branche de salut nous échappe, hélas! je suis forcé de t'oublier. Le pourrai-je? Dieu, qui exige de nous ce sacrifice, nous donnera la force de l'accomplir; mais si mon cœur doit te retirer sa tendresse, jamais il n'oubliera l'image d'un ange orné de tant de belles vertus, et tu auras une place éternelle dans l'estime de ton très affectueux ami,

« LELLO.

« *P.-S.* De la réponse de ton père dépendra notre bonheur. »

Manuel monta en voiture avec Rouquette, porta ses lettres à la grande poste, et se fit conduire au nouvel appartement de sa maîtresse. L'arrivée des deux amis interrompit le jeune peintre, qui ébauchait un petit portrait de Cornélie.

EDMOND ABOUT.

(*La dernière partie au prochain nº.*)

PERSPECTIVES

SUR

LE TEMPS PRÉSENT

DE LA TOUTE-PUISSANCE DE L'INDUSTRIE.

Il est un livre dont je recommanderais volontiers la lecture à toutes les jeunes intelligences de ce temps-ci : c'est le *Wilhelm Meister* de Goethe. Il contient tout juste la dose d'abstraction qu'on peut supporter à vingt ans, au milieu des ardeurs du sang, à l'époque où l'âme, encore toute matérielle, n'a qu'indifférence pour le monde moral, et où l'esprit manque de force d'attention. L'amer breuvage y est présenté dans une coupe d'or brillante, non par de sérieux philosophes ou d'austères savans, mais par les personnages les plus gracieux et les plus aimables, par des enfans, par des jeunes femmes, par des moralistes mondains, par des artistes et des comédiens. Tous les compagnons de folie et de plaisir que le jeune homme recherche dans la vie, tous les tuteurs bienveillans et faciles dont il désire les conseils dans ses jours de tristesse ou dans ses momens d'embarras sont les acteurs mêmes du livre, et de leurs lèvres tombent à la fois les préceptes de la sagesse et les promesses du bonheur. On y cause d'amour et d'art, de religion et de théâtre; tout ce qui embellit et orne la vie y reluit de toutes parts; rien de ce qui ennoblit la vie n'y est oublié. On y marche sur une terre toute semblable à celle que nous foulons, bien ferme et bien réelle; mais au-dessus brille le soleil de l'idéal, et tout un monde bigarré et fantasque s'agite sous ses rayons. Là, dans ce château, habite un philosophe pratique qui

cherche à réaliser les idées du XVIIIe siècle, et au-dessous, dans cette belle prairie, rit et babille le monde du *Décaméron*. Sur les hauts sommets des montagnes, des voyageurs enthousiastes contemplent la majestueuse grandeur de la nature, tandis que sur le flanc du coteau passe une troupe de joyeux comédiens. Au fond des bois retentit le chant lointain des bacchantes, dans la plaine le chant des moissonneurs fatigués et baignés de sueur, et tandis qu'à l'horizon montent comme des nuages colorés les fantômes de la volupté et du plaisir, les chastes étoiles, s'éveillant dans un ciel d'azur, viennent raconter à la terre les éternelles merveilles de l'infini.

Ce livre singulier, où se fait remarquer d'un bout à l'autre un bizarre mélange de sensualité et d'austérité, est précisément, et à cause de cela même, un des livres les mieux faits pour éveiller la conscience de tout jeune homme destiné à être sérieux. Il peut être pour lui un premier guide dans la vie, et l'aider à se reconnaître au milieu du monde dans lequel il a été jeté. Il peut lui enseigner des méthodes pour penser, lui fournir des instrumens d'analyse, des boussoles pour trouver son chemin. Il peut lui enseigner aussi à ne pas désespérer et lui donner confiance en l'avenir. Rien de ce qui vaut la peine d'être remarqué dans notre siècle n'est oublié par Goethe : le mouvement des sciences, l'explication plus profonde des mystères de la nature, le désir d'un idéal nouveau, la puissance croissante de l'industrie lui apparaissent comme les élémens premiers d'une vie nouvelle, comme la couche première sur laquelle le temps et les passions humaines, la force même des choses et la volonté du caractère, en se combinant et en s'amalgamant, fonderont peu à peu une autre civilisation, toute brillante de nuances inconnues. *Wilhelm Meister* est en cela la véritable contre-partie de *Werther*. Loin de nous les lamentations inutiles, les larmes stériles, le scepticisme impuissant. Ne dis point que la poésie est morte, que l'art est mort, que le sang s'est refroidi dans nos veines, et que la vie s'éteint dans notre univers glacé, que les rayons attiédis d'un soleil à son déclin n'éclairent plus qu'avec peine. Rien n'est mort, tout sommeille. Les forces de la nature sont à l'état latent, et dans les profondeurs de l'âme humaine, elles préparent en silence un printemps nouveau. Ayons bon courage, et au lieu de nous lamenter, de consumer notre énergie en plaintes coupables, que chacun de nous, par son intelligence, son amour de la vérité, sa volonté et sa puissance de sympathie, aide à l'éclosion de ce printemps! Alors, quand une fois nous aurons appris à être patiens et laborieux, quand nous aurons confiance en nous-mêmes et dans l'âme divine qui soutient l'univers, quand nous serons tout amour et bonne volonté, nous serons à notre tour des magiciens et des artisans de miracles : des roses écloront dans nos mains, des lis jailliront sous nos pas.

Telle était la conviction à laquelle Goethe était arrivé après cinquante ans de méditations, d'études et d'observations. Malgré le XVIIIe siècle, malgré les ruines amoncelées autour de lui, il était arrivé à ne pas désespérer et à prédire une moisson brillante aux champs infertiles du présent. Cependant, si cette conviction suffisait à son âme, elle ne suffisait pas à son intelligence, et il cherchait avec curiosité quelle pourrait être la forme des sociétés futures. Aussi a-t-il épuisé, pour ainsi dire, toutes les combinaisons de faits et de principes qui peuvent se présenter à l'esprit. Il crée dans son *Wilhelm Meister* des sociétés artificielles par un amalgame ingénieux des idées. Il traite la nature humaine et la société comme la matière, et essaie de faire des combinaisons sociales comme on fait des combinaisons chimiques; mais, chose remarquable, toutes ces combinaisons ont invariablement la même base, et cette base est l'industrie. C'est l'industrie qui tient la première place dans toutes les rêveries sociales et dans toutes les spéculations philosophiques du grand poète; c'est d'elle que naissent dans sa pensée les mœurs futures; c'est elle qui, non contente de façonner la matière, donne sa forme à la société nouvelle. Incroyables sont les efforts d'esprit que fait Goethe pour unir avec l'industrie tout ce qui fut la vie des hommes d'autrefois, — l'héroïsme, l'amour, les arts, la religion. Il y réussit à grand'peine, et même, lorsqu'il réussit, il est forcé d'amoindrir ces nobles expressions de la nature humaine, pour les ajuster à la taille de l'industrie. C'est là le côté réellement triste du livre; l'utile s'y présente comme l'unique divinité du présent, et l'expression qui arrive involontairement sur les lèvres pour caractériser cette œuvre étrange, c'est celle de *benthamisme transcendantal*. Oui, c'est là le benthamisme, non pas dans sa vilaine nudité, mais revêtu d'étoffes éclatantes, le sceptre en main, la couronne en tête, et assis sur un trône d'où il domine une cour brillante. A ses côtés se tiennent le vrai et le bon, qui ne sont plus que ses frères cadets, tandis qu'à la porte du palais le beau frappe comme un mendiant, et reçoit une chétive hospitalité dans les corridors et les cuisines de sa dédaigneuse majesté.

Telles sont les impressions qu'a laissées en nous la lecture répétée de ce livre merveilleux, véritable lampe d'Aladin au moyen de laquelle une intelligence, même ordinaire, si elle est attentive, peut voir clair dans les ténèbres de son siècle. *Wilhelm Meister* contient à la fois un conseil de courage et d'espoir et la constatation d'un fait. Le conseil, c'est de ne pas nous laisser abattre et de marcher d'un cœur joyeux à la conquête de la terre promise; — la constatation du fait, c'est que l'industrie est définitivement la reine du monde. La domination de cette nouvelle puissance n'effraie pas Goethe : il croit fermement que cette domination sera partagée par les anciennes

divinités adorées des hommes; mais à son insu ces anciennes divinités tombent au rang de divinités secondaires, et le dieu qui régit l'olympe moderne, c'est l'utile!

Sans doute, Goethe exprimait plutôt une espérance qu'une conviction le jour où, visitant je ne sais quelle manufacture de coton, il s'écriait qu'il n'avait jamais vu rien de plus poétique. Cette parole voulait dire évidemment qu'il apercevait dans ces machines l'instrument d'une société nouvelle, et par conséquent de mœurs qui demanderaient leurs poètes. Ces machines étaient sans doute aussi, dans son esprit, un moyen d'ordre et d'harmonie capable de rapprocher les hommes que la croyance politique n'unit plus suffisamment et que la croyance religieuse n'unit plus du tout, d'établir entre eux des relations nouvelles, — en un mot d'atteindre ce but suprême des institutions et des religions, des lois et du langage lui-même : rapprocher l'homme de l'homme. Cet objet mécanique et inanimé lui apparaissait comme un nouvel Orphée élevant les tours de cités futures, fondant des aristocraties, établissant des hiérarchies, réglant les devoirs des hommes entre eux. Nous aussi, nous avons partagé longtemps la conviction de ce grand homme; nous avons cru longtemps que l'industrie serait le nouveau principe qui communiquerait aux arts une vie nouvelle, qu'elle établirait entre les hommes de nouvelles relations, que l'obéissance et le respect, le devoir et la vertu trouveraient encore à s'exercer avec elle, que la beauté et la poésie sortiraient des machines à vapeur, et que nous pourrions être avec elle, comme par le passé, héroïques, chevaleresques et religieux. Maintenant nous sommes moins confians, et le monde industriel nous apparaît parfois comme un squelette qui ne sera jamais recouvert de chair. Nous ne croyons plus autant à la poésie des chemins de fer, les machines à tisser ne nous paraissent propres qu'à produire des étoffes plus ou moins durables, et la télégraphie électrique (elle l'a bien prouvé depuis le commencement de la guerre) nous semble trop destinée à propager un peu plus rapidement la bêtise humaine. L'utile restera l'utile, le monde qu'il a engendré n'est pas beau, et en dépit de son luxe absurde et insolent, nous ne savons s'il est destiné à le devenir jamais.

Le XIXe siècle est l'héritier naturel du XVIIIe; sa tradition ne remonte pas plus haut. Le temps lui-même a perdu son aristocratie, et ses racines ne plongent plus comme autrefois dans les profondeurs des âges : le siècle est un parvenu comme nous tous. Il ne subsiste du passé que ce que le XVIIIe siècle a laissé debout, c'est-à-dire peu de chose, et les deux faits qui dominent sont ceux que le XVIIIe siècle a engendrés, c'est-à-dire la révolution et l'industrie. La société moderne a la prétention d'être fondée sur les principes de la révolution, et en apparence cette prétention semble justifiée;

mais celui qui a vécu quelque temps au milieu d'elle s'aperçoit bien vite qu'elle est en réalité fondée sur l'industrie. Si son intelligence est trop bornée pour le lui faire comprendre, les besoins et les nécessités de la vie se chargent bientôt de lui démontrer que le monde n'est plus qu'une vaste maison de banque dont la loi et les prophètes se résument dans cet axiome grossier d'un célèbre socialiste : Qu'est-ce que je te dois? Qu'est-ce que tu me dois? — C'est à l'industrie seule que se rapportent nos mœurs, nos habitudes, nos arts et même nos révolutions.

La révolution française a été un fait de négation et de démolition. Elle a eu deux buts : renverser l'ancien régime et en établir un nouveau. Elle a su atteindre le premier de ces deux buts; quant au second, il est resté à l'état de désir et d'espoir. Chacun en a vu l'accomplissement dans le système qui lui était propre ou dans le principe qui lui était cher. En réalité, il serait fort difficile de dire quel est l'idéal de la révolution française. Est-ce l'idéal des constituans ou l'idéal des conventionnels? Est-ce la république girondine ou l'utopie de Robespierre? Est-ce la république militaire? Qui le dira? Mais une chose certaine, c'est que si la révolution n'a point fondé de régime nouveau, si cette bizarre personne abstraite, qui semble agir par voie d'expérimentation, comme un être vivant, et faire progressivement son éducation, s'est bornée à des essais et à des expériences, elle a détruit si radicalement l'ancien régime, que, pour employer l'expression célèbre d'un des hommes politiques qui ont le mieux connu leur époque, elle n'a laissé debout que des individus.

Cela étant, comment ces individus épars, isolés, ne se rattachant plus les uns aux autres par aucun lien hiérarchique, vont-ils se gouverner? A qui auront-ils recours pour être protégés au milieu de cette transformation incessante du monde politique, et sur quoi fonderont-ils leur avenir et celui de leur famille? A qui, en un mot, auront-ils recours pour n'être pas broyés par les expériences de la révolution? Deux moyens de salut se présentent alors, — un expédient et un fait.

L'expédient, c'est la puissance de l'état avec tous les formidables instrumens dont il dispose, — centralisation administrative, force armée, — l'état qui, permanent au milieu de toutes les fluctuations politiques, remplit toujours et exactement les mêmes fonctions mécaniques sous la main d'un constitutionnel ou d'un chef militaire, d'un royaliste ou d'un républicain. — Le fait, c'est l'industrie. Née, à vrai dire, de l'analyse scientifique du XVIIIe siècle, l'industrie semble être arrivée à point nommé dans le monde pour donner une base aux sociétés qui allaient tout à l'heure n'en plus avoir. Les rêveurs et les politiques, les poètes et les philosophes ont passé à côté du fait; ils l'ont constaté sans compter beaucoup sur lui pour réparer les

ruines, et ils ont continué à chercher et à rêver; mais les grossières multitudes, qui ne se paient pas de spéculations, ont aperçu immédiatement tout ce qu'il pouvait rendre; elles ont laissé les assemblées délibérantes se disputer sur des syllogismes constitutionnels, et se sont mises à filer du coton, à construire des chemins de fer, à élever des forges, à extraire de la houille. Elles ont trouvé dans l'industrie un but pour leur activité, une source de richesse, et elles l'ont acceptée avec transport. D'année en année, le fait a grandi, et en moins d'un demi-siècle il a envahi la société tout entière, créé des classes jusqu'alors inconnues, engendré des fortunes qu'on rêvait naguère d'aller chercher dans l'Inde, et des misères qu'on n'avait jamais vues que dans les romans picaresques de l'Espagne. L'industrie a imposé des lois à la toute-puissante révolution française, dont elle a changé la direction, et qu'elle a détournée de son point de départ; elle a fait sentir son despotisme à l'état, transformé toutes les idées en intérêts, et dit insolemment à tout ce qui vivait en dehors d'elle : « Le présent et l'avenir sont à moi, malgré tous vos efforts pour partager ma puissance! » En vérité, les fondateurs de la société moderne, ce ne sont, comme on le dit, ni Rousseau, ni Voltaire, ni Mirabeau; ce sont Richard Arkwright et James Watt, Volta et Lavoisier.

L'industrie ayant tout envahi, il s'agit de savoir si ses usurpations sont légitimes; en d'autres termes, il est utile de rechercher ce qu'elle peut faire de nous par ce qu'elle en a déjà fait. Doit-on continuer à lui abandonner l'empire de la terre, ou doit-on chercher à le lui disputer? Sa puissance doit-elle être partagée? A-t-elle besoin d'un frein et d'un contrôle, et ne serait-il pas juste de lui faire signer une charte, de la forcer à accepter un gouvernement constitutionnel? — Essayons de répondre rapidement à ces diverses questions.

L'âme humaine n'est pas aussi étroite que semblent le supposer les modernes docteurs des intérêts matériels, et il est impossible d'admettre que désormais les sociétés ne doivent plus être régies que par les besoins et les appétits. Il est également impossible de croire qu'un seul fait ou un seul principe suffise au gouvernement des sociétés. Un peuple qui en serait réduit à ne plus reconnaître qu'un certain ordre d'idées, et chez lequel il ne se passerait plus qu'un certain ordre de faits, mourrait bientôt de langueur et d'hébêtement. Un principe trop prédominant engendre des résultats monstrueux et transforme la vérité elle-même en mensonge à force d'exagérer un seul côté des choses. Le cas est bien plus grave encore lorsque ce n'est plus un principe moral, mais un fait matériel qui est prédominant. Alors le monde est en proie à une démagogie spirituelle, bien plus désastreuse que l'anarchie des rues ou des assemblées. Rien n'est estimé à sa juste valeur. Ce qui est absolu est traité comme une chose relative, ce qui est principal devient secon-

daire. La hiérarchie morale est bouleversée, et il arrive un moment où le fait est tellement multiplié, où son usurpation sur la société est si complète, qu'il est impossible de le détrôner, et que le seul remède contre lui est la mort. Quand les sociétés ont été assez imprudentes pour laisser se perdre l'équilibre moral entre les divers principes qui représentent la vérité, elles en sont durement punies. L'Espagne est morte pour avoir trop cru à la puissance d'un seul principe, qui était cependant le plus important et le plus élevé de tous, — à savoir l'autorité souveraine des représentans de l'ordre spirituel. Et qu'est-ce qui a manqué à l'Italie, riche de tant de dons inestimables? Rien, si ce n'est un peu de discipline, c'est-à-dire le moyen de maintenir un équilibre sévère entre toutes les forces de l'esprit. Si ces nations ont été punies pour avoir été ou trop exclusives ou trop étourdies dans leurs rapports avec l'ordre moral, que sera-ce donc si nous commettons la même faute dans nos rapports avec le monde de la matière, et si nous laissons perdre l'équilibre qui doit régner entre la civilisation matérielle et la civilisation morale!

La décadence romaine présente un exemple éternellement mémorable du châtiment qui attend les peuples envahis et garrottés dans les liens de la civilisation matérielle. L'industrie et le luxe régnaient aussi dans la Rome impériale, et, libres de tout frein, au lieu d'être des instrumens de progrès, ils n'étaient que des instrumens de ruine. Avec la puissance du patriciat s'était évanoui tout ce qui donne à la richesse sa véritable valeur. Au lieu de rehausser l'homme et de briller autour de lui comme signe d'indépendance et de dignité, elle ne fut plus qu'un instrument de plaisir. Ainsi dégradée, comme elle l'est toujours en passant du rang de serviteur et d'humble esclave au rang de maître et de dominateur, la richesse produisit ces vices, escorte naturelle de ce qui est servile et sans noblesse, — la lâcheté, le mensonge, l'insolence et la corruption. N'étant plus la servante de la vertu, elle devait être la reine des crimes : elle le devint. Affranchie de la domination morale, elle créa tout un monde à elle, esclaves affranchis comme elle, courtisanes, bohémiens dorés et financiers imbéciles, le monde de Tacite et de Suétone, les habitués du palais d'Agrippine et de Néron, les convives de Trimalcion. Cependant, au milieu de ces désordres, le vice, enfanté par cette absence de tout contrôle moral sur le monde matériel, conservait encore certaines élégances, certains goûts d'artiste, derniers et faibles reflets de la tradition aristocratique. Les grâces extérieures disparurent bientôt, et le monde de Martial remplaça celui de Pétrone. Alors la société romaine fut infestée de ces cohortes d'aventuriers subalternes que le poète nous présente tour à tour dans les rues de Rome, sous les portiques, dans les bains, chez les courtisanes. Parasites, bouffons, amans gagés des filles venues d'Espagne ou d'Afrique, captateurs de

testamens, s'abattirent sur la société romaine comme les noires légions d'insectes sur les cadavres en putréfaction. Cependant la civilisation matérielle ne s'arrêtait pas un seul moment. L'art de travailler l'ivoire et l'or acquérait chaque jour plus de perfection; chaque jour quelque ingénieuse machine utile aux besoins de l'homme était inventée, et chaque jour aussi ces progrès de l'art matériel enfantaient une corruption nouvelle. Rien ne put sauver Rome de cette domination, ni les souvenirs du passé, ni les avertissemens de ses sages, ni l'exemple des grandes vertus, ni les services des grands talens politiques et militaires, et c'est là qu'est le côté le plus attristant de cette affreuse histoire. Elle enseigne l'inutilité sociale de la vertu et du talent dans les époques régies par de mauvais principes. Longtemps Rome eut des républicains capables de verser leur sang pour la vieille cause; elle eut jusqu'à la fin des empereurs grands politiques, depuis l'avare Vespasien jusqu'à l'apostat Julien. Elle ne cessa un seul jour d'avoir des sages. Depuis Germanicus jusqu'à Aétius, que de grands capitaines ne compta-t-elle pas encore! Tous ces talens, toutes ces vertus ne servirent de rien, et la Rome impériale est jusqu'à nos jours le seul exemple d'un état social où tous les dons de l'intelligence et du caractère aient été inutiles. Fasse le ciel que l'Europe moderne ne soit pas le second!

Mais, dira-t-on, quel rapport y a-t-il entre nous et la Rome impériale? Avons-nous donc ces vices gigantesques, et compte-t-on parmi nous ces personnages de Tacite et de Suétone, de Pétrone et de Martial? Non, sans doute, et cependant, candide lecteur, sonde ton époque, recueille tes souvenirs, ouvre les yeux et les oreilles, lis et regarde, et puis dis-moi si tu n'as pas connu et Narcisse et Pallas, et Trimalcion et bien d'autres! Ose, si tu es honnête, dire que tu ne les as pas connus!

Mais, dira-t-on encore, nous avons, pour contre-balancer cette civilisation matérielle, des principes moraux! — Oui, sans doute, seulement ces principes sont dans chacun de nous essentiellement individuels, et, ne servant en rien à nous rattacher les uns aux autres, ils ne peuvent contre-balancer le pouvoir de l'industrie, qui est au contraire un terrain commun à la société tout entière. Il n'y a pas un seul principe général, reconnu, accepté sans discussion, *cru* en un mot, qui puisse faire équilibre à ce fait général. Le monde moral est réellement à l'état atomistique. Nous sommes environ quinze millions de Français mâles et majeurs qui représentent environ quinze millions de principes. Nous ne comptons ni les femmes ni les enfans, qui ont bien aussi les leurs, ainsi que l'expérience a pu l'apprendre à chacun. Nous sommes catholiques ultramontains, catholiques gallicans, catholiques révolutionnaires, luthériens, calvinistes, israélites, chrétiens libres et n'appartenant à aucune église, rationalistes

modérés croyant à la possibilité d'un compromis avec la foi et rationalistes entêtés repoussant tout compromis, déistes, voltairiens, athées, panthéistes, légitimistes de toutes nuances, constitutionnels, républicains, socialistes de toutes les dénominations. Ajoutez, pour compléter ce pandémonium intellectuel, que la même confusion qui règne dans la société règne au dedans de chacun de nous. Non-seulement il serait fort difficile de trouver deux contemporains dont les principes pussent s'accorder ensemble, mais il serait fort difficile aussi de rencontrer un individu qui soit en paix avec sa conscience, et soit parvenu à se mettre d'accord avec lui-même. Ce n'est point un pareil désordre moral qui peut lutter avec avantage contre un fait aussi puissant que l'industrie. J'aime à croire que tous ces principes, tourbillonnant dans le vide comme les atomes de Démocrite, finiront par s'accrocher et par enfanter je ne sais quel principe général que tout le monde pourra adopter, et qui servira de lien moral entre les hommes. Pour le quart d'heure, bornons-nous à constater que l'industrie est un fait universel, propre à la société tout entière, tandis que nos principes moraux sont essentiellement individuels, et ne peuvent établir par conséquent l'équilibre que nous demandons.

L'industrie, comme tous les faits, aurait donc besoin d'être gouvernée, et c'est le contraire qui a lieu; c'est le phénomène qui régit l'homme. Cependant, en l'absence d'un principe moral universellement accepté, il semble que l'intelligence humaine aurait pu trouver des moyens de contrôler, de gouverner, d'organiser en un mot cette puissance nouvelle, de lui assigner ses justes limites, de lui tracer ses droits. Rien de semblable n'est arrivé. Les représentans de la force morale, le clergé des diverses religions, les hommes d'état, les philosophes, ont vu un phénomène nouveau naître et grandir, et ils ne s'en sont point inquiétés : ils ont continué à gouverner selon les vieilles règles de la politique et à penser selon les vieilles méthodes. Machiavel et Richelieu ont continué à faire loi dans les affaires de l'état. Pourtant les avertissemens n'ont pas manqué. Dès le milieu du XVIIIe siècle, l'intelligence pénétrante de David Hume prévoyait les révolutions immenses que l'industrie allait provoquer dans le monde. « Il est absurde, disait-il, de supposer que toute la science politique se trouve dans Aristote ou dans Machiavel, car il peut arriver tel phénomène qui bouleverse les relations des citoyens entre eux, et finisse par changer la nature même de l'état. Ainsi on ne sait pas encore quels résultats le commerce peut amener. Dans de telles circonstances, la science politique est elle-même obligée de se transformer et de trouver de nouveaux moyens de gouvernement. » Le plus mémorable de ces avertissemens est celui qui fut donné sous la restauration, à l'époque où l'industrie tendait à devenir ce qu'elle est devenue depuis, la seule loi de la société, par Henri Saint-Simon.

Le critique Hoffmann fit un très spirituel article à propos de ce ministère que l'excentrique rêveur voulait composer de chimistes, de mécaniciens et de physiologistes; mais l'article de Hoffmann avait le défaut de tout ce qui est simplement spirituel, celui de voir le côté ridicule des choses sans en voir le côté durable. Le monde politique et par suite la société tout entière pensèrent comme le critique, et les folies de l'école qui sortit de Saint-Simon semblèrent donner raison à ces dédains. Certes Saint-Simon lui-même n'avait pas l'esprit parfaitement assis, mais quel malheur qu'il ne se soit pas trouvé un homme sage pour comprendre ce fou! Si, en tant que moyens de réforme sociale, ses idées étaient absurdes, elles étaient au moins un symptôme, un avertissement, et pouvaient être acceptées comme telles. Une des erreurs qui font faire le plus de bévues dans le monde, c'est de supposer qu'un fou se trompe nécessairement, et que la sagesse doit se trouver naturellement chez le sage. Il y a longtemps que le livre saint a déclaré que l'esprit soufflait où il voulait, et qu'il choisissait pour organe qui il lui plaisait.

Tout a donc contribué à favoriser les empiétemens de l'industrie : la nécessité d'un but nouveau pour l'activité humaine, la destruction radicale du passé par la révolution française, l'absence d'un principe moral généralement accepté et faisant loi, l'incurie, l'insouciance ou la routine des hommes politiques. Grâce à toutes ces causes réunies, l'industrie a grandi à la manière des bananiers de l'Inde, et pris possession de tout le terrain qu'on lui abandonnait. Maintenant cette domination omnipotente est-elle un bien? est-elle un mal? Je connais l'objection qu'on peut m'adresser. Vous déplorez que l'industrie, qui n'est qu'un fait, soit la base de la société actuelle; mais l'ancienne société n'avait-elle pas son origine dans un fait bien autrement brutal que l'industrie? N'était-elle pas sortie de la conquête, et toutes ses gloires, tous ses arts doivent-ils nous faire oublier cette origine injuste? Oui, l'ancienne société avait son origine dans la conquête, mais ce fait brutal fut combattu et vaincu par les principes moraux qui régnaient alors dans le monde. Au-dessus de lui, le christianisme établit sa domination et restreignit les droits que les vainqueurs auraient pu s'arroger sur les populations. Il se chargea de surveiller les conséquences de la conquête et d'empêcher qu'elle ne dégénérât en tyrannie. De la conquête elle-même sortit une aristocratie qui étendit sur les populations une protection barbare et grossière, mais préférable à l'absence de toute protection. Des obligations réciproques enchaînèrent le seigneur au vassal; l'obéissance donna au vassal certains droits, et le pouvoir imposa au seigneur certains devoirs. L'un et l'autre reconnaissaient un même principe moral, l'un et l'autre étaient unis par les liens de la religion. Au-dessus d'eux, la royauté exerçait sa surveillance, souvent

combattue ou éludée, mais toujours active. Le moyen âge ne fut certainement pas un âge d'or; malgré ses mœurs brutales, ses violences, son ignorance, ses superstitions, il n'en présente pas moins une image grossière sans doute, mais vraie et ressemblante, de ce que doit être une société. Aucun des principes qui sont nécessaires à l'existence d'une société n'y manquait, et de siècle en siècle cette société se transforma et devint plus parfaite, jusqu'à ce qu'enfin elle subit la loi imposée à tout ce qui est de la terre. Nous pouvons nous vanter de notre humanité, de notre justice, de nos inventions, mais nous pouvons reconnaître sans honte que nous ne vivons pas dans un état social comparable à celui dans lequel vivaient nos pères, que nous ne sommes pas reliés les uns aux autres par des liens aussi forts, que si nous avons moins de violence, nous avons plus d'égoïsme, que nous sommes plus isolés les uns des autres qu'ils ne l'étaient, et que la prétendue fusion des classes a bien pu produire le rapprochement des espèces, mais qu'en revanche elle a créé l'isolement des individus. Nous parlons beaucoup trop de notre civilisation et de notre progrès social. Ce sont les détails qui sont plus parfaits qu'autrefois : quant à la société, elle manque d'*ensemble*. Ainsi nous avons une police mieux faite qu'autrefois, l'administration fonctionne mieux, l'armée est mieux organisée; mais la grande affaire des sociétés, les relations de l'homme avec l'homme sont-elles meilleures? Non certes, car elles n'existent pas.

L'industrie est-elle capable de créer ces relations? Il faut l'espérer, puisqu'elle est après tout l'unique chose vivante et qui ne soit pas frappée de stérilité. Jusqu'à présent elle n'y a pas réussi. Elle a élevé des manufactures et des usines, mais elle n'en a pas rapproché les habitans; au contraire, elle n'a fait que les séparer davantage et semer entre eux la discorde et la haine. C'est là un phénomène effrayant, et qu'on ne doit pas se lasser de faire apercevoir. Le travail de l'industrie rassemble dans un même lieu des multitudes innombrables sous le commandement supérieur d'un chef. Ces multitudes sont à la fois libres et dépendantes, c'est-à-dire placées dans la situation la plus fausse où l'homme puisse tomber. Elles ont un maître et n'en ont pas. Aucune relation morale n'unit suffisamment le chef de la manufacture à ses ouvriers. Il n'exerce et n'a le droit d'exercer sur eux aucune surveillance. Il ne leur demande d'autre obéissance qu'une obéissance mécanique. Maîtres et serviteurs se voient rarement, ne se fréquentent guère, ne se rencontrent pas aux mêmes lieux, et, bien que réunis dans le même espace, ils vivent à peu près isolés. Ont-ils le même Dieu? croient-ils aux mêmes principes? De cette question jamais les uns ni les autres ne se sont souciés. La seule relation qu'ils aient entre eux est celle de l'argent.

Tous les samedis, le paiement du salaire établit entre eux un rapport momentané, et encore la plupart du temps la caisse du maître remplace-t-elle sa personne. Ainsi isolés, ils vivent dans le mépris et dans la haine. Supposez un instant que l'industrie moderne eût existé dans ce moyen âge trop vanté et trop calomnié, les rapports du maître et de l'ouvrier eussent été fort différens. Il y aurait eu un chapelain de la manufacture comme il y avait un chapelain du château. Maîtres et serviteurs se seraient agenouillés au pied des mêmes autels, auraient écouté les paroles, également applicables aux uns et aux autres, des ministres de Dieu, auraient eu les mêmes croyances. Sous cette influence morale, une hiérarchie du travail (cette chose si désirable) se serait organisée, des droits et des devoirs mutuels seraient nés. En retour de l'obéissance et du travail de son serviteur, le maître aurait étendu sur lui sa protection. Si l'industrie doit réellement établir des relations nouvelles entre les hommes, ce n'est encore que par cette méthode qu'elle y parviendra; mais l'emploi de cette méthode exige une croyance, et voilà que nous retombons dans cette éternelle et embarrassante question : — où trouver un principe moral qui puisse être le *credo* du plus grand nombre?

Cependant un grand pas serait fait, si les manufacturiers, ces rois de la société moderne, voulaient bien être moins modestes et prendre plus d'orgueil, s'ils voulaient bien ne pas se persuader qu'ils ne sont que des entrepreneurs d'affaires, et se représenter exactement le rôle historique qu'ils remplissent dans le monde. Les grands industriels sont des personnages beaucoup plus importans qu'ils ne le croient : ils sont les barons féodaux de notre époque. Nous cherchions tout à l'heure un principe moral capable de diriger, de gouverner, de moraliser l'industrie, et nous ne le trouvions pas : il en est un pourtant, c'est le travail. Tout homme est soumis à l'obligation du travail, et personne n'a le droit de s'y soustraire. C'est donc un devoir pour chacun de nous d'accomplir cette obligation. Comme tous les devoirs possibles, le travail doit entraîner certains droits, s'accomplir dans certaines conditions, et par son accomplissement créer une responsabilité nouvelle et de nouveaux moyens d'action. L'idée du travail est en ce moment la seule qui puisse réunir les hommes, et, chose singulière, cette idée n'est jamais sortie des domaines de l'abstraction, elle n'a pas encore pris dans les faits la place qui lui est due. On n'a vu dans le travail qu'un moyen et non pas un principe, une manière de faire fortune et non pas l'accomplissement d'un devoir. Le travail, cette idée essentiellement sociale, n'a été qu'une affaire d'égoïsme et d'ambition, tandis qu'il est au contraire un principe de dévouement et de bienfaisance. Cette idée du travail aurait besoin d'être dégagée de la confusion dans laquelle elle est ensevelie, et

montrée sous son véritable jour. Lorsqu'on l'acceptera comme un principe et comme un but et qu'on ne verra plus dans l'industrie qu'un moyen de réaliser ce principe, alors les choses changeront de face : l'industrie aura pris une âme, elle cessera d'être ce *moulin à jouissances* qu'elle est aujourd'hui. Elle perdra son aspect dur, égoïste, impitoyable, et, soumise à l'action d'une idée morale et humaine, elle deviendra morale et humaine. Les industriels cesseront de se regarder comme des entrepreneurs, et deviendront ce qu'ils sont déjà sans le vouloir et sans le savoir, les représentans du travail, par conséquent les représentans de leur époque. Cette puissance anonyme, sans responsabilité, de l'industrie actuelle disparaîtra. Jusque-là, l'industrie, il faut y compter, sera parfaitement incapable d'établir des mœurs nouvelles, et se bornera à créer ce qui est propre aux machines, des étoffes, du fer travaillé, des matières premières préparées; mais les droits et les devoirs qu'elle doit engendrer ne naîtront que lorsque l'idée du travail sera devenue un fait, et plus qu'un fait, une croyance, un *credo*, une foi.

L'industrie, avons-nous dit, aurait besoin d'être moralisée et limitée : moralisée, nous venons de voir comment elle pourrait l'être; elle le serait, si ses représentans avaient la conviction qu'ils représentent une idée morale, celle du travail, et non plus seulement des intérêts matériels. Tant que cette conviction n'existera pas, l'industrie sera brutale, sinon dangereuse. La raison, en effet, répugne à penser que ce phénomène n'existe que pour la satisfaction des intérêts privés. De là les réclamations, les colères, les luttes à main armée dont nous avons été témoins. Cette peste qui a parcouru le monde il y a quelques années et qui la parcourt encore sourdement, qui a fait explosion en 1848 et qu'on affecte d'oublier aujourd'hui, cette peste morale qu'on nommait le *socialisme* n'avait pas d'autres causes que celles que nous venons d'indiquer. L'industrie était apparue aux yeux des multitudes comme un fait qui servait un petit nombre de privilégiés au détriment du plus grand nombre, comme un fait qui n'avait d'autre raison d'être que l'acquisition de la richesse pour quelques-uns. Faisons donc, pendant qu'il en est temps, tous nos efforts pour empêcher d'aussi funestes événemens de se renouveler.

Limiter la puissance de l'industrie est une tâche à la fois plus difficile et moins difficile que de la moraliser. Les événemens se sont chargés déjà de démontrer le danger qu'il y avait à laisser prendre à un seul fait une trop grande extension. Il y a deux ans à peine, on aurait cru que l'industrie était la loi unique des sociétés, et qu'il n'y avait pas place à côté d'elle pour aucun autre fait; mais la vie a des manifestations multiples, elle ne se laisse pas étouffer ainsi. Les instincts de l'homme sont divers, ils demandent tous leur satisfaction,

et la société ne peut vivre en vertu d'un seul principe. On avait déclaré au nom de l'industrie que la paix devait désormais être éternelle, et on avait oublié que la guerre est aussi nécessaire que la paix au maintien de la société. Parce que le principe du *free trade* était proclamé de toutes parts, on commençait à perdre l'idée de nationalité et de patrie, et l'on oubliait que l'idée de la patrie est pour le moins aussi importante que le commerce. Une sorte de cosmopolitisme vague, né de cette préoccupation exclusive des intérêts matériels, absorbait peu à peu toutes les âmes. La pensée que nous pouvions avoir à défendre quelque chose de plus sacré que des balles de coton et des tissus de soie n'entrait dans l'esprit que d'un petit nombre. Cependant la guerre est venue, et la première question que tout le monde s'est posée a été celle-ci : — l'industrie permettra-t-elle que nous fassions la guerre? Puis les craintes serviles sont venues demander à leur tour s'il valait la peine de sacrifier les intérêts et les profits du commerce pour préserver la Turquie et arrêter l'ambition russe. Toutes les tentatives de conciliation ont été faites en vue précisément de favoriser les intérêts; la guerre n'en a pas moins éclaté. Certes la lutte était légitime et nécessaire, ne fût-ce que pour permettre aux machines anglaises et françaises de travailler dans l'avenir sous d'autres propriétaires qu'un fabricant moscovite assisté de contre-maîtres cosaques. Et pourtant supposez que la situation des trente dernières années eût continué quelque temps encore, que la crainte, la pusillanimité, l'amour du repos et des jouissances matérielles, que toutes ces passions sans courage que la guerre a effarouchées eussent pris encore plus de force : que serait-il arrivé? Il est très permis de supposer que l'Europe eût fléchi le genou et demandé grâce pour ses richesses. La guerre est venue très à propos pour faire cesser cet état de choses, qui, continué plus longtemps, fût devenu désastreux, pour démontrer que les sociétés vivent d'autre chose que d'intérêts matériels, que la richesse n'est qu'une des forces de la civilisation, et n'est pas la plus importante. La guerre aura pour résultat de restreindre la puissance que l'industrie avait usurpée, de limiter la place qu'elle occupait dans la société et de lui assigner de plus justes bornes. Dieu et le tsar en soient loués! Le puissant empereur de toutes les Russies ne se doute peut-être pas de l'œuvre qu'il accomplit. Il a bien raison de se déclarer le représentant de la Providence.

Toutefois la puissance de l'industrie ne doit pas seulement être limitée, elle doit encore être partagée. Les idées morales doivent reconquérir tout le terrain qu'elles ont perdu depuis trente ans. Cette honteuse idolâtrie de la matière devra se modérer et se transformer en une juste estime. Si l'on me demande quelles idées morales peuvent encore entrer en partage de domination avec l'in-

dustrie, je répondrai que dans l'état où nous sommes plongés, le dévouement à telle ou telle idée nous semblera toujours un grand bienfait, que l'important est d'en aimer une et d'en avoir une pour drapeau, et que le choix entre elles est d'un intérêt secondaire. Oui, nous en sommes arrivés à ce point que le dévouement à n'importe quelle idée morale serait un inestimable bienfait.

Il serait bien temps que l'homme eût d'autres préoccupations que des préoccupations matérielles. Nous sommes arrivés à la limite extrême que cette fièvre des intérêts ne peut dépasser sans danger pour la vie morale. Rien n'est encore perdu, rien n'est irréparable; mais un accès de plus, et la santé de nos âmes sera fort compromise. Les choses de l'esprit, objet pour les dernières générations d'un culte tout mondain qui les avait dégradées en les faisant servir à la satisfaction de l'ambition et surtout de la vanité, ont été durement punies de cette idolâtrie de nos devanciers. Avilies, méprisées, conspuées, il n'est aucune grossière jouissance qu'on ne leur préfère et aucun misérable intérêt qu'on ne fasse passer avant elles. Elles ne sont plus capables d'inspirer le moindre dévouement. Personne ne consentirait à rester pauvre pour elles, à sacrifier pour elles la fortune, le bonheur, la vie même, comme le faisaient jadis joyeusement tant d'hommes, dont tous n'étaient point illustres et dont beaucoup sont restés obscurs et ignorés. Je ne doute pas que s'il y avait parmi nous une grande âme, elle ne consentît encore, malgré son temps, à fouler aux pieds tous les intérêts mondains; mais ce qui est malheureusement trop probable, elle ne trouverait plus parmi nous comme autrefois de défenseurs prêts à prendre sa cause en main et de disciples prêts à partager sa mauvaise fortune. Nous manquons de grands hommes, cela est vrai, et peut-être cela est-il un bonheur : au moins nous n'avons pas l'occasion de montrer jusqu'à quel point nous sommes devenus tièdes et sceptiques. Si nous avions des grands hommes, peut-être seraient-ils non-seulement combattus, mais, ce qui est plus terrible, abandonnés; nous les laisserions se morfondre dans l'isolement. A tout prendre, les forces d'énergie qui seraient en eux ne trouveraient pas leur emploi, et ils sortiraient de ce monde sans avoir trouvé l'occasion de laisser trace de leur passage sur la terre. Autrefois ces âmes dévouées qui étaient capables de mourir, s'il le fallait, pour une grande idée et pour son représentant, se nommaient légion; la noblesse d'âme n'était pas une exception, elle était le partage de milliers d'hommes. On dit cependant que, grâce au progrès des lumières et de la richesse, le niveau de la moralité s'est élevé; j'en doute. Nous sommes mieux nourris, mieux vêtus, c'est possible, et partant nous avons une plus *respectable* apparence; mais l'âme s'est-elle fortifiée?

Si nous passons des grandes choses aux petites, et des grandes

maladies morales aux détails de mœurs, nous verrons que ces prétendus progrès eux-mêmes sont loin d'être des bienfaits. L'industrie a créé des étoffes à très bon marché, cela est certain; elle a permis ainsi à tous les hommes de porter à peu près les mêmes habits, et de présenter à peu près la même plate, uniforme et ennuyeuse surface. En revanche la vanité a pris des proportions colossales. Les économistes ont grand tort, dans leurs appréciations de notre état social, de ne pas tenir compte des différens résultats moraux qu'engendrent telles ou telles inventions matérielles. Ainsi pourquoi la vanité, par exemple, ne figure-t-elle jamais comme ombre au tableau qu'ils nous présentent de la société actuelle? L'industrie, nous disent-ils, répand le bien-être dans toutes les classes de la population; oui, mais, si par suite elle répand aussi la vanité, qu'arrivera-t-il? Le bienfait ne sera qu'apparent; par conséquent, à prendre les choses au mieux, les avantages compenseront les désavantages, et la société restera, comme devant, dans le plus parfait *statu quo*. Il n'est pas possible toutefois de s'arrêter à ce demi-optimisme. Un vice général a chez une nation des conséquences qui influent sur son bien-être d'une manière bien plus puissante que les inventions de l'industrie et les raisonnemens des économistes. On ne remarque pas l'action qu'exercent sur l'homme deux faits moraux très considérables : d'abord l'instinct d'imitation, et puis la logique singulière qui nous conduit à notre insu de l'apparence à la réalité. Si je suis vêtu comme mon semblable, pourquoi ne vivrais-je pas comme lui? Pauvre, l'industrie parvient à me donner à bon marché certains objets qui jadis n'étaient accessibles qu'au riche : vêtemens, meubles, objets de luxe même. Elle me donne l'apparence de l'aisance : fatal présent! que ne m'en donnait-elle aussi bien la réalité? Ces facilités qu'elle m'offre éveillent en moi des goûts que je n'avais pas, elles développent ces deux vices honteux, — l'envie et la vanité. Mais l'envie est pour le cœur un triste aliment. Pour se contenter d'envier, il faut vivre dans une condition bien basse, bien désespérée. La vanité a plus de ressources : elle sait tout transformer; elle apprend à celui qui vit d'un modeste salaire à se donner l'apparence de l'aisance, à celui qui vit dans l'aisance à se donner l'apparence du luxe, et, n'épargnant pas même le riche, elle le pousse à s'entourer du luxe des rois. Ainsi, parcourant tous les degrés de l'échelle sociale, elle crée de merveilleux trompe-l'œil, bâtit des fortunes sur des hypothèses, établit la vie sur des apparences, enfante des existences chimériques. Quelle est la fortune réelle de tel personnage qui éclabousse Paris de ses équipages? On la suppose; on ne la connaît pas. Quelle est la condition réelle de ce jeune homme élégant, et comment fait-il face à ses dépenses? Et, — problème plus intéressant, — comment cet honnête boutiquier, dont les recettes peuvent être exacte-

ment évaluées, trouve-t-il le moyen de mener même le modeste train de vie qu'il mène? C'est un mystère, mais le diable le connaît certainement.

Ainsi ce prétendu bien-être n'est qu'un leurre et un mirage. La misère pèse dans notre société sur des classes beaucoup moins nombreuses qu'autrefois; mais en revanche la gêne s'est étendue à toutes les classes. La société moderne tout entière vit au jour le jour, et dans une condition singulièrement précaire; elle ne se soutient qu'à force d'inventions de tout genre, de crédits, de subtilités; elle amortit ses comptes, mais elle ne les éteint jamais. La vie est plus difficile dans cette société que dans aucune autre, car, en vertu de préjugés nouveaux et plus odieux que ne le furent les anciennes superstitions, la pauvreté y est généralement regardée comme une condition honteuse. Chacun s'efforce donc d'être riche ou de le paraître; le crédit, la confiance, l'honneur même sont à ce prix. On voit alors comment les expédiens les moins avouables sont nécessaires, comment le mensonge social et le charlatanisme ont pu prendre l'extension qu'ils ont aujourd'hui. Ces délits s'implantent sur ce sol moral préparé par la vanité; le dédain de la médiocrité et la soif des jouissances deviennent sa moisson naturelle, et qu'aucune autre ne pourrait remplacer. Le châtiment inévitable arrive; on voudrait détruire ces abus, et on ne le peut plus : ils sont devenus une des conditions d'existence de la société.

Voilà donc quelques-uns des résultats que nous devons à l'idolâtrie de la matière travaillée. Partout la vanité, et par suite partout la gêne, un goût égal de jouissances chez tous les individus, et par suite la nécessité des expédiens propres à satisfaire ces goûts. Cet état de choses a souvent fait naître en moi une réflexion que je soumettrai telle quelle au lecteur, et sur laquelle il portera le jugement qui lui conviendra. J'ai plus d'une fois entendu parler d'hommes distingués, et j'en ai rencontré fort peu. La même distinction (la plupart du temps distinction tout extérieure) qu'on prêtait à tel ou tel, je la rencontrais, à quelque chose près, chez quelque subalterne placé souvent au plus bas échelon de la société. Grâce en effet à ce nivellement par la vanité que nous avons signalé, il n'y a plus guère de différence entre les hommes; tous ont à peu près la même apparence, ont les mêmes goûts, et par suite partagent la même distinction banale et vulgaire.

Cette parenthèse fermée, revenons à l'influence que l'industrie a eue sur nos mœurs. C'est elle qui a créé le luxe moderne, qui arrache des cris d'admiration à tous les badauds, et qui est bien une des inventions les plus pitoyables qu'on puisse imaginer. Ce luxe n'a rien d'humain : il ne sert pas à entourer l'homme et à lui servir de cadre, il a perdu tout caractère aristocratique. Nos demeures modernes

n'ont aucune noble apparence, et ne révèlent aucun goût, ni aucun art. Toute leur richesse consiste dans leur ameublement et leur décoration intérieure. Là l'homme vit enfoui au milieu d'un entassement de draperies, de rideaux, de tapis et de lustres, sous lesquels il disparaît. L'or reluit sur toutes les murailles, et les étoffes précieuses servent aux plus vulgaires usages. Il y a là une profusion de richesses, une prodigalité insolente qui enlèvent à notre luxe tout caractère de beauté. Ce luxe, qui manque de grandeur sévère et de noblesse, nous a toujours paru empreint d'un caractère repoussant et vulgaire, ces meubles ont je ne sais quel cachet impur, ces dorures sentent la promiscuité, ces draperies rappellent le théâtre, toutes ces richesses bien réelles miroitent comme du clinquant. On se demande involontairement quel est l'hôte de tel logis qui semble ne convenir qu'à une courtisane ou à quelque sensuel nabab de l'Orient, et l'on est souvent fort surpris d'apprendre que cet hôte est un honnête bourgeois, riche et rangé, d'une vie honorable et même assez simple, qui a eu la singulière idée de se former un intérieur qu'on pourrait prendre pour le foyer d'un théâtre et les appartemens d'une fille entretenue. Ce luxe d'un goût équivoque et d'un raffinement *grossier* est cependant tout ce que l'industrie a produit de plus remarquable sous le rapport artistique. On a dit bien souvent que l'industrie tuait l'art, il serait plus juste de dire qu'elle l'avilit. De plus en plus elle le réduit à la décoration et à l'ornementation. Les meubles, les bronzes, les statuettes, les étoffes, voilà nos arts plastiques, notre sculpture et notre peinture. S'il est vrai que les arts reflètent exactement la vie de la société, nous pouvons prendre de nous-mêmes une assez triste opinion. Avoir pour Raphaëls des décorateurs de corniches, pour Michel-Anges des dessinateurs sur étoffes, et pour régulateurs suprêmes du goût des tapissiers, quelle destinée! Il est juste de dire aussi que l'industrie a fait faire aux arts de nouveaux progrès, qui consistent à remplacer le génie de l'homme par l'action d'une force physique : le daguerréotype nous dispense d'avoir des Titiens, la photographie d'avoir des Marc-Antoines. Les partisans effrénés du progrès moderne se pâment d'admiration devant les œuvres de ce peintre merveilleux, le soleil. Plus de réserve siérait mieux. Ces inventions nous inspirent un enthousiasme très modéré, comme tout ce qui est mécanique et n'a rien de moral et d'humain.

Voilà quelques-uns des vices que l'industrie non réglée a produits dans le présent; quel avenir nous réserve-t-elle? Hélas! à observer certains signes, cet avenir est peut-être plus triste que le passé. Les générations qui nous ont précédés avaient encore quelques-unes des qualités qui font pardonner les erreurs et les vices; mais les générations qui grandissent chaque jour et celles même qui entrent à peine dans la vie nous promettent de racheter amplement la mollesse

et la lâcheté de leurs pères, qui n'ont pas eu le courage d'être hardiment dépourvus de tout sentiment moral et de toute sollicitude pour des intérêts qui ne sont pas ceux de la matière. Ces enfans font frémir. Ne cherchez en eux rien de jeune, aucune de ces illusions élevées, aucune de ces insouciances charmantes qui caractérisent la jeunesse. L'âge de la chevalerie, qui était passé depuis longtemps, survivait au moins chaque année avec l'éclosion des générations qui entraient dans la vie; mais aujourd'hui les réalités prosaïques ont remplacé pour le jeune homme toutes les illusions dont il se nourrissait autrefois. Ardens, rapaces, impitoyables comme des usuriers bronzés par le métier, sans tendresse comme de vieux soldats qui ont vu trop de douleurs et de massacres pour être aisément émus, ils mettent dans la poursuite de la richesse la même âpreté qu'ils mettaient jadis dans la poursuite du plaisir. Ils n'ont pas de passions, pas d'amour; leur cœur est vide, et leur sang même est froid. Tremblez lorsque vous serrez leur main, car ils sont redoutables comme s'ils avaient beaucoup vécu. Il semble que leurs pères leur aient légué avec leur sang toutes les expériences, toutes les désillusions, tous les scepticismes accumulés de cinq ou six générations. Ils n'ont foi qu'en une seule chose, l'argent; ils n'ont d'autre dieu que la richesse et ne reconnaissent pas d'autre puissance. Souples, adroits, rusés, ils déploient, afin de faire fortune, de faire leur chemin, une activité, une énergie, une assiduité, comme jamais moine n'en mit à repousser les piéges du démon et à déraciner de son cœur tous les instincts du vieil homme. Rien ne les trouble, rien ne les détourne de leur but; ce qu'ils ne comprennent pas, ils l'abandonnent : la curiosité n'est pas au nombre de leurs défauts. Ils voient passer sans s'émouvoir les révolutions et les événemens politiques : cela ne les regarde pas. Ils n'ont pas les vices de leurs qualités et ils n'ont pas les qualités de leurs vices; ils savent s'abstenir, et ils n'aiment pas l'abstinence; ils sont actifs, et ils n'aiment pas le travail; dissolus, et ils n'ont pas le sens du plaisir. Tel est le portrait malheureusement très fidèle, nullement exagéré, des générations qui s'élèvent. Elles nous promettent une société faite à leur image, et dans laquelle elles seules pourront vivre, une société dure, impitoyable, égoïste, où il n'y aura plus vestige de dévouement, et où pourra se réaliser à la lettre l'axiome de Thomas Hobbes, que la guerre est l'état de nature et que l'homme est naturellement l'ennemi de l'homme. Ces nouvelles générations qui comptent sans doute, malgré tout, bien des nobles cœurs, — il faut l'espérer pour le salut du monde, — sont le dernier et le plus remarquable produit de l'industrie. L'industrie fait la société à son image, elle fabrique des âmes cruelles comme ses machines et des cœurs secs comme ses produits.

Nous n'avons pas l'intention d'en médire, mais c'est précisément parce que nous savons le rôle important que l'industrie est appelée à jouer dans la société moderne que nous voudrions la voir soumise à une influence morale. Le sort des classes moyennes est en grande partie attaché à ses destinées. Si l'industrie, revenant de ses erreurs, entre dans des voies meilleures, le triomphe des classes moyennes est assuré; si elle fait fausse route, les classes moyennes, et par conséquent la société tout entière, sombreront et périront, car l'industrie est un grand fait en ce qu'elle est un des moyens de réalisation de l'une des idées principales de la révolution française. Quels sont les principes de la révolution? Est-ce la devise : liberté, égalité, fraternité? Non, cette formule trop métaphysique implique plutôt des désirs et des tendances lointaines. Cette formule renferme les vœux de la révolution plutôt que ses principes. Si l'on dégage l'œuvre de la révolution de ses désirs chimériques, de ses rêves, de ses réminiscences antiques, de ses théories matérialistes, on trouve qu'elle se réduit à deux points principaux : à savoir la substitution de l'idée du travail à l'idée du privilége, et la substitution de l'idée de fonction à l'idée de naissance. Les titres nobiliaires n'entraîneront plus le commandement, et ne donneront plus à l'homme de droits sur l'homme. Le privilége ne donnera plus à l'homme de droits sur le sol ou la richesse générale. Le commandement ne sera plus qu'une fonction comme l'obéissance, et la richesse ne sera plus que le résultat du travail. Une hiérarchie nouvelle, — dans laquelle, du dernier au premier degré de l'échelle, chacun n'exercera plus que des fonctions qui lui seront déléguées, au nom de l'universalité des citoyens, par la personne abstraite de l'état, — étendra son réseau sur toute la société. Tel était le plan idéal de la révolution française et le véritable sens de ses réformes. Qui ne voit que la réalisation de ce plan demande des vertus hors ligne, un travail acharné sans espoir de grande récompense, puisque dans cette nouvelle hiérarchie le travail ne confère qu'un grade personnel et non pas un titre, — un grand dévouement à la société, une singulière modestie, car des fonctions qui n'entraînent aucun rang supérieur ne sont pas faites pour tenter? La gloire, la vanité, l'orgueil, ne pouvaient trouver leur compte à un tel plan. Ce que la société demandait primitivement à ses gouvernans était au contraire un héroïsme obscur, une intégrité toute bourgeoise, une assiduité de commis, un bon sens d'homme d'affaires. Pour réaliser ce plan d'une société fondée sur l'idée de travail et l'idée de fonction, deux moyens se présentaient : l'administration et l'industrie. Soumise au contrôle immédiat de l'état, l'administration est restée fidèle au programme de la révolution; mais l'industrie, qui échappe à ce contrôle, a perdu bientôt de

vue l'idée qu'elle devait réaliser : l'idée morale du travail n'a pas été son principe et son but, elle n'a eu en vue que la spéculation et la richesse, la jouissance et le luxe.

Que les classes moyennes y songent cependant : l'idéal de la société qu'elles ont fondée, beaucoup plus moral en principe que celui de la vieille société, leur impose bien plus de vertus et une bien plus grande responsabilité. En vérité, cet idéal exige tant de dévouement que, s'il était réalisé, la fortune devrait être considérée comme un dépôt dont chacun est responsable, et comme un budget particulier dont chacun doit compte à la société tout entière. Cette manière d'envisager la question n'est sans doute pas favorable aux instincts rapaces, au désir effréné de la richesse qui nous tourmente, mais elle est conforme aux principes de la révolution, et si on ne l'admet pas, il est impossible de s'appuyer sur ces principes. Nous devons tous nous considérer comme des fonctionnaires sur lesquels la société entière a des droits, quelque état que nous exercions, soit que nous relevions de l'état, ou que nous exercions une profession libre. Le travail est donc notre but principal et non pas la richesse, et ce que la société attend de nous tous, ce sont des services rendus et non pas des désirs personnels satisfaits. L'industrie n'est qu'un des moyens de réaliser cet idéal social, et elle ne peut être autre chose sans être un moyen d'anarchie. Elle doit donc être plus modeste qu'elle ne l'est et se faire servante au lieu de se croire reine, car elle n'exerce aucune fonction sociale. Quant à devenir le but suprême de l'homme sur la terre, jamais : le but de l'humanité n'est pas la richesse, mais la réalisation temporelle des idées morales que nous portons en nous, car le royaume de l'idéal et de la religion doit être de ce monde et doit s'y fonder dans la suite des siècles, ou sinon l'histoire est une fable qui n'a pas de sens, et j'accorderai alors bien volontiers que le luxe et la richesse sont le but de la société. Toutefois, jusqu'à ce que cette proposition soit prouvée, nous persistons à demander que la puissance de l'industrie soit partagée, qu'elle soit considérée comme un moyen et non comme un but, que ses représentans prennent la conviction qu'ils sont les représentans d'une idée morale et non d'un fait matériel, et que l'esprit public exerce sur cette puissance un contrôle assez énergique pour l'empêcher de prendre une expansion fatale. Les classes moyennes, dont elle est un des instrumens, ne sauveront la société moderne qu'à ces conditions, car l'humanité ne veut pas mourir et ne consentirait pas, en faveur de l'industrie et de ses machines, à tomber dans la décrépitude et l'esclavage moral. L'esprit qui mène le monde n'a point de ces lâchetés et sait refouler dans leurs limites les faits qui prennent une expansion trop monstrueuse, ou qui acquièrent une influence trop fatale.

ÉMILE MONTÉGUT.

LA VIE INTIME

ET

LA VIE NOMADE EN ORIENT

SCÈNES ET SOUVENIRS DE VOYAGE.

II.

LES MONTAGNES DU GIAOUR. — LE HAREM DE MUSTUK-BEY. — LES FEMMES TURQUES.

I. — LE DJAOUR-DAGHDA. — UN VILLAGE FELLAH. — LE PACHA D'ADANA.

Depuis le jour où j'avais quitté ma paisible vallée d'Asie-Mineure, j'avais eu, on a pu le voir, de nombreuses occasions de me familiariser avec les fatigues et les périls de la vie de voyage en Orient (1). D'Angora à Adana, les haltes n'avaient été ni longues ni fréquentes; les marches, en revanche, avaient été laborieuses et presque continuelles. Aussi les quelques jours passés à Adana, — jours de repos et de fête, égayés par la présence d'Européens, d'Italiens même, — m'ont-ils laissé un agréable souvenir. Ce qui ajoutait, il faut le dire, au charme de mon séjour à Adana, c'est l'idée même des dangers qu'il me faudrait affronter de nouveau au sortir de cette ville. A la veille d'une excursion assez périlleuse à travers le *Djaour-Daghda* (montagnes du Giaour), je me sentais mieux disposée à goûter quelques momens de calme au milieu d'amis dévoués. Il y a dans toute vie active de ces trêves presque toujours trop courtes, et dont le charme redouble quand elles doivent être suivies d'un aventureux lendemain.

(1) Voyez la livraison du 1er février.

Qu'était-ce donc que ce *Djaour-Daghda* dont on me faisait, pendant mon séjour à Adana, toute sorte de descriptions peu rassurantes? On désigne ainsi une chaîne de montagnes trois fois aussi grande que l'Auvergne. La population du *Djaour-Daghda* (je répète ce qu'on m'a dit, sans rien garantir) est de cinq cent mille âmes. Cette population se divise en deux groupes qu'on pourrait appeler les *faibles* et les *forts*, ou bien le groupe sédentaire et le groupe mobile : le premier habite les villages, le second hante les grandes routes. Disons un mot des uns et des autres.

La partie sédentaire et pacifique de cette population se compose des vieillards, des femmes et des enfans. De nombreux villages épars sur le flanc des montagnes ou tapis au fond des vallées lui servent d'asile. Je dois reconnaître à ce propos que le musulman a un goût inné pour les beautés de la nature. Ses villages sont toujours bâtis à l'ombre de beaux arbres, au milieu de vertes pelouses, ou sur le bord de ruisseaux limpides. Demandez-lui pourquoi il choisit tel lieu plutôt que tel autre pour y fixer sa résidence, il sera fort embarrassé de vous répondre. Lui-même ne s'explique pas sa préférence. Il obéit, en recherchant les sites pittoresques, au même instinct qui dirige l'aigle au haut des rochers, qui pousse l'hirondelle à se nicher sous les toits, le martin-pêcheur à s'abriter dans les ajoncs, la caille à se blottir dans les blés. Au pied de cet arbre, au sommet de cette colline, il a entendu les murmures de l'eau dans les hautes herbes et du vent dans la forêt voisine : il a trouvé l'ombre douce et l'air parfumé, il s'est arrêté. A quoi bon aller plus loin? Ainsi s'élève un village turc, parce qu'un lieu s'est rencontré où il paraissait bon de vivre, où la nature se montrait riche et souriante. Bien différens des Turcs, les Grecs ne voient dans l'emplacement d'un village que le côté positif. Le terrain est-il solide? les pierres à construction sont-elles nombreuses? les communications avec les marchés hebdomadaires sont-elles faciles? — Telles sont les grandes questions qui préoccupent les Grecs, et non sans raison, dans le choix d'une résidence. Ils ne dédaignent pas non plus le voisinage des beaux arbres, mais c'est pour transformer les troncs en planches, et les branches en fagots. Aussi distinguerez-vous de loin à première vue un village grec d'un village turc. Le premier attriste et repousse, le second charme et attire. Nous devons ajouter à regret que la différence cesse quand on pénètre dans les rues. Maisons grecques et maisons turques, vues de près, paraissent toutes également laides, sombres et inhabitables.

Des villages passons maintenant aux grandes routes. Nous y rencontrerons, je l'ai dit, la partie valide de la population du *Djaour-Daghda*. Ce ne sont pas des voisins fort commodes que ces rudes

montagnards. Malheur aux caravanes qu'ils surprennent! malheur aux tribus qui résident à portée de leurs incursions! Toute population qui habite dans des maisons en bois auxquelles le feu prend aisément, ou bien qui n'a pas de grenier pour mettre ses blés à l'abri, est traitée en ennemie par les aventureux habitans du *Djaour-Daghda*. Aussi les routes qui traversent leur pays sont-elles les moins fréquentées du monde. Un bey gouverne, il est vrai, le *Djaour-Daghda;* ce bey dépend du pacha d'Adana, délégué du pouvoir impérial. Il faut bien le dire cependant, la centralisation n'existe ici qu'en apparence. Les ordres partis de Constantinople ont beau être proclamés dans le *Djaour-Daghda*, la conscription et les impôts ont beau être décrétés : pas un montagnard ne revêt l'uniforme ou ne verse un *para* au trésor. Ce n'est de leur part ni manque de courage ni misère, c'est amour d'une vie indépendante. Le monde oriental compte beaucoup de populations pareilles. De la Syrie à l'Égypte vous rencontrerez les Druses, les Ansariens, les Mettuali, etc. Des armées aussi nombreuses que celles de Sennachérib pourraient seules tenir tête à tant de peuples à la fois. Pour tirer quelque chose de ces hommes indomptés, c'est donc aux voies pacifiques qu'on recourt de préférence. Quelquefois cependant des crises éclatent, et un pacha prend le parti d'envoyer quelques compagnies d'infanterie contre des tribus rebelles. Celles-ci font alors de deux choses l'une : ou elles se retirent en masse dans des abris sûrs, livrant les troupes aux hasards d'une marche incertaine à travers un pays inculte, ou bien, dédaignant la tactique de Fabius, elles prennent l'offensive; mais en ce cas elles ne manquent jamais de s'assurer l'avantage du nombre. Vingt-cinq mille montagnards marchent par exemple contre un millier de soldats. Cette démonstration suffit d'ordinaire pour couper court aux hostilités. Les troupes retournent à leurs casernes, les montagnards à leurs affaires, et le bon accord entre gouvernans et gouvernés est rétabli jusqu'à la prochaine levée ou jusqu'à la prochaine échéance des contributions.

On connaît maintenant les populations dont, en quittant Adana, j'allais traverser le territoire. En attendant le jour du départ, mon temps se passait, je l'ai dit, fort agréablement. Je me sentais heureuse de vivre enfin sur cette vieille terre des palmiers et des cèdres, au milieu de populations dont le type et les mœurs arabes évoquaient devant moi les splendides tableaux de la Bible. C'est sous le ciel d'Orient qu'il faut lire les pages de l'Ancien Testament. L'histoire du vieux Job, par exemple, se renouvelle ici chaque jour. Un habitant de la campagne n'est riche qu'autant qu'il possède des troupeaux. L'Oriental n'a point de capitaux déposés chez un banquier ou un notaire. Le riche n'est guère mieux pourvu en argent que le pauvre,

mais il a ses greniers, — grands trous creusés dans la terre et remplis de blé reçu en échange des produits de ses troupeaux; — il a ses troupeaux mêmes, qui lui fournissent tout ce dont il a besoin. Avec ces ressources, les greniers et les troupeaux, le riche a une famille et un grand nombre de serviteurs à entretenir; il a une tente ouverte au voyageur ou à l'ami qui se présente, et qui trouve une table toujours prête, si l'on peut donner ce nom à un plateau en étain pliant sous le faix d'agneaux ou de chevreaux rôtis tout entiers et bourrés de raisins secs ou de riz. Voilà ce qu'on appelle en Orient un grand propriétaire, un riche seigneur; mais que la clavelée attaque les troupeaux de ce puissant personnage, qu'une rivière déborde dans ses greniers, que deviendra-t-il? Absolument ce que devint le vieux Job, car il ne lui reste que la terre; or dans ce pays la terre n'a aucune valeur. Je ne doute pas qu'il n'y ait à cette heure plus d'un Job en Orient, et si bien des siècles nous séparent des types bibliques, on peut dire que les grandes familles arabes, auxquelles ces types appartiennent, ont gardé au fond leur physionomie intacte, qu'aucune des métamorphoses communes aux autres peuples ne s'est produite parmi elles.

J'observais avec une attention sympathique les mœurs orientales telles qu'elles s'offraient à moi depuis mon arrivée à Adana, lorsqu'un docteur piémontais, établi en Orient depuis plusieurs années et possesseur d'une fort belle collection d'antiquités, M. Orta, me proposa d'aller visiter un village fellah situé presque aux portes de la ville. Je demeurai stupéfaite, car je croyais qu'on ne rencontre de fellahs qu'en Afrique et le long des bords du Nil. Le docteur Orta, me voyant ainsi désorientée, vint au secours de mon érudition en défaut : il m'assura que ces fellahs venaient en effet de l'Égypte, d'où ils avaient été emmenés par Ibrahim-Pacha. Mais je n'étais pas au bout de mes surprises. A peine avais-je concilié l'existence des fellahs du docteur au pied du Taurus avec les notions que j'avais puisées sur leur compte dans une multitude d'excellens livres, qu'un autre habitant d'Adana m'affirma que plusieurs millions de fellahs indigènes de Syrie habitaient tout le littoral, depuis Tarsus jusqu'aux environs de Beyrouth, et quelques-unes des montagnes qui du littoral s'étendent dans l'intérieur des terres. Qu'étaient-ce que les quelques fellahs du docteur auprès de cette phalange de fellahs disséminés sur une grande portion de la Syrie, en dépit de tous les voyageurs qui les placent en Égypte? Le fait est que les fellahs venus d'Égypte et les fellahs indigènes de Syrie ne se ressemblent guère : les premiers sont de véritables nègres logés dans de grands paniers d'osier où ils passent les jours et les nuits, obéissant à un chef de leur espèce qu'ils décorent du titre de roi, et qui se distingue du commun

des mortels à sa longue robe rouge et au parasol également rouge qu'un esclave tient constamment ouvert sur la tête de sa majesté. — Quelles sont les attributions de ce monarque? — Aucune. — Ses revenus? — Il n'en a pas. — Son pouvoir? — Nul. — Que font ses sujets? — Rien. — Comment et de quoi vivent-ils? — Des légumes et des fruits qui poussent presque sans culture autour de leurs huttes en osier. — Telles sont les questions que j'adressai à mon guide et les réponses que je reçus. A quoi songeait donc Ibrahim-Pacha, lorsqu'il se fit suivre par cette population jusque sur les frontières de la Syrie, et qu'il l'y déposa pour y croître et y multiplier? Croître et multiplier forme un programme bien simple et peu ambitieux; tel qu'il est cependant, les fellahs d'Adana ne l'ont pas mis à exécution, car leur nombre diminue de jour en jour. Le climat ne leur convient pas, et ils sont tristes. Pour des gens accoutumés depuis leur plus tendre enfance aux brûlantes caresses du soleil d'Afrique, un léger vent d'est est une calamité.

Quant aux autres fellahs de la Syrie, dont j'ai vu depuis un assez grand nombre, rien ne les distingue des indigènes, sauf leurs vêtemens et leurs turbans entièrement blancs. On ignore leur origine; mais leur établissement le long des côtes de Syrie remonte probablement à une époque fort éloignée. Il ne faut pas se demander pourquoi le temps n'a pas affaibli la défiance qui isole cette race des autres populations de l'Orient. La ténacité de sentimens et de préjugés chez les Orientaux dépasse tout ce qu'on peut imaginer. Je suppose que les fellahs ne savent guère pourquoi ils détestent et méprisent les Turcs et les Arabes, pas plus que ceux-ci ne savent pourquoi ils ont les fellahs en exécration, ce qui n'empêche ni les uns ni les autres de se souhaiter mutuellement les plus grands maux, et de se nuire quand ils le peuvent impunément. Presque toute la terre cultivée dans les parties de la Syrie habitées par les fellahs appartient à ceux-ci ou est prise à bail par eux, tandis que les indigènes chassent sur les grandes routes et courent à la poursuite des caravanes. Comme cela arrive dans les sociétés à demi barbares, le travail est peu honoré en Asie, et les fainéans, voire les voleurs, regardent les artisans et les laboureurs du haut de leur noblesse. Les arts et métiers sont l'apanage des Grecs et des Arméniens, et l'agriculture est réservée aux fellahs. Quoique pauvres et ignorans, méprisés et haineux, ils ont l'air grave, doux et mélancolique, et j'ai peine à les croire aussi féroces, aussi perfides qu'on les dépeint. Leur religion est un mystère, et, à vrai dire, l'intolérance musulmane a contraint toutes les nations non mahométanes à pratiquer leurs rites en secret. Les chrétiens seuls ont osé proclamer hautement leurs croyances à la face des mahométans; aussi ont-ils souffert les persécutions et le

martyre. Quant aux fellahs, on les accuse tour à tour d'adorer le feu, un animal fabuleux, une idole en bois, ou de ne rien adorer du tout.

Après la visite au village en osier vint la visite au pacha d'Adana, dont je tenais à m'assurer la protection au moment de pénétrer dans le *Djaour-Daghda*. En entrant dans la cour au fond de laquelle s'élève la tour carrée et en bois qui sert de résidence à ce haut fonctionnaire, je sentis encore une fois que j'avais passé de l'Orient turc dans l'Orient arabe. L'Orient turc ne ressemble guère, hélas! à l'Europe; mais il s'en rapproche beaucoup plus que l'Orient arabe. Celui-ci porte un cachet d'originalité dans ses richesses aussi bien que dans ses misères. Bien des choses y sont déplaisantes, absurdes, incommodes, repoussantes; nous y sommes tour à tour mal à l'aise, mécontens, inquiets, indignés; mais nous le sommes autrement que partout ailleurs, et à coup sûr, aussi longtemps que cette manière d'être est nouvelle, cette nouveauté nous dédommage de bien des inconvéniens.

Rien de moins beau, de moins régulier, de moins propre que l'extérieur du palais du pacha d'Adana. La grande cour dont je viens de parler est fermée d'un côté par la tour carrée de son excellence, et des trois autres côtés par des bâtimens n'ayant qu'un étage, dont les formes lourdes et sans élégance répondent parfaitement au but auquel ils sont destinés. Ce sont les écuries, les prisons, les cuisines. Un ou deux palmiers à l'écorce en lambeaux projettent quelque ombre dans un angle de la cour. Cette enceinte si mal décorée était peuplée, au moment où j'y pénétrais, de tant d'êtres aux formes, aux traits, au costume, au langage, aux manières bizarres, que j'y aurais volontiers passé la journée en contemplation. Ici des soldats arnautes (albanais), avec leur courte et ample jupe blanche, leurs guêtres rouges brodées en paillettes, leur casaque à manches pendantes et à corsage tout chamarré d'or et d'argent, jouaient aux dés sur les dalles de la cour, et semblaient tous également déterminés à ne pas perdre la partie. Un peu plus loin, un Bédouin du désert, debout auprès de son cheval, le bras passé dans sa bride, le corps enveloppé d'un immense manteau blanc, la tête couverte d'un mouchoir en soie jaune et rouge qui retombait comme un voile sur son brun et fier visage, sa longue pique de douze pieds à la main, regardait avec indifférence et dédain les joueurs avides et impatiens. Le long des murs de droite, de magnifiques chevaux arabes, attachés par des chaînes à des anneaux de fer enfoncés dans la muraille, recevaient en hennissant et en piaffant les soins de palefreniers égyptiens à la blouse bleue, au teint presque noir, petits et maigres, mais robustes et intelligens. Enfin, un peu en avant du mur de gauche, dans un petit espace réservé entre le mur même et une palissade en bois, une dizaine

d'hommes à moitié couverts de haillons, enchaînés par les pieds et par les mains, tendaient les bras en demandant l'aumône. Il y avait parmi ces bandits de beaux visages et des tournures qu'eût aimées Salvator Rosa; mais il n'y avait là que la beauté des lignes et l'expression vive, puissante, de la passion brutale. Je ne dirai pas qu'il y eût sur ces visages de l'abattement; il ne suffit pas d'avoir une âme, il faut encore sentir la présence de cet hôte divin pour souffrir de sa déchéance, pour en être honteux, troublé, abattu. Grâce à Dieu, presque tous les criminels de notre société occidentale portent sur leurs fronts les traces d'une lutte plus ou moins récente contre leur perversité. Et cet air de triomphe même, qui éclaire si souvent le visage du criminel endurci, que fait-il, si ce n'est rendre témoignage de la réalité du combat? Ici c'est autre chose. Je le dis à regret, mais le criminel n'est pas un homme d'une autre trempe que le sage. La loi humaine condamne certains actes, mais je suppose que la loi religieuse les passe sous silence, car si les coupables sont quelquefois punis dans leur personne, ils ne souffrent nullement dans leur réputation. Jamais dans aucun pays je n'ai vu un si grand nombre d'hommes entrer en prison et en sortir avec autant de facilité et d'indifférence.

Pour ne parler que des prisonniers parqués derrière la palissade dans la cour du pacha, ils avaient le regard aussi assuré, plus assuré que nous qui les regardions. Je ne pouvais me défendre de voir en eux des hommes d'une autre nature que la nôtre, ignorant véritablement la signification des mots *vice* et *vertu*. On m'a signalé plusieurs fois en Europe de grands criminels comme incapables de comprendre ces deux mots; mais on les jugeait mal : personne dans la société chrétienne n'ignore la distinction du vice et de la vertu. C'est en dehors du christianisme, c'est même en dehors de la simple nature, c'est au sein d'une civilisation presque aussi ancienne que la civilisation chrétienne, mais fondée sur de tout autres bases, qu'il faut chercher ce phénomène : un homme sans conscience!

J'aperçus aussi un groupe peu nombreux blotti dans un coin de la cour, sous une espèce d'auvent qui s'avançait au-dessus d'une fenêtre. Ces hommes contrastaient par le costume et par l'attitude avec le reste de cette curieuse population. C'étaient de riches négocians arméniens d'Adana qui venaient, pour la vingtième fois peut-être, solliciter une audience qu'on oubliait toujours de leur accorder. Les sujets chrétiens du sultan n'ont rien à craindre maintenant, ni pour leurs personnes, ni pour leurs richesses; mais les fils des victimes sont naturellement timides. A voir leurs turbans noirs, leurs longues robes ternies et trouées, l'expression humble et craintive de leurs visages, la ligne invariablement courbe de leur épine dorsale,

vous pourriez vous croire encore au temps des confiscations, spoliations, rapts et cordons. Si vous leur demandez de quoi ils ont peur, leur effroi redouble; si vous essayez de leur faire comprendre que la cruauté, l'injustice, la violence, la cupidité, sont aussi étrangères à l'âme du jeune sultan qu'à celle de l'enfant nouveau-né, ils tomberont en syncope. Tout chez eux tourne à l'épouvantail, et ce que vous avez de mieux à faire, c'est de les laisser frissonner à leur aise, de peur qu'en essayant de les rassurer, vous ne les jetiez dans un paroxysme de terreur.

J'aurais bien voulu m'arrêter quelques instans dans cette cour; mais les amis qui m'accompagnaient ne cessaient de me répéter que ma visite était annoncée au pacha, que j'étais attendue, et qu'il fallait nous hâter. Arrivée à l'entrée du vestibule de la tour carrée, il devint superflu de me défendre contre leurs exhortations. Une avalanche de secrétaires, sous-secrétaires, allumeurs de pipes, grilleurs de café, valets de chambre et autres dignitaires portant le costume demi-européen de Constantinople, se précipita bruyamment à ma rencontre. Les uns me prenant par le bras, par l'ourlet de ma robe, ou un pan de mon manteau, les autres s'élançant en avant pour m'annoncer à leur maître, les derniers fermant le cortége, ils m'enlevèrent, comme dans un tourbillon, jusqu'au sommet de l'échelle. J'ai une idée confuse d'avoir marché sur plusieurs pieds et même sur les genoux et sur les mains de toute une catégorie de solliciteurs d'audience qui se tenaient accroupis sur les marches de l'escalier; mais en tout cas ces infortunés comprirent sans doute que j'obéissais à une autre impulsion que la mienne, car je n'entendis retentir derrière moi aucune de ces imprécations si naturelles en semblable circonstance, et dont je n'aurais peut-être pas eu la vertu de m'abstenir.

Nous trouvâmes le pacha dans son salon d'audience, dont un côté tout percé de fenêtres était garni, selon l'usage, dans toute sa longueur, d'une ottomane ou divan. Ce siége, une table ronde placée au milieu de l'appartement, un lustre à quinquet pendu au-dessus de la table, composaient tout l'ameublement, sauf pourtant un petit guéridon à écrire posé sur le divan même et à proximité du pacha. Le divan, il faut le dire, n'est qu'un amas de planches que l'on considère comme un simple exhaussement du parquet, et non comme un meuble destiné à remplacer nos sofas. On s'y assied sur les talons, comme on le ferait dans le milieu même de la chambre; on ne croit pas ici qu'il soit possible de s'asseoir là où l'on n'a pas marché, où l'on ne s'est pas tenu debout. J'ai chez moi, à ma ferme d'Asie-Mineure, de petites chaises en sparterie qui m'ont été envoyées de Milan, et dans les premiers temps de mon séjour en Tur-

quie j'eus l'imprudence de les présenter comme siége à un bey assez corpulent qui venait me rendre visite. Quel fut mon effroi lorsque je le vis relever le bas de sa robe, comme pour exécuter un mouvement difficile, et placer son large pied sur ma frêle chaise! L'infortunée fit entendre un craquement significatif, le bey consterné retira son pied et s'assit par terre. Depuis ce temps, l'opinion s'est établie dans le pays que les Francs sont incomparablement plus légers que les Turcs, puisqu'ils ont pour coutume de s'asseoir sur des meubles qui se disloquent sous le poids des Turcs. Que la façon de s'asseoir soit pour quelque chose dans ce phénomène, c'est à quoi personne n'a songé.

Le pacha d'Adana est fort poli, il semble intelligent et assez instruit. Je crois qu'il a voyagé; il parle le français, et il aime à s'entretenir avec les étrangers. Il fut pour moi d'une amabilité achevée; mais il y a toujours quelque chose qui nous semble bizarre dans les manières de gens dont l'éducation et les mœurs diffèrent si complétement des nôtres. Ils ont une façon d'interroger leurs interlocuteurs qui ne laisse pas d'être embarrassante. A peine étais-je assise à la place d'honneur que le pacha m'avait forcée d'accepter, — à peine avais-je répondu aux complimens d'usage sur mon arrivée, mon séjour et mon départ, — que le pacha m'adressa à bout portant les questions suivantes : « Que pensez-vous de l'avenir de la Russie par rapport à l'Orient? Combien de temps croyez-vous que la forme actuelle du gouvernement se maintiendra en France? Supposez-vous que le mouvement révolutionnaire soit réellement et durablement comprimé en Europe? » J'essayai en vain de biaiser et de décliner le rôle d'oracle qu'on semblait m'offrir; j'insinuai en vain que des questions si graves et si complexes ne pouvaient être tranchées en quelques mots non plus qu'en quelques minutes. Sans s'arrêter à mes défaites, le pacha répétait invariablement ses questions. Je pris enfin mon parti, et, m'armant d'assurance, je répondis gravement quelques banalités. Le pacha n'en parut pas moins charmé de la profondeur et de la netteté de mes pensées.

Nous causâmes ensuite de choses moins sérieuses, entre autres du temps que j'emploierais pour arriver à Jérusalem, et le pacha apprit alors que je me proposais de faire le voyage par terre. Il parut fort alarmé de ma résolution, qu'il avait l'air de regarder comme la dernière des imprudences; « car, disait-il, sans parler des Arabes qui infestent tous les passages du Liban, j'aurais à traverser, entre Adana et Alexandrette, une partie du *Djaour-Daghda,* qui ne le cédait en rien, pour les terreurs légitimes qu'il inspirait, aux plus mauvais quartiers du désert. » — Mais pourquoi n'iriez-vous pas par mer? répétait-il à chaque instant. Je m'avisai alors de demander si, dans le cas où je renoncerais à mon projet et me déciderais à

m'embarquer, je trouverais un bateau à vapeur qui me transporterait de Tarsus à Jaffa. J'avais été bien inspirée. Le pacha regarda ses secrétaires, confidens et serviteurs, qui secouèrent la tête. Après quelques minutes de consultation et de discussion en arabe, son excellence finit par avouer que le passage du paquebot à vapeur avait lieu d'une façon fort irrégulière, que Tarsus n'était pas une échelle (c'est ainsi que l'on nomme les ports auxquels touchent les paquebots), qu'il y aurait peut-être un passage dans le courant du mois prochain, mais que peut-être aussi n'y en aurait-il pas avant trois mois. Il me proposa encore de m'embarquer sur un bâtiment à voile, mais on lui objecta les vents qui soufflaient de toutes parts dans le golfe, et on lui fit une énumération si terrible de tous les naufrages du dernier hiver, que l'aimable pacha, finissant par où il aurait dû commencer, m'assura que si je voulais être rendue à Jérusalem pour les fêtes de Pâques, il me fallait prendre la voie de terre.

Il me restait un dernier point à aborder. J'allais traverser ce terrible *Djaour-Daghda;* le sort en était jeté, et il n'y avait plus à s'en dédire : il s'agissait donc de conjurer le danger. Le pacha m'ayant parlé du bey de la montagne comme d'un homme qu'il connaissait et estimait particulièrement, je crus pouvoir sans inconvenance lui demander quelques lignes d'introduction en ma faveur. Je les obtins, et de plus je dus accepter une escorte de vingt hommes; puis un de mes amis d'Adana me procura une seconde épître d'un négociant auquel le bey avait toute sorte d'obligations. Dès lors je me considérai comme à l'abri de tout péril. Ayant pris congé de l'aimable pacha, je rentrai à mon logement et me préparai au départ, qui eut lieu le lendemain matin.

Dans une ville d'Orient, le départ, comme l'arrivée, est une affaire qui a son importance : toute la ville est en émoi. La curiosité d'abord, puis ce sentiment d'hospitalité dont personne n'oserait se montrer dépourvu, enfin la coutume transforment momentanément tout voyageur, quelque insignifiant qu'il soit d'ailleurs par lui-même, en une espèce d'idole à laquelle on ne saurait rendre trop d'hommages. Toutes les maisons lui sont ouvertes, toutes les cafetières sont sur le feu; pas un pot de confitures qui ne soit appelé à jouer son rôle dans les fêtes de la *bienvenue*. Je ne ferai point ici la part de l'ostentation, de l'habitude et de la véritable bienveillance : cela serait d'autant plus difficile que les proportions varieraient d'un lieu à l'autre. Ce qui est certain, c'est que le voyageur ne se sent pas étranger dans la ville qu'il visite pour la première fois, et où il ne connaît personne. J'ai dit que toutes les portes lui sont ouvertes; mais il y a plus : peut-être les cœurs le sont-ils aussi; quant aux bourses,

elles le sont positivement. Plus d'une fois il m'est arrivé d'épuiser la somme avec laquelle j'avais compté atteindre la résidence d'un banquier avant d'avoir fait la moitié du chemin. Qu'aurais-je fait en Europe en pareille circonstance? J'aurais interrompu mon voyage et écrit au banquier pour lequel j'avais une lettre de crédit de m'envoyer de l'argent là où je me trouvais; mais en Orient, grâce à l'irrégularité et à la lenteur des communications postales, le retard aurait pu se prolonger pendant plusieurs mois. Je ne fus jamais réduite à une si longue attente, car parmi les questions que m'adressaient partout mes hôtes et mes nombreux amis, celle-ci était rarement oubliée : « Auriez-vous besoin d'argent? » Et, lorsque je répondais : « oui, » les mines ne s'allongeaient pas. Non, les offres de mes braves hôtes n'étaient pas de vaines formules de politesse. L'argent avait été offert, et il était apporté du même ton et du même visage. Ces sommes ont été restituées ponctuellement, je n'ai pas besoin de le dire; mais qui répondait à mes hôtes qu'elles le seraient (1)?

Lorsque je quittai Adana, le guide qui marchait en tête de la caravane dépassait déjà les dernières maisons du faubourg, que le dernier cavalier de mon escorte n'était pas encore sorti de la cour de mon hôtel. Nous formions, on le voit, une procession qui présentait un aspect tout à fait imposant, et la population de la ville, pressée sur notre passage, dut se trouver satisfaite du spectacle que nous lui donnions. Toutes les personnes que j'avais connues pendant mon séjour à Adana, toutes celles qui étaient venues de Tarsus pour me voir, avaient voulu m'accompagner jusqu'à une certaine distance de la ville. Qu'on ajoute à ce cortége l'escorte du pacha et notre propre caravane, bagages, domestiques et voyageurs : on comprendra que nous pouvions occuper une moitié de la ville.

Et maintenant j'ai une confession à faire. Un départ n'est jamais gai, et malgré la courte durée de mon séjour à Adana et la date récente de ces amitiés nouvelles, je m'éloignais à regret de ce petit

(1) Une fois, — c'était dans un village au milieu du Liban, où j'avais été retenue pendant plus de quinze jours par une série d'accidens, — un moine de l'ordre des carmélites vint à passer et me demanda pourquoi je ne continuais pas ma route. Je lui répondis qu'ayant dépensé pendant cette halte forcée l'argent qui devait me conduire jusqu'à Homs, où des fonds m'attendaient, j'avais écrit pour que l'on m'envoyât de l'argent de cette ville. Le père revenait de Tripoli, où il était allé toucher quelques centaines de piastres. Il les tira du sac qui était attaché à la selle de son cheval et il me les remit en disant : « Mon couvent n'est qu'à quelques pas d'ici; moi et mes frères nous attendrons dans nos cellules plus aisément que vous sous vos tentes. En arrivant à Homs, remettez la somme à..... » Il me donna des instructions sur la manière de la lui faire parvenir, et il passa son chemin. D'autres fois je reçus le même témoignage de confiance d'un négociant, d'un Turc, d'un Franc et même d'un Arménien! Était-ce à moi personnellement que s'adressait cette confiance? C'était au voyageur, à l'hôte, car tout habitant d'une ville considère l'étranger qui s'y trouve comme son hôte.

monde dont j'avais été le centre pendant une semaine, de ces hommes qui avaient laissé de côté leurs affaires pour ne s'occuper que de me rendre la vie douce et agréable. Je n'étais pas seule à éprouver ces regrets, car ceux qui les inspiraient les ressentaient aussi. Il n'y avait pas seulement de la tristesse sur le visage de mes amis; j'y remarquais de l'inquiétude, surtout lorsqu'il arrivait à l'un d'eux de s'entretenir quelques instans *a parte* avec les hommes de mon escorte. Quant à ces derniers, ils n'auraient pas eu l'air plus grave et plus sombre s'ils avaient accompagné un convoi de criminels à l'échafaud. J'avoue donc que je commençais à avoir peur. Tout le monde tremblait pour moi, et je me reprochai une opiniâtreté qui pouvait compromettre non pas seulement ma propre existence, mais celle d'un être bien cher, d'une enfant qui n'avait que moi pour la protéger et la défendre! Si dans ce moment quelqu'un de la société m'eût proposé de rebrousser chemin, je crois que j'eusse accepté la proposition avec transport; mais qui sait jamais ce qui se passe dans le cœur de son voisin? Pendant que je formais les vœux les plus timides, mes compagnons de route déploraient peut-être ma témérité.

Les habitans qui m'avaient suivie s'arrêtèrent enfin auprès d'un vieil arbre desséché qui marque la limite qu'on ne dépasse jamais dans ces promenades faites pour reconduire un voyageur. Nous nous serrâmes la main; les touchantes formules de souhaits et d'augures dont les Orientaux sont si prodigues, et qu'on leur emprunte si aisément, furent échangées et répétées par chacun de nous : « Que Dieu vous bénisse et vous ramène! Qu'il vous donne la santé et la paix! Qu'il vous rende heureux dans ceux que vous aimez! Puissent mes yeux vous revoir! Puisse votre voix réjouir mon cœur! » Ils tournèrent ensuite leurs chevaux vers la ville et vers le nord; nous tournâmes les nôtres vers le désert et le midi. Des deux côtés, le brouillard enveloppait le pays à quelque distance et nous dérobait la vue des lieux où nous portions nos pas; mais ceux qui nous quittaient connaissaient à l'avance ce que le brouillard leur cachait : la ville, le foyer, la famille. Pour nous, au contraire, nous avancions vers l'inconnu : à quoi lui servait ce voile?

II. — LE BEY DU DJAOUR-DAGHDA ET SON HAREM.

La vie de voyage ne tarda pas à combattre par la variété de ses impressions les regrets que me laissait le séjour d'Adana. Nous venions de passer la frontière du *Djaour-Daghda*, et nous gravissions les dernières collines qui nous séparaient du golfe d'Alexandrette, lorsqu'une troupe de femmes et d'enfans apparut à l'extrême limite de notre horizon, rétréci en cet endroit par l'ouverture d'une vallée

dont nous allions atteindre les premières pentes sans pouvoir encore en découvrir la profondeur. Nous sûmes bientôt la cause de cet attroupement, qui n'avait rien de très redoutable : les familles d'un parti de montagnards, campées avec leurs troupeaux dans la vallée voisine, venaient nous présenter leurs hommages, pendant que les pères et les maris étaient en campagne. Nous nous montrâmes fort sensibles à cette attention, et, après avoir jeté quelques piastres à ces bienveillantes matrones, nous continuâmes notre route au grand regret d'une de ces dames, qui avait conçu l'espoir d'obtenir de nous du vieux linge! J'eus beaucoup de peine à lui faire comprendre que je n'avais pas le loisir de chercher dans mes malles l'objet de sa convoitise. Je croyais, en véritable Occidentale, que l'argent pouvait tenir lieu, sinon de tous les biens de la terre, du moins de ceux qui sont à vendre ou à acheter. La bonne dame à qui j'essayais de faire partager cette conviction me répondit que j'avais beau lui donner de l'argent, que jamais elle n'en aurait de trop pour s'acheter du pain, et qu'il lui manquerait toujours de quoi satisfaire ses goûts en fait de vieux linge!

A quelques pas plus loin, nous rencontrâmes une vingtaine de cavaliers passablement montés, assez bien armés et commandés par un homme de haute taille couvert d'un de ces amples manteaux de drap rouge coupés à la façon de nos châles et que portent les Kurdes du midi. Le chef de notre escorte et le personnage vêtu à la kurde se saluèrent et s'abordèrent comme de vrais frères d'armes. Notre capitaine me présenta le cavalier au manteau rouge en me faisant connaître son nom et son titre : c'était Dédé-Bey, lieutenant de Mustuk-Bey, prince de la montagne. Le lieutenant avait appris mon passage dans les états du prince; il était venu m'offrir ses services et ceux de ses gens, promettant de me faire arriver sans obstacle ni encombre à la résidence de son souverain Mustuk. Il ne me restait qu'à remercier ce lieutenant, ce que je fis du mieux que je pus. Dédé toutefois était un trop grand personnage pour se mettre lui-même à la tête de l'escorte qu'il m'amenait. Il adressa à ses soldats une courte allocution pour leur rappeler les égards que leur imposaient envers moi ma qualité de voyageuse et l'honneur même des populations du *Djaour-Daghda,* intéressé à ce que je fisse avec une pleine sécurité la traversée de ce dangereux territoire. Leur devoir était de me conduire chez le grand bey Mustuk, et il avait lieu de croire que ce devoir serait ponctuellement rempli. Après avoir ainsi admonesté sa petite armée, Dédé en remit le commandement à un de ses officiers, puis il remonta à cheval et disparut dans un labyrinthe de rochers.

L'endroit où se passait cette scène me frappa par son aspect pit-

toresque. On l'appelle *la Porte des Ténèbres*. Cette porte est un ancien arc de triomphe dont les ruines figurent admirablement dans le paysage. L'arc s'ouvre au fond d'un ravin dont la riche végétation contraste avec les pentes arides par lesquelles on y descend. Les arbres qui entourent *la Porte des Ténèbres* sont assez touffus pour éteindre en quelque sorte la clarté du soleil et ne laisser parvenir jusqu'aux vénérables arceaux que quelques pâles rayons. Du haut des collines qui encadrent le ravin, la vue s'étend sur la mer de Syrie, dont les vagues mugissent à peu de distance, et sur les lignes bleuâtres de ses côtes. Le spectacle est magnifique, surtout pour des yeux qu'ont attristés jusque-là les ombres sinistres des premiers défilés du *Djaour-Daghda*.

Nous n'avions plus devant nous que quelques échelons à descendre pour atteindre le rivage de la mer. Bientôt nous eûmes échangé les sentiers rocailleux pour le sable fin et moelleux de la grève. L'air était vif, le ciel d'un bleu sans tache, légèrement doré vers l'orient. La mer n'avait pas une ride, et l'on pouvait distinguer les poissons qui se jouaient dans ses eaux limpides et calmes. Nos chevaux se plaisaient à courir sur le sol uni, à tremper leurs pieds dans l'écume des vagues. Il semble que nos chevaux d'Europe soient muets, comparés au cheval arabe. Celui-ci a tout un langage qui se prête aux nuances les plus variées, soit qu'il salue par mille doux frémissemens la présence d'un maître aimé, soit qu'il appelle par des cris répétés la jument attardée dans la prairie voisine, ou qu'il provoque un rival à la lutte par de sauvages hurlemens. En ce moment, nos chevaux exprimaient naïvement les impressions qu'éveillait en eux une belle nature. C'était plaisir que de les voir piaffer, souffler, respirer l'air par leurs naseaux vermeils, secouer leurs longues crinières et frissonner d'aise sous les caresses du vent de la mer. Nous partagions complétement, il faut le dire, la satisfaction de ces nobles bêtes, et les fatigues de six semaines de voyage venaient presque d'être oubliées en quelques minutes, lorsque nous fûmes arrachés à ces douces impressions par les sons d'une musique barbare qui se faisaient entendre à quelque distance. Le sifflement aigu de quelques fifres et chalumeaux se mêlait aux roulemens des tambours et aux coups sourds des grosses caisses. Bientôt parurent les musiciens. Ils précédaient une bande de montagnards en campagne, c'est-à-dire occupés à parcourir les grandes routes. Notre passage avait été annoncé aux guerriers nomades, qui venaient nous souhaiter un heureux voyage, et nous inviter même à prendre quelques rafraîchissemens avec eux. Il y aurait eu mauvaise grâce à refuser. Mettre pied à terre, confier la garde de nos chevaux à ces hôtes empressés, nous asseoir sur l'herbe, étaler nos provisions à côté de

celles des montagnards, ce fut l'affaire d'un instant. Un repas de société fait avec une troupe de batteurs d'estrade, c'est là une de ces bonnes fortunes que les chercheurs d'émotions et d'aventures ne peuvent rencontrer qu'en Orient. Les montagnards, il est vrai, résistèrent à toutes les instances que nous fîmes pour les décider à prendre leur part de nos provisions. Les devoirs de l'hospitalité ne leur permettaient pas de se rendre à nos prières : s'ils nous avaient offert leur lait, leurs fromages, leurs galettes d'orge et leurs oranges, c'est que nous étions leurs hôtes, et la qualité même qu'ils nous reconnaissaient leur défendait de rien accepter de nous. Après le repas vint la sieste. La journée était chaude, le soleil, au milieu de sa course, nous inondait de rayons brûlans. Les montagnards se retirèrent un peu à l'écart pour nous laisser prendre quelque repos. Chacun s'étendit par terre, à l'ombre d'un taillis; quant à moi, couchée près de ma fille, j'essayai un moment de résister au sommeil, mais la fatigue ne tarda pas à me plonger dans une sorte de demi-assoupissement. Lorsque je rouvris les yeux, je pus remarquer, à ma grande satisfaction, que les montagnards avaient été fidèles à leur rôle de gardiens hospitaliers. De concert avec notre escorte, ils veillaient sur nos chevaux et nos bagages. Je jugeai toutefois qu'il était temps de partir et de se séparer de ces étranges amis. Je distribuai quelques pièces de monnaie à toute la troupe, et nous nous éloignâmes, accompagnés de ses bénédictions.

Le jour tirait à sa fin lorsque nous arrivâmes en vue de la montagne qui a donné son nom de *Djaour-Daghda* au groupe qu'elle domine. L'aspect du pays que nous parcourions en ce moment rappelait certains cantons de la verte et riche Angleterre. A notre droite s'étendait la mer, dorée près du rivage par les derniers rayons de soleil, voilée dans ses lointains bleuâtres par les premières ombres du soir. A notre gauche et devant nous s'élevait la cime verdoyante du *Djaour-Daghda*, dont les flancs arrondis portaient de nombreux villages. Rarement en Syrie les côtes s'élèvent à pic le long de la mer. Ici, comme dans le reste du pays, des ondulations gracieuses séparent les montagnes des vagues qui en baignent la base. L'espace qui s'étendait de la mer à la montagne ressemblait à une fraîche vallée de la Suisse. Le village de Bajaz, résidence du bey, nous était caché par des massifs d'arbres gigantesques, reliés entre eux par les guirlandes capricieusement entrelacées de la vigne sauvage. Tout, autour de nous, était calme, riant, serein. Les clochettes qui résonnaient çà et là dans la campagne annonçaient le retour des troupeaux à l'étable; quelques merles attardés voltigeaient de branche en branche comme de joyeux compères qui, au retour d'un banquet trop prolongé, cherchent en trébuchant à reconnaître leur do-

micile; les tourterelles roucoulaient tristement sur les grands arbres, et de temps à autre les premières plaintes du rossignol saluaient l'approche de la nuit.

Au détour d'un sentier bordé de haies vives, nous nous trouvâmes tout à coup à l'entrée d'une cour irrégulière, au fond de laquelle s'élevait un bâtiment d'assez pauvre apparence. C'était la maison du bey, et le bey lui-même nous attendait sur le seuil de sa demeure. L'accueil qu'il nous fit ne laissait rien à désirer, et je fus personnellement assez heureuse pour obtenir la permission de me retirer dans ma propre tente. Le temps conspirait contre moi : il plut si fort pendant la nuit, qu'à moins d'encourir le reproche d'excentricité, je dus me résoudre à m'abriter sous un toit en planches. Ce que je craignais, c'était d'être condamnée à habiter le harem; mais le bey, en homme d'esprit, devinant mes secrètes pensées, mit à ma disposition une grande pièce de son propre appartement, tout en m'informant que ses femmes recevraient mes visites et me les rendraient chaque fois que cela me conviendrait. Une fois rassurée sur la liberté de mes allures, je commençai par prendre possession de mon domicile, puis je profitai sans retard de l'occasion qui m'était offerte pour étudier à ma fantaisie, et sous une face nouvelle, cette vie du harem dont mon séjour chez le muphti de Tcherkess m'avait déjà donné une assez triste idée. Le harem étant une des institutions les plus mystérieuses de la société turque, on trouvera bon peut-être que je m'arrête encore une fois sur ce sujet.

Le mot de *harem* désigne un être complexe et multiforme. Il y a le harem du pauvre, celui de la classe moyenne et du grand seigneur, le harem de province et le harem de la capitale, celui de la campagne et celui de la ville, du jeune homme et du vieillard, du pieux musulman regrettant l'ancien régime et du musulman esprit fort, sceptique, amateur de réformes et portant redingote. Chacun de ces harems a son caractère particulier, son degré d'importance, ses mœurs et ses habitudes. Le moins étrange de tous, celui qui se rapproche le plus d'un honnête ménage chrétien, c'est le harem du pauvre habitant de la campagne. Forcée de travailler aux champs et dans le potager, de conduire les troupeaux au pâturage, d'aller de l'un à l'autre village y faire ou y vendre ses provisions, la femme du paysan n'est pas prisonnière derrière les murailles de son harem, et lors même (ce qui n'arrive pas souvent) que la maison conjugale a deux chambres, dont l'une est théoriquement réservée aux femmes, les hommes n'en sont pas rigoureusement bannis. Il est rare que le paysan épouse plusieurs femmes, et cela n'arrive guère que dans des circonstances extraordinaires, par exemple lorsqu'un journalier, un serviteur, un inférieur enfin, épouse la veuve de son maître, événement qui n'a

lieu que dans le cas où la dame n'est plus d'âge à aspirer à un parti plus brillant. Le serviteur se trouve, grâce à ce mariage, un peu plus riche qu'il n'était, et après quelques années de fidélité conjugale, s'apercevant que les années ont marché plus vite pour sa femme que pour lui, il profite de sa fortune pour s'adjoindre une compagne plus à son goût. Je ne connais guère de paysans polygames que ceux qui ont épousé dans leur première jeunesse une vieille femme possédant quelque bien.

A part cette exception, le ménage du paysan turc ressemble à celui du paysan chrétien, et, je le dis à regret, le premier pourrait souvent servir de modèle au second. A fidélité égale, l'avantage appartient au Turc, car la fidélité ne lui est imposée ni par la loi religieuse ou civile, ni par l'usage ou les mœurs, ni par l'opinion publique, et il n'y est porté que par la douceur de son naturel, qui répugne à la pensée d'affliger sa compagne. Jamais non plus il ne lui fait acheter par de mauvais traitemens, ni même par de la mauvaise humeur, le privilége dont il ose la dépouiller, d'être seule maîtresse au logis; jamais il ne se dédommage, en la rendant malheureuse, de la contrainte qu'il s'impose à cause d'elle. Ce sont là de ces petites lâchetés dont son âme simple et généreuse est incapable. La tradition de la faiblesse féminine n'est pas tombée dans le domaine de la fable en Orient, et les égards auxquels la faiblesse a droit de la part du plus fort y sont encore pris au sérieux. La femme étant réputée faible, tout lui est permis, tout, ou à peu près. Se mettre en colère sans motif, ne pas avoir le sens commun, parler à tort et à travers, faire juste le rebours de ce qu'on lui demande et surtout de ce qu'on lui ordonne, ne travailler qu'autant qu'il lui plaît, dépenser à sa fantaisie l'argent gagné par son mari, se dire malade, se plaindre sans rime ni raison, tels sont ses priviléges. En vertu de quelle loi, ou de quelle institution, par l'effet direct ou indirect de quelle coutume ou de quel principe en jouit-elle? La loi la livre sans défense au caprice de son seigneur et maître, l'usage la condamne. Ce n'est donc que la bonté du cœur, la tendresse, la générosité naturelle de l'homme, qui assurent à la femme une impunité presque absolue.

Le paysan turc aime sa compagne comme un père et comme un amant; jamais il ne la contrarie sciemment et volontairement, et il n'est pas de contrariété à laquelle il ne se soumette de bonne grâce pour l'amour d'elle. La femme vieillit de bonne heure dans ces climats, sous l'influence d'une nourriture grossière et malsaine et de couches fréquentes dont ni l'art ni la science n'atténuent le danger. L'homme au contraire, mieux constitué pour supporter les fatigues et les privations, jouit d'une verdeur presque éternelle. Rien n'est

moins rare ici qu'un vieillard de quatre-vingt et quelques années, entouré de petits enfans qui sont sa chair et ses os. Malgré cette disproportion entre l'homme et la femme, l'union contractée aux portes de l'enfance n'est presque jamais dissoute que par la mort. J'ai vu des femmes décrépites, hideuses et infirmes, conduites, soignées, adorées par de beaux vieillards aussi droits que le sapin des montagnes, à la barbe argentée, mais longue et touffue, à l'œil vif et serein.

— Vous devez bien aimer votre mari, disais-je un jour à une vieille femme, aveugle et paralytique, que son mari, un de ces beaux vieillards dont je viens de parler, m'avait amenée dans l'espoir que je lui rendrais la vue et le mouvement. La vieille était arrivée à califourchon sur un âne que son mari conduisait par la bride en marchant à côté. Il l'avait prise ensuite dans ses bras, l'avait posée sur un banc auprès de ma porte, et y avait installé sa pauvre compagne sur un amas de coussins avec toute la sollicitude d'une mère pour son enfant. — Vous devez bien aimer votre mari? dis-je à l'aveugle. — J'aimerais à y voir clair, me répondit-elle. Je regardai le mari, il souriait avec tristesse, mais sans l'ombre de rancune. — Pauvre femme! dit-il en passant le revers de sa main sur ses yeux, sa cécité la rend bien malheureuse. Elle ne peut s'y accoutumer. Mais vous lui rendrez la vue, n'est-ce pas, *Bessadée?*

Comme je secouais la tête et me disposais à protester de mon impuissance, il tira le pan de ma robe en me faisant signe de me taire. — Avez-vous des enfans? lui demandai-je alors.

— Hélas! j'en ai eu un, mais il est mort il y a longtemps.

— Et comment se fait-il que vous n'ayez pas pris une autre femme, plus robuste et mieux portante, qui vous eût donné des enfans?

— Ah! cela est bientôt dit; mais cette pauvre créature en aurait eu du chagrin, et cela m'eût empêché d'être heureux avec une autre, et même avec des enfans. Voyez-vous, *Bessadée*, on ne peut tout avoir dans ce monde. J'ai une femme que j'aime depuis bientôt quarante ans, je ne ferai pas d'autre choix.

L'homme qui me parlait ainsi était un Turc. Sa femme lui appartenait comme un meuble : personne ne l'eût blâmé, aucune loi ne l'eût puni, s'il se fût débarrassé par quelque mesure violente de cet inutile fardeau. On se fût borné en pareil cas à lui demander quels étaient ses motifs pour agir ainsi. Heureusement le caractère du peuple turc corrige ce qu'ont d'odieux ses coutumes. Il y a chez lui un fonds précieux de bonté, de douceur, de simplicité, un instinct remarquable de respect pour ce qui est beau, de pitié pour ce qui est faible. Cet instinct a résisté, il résistera longtemps encore, nous l'espérons, à l'influence d'institutions délétères, exclusivement fondées sur le droit de la force et sur l'égoïsme. Pour comprendre ce qu'il y

a de douceur, de sérénité natives chez le Turc, il faut observer les paysans d'origine ottomane, soit dans leur champ, soit au marché ou sur le seuil d'un café. La moisson, les semailles, le prix de l'orge, leur famille, — voilà l'invariable sujet de leurs entretiens. Aucun d'eux n'élève la voix, aucun ne pousse la plaisanterie jusqu'à blesser ou fatiguer même ses compagnons; aucun ne mêle à ses propos ces blasphèmes ou ces dictons grossiers que le peuple affectionne dans d'autres pays. Est-ce à l'éducation qu'ils doivent cette réserve exquise, ces manières à la fois si nobles et si simples? Non, c'est à la nature. Oui, la nature a été prodigue envers le peuple turc; mais tous ces dons qu'il tient d'elle, les institutions ne tendent guère qu'à les altérer. A mesure qu'on s'éloigne des classes où se conserve le caractère primitif, à mesure qu'on pénètre dans la bourgeoisie ou dans les régions plus hautes encore, c'est le vice qui apparaît, le vice qui grandit, prédomine, et finit par régner seul. Nous venons de voir les bons instincts de la nation turque tels qu'ils se révèlent chez le paysan; il faut maintenant étudier l'influence exercée sur les classes supérieures par la déplorable constitution de la famille musulmane. C'est surtout dans la région moyenne de la société turque, dans les imitations serviles provoquées par l'exemple de la noblesse, que cette fâcheuse influence peut aisément être jugée par ses résultats.

Entrons dans le harem d'un bourgeois ou d'un petit gentilhomme campagnard. Qu'avant tout la voyageuse privilégiée qui veut visiter ce triste lieu ne se fasse aucune illusion, qu'elle se prépare à surmonter bien des répugnances. Figurez-vous un corps de logis séparé de la maison proprement dite, où le maître reçoit ses hôtes, où les domestiques mâles ont seul le droit d'habiter. L'entrée de ce corps de logis donne d'ordinaire sur un vaste hangar où des poules juchent sur toute sorte de débris et d'immondices. Un escalier en bois, aux marches disjointes et vermoulues, aboutit aux appartemens supérieurs, qui consistent en un grand vestibule donnant accès dans quatre chambres. Une de ces chambres est réservée au seigneur du lieu, qui l'habite avec sa favorite du moment. Les autres pièces sont occupées par le reste de ce qu'on appelle ici *la famille*. Femmes, enfans, hôtes du sexe féminin, esclaves du maître ou des maîtresses, composent la population du harem. Il n'y a pas en Orient de lits proprement dits, ni de chambres spécialement consacrées au repos. De grandes armoires contiennent pendant le jour des amas de matelas, couvertures et oreillers. Le soir venu, chacune des habitantes du harem tire de l'armoire ce qui lui est nécessaire, fait son lit par terre n'importe où, et se couche toute habillée. Quand une chambre est remplie, les survenantes s'établissent ailleurs, et si les chambres sont encombrées, les dernières venues se placent dans le

vestibule ou sur l'escalier. Rien n'est plus déplaisant pour des yeux européens que l'aspect de ces dames se levant le matin dans leurs atours de la veille froissés et fanés par la pression du matelas ou par les mouvemens irréguliers du sommeil.

Le but principal d'un chef de famille turc étant d'avoir le plus grand nombre possible d'enfans, tout dans la vie domestique est subordonné à cette considération. Si une femme demeure deux ou trois ans sans concevoir, elle est aussitôt éloignée; son époux la remplace par une compagne plus féconde. Personne ne s'inquiète des regrets, de la jalousie de la pauvre délaissée; mais il est bon d'ajouter que si au lieu de gémir et de pleurer, celle-ci s'avise de se défaire par un moyen quelconque de sa rivale, personne ne s'inquiète du sort de cette dernière. Aussi je ne pense pas qu'il y ait quelque part de créatures plus dégradées que les femmes turques de la classe moyenne; leur abaissement se trahit sur leur visage. Il est malaisé de se prononcer sur leur beauté, car leurs joues, leurs lèvres, leurs sourcils et le bord de leurs yeux sont défigurés par des couches épaisses de fard appliqué sans goût ni mesure; leur taille est rendue difforme par la coupe ridicule de leurs vêtemens, et leurs cheveux sont remplacés par du poil de chèvre teint en orange foncé. L'expression de leur visage est à la fois la stupidité, une sensualité grossière, l'hypocrisie et la dureté. De principes de morale ou de religion, pas la moindre trace. Leurs enfans les occupent et les ennuient à la fois, elles en prennent soin comme du marche-pied qui leur sert à atteindre à la faveur de leur époux; mais toute pensée de devoir maternel leur est étrangère : on en voit la preuve dans la fréquence des avortemens que ces femmes se procurent sans même s'en cacher, chaque fois que la naissance d'un enfant n'entre pas dans leurs vues.

Environ une quinzaine de jours avant mon départ pour Angora, le chef d'une confrérie de derviches établie dans une petite ville peu éloignée de ma résidence vint me demander un médicament pour sa fille atteinte de certaines infirmités qui me semblèrent autant de symptômes de grossesse. Je fis part de mon opinion au vénérable personnage, qui me répondit avec un gracieux sourire que sa fille *ne voulait pas* être grosse. — Qu'elle le veuille ou non, repris-je, si elle l'est, il faudra bien qu'elle en prenne son parti. — Impossible, ma chère dame, répondit le vieillard; son mari est parti pour l'armée, et ma fille est bien résolue à ne pas avoir d'enfans avant son retour. — Je donnai aussitôt à entendre au derviche que je ne le comprenais plus du tout. Le vieillard parut embarrassé, et tout en se grattant l'oreille, il entamait de nouvelles explications, lorsque l'un de mes gens, qui l'avait suivi pour nous servir de truchement,

s'écria d'un air de dépit en s'adressant au vieillard : — Ne t'avais-je pas dit de ne pas parler de ces choses-là à ma maîtresse? Les chrétiens d'Occident ne se prêtent pas à de pareils arrangemens, et vous n'obtiendrez rien. — Ces paroles m'ayant éclairée, j'assurai le vénérable qu'il perdait son temps, et qu'autant valait me demander du poison; mais j'eus toutes les peines du monde à m'en débarrasser. Il en revenait toujours à son grand argument que son gendre était parti pour l'armée, et il m'affirma d'ailleurs que la résolution de sa fille était connue et approuvée de son mari. Fort heureusement pour lui et peut-être pour moi, l'excellent père ne comprit pas un mot de mon petit discours; aussi me quitta-t-il en me donnant sa bénédiction, en m'assurant de sa tendre amitié, et en me priant de réfléchir à la demande qu'il venait de m'adresser. Ces transactions-là ont lieu tous les jours et ne choquent la conscience de personne.

Si les mères n'éprouvent pas de véritable tendresse pour leurs enfans, ceux-ci en prennent fort peu de souci. Les garçons considèrent leurs mères comme des servantes; ils leur donnent des ordres, leur adressent des reproches au sujet de leur paresse ou de leur négligence, et je ne sais s'ils se bornent toujours à des paroles. Quant à la pudeur, à cette virginale parure du premier âge, elle n'existe ni pour les enfans ni pour ceux qui les entourent; toutes ces femmes s'habillent, se déshabillent devant leurs plus jeunes fils; les propos les plus libres sont tenus en leur présence. Les enfans méprisent leurs mères, et cette vie commune, qui leur fait perdre le respect des parens, leur communique souvent les tristes passions qui les animent. La rivalité de pouvoir qui agite les mères est une source d'animosité, d'envie, de dépit, d'orgueil et de colère pour les enfans. — Ma mère est plus belle! elle est plus riche! plus jeune! elle est née à Constantinople! — Voilà de quoi se vantent ces enfans lorsqu'ils veulent humilier ceux qu'ils appellent *frères!*

Un homme ayant les idées et les affections d'un chrétien serait fort à plaindre au sein d'une semblable famille; mais il ne serait pas exposé à s'y trouver. Le Turc qui n'est jamais sorti de sa province, qui ne connaît d'autre société que la société fondée sur les institutions musulmanes, qui tient comme article de foi que rien n'est beau ni bon dans ce monde que son pays, ses lois et ses usages, qui regarde tous les hommes d'une autre religion que la sienne comme des animaux immondes; — le Turc de la classe moyenne se plaît dans la corruption qui l'entoure; il n'aime fortement personne. Il n'est violent et cruel d'ailleurs que d'une façon négative. Pourvu que ses repas soient prêts à l'heure requise, il ne demande rien de plus à la Divinité. Ses enfans lui sont chers; mais s'ils meurent, il ne songe qu'à combler le vide causé par leur perte. Ses femmes souf-

frent-elles dans leur âme ou dans leur corps, — peut-être en rira-t-il, peut-être aussi demeurera-t-il parfaitement indifférent. Profondément ignorant, ne sachant pas même qu'il existe des pays où le culte des arts et des lettres remplit et charme les loisirs de l'homme, il n'y a pour lui que des plaisirs sensuels et le repos, qu'il prolonge et varie autant qu'il le peut par l'usage de l'opium, du hachich, de l'eau-de-vie et du tabac. Les charmes de la conversation sont lettre close pour lui; il parle pour demander ou pour ordonner ce dont il a besoin; puis il se tait, et, chacun gardant le silence autour de lui, il n'a pas même la ressource d'entendre les *on dit*. Quand une de ses femmes a perdu la fraîcheur de la jeunesse, quand, par un motif quelconque, elle a cessé de lui plaire, il s'abstient de l'appeler auprès de lui, et il oublie bientôt son existence. S'il a vu au bazar une esclave qui lui convienne, il l'achète, la mène chez lui, et la proclame sa favorite. C'est peut-être une idiote, une gourmande, une voleuse : il ne l'ignore pas, mais qu'importe? Il n'a pas d'illusions. Comment en aurait-il, et pourquoi? Il sait bien que la jeune femme qu'il serre dans ses bras n'éprouve pour lui que haine et dégoût; il sait bien qu'elle lui enfoncerait avec plaisir un poignard dans le cœur pour gagner dix piastres; il sait bien que son amour n'est qu'une fièvre passagère. Les choses peuvent-elles se passer autrement? y a-t-il quelque part d'autres femmes, d'autres amours, d'autres fièvres et d'autres réveils? S'il y en a, il n'est pas curieux de les connaître. Il ignore les joies intérieures, les joies ineffables du sacrifice. Jamais il n'a fait un aveu qui pût lui nuire, et il ne s'est dit : J'ai été fidèle à la vérité! Jamais il n'a préféré la satisfaction d'un autre à la sienne, et il ne s'est dit : J'ai été fidèle à mes affections! Jamais il n'a regardé la mort comme une aurore, l'aurore du jour éternel et sans nuage. Cet homme-là se croit heureux cependant. L'est-il plus que le dernier des mendians à qui il a été donné dans sa vie de savoir ce que c'est qu'aimer, se dévouer, croire et attendre?

La famille du riche, du noble, du Turc de Constantinople, qui a fréquenté la société franque ou qui a voyagé en Europe, ne présente pas le même spectacle d'immoralité et de turpitude naïve; mais, hélas! sauf quelques exceptions peu nombreuses, la soie et le brocart ne cachent encore qu'un hideux squelette. Les dames de ces harems de premier ordre ne portent pas durant une semaine ni un mois le même costume froissé et souillé. Chaque matin, au sortir de leurs couches somptueuses, elles quittent les vêtemens de la veille, et les remplacent par de nouveaux atours. Leurs robes, leurs pantalons et leurs écharpes sont de fabrique lyonnaise, et quoique les fabricans européens n'envoient en Orient que les rebuts de leurs manufactures, ces rebuts sont encore d'un fort bel effet lorsqu'ils enveloppent

les formes magnifiques d'une de ces Géorgiennes ou de ces Circassiennes dont les harems sont peuplés. Qu'importe cependant l'apparence? La réalité ainsi fardée n'en est pas moins repoussante.

Un mot à ce propos sur les deux races qui représentent à notre imagination inexpérimentée le prototype de la beauté féminine. Grande, forte, la taille bien prise, un teint éclatant, des masses de cheveux noirs et luisans, le front élevé et plein, le nez aquilin, des yeux noirs immenses et fort ouverts, des lèvres vermeilles et modelées comme celles des statues grecques de la bonne époque, des dents de perles, le menton arrondi, le contour du visage parfait, — telle est la Géorgienne. J'admire franchement les femmes de cette race; puis, quand je les ai bien admirées, je détourne la tête et je ne les regarde plus, car je suis sûre de les retrouver, quand il me plaira, exactement telles que je les ai laissées, sans un sourire de plus ni de moins, sans la moindre variation de physionomie. Qu'un enfant lui naisse ou qu'il meure, que son seigneur l'adore ou qu'il la déteste, que sa rivale triomphe ou qu'elle soit exilée, le visage de la Géorgienne n'en dit mot. Je ne sais si les années apportent jamais quelque changement à cette beauté qui tient du marbre, mais dont l'immobile éclat m'impatiente.

La Circassienne n'a ni les mêmes avantages ni les mêmes inconvéniens. C'est une beauté du Nord qui me rappelle les blondes et sentimentales filles de la Germanie; mais la ressemblance ne s'étend pas au-delà des formes extérieures. Les Circassiennes sont blondes pour la plupart; leur teint est d'une fraîcheur charmante, leurs yeux sont bleus, gris ou verts, et leurs traits, quoique fins et gracieux, sont irréguliers. Autant la Géorgienne est sotte et hautaine, autant la Circassienne est fausse et rusée. L'une est capable de trahir son seigneur, l'autre de le faire mourir d'ennui.

La grande occupation de ces dames, c'est la toilette. Aussi les trouvez-vous à toute heure vêtues de crêpe ponceau ou de satin bleu de ciel, la tête couverte de diamans, des colliers à leur cou, des pendans à leurs oreilles, des agrafes à leurs corsages, des bracelets à leurs bras et à leurs jambes, des bagues aux doigts. Quelquefois des pieds nus paraissent à travers la robe de crêpe rouge, et les cheveux sont coupés carrément sur le front comme ceux des hommes de nos pays; mais ce sont là des détails de toilette de peu d'importance. Les manières du beau monde féminin sont censées exprimer le plus profond respect mêlé d'une crainte révérencieuse envers le seigneur du harem. Qu'il entre, et le silence se fait aussitôt; l'une de ses femmes lui ôte ses bottes, l'autre lui met ses pantoufles, celle-ci lui offre sa robe de chambre, celle-là lui apporte sa pipe ou son café ou ses confitures. Lui seul est en possession du droit de porter la parole,

et lorsqu'il daigne s'adresser à l'une de ses compagnes, celle-ci rougit, baisse les yeux, sourit et répond à voix basse comme si elle craignait de faire cesser le prestige et de s'éveiller d'un rêve trop doux pour qu'il puisse durer longtemps. Tout cela n'est qu'une comédie dont personne n'est la dupe, pas plus qu'on ne l'est chez nous des airs d'innocence et de timidité d'une pensionnaire. Au fond, toutes ces femmes ont peu de sympathie pour leur seigneur et maître. Ces femmes si aisément et si doucement émues, dont la voix n'est qu'un faible murmure, s'adressent les unes aux autres de fort gros mots sur un diapason aigu et criard, et il n'y a guère d'extrémité à laquelle elles ne puissent se porter contre celle d'entre elles qui jouit de la faveur du sultan. Les esclaves favorites seraient fort à plaindre, si elles ne se permettaient des représailles; mais elles n'ont garde de se les interdire.

Ce qui est pour moi plus révoltant que tout le reste, et c'est beaucoup dire, c'est le harem en miniature des enfans de grande maison. Ces enfans, des petits garçons de neuf à douze ans, possèdent de petites esclaves de leur âge ou à peu près avec lesquelles ils parodient les façons de leurs pères. Ces jeunes victimes d'une constitution sociale véritablement monstrueuse font là un horrible apprentissage de la vie qui leur est réservée, car rien n'est plus cruel qu'un enfant mal élevé, et la barbare dépravation du vieillard débauché se retrouve à l'autre extrémité de la vie. J'ai vu de ces enfans, de ces pachas embryonnaires, battre à coups de pieds et à coups de poings, égratigner, blesser tout un troupeau de petites filles qui osaient à peine pleurer, tandis que le jeune tigre se pourléchait les lèvres et souriait d'un étrange sourire qui me rappelait certaines pages de Pétrone. Cependant, je le répète encore, personne n'est plus étranger à d'aussi odieux sentimens que le Turc tel que la nature l'a fait. Il y a plus, cet enfant cruel deviendra vraisemblablement un assez bon homme, lorsqu'il sera d'âge à jouer sans trop d'effort le rôle qui l'écrase aujourd'hui.

Les grandes dames de Constantinople ne se contentent pas de voir le monde à travers les grillages de leurs fenêtres; elles vont se promener dans la ville, dans les bazars, partout où il leur plaît et sans être soumises à aucune surveillance incommode. Les femmes vénitiennes jouissaient jadis, grâce à leur masque, d'une excessive liberté; le voile des femmes turques rend à celles-ci le même service. Le mari le plus jaloux passerait auprès de son épouse en bonne fortune sans se douter de son malheur, car non-seulement le voile couvre le visage, non-seulement le *ferradjah* (sorte de manteau) couvre toute la personne et lui donne l'air d'un paquet, mais voiles et *ferradjah* sont tous de même étoffe, de même forme et presque de

même couleur : c'est un domino qui ressemble à tous les dominos. Les dames turques sont donc assurées de garder leur incognito aussi longtemps qu'il leur plaît, et l'infidélité n'est point accompagnée de danger. Dès lors, pourquoi seraient-elles fidèles? Serait-ce par amour pour leurs maris? Elles les détestent. Serait-ce par respect de leurs devoirs? Le mot même de devoirs n'a pour elles aucune signification. Elles font donc l'usage qui leur plaît de la liberté que les mœurs leur accordent. On peut en appeler aux Européens qui ont habité Constantinople : ils avoueront, s'ils veulent être sincères, qu'ils ont noué plus d'une intrigue amoureuse dans les rues ou les bazars. La morale de ceci, c'est que les meilleures précautions ne valent rien là où l'idée du devoir a disparu.

D'après ce que je viens de dire des façons que les maris orientaux emploient envers leurs épouses, on pourrait croire que la brutalité forme le fond de leur caractère. Rien ne serait plus faux, car le Turc de tout âge et de toutes les classes de la société a reçu de la nature une politesse, une délicatesse et une douceur de manières que les Occidentaux n'acquièrent qu'après de longues études, de pénibles efforts et moyennant une contrainte pour ainsi dire éternelle. Jamais un Turc ne se rendra coupable ni d'un mot ni d'un geste dont une femme puisse se trouver offensée, et s'il traite la sienne à peu près comme un être privé de raison, c'est qu'en vérité elle ne fait rien pour s'élever à une condition meilleure. Aussi je voudrais qu'on vît la mine embarrassée et scandalisée d'un Turc placé entre une femme d'Europe et son troupeau d'odalisques (1). Il rudoie ses femmes plus encore que de coutume, il leur impose silence chaque fois qu'elles entr'ouvrent les lèvres, il les éloigne sous un prétexte ou sous un autre; il jette sur l'Européenne des regards en dessous pleins de crainte et de méfiance, et il répète à chaque instant : « Ne faites pas attention à ce qu'elles disent, ce sont des Turques! » ou bien : « Vous me trouvez bien grossier avec ces femmes, n'est-ce pas? Que voulez-vous? ce sont des Turques! » — Eh mon Dieu! oui, ce sont des Turques, dans le sens que vous donnez à ce mot, c'est-à-dire des créatures sottes et dégradées; mais qui les a rendues telles? Et pourquoi le nom donné à vos compagnes est-il devenu le synonyme de tout ce qu'il y a de bas et d'inculte parmi les femmes? Parce que vous avez constitué la famille dans l'intention exclusive de multiplier vos jouissances sensuelles. Vous avez voulu que la femme vous fût soumise comme un esclave : que peut-elle être, sinon un esclave? — Mais j'ai peut-être trop prolongé déjà ces réflexions gé-

(1) *Odalisque* signifie littéralement *femme de chambre*, ou plutôt *femme pour la chambre!* Il faut apprendre le turc pour voir s'envoler ainsi ses dernières illusions!

nérales. On sait maintenant ce qu'il faut entendre par le mot *harem* en Orient, et je puis ramener le lecteur à la résidence qui m'avait inspiré ces réflexions, à l'habitation de mon noble hôte Mustuk-Bey.

Mustuk-Bey, le prince du *Djaour-Dhagda*, a passé les bornes de la première jeunesse. C'est un homme d'une quarantaine d'années, grand et bien fait, d'une physionomie qui serait un peu commune, si elle n'était éclairée par de beaux yeux bleu clair, limpides, sourians et perçans comme deux épées. Rien en lui ne décèle le feudataire ambitieux et rusé qui résiste constamment aux ordres de son souverain tout en conservant les apparences du respect et de la soumission. Il y a du bonhomme dans Mustuk-Bey, ou du moins dans ses manières et dans son langage. Il n'affecte pas le luxe oriental des pachas et des chefs de sa tribu. Son costume, sa tenue, sa maison, sa table, tout respire chez lui la plus extrême simplicité.

Derrière la maison du bey se trouve une petite cour carrée entourée de bâtimens bas, formant un seul étage. La cour étant un carré long, les deux bâtimens de côté couvrent une superficie double environ de celle qu'occupent les constructions placées aux extrémités. L'une de ces dernières n'est que le mur mitoyen qui sépare le harem de la maison du bey, et où l'on a pratiqué la porte d'entrée. Deux petites portes, flanquées chacune de deux fenêtres, communiquent à chacun des bâtimens latéraux de la cour pavée de larges dalles. Le corps de logis du fond n'a qu'une porte et deux fenêtres, et il est impossible d'entrer dans ce cloître silencieux sans se rappeler l'intérieur d'un couvent de chartreux. On est introduit d'abord dans une pièce assez grande, garnie de matelas et d'oreillers, sur laquelle s'ouvre une arrière-pièce faisant l'office de garde-meuble ou de grenier. Dans chacune des cellules disposées autour de la pièce principale règne et gouverne l'une des épouses du bey. On dit tout bas dans le village et même dans les villes voisines que l'univers n'est pas concentré pour le bey dans ces quatre murailles, et que d'autres établissemens analogues à celui-ci sont échelonnés de distance en distance sur les flancs du *Djaour-Daghda*. Ce serait là, à vrai dire, un luxe un peu dispendieux.

La hiérarchie est toujours respectée dans les harems, et tout Sardanapale qu'est Mustuk-Bey, quelque amoureux qu'il soit d'ailleurs de l'une ou de l'autre de ses jeunes femmes, ce n'est jamais que chez la première (en date) qu'il daigne tenir ses *levers*. Ce fut chez elle qu'il me conduisit, lorsque après avoir vu mon établissement pour la nuit dressé et achevé dans une grande salle en dehors de l'enceinte sacrée, je me déclarai prête à aller rendre mes devoirs à ces dames.

La *dame en chef* me parut avoir un étrange aspect. En la regar-

dant, je songeai malgré moi à une acrobate en retraite. Cette sultane avait été fort belle, et sa beauté n'avait pas encore complétement disparu; son teint offrait un curieux mélange du hâle produit par le soleil et d'une série de couches de peinture sous laquelle le tissu primitif n'était guère visible. Ses grands yeux vert de mer étaient extraordinairement cernés : on aurait dit des gouttières ou même des réservoirs pratiqués au-dessous de la glande lacrymale, pour recueillir les torrens destinés à s'en échapper. Sa bouche, grande et bien modelée, laissait voir des dents encore fort blanches, mais trop écartées les unes des autres, et paraissant branler dans des gencives dont le rouge trop vif et l'enflure maladive éveillaient de déplaisantes pensées. Elle dédaignait apparemment les perruques de poil de chèvre, car elle portait ses propres cheveux, mais teints en rouge orangé. Sa toilette était non pas soignée, mais recherchée, et formait un frappant contraste avec celle de ses enfans, qui étaient vêtus comme de petits mendians. Aussi longtemps que son mari fut présent, elle se montra aussi timide et aussi effarouchée qu'une très jeune mariée le jour de son mariage, se couvrant le visage de son voile, de ses mains, de tout ce qui se trouvait à sa portée, et ne répondant que par monosyllabes. Le nez tourné contre la muraille, elle réprimait de petits éclats de rire nerveux, paraissait prête à fondre en larmes à la première occasion favorable, renouvelait enfin les petites manœuvres que j'avais vu exécuter si souvent par des femmes placées dans la même position, et dont les maris orientaux se montrent toujours flattés. — C'est le sentiment de leur infériorité qui les trouble ainsi, se disent-ils. L'infériorité de ceux qui nous entourent supposant nécessairement notre propre supériorité, les maîtres d'un harem prennent pour un compliment l'embarras que cause leur présence. Le sentiment dont il est ici question n'appartient exclusivement d'ailleurs ni à une nation ni même à l'un des deux sexes : il fait partie des élémens dont se compose la nature humaine.

Après avoir joui quelque temps du trouble charmant qu'il occasionnait, et m'avoir suppliée à plusieurs reprises de ne pas faire attention à sa femme, qui n'était qu'une Turque, le bey nous quitta en disant que je ne tirerais pas un mot d'elle aussi longtemps qu'il serait là. Lorsqu'il eut dépassé le seuil de la porte, je me tournai vers sa femme, et je crus d'abord qu'elle avait disparu par une trappe, ne laissant derrière elle pour la représenter que ses nippes arrangées en paquet. Une légère ondulation dans cet amas informe m'avertit de mon erreur, et bientôt le visage enluminé de ma belle hôtesse en sortit comme d'un nuage. Le bouquet d'adieu de son cher époux l'avait jetée dans une si grande émotion, qu'elle s'était vue dans la

nécessité d'enfoncer sa tête entre ses jambes. Ceux qui connaissent la manière de s'asseoir des Orientaux comprendront que l'évolution exécutée par Mme Mustuk ne présentait pas de grandes difficultés.

Quand nous fûmes seules, elle déposa son masque de timidité farouche et causa quelque temps avec un parfait sans-gêne. Elle me fit beaucoup de questions sur nos usages, qui lui semblaient aussi singuliers que plaisans, si j'en juge par ses éclats de rire, qui revenaient aussi fréquemment que le refrain d'une chanson et avec le même à-propos. Je demeurais convaincue néanmoins que ma belle hôtesse n'était pas aussi bornée que son mari daignait le croire, en voyant l'intérêt qu'elle prenait à une multitude de choses qui ne la regardaient pas, et la persévérance avec laquelle elle me demandait le *pourquoi* de chacune. Il m'eût été fort difficile de répondre catégoriquement à toutes ses questions de manière à être comprise; mais je connaissais déjà le mot magique, le talisman qui endort et paralyse subitement toute curiosité orientale. Supposez votre interlocuteur au comble de l'étonnement et vous demandant le pourquoi de telle chose qui lui semble inexplicable, monstrueuse, folle; — il vous suffit de répondre : « C'est l'usage dans notre pays, » et l'étonnement se dissipe, la question n'est pas répétée, le curieux se déclare complétement satisfait. Jamais on ne vous répondra : Mais pourquoi est-ce l'usage? ni : Qui vous empêche d'en changer? Non, les Orientaux sont si bien accoutumés dès leur plus tendre enfance à voir, à faire et à souffrir un nombre infini d'absurdités conservées par l'usage, qu'ils finissent par considérer l'usage comme les anciens considéraient le Destin, comme une divinité immuable, inexorable, supérieure à toutes les autres, et contre laquelle il est inutile de se raidir. Si jamais je me trouve chez une nation qui se contente d'apprendre que telle chose est l'*usage* quelque part, pour se dispenser de l'examiner davantage et de la juger, je saurai à quoi m'en tenir sur la valeur de ses institutions.

La traînée de lumière qui, en entrant par la porte ouverte, dessinait un grand carré long sur le plancher, fut tout à coup interceptée; un bruit de chuchottemens et de pantoufles traînantes sur les dalles humides se fit entendre au dehors, et les trois autres femmes du bey, qui se trouvaient pour le quart d'heure au logis, vinrent faire ma connaissance et me souhaiter la bienvenue. La seconde et la troisième se ressemblaient si fort, que je les crus sœurs : c'étaient de grosses figures dont la couperose précoce pouvait passer pour de la fraîcheur dans un pays où le goût est peu délicat. Chacune d'elles traînait à sa suite la troupe d'enfans que la Providence lui avait accordée.

Derrière les deux femmes se tenait humblement dans l'ombre une

figure sur laquelle mes yeux se fixèrent d'abord et demeurèrent obstinément attachés, en dépit de toutes les manœuvres exécutées par les autres sultanes pour les faire tourner de leur côté. Je ne me souviens pas d'avoir jamais rien vu de plus beau. Cette femme portait une longue robe traînante en satin rouge, ouverte sur la poitrine, qui était légèrement voilée par une chemise en gaze de soie, à larges manches pendantes au-dessous du coude. Sa coiffure était celle des Turcomanes, et pour s'en faire une idée, il faut imaginer une complication, une multiplicité infinie de turbans placés les uns sur les autres, ou les uns autour des autres, s'élevant à d'inaccessibles hauteurs. Il y avait là des écharpes rouges roulées six ou sept fois en spirales et formant une tour à la façon de la déesse Cybèle; des mouchoirs de toutes les couleurs se croisant avec les écharpes, montant ou descendant sans parti pris à l'avance, et dessinant de fantasques arabesques; des mètres et puis encore des mètres de fine mousseline enveloppant de leur transparente blancheur une partie de l'échafaudage, encadrant soigneusement le front et tombant en riches et légères draperies le long des joues, autour du cou et sur la poitrine. Des chaînettes en or, ou de petits sequins enfilés les uns aux autres, des épingles en pierreries ou en diamans piquées dans la mousseline, se balançaient gracieusement entre les plis et leur imprimaient une certaine stabilité, qu'il eût été déraisonnable de demander à un tissu aussi léger. De petits pieds d'enfant qui semblaient taillés dans le marbre paraissaient et disparaissaient tour à tour sous la longue robe de satin rouge, tandis que des bras et des mains comme je n'en vis jamais secouaient un nombre infini de bracelets et de bagues dont le poids ne devait pas être insignifiant, et qui scintillaient comme de vrais diamans. Tout cela formait un ensemble à la fois bizarre et gracieux, mais tout cela disparaissait subitement dès que l'on avait vu le visage qu'entouraient ces draperies flottantes, et qu'une si grande toilette était supposée embellir. Ce visage était d'une beauté singulière, que je renonce à décrire, car comment donner à qui n'a pu le contempler l'idée d'un si charmant chef-d'œuvre de la nature, d'un si ravissant mélange de grâce et de timidité?

J'ai dit que chacune des deux nouvelles venues traînait, accrochés à sa robe, les enfans issus de ses entrailles, absolument comme la mère des Gracques. Ma beauté, au contraire, marchait seule à la suite de ses *moitiés* (c'est ainsi qu'on désigne en Orient le degré de parenté qui consiste à avoir un mari commun). Elle avait la tête baissée, et l'air plutôt humilié qu'humble. Je fis à la hâte mon compliment aux deux premières, car j'étais impatiente d'arriver à la dernière, et de voir ce que deviendrait ce beau visage lorsqu'il s'animerait par la conversation. Je la salue; elle ne me répond pas. Je lui

demande pourquoi elle n'a pas amené ses enfans : même silence. Alors les trois autres moitiés, prenant la parole toutes à la fois, m'apprennent, avec une satisfaction parfaite, qu'elle n'en a pas, pendant que la belle *moitié* baisse la tête et rougit excessivement. Je regrettai d'avoir touché une corde aussi délicate, et, pour atténuer l'effet de mon imprudence, jamais on ne devinerait ce que j'ajoutai. J'eusse fait preuve de la plus odieuse brutalité, si je me fusse adressée à toute autre femme qu'à l'habitante d'un harem; mais j'étais depuis trois ans en Asie, et je connaissais assez bien le terrain sur lequel je marchais. Je dis donc, en prenant un air de confiance et d'approbation, comme si ce que j'allais dire devait nécessairement mettre un terme à l'embarras de la belle Turcomane et lui rendre l'honneur : — C'est que les enfans de madame sont morts, sans doute? — Elle n'en a jamais eu, vociférèrent les trois harpies en riant aux éclats. Et cette fois deux larmes coulèrent le long des joues enflammées de la pauvre femme.

Rien n'est plus honni, plus méprisé, plus délaissé, en Orient qu'une femme stérile. Avoir des enfans et les perdre, c'est un chagrin sans doute, mais on s'en console, on les oublie, on les remplace. Après tout, lors même que les consolations, que l'oubli, que les remplaçans feraient défaut, la mère qui a perdu ses enfans n'en est pas moins une grande dame; sa position sociale et domestique demeure la même; on la respecte, on l'admire, on l'aime peut-être; elle n'a pas à rougir. Ne pas mettre au monde d'enfans, c'est là un vrai malheur, le plus grand des malheurs, un malheur irréparable qui vous renverse dans la poussière, dans la boue, et qui autorise la dernière des esclaves (pourvu qu'elle soit grosse) à vous fouler aux pieds. Soyez belle, soyez charmante, soyez adorée, ayez apporté à votre mari la fortune qu'il dépense, ayez dans vos veines du sang impérial tandis que votre mari n'est qu'un portefaix : dès l'instant que votre stérilité est avérée, vous n'avez plus de salut à espérer. Finissez-en plutôt avec la vie, car chacun de vos jours sera rempli de douleurs, d'humiliations et d'insultes.

Pendant tout le temps que j'ai passé dans la société de ces dames, je n'ai pu arracher un seul mot à la plus belle. Elle baissait ses longs cils d'une façon admirable, les plus charmantes couleurs allaient et venaient sur ses joues veloutées, les plus gracieux sourires se disputaient ses lèvres; mais, si elle avait été muette, elle n'eût pas gardé un silence plus obstiné. Ce ne fut qu'à la fin de ma visite, lorsque je prenais congé de mes hôtesses et après avoir fait observer à la belle taciturne que je la quittais sans avoir entendu le son de sa voix, ce fut alors seulement que, faisant un pas vers moi et prenant un air résolu comme si elle allait monter sur une brèche, elle dit

tout d'une haleine, avec une voix très douce et très pure, mais sans la moindre modulation dans le son : « Dame, reste encore, parce que je t'aime beaucoup. » Ceci dit, la bouche se referma, les yeux reprirent leur direction vers le plancher, le feu de la résolution s'éteignit sur ce joli visage; l'entreprise avait été couronnée de succès, le compliment était parvenu à son adresse, et la *belle des belles* pouvait se reposer sur ses lauriers.

Je ne sais d'où cela m'est venu, mais à partir de ce moment je fus poursuivie par la pensée que ma reine de beauté était idiote, et qu'elle m'avait débité là l'une des phrases, peut-être même l'unique phrase avec laquelle elle salue le seigneur son époux. Lorsque je revis celui-ci, je lui fis, comme c'est l'usage, force complimens au sujet de ses femmes; mais je me répandis surtout en éloges sur la rare beauté de ma favorite. « Vous la trouvez donc bien belle? fit-il avec quelque surprise. — Admirablement belle! » répondis-je. Il parut réfléchir un moment, puis il leva les sourcils, dessinant par ce mouvement une multitude de lignes horizontales sur son front; il avança la lèvre inférieure et le menton, baissa la tête en allongeant le cou, haussa légèrement les épaules, leva un peu les bras et les laissa retomber sur ses cuisses; enfin il me dit d'un air à demi confidentiel : « Elle n'a pas d'enfans! » Elle était jugée.

J'avais hâte de me remettre en route après quelques jours passés chez le prince du *Djaour-Daghda*. J'avais à gagner Alexandrette pour me diriger de là sur Beyrouth. Malheureusement le temps pluvieux vint contrarier mes projets de départ, et je dus, bien malgré moi, prolonger mon séjour dans la résidence de Mustuk, sans autres moyens de distraction que des entretiens fort monotones tantôt avec le bey, tantôt avec ses femmes. Enfin le soleil reparut, et je quittai le *Djaour-Daghda* avec un très vif mouvement de satisfaction, c'est-à-dire dans une disposition d'esprit bien différente de celle où je me trouvais au sortir d'Adana.

CHRISTINE TRIVULCE DE BELGIOJOSO.

LES
CHEMINS DE FER AUTRICHIENS

DE LEUR INFLUENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE ORIENTALE.

Les grandes opérations industrielles ont une portée sociale qu'il serait curieux d'observer. On constaterait assez souvent qu'en déplaçant les intérêts, en créant des besoins nouveaux, en facilitant de nouvelles combinaisons politiques, elles suggèrent aux hommes d'état les solutions les plus naturelles. Cette réflexion nous est inspirée par l'étude d'une des plus vastes spéculations financières de ce temps-ci, l'achat de deux chemins de fer et de plusieurs propriétés domaniales fait au gouvernement autrichien par la *Société du crédit mobilier* et quelques maisons allemandes. S'il s'agissait d'une exploitation à exercer dans les conditions ordinaires, il suffirait de discuter en peu de mots les probabilités de bénéfices; mais des intérêts d'un ordre plus élevé sont en cause. En recevant de l'empereur d'Autriche, à des conditions remarquablement avantageuses, un chemin de fer sur lequel on compte pour vivifier la Hongrie, la compagnie franco-allemande semble avoir pris l'engagement moral de rendre à ce noble et beau pays une importance digne de son passé. Une grande activité industrielle développée tout à coup sur les bords du Danube modifierait essentiellement l'avenir de l'Europe orientale : c'est un point de vue qu'il nous semble bon de signaler à l'attention publique.

Il n'est pas un livre parlant de la Hongrie qui ne célèbre avec une sorte d'enthousiasme les ressources naturelles de cette contrée. Ter-

ritoire vaste et fertile, richesse et variété des produits, position heureuse entre l'Occident et l'Orient, population intelligente et d'une vitalité remarquable, elle réunit tous les élémens de prospérité. Pourquoi donc la nation hongroise est-elle restée presque étrangère aux travaux civilisateurs, et d'où vient qu'aujourd'hui on a lieu d'espérer pour elle un développement rapide? Pour répondre à ces deux questions, il suffit de rappeler ce qu'était encore la Hongrie avant les tentatives de rénovation qui datent de trois ou quatre ans seulement.

Occupée par une race guerrière et conquérante, sorte de colonie militaire opposée par l'Europe chrétienne aux envahissemens des barbares orientaux, la Hongrie s'est organisée sur le type des milices féodales du moyen âge, et telle elle était encore lorsque arriva la crise de 1848. Sous la féodalité, la terre était donnée au noble à titre de solde militaire, et le noble, payant de sa personne comme soldat, était exempté du paiement de l'impôt en argent. Toutes les propriétés hongroises venaient ainsi de donations faites à la caste noble à titre de fiefs, et elles faisaient retour à la couronne à l'extinction de la famille qui les avait reçues. On a distingué jusqu'à ces derniers jours deux espèces de fiefs, les fiefs mâles, dans lesquels les filles, si nombreuses qu'elles fussent, n'avaient droit qu'à un quart du patrimoine, et les fiefs mâles et femelles, dans lesquels les partages étaient égaux à tous les degrés de la descendance. Le premier possesseur d'un fief mâle avait le droit de le rendre mâle et femelle : il suffisait pour cela de sa simple déclaration; mais, en cas d'extinction des branches masculines, les branches possédant des biens domaniaux venus par les femmes étaient dépouillées, et leurs terres faisaient retour à la couronne. Ces prescriptions, qui nous semblent si choquantes, sont la déduction naturelle du principe féodal. Dès qu'il est admis que la propriété foncière est la solde d'un service, il est tout simple que la solde soit retirée dès que le service n'est plus accompli. C'était encore en vertu du même principe qu'une propriété vendue faisait retour au domaine royal quand la famille titulaire s'éteignait, à moins toutefois que le roi n'eût autorisé la vente : on supposait alors que l'acheteur avait reçu personnellement l'investiture du fief.

Il va sans dire que, pour pouvoir posséder des terres en Hongrie, il a fallu, jusqu'en 1848, être Hongrois et noble. Or la transmission de la propriété et l'emprunt sur hypothèques étaient entourés de tant de difficultés et de tant de périls, que le noble propriétaire ne trouvait qu'à grand'peine l'argent indispensable pour les améliorations agricoles. En cas d'extinction de la famille de l'emprunteur, la couronne rentrait en possession du domaine, et le créancier avait perdu les sommes avancées. La clause féodale du retrait lignager

était restée en pleine vigueur sous le nom de privilége des aïeux (*aviticitas*). Le possesseur héréditaire ne pouvait vendre tout ou partie de son domaine à un étranger qu'au refus des parens et héritiers présomptifs. A défaut de cette formalité, tout parent conservait le droit d'évincer l'acquéreur en rachetant l'immeuble à prix coûtant. L'aviticité conférait même au noble hongrois le privilége de se faire restituer les biens vendus par ses ancêtres, en remboursant seulement le prix d'achat, sans tenir compte des travaux d'amélioration ni de la disproportion des valeurs à diverses époques. Il est évident qu'en faisant courir de pareilles chances aux capitalistes, le noble propriétaire ne pouvait contracter qu'à des conditions désastreuses.

Pour comble de malheur, le cultivateur n'était pas plus intéressé à l'amélioration du sol que celui qui en était propriétaire. Le territoire, propriété du seigneur, était divisé en deux catégories : les terres exploitées par les seigneurs eux-mêmes, et celles qui étaient mises en culture par les paysans. Au servage, aboli par Marie-Thérèse et son fils Joseph II, avait succédé un lien de sujétion (*nexus subdilelæ*). Les terres cultivées par les *sujets* étaient divisées en portions dont la contenance variait, suivant les comitats, de 22 à 62 jochs (de 12 hectares 67 ares à 35 hectares 71 ares), tant en terres labourables qu'en prairies. Pour la jouissance de chaque portion, le paysan devait à son seigneur la neuvième partie de tous les produits, 52 journées de travail avec attelage ou 104 journées de travail d'un homme, 1 florin en argent pour le loyer de la chaumière, l'impôt en argent pour l'état, et la dixième partie des produits en nature pour le clergé.

Comme le main-mortable du moyen âge, le sujet hongrois pouvait quitter la terre en donnant congé au seigneur six mois à l'avance; mais en ce cas il n'emportait avec lui que ses acquisitions mobilières. Les améliorations foncières qu'il avait effectuées profitaient au domaine sans indemnité. Le seigneur ne pouvait déposséder le paysan qu'en obtenant contre lui sentence d'un tribunal supérieur : il ne lui était pas permis d'exploiter pour son compte, et conformément aux principes de la culture libre, la terre ainsi rentrée en sa possession; la règle féodale l'obligeait à la transmettre à un autre sujet. Le paysan pouvait se faire remplacer, pourvu que son maître y consentît; il pouvait entreprendre l'exploitation de plusieurs lots, à la condition d'y installer le nombre de cultivateurs jugé nécessaire. Chaque lot était divisible entre les membres d'une famille agricole, mais jamais au-delà de huit parcelles. Pour caractériser complétement le sort du paysan hongrois, ajoutons que le seigneur avait droit de prononcer seul contre son sujet la peine de vingt-cinq coups de bâton ou de trois jours de prison, que comme juge, et avec l'as-

sistance de son propre tribunal, il pouvait ordonner quatre-vingt-dix-neuf coups de bâton ou quatre-vingt-neuf jours de prison; pour les peines plus graves, il fallait remonter aux tribunaux supérieurs; pour l'exécution à mort, l'assentiment du roi, c'est-à-dire de l'empereur d'Autriche, était nécessaire.

Une pareille organisation suffisait pour stériliser la contrée la plus fertile. Ce n'était pas tout encore. Un privilége auquel la noblesse hongroise tenait beaucoup moins par intérêt que par orgueil était celui de ne pas payer d'impôts. Possédant à peu de chose près la totalité du territoire, elle était exempte de toute imposition foncière et de la plupart des taxes indirectes. Le poids des charges publiques retombait en totalité sur des paysans ordinairement pauvres, de sorte qu'en définitive les provinces orientales, les plus riches naturellement, contribuaient dans une proportion cinq fois moindre que le reste de l'empire. Mais, sans impôts, pas de travaux civilisateurs: les seules voies de communication étaient de mauvais chemins à peine déblayés par les paysans au moyen de corvées.

Un autre inconvénient était la nécessité de protéger les contrées soumises à l'impôt contre la concurrence commerciale de celles qui en étaient exemptes. La Hongrie, où le droit de consommation sur les liquides n'existait pas, eût trop facilement ruiné les vignobles de l'Autriche ou de la Lombardie. Entre les provinces autrichiennes, où la fabrication du tabac était monopolisée par le gouvernement, et la Hongrie, où cette industrie était libre, la différence de prix était de 1 à 6 pour les tabacs à fumer, et de 1 à 12 pour les tabacs à priser. Il a donc fallu établir sur une ligne qui, en raison de ses sinuosités, présente un développement de plus de 1,800 kilomètres, un service de douanes intérieures destiné à séparer commercialement la Hongrie du reste de la monarchie. Que de peine pour intercepter cette circulation, qui aurait tout vivifié! Entre les provinces allemandes et hongroises, il y avait 685 douanes-frontières, 63 douanes centrales, 50 douanes secondaires dans diverses parties de l'intérieur, 71 stations pour contrôler les marchandises sur les routes, sans compter les escouades organisées militairement pour courir sus aux contrebandiers, ni les inspections pour surveiller les employés des bureaux; sans compter enfin une organisation également compliquée pour le service spécial de la Transylvanie. Bref, l'isolement des provinces orientales exigeait un personnel de 19,124 agens et une dépense de 11,770,000 francs!

Ainsi immobilité féodale qui paralysait le propriétaire, inertie du paysan indifférent aux progrès de la culture, absence de crédit, manque de routes, isolement commercial, tout semblait combiné pour neutraliser les ressources de la Hongrie. Malgré tout, l'expan-

sion d'une riche nature triomphait des obstacles. Voici ce qu'écrivait à ce sujet un observateur très attentif et très expérimenté : « Que la réforme des lois, indispensable en Hongrie, s'effectue, et ce pays deviendra un des plus beaux et des plus riches de la terre. Son mouvement d'ascension est tel que, malgré les causes qui s'y opposent, il y a une grande progression dans la valeur de toutes choses. Telle fortune possédée il y a vingt ans par un seul et qui se trouve partagée entre trois enfans, après avoir fourni aux dots considérables de plusieurs filles, donne à chacun des trois fils un revenu égal à celui qu'avait primitivement le père. On n'entrevoit pas où cette richesse s'arrêtera (1). »

Qu'une terre aussi richement dotée restât étrangère aux progrès modernes, cela était ridicule et honteux : on avait fini par le sentir en Autriche autant et plus qu'en Hongrie. L'aristocratie magyare comptait beaucoup d'hommes assez éclairés pour comprendre qu'un pays sans impôts ne peut avoir ni voies de communication ni établissemens d'utilité générale, que les priviléges féodaux étouffaient toute émulation, et qu'à tout considérer les seigneurs avaient peut-être plus à gagner qu'à perdre au sacrifice de leurs anciennes immunités. Même avant 1840, la motion de faire concourir la noblesse aux charges publiques avait pu être développée sans trop d'opposition dans quelques assemblées provinciales. Certains patriotes hongrois avaient eu aussi l'idée malencontreuse de susciter une industrie nationale, en s'astreignant à l'emploi exclusif des produits indigènes, et en sollicitant des droits protecteurs équivalant à la prohibition contre les principaux produits des manufactures étrangères. Ils étaient ainsi parvenus à faire confectionner assez maladroitement dans une douzaine de petites fabriques du drap, du sucre, de la bougie, des produits chimiques (2). Nous mentionnons ce fait pour constater en passant l'impuissance du régime protecteur. L'industrie ne surgit que là où existe une population ayant des aptitudes industrielles, des capitaux et une liberté d'action suffisante. La protection ne crée pas le mouvement; elle le monopolise au profit d'un petit nombre et au détriment de la multitude.

Les hommes d'état de l'Autriche avaient mieux jugé la situation (3). Ils sentaient que l'abolition des entraves féodales, la mobilisation de la propriété et l'affranchissement du cultivateur étaient les conditions essentielles du progrès, que la Hongrie devait débuter par l'exploitation de ses richesses territoriales, et qu'il y avait ur-

(1) *Voyage du duc de Raguse*, fait en 1834, publié en 1837, tome Ier, p. 40.

(2) *Documens sur le Commerce extérieur* (Autriche, n° 5, p. 150).

(3) Dès 1843, nous avons exposé les idées qui aboutissent aujourd'hui, dans un article intitulé *Politique financière de l'Autriche*, livraison du 1er septembre.

gence de supprimer les douanes intérieures pour faciliter l'échange des matières premières qu'elle doit fournir abondamment contre les articles manufacturés des autres pays; mais un tel changement n'était rien moins qu'une révolution sociale : on n'osait pas proposer directement à la noblesse hongroise d'en faire les frais. D'ailleurs tout projet d'assimilation commerciale, cachant peut-être une arrière-pensée de centralisation administrative, de fusion politique avec les provinces allemandes, était suspect et antipathique aux fiers Magyars. Les choses en étaient là lorsque l'Allemagne fut surprise et profondément remuée par les contre-coups des événemens de février.

Quand survient une crise révolutionnaire, la pensée latente au fond des cœurs s'échappe et prend flamme. En 1848, la question du prolétariat, si brûlante en France et en Prusse, n'eut en Autriche qu'un faible retentissement : on s'y passionna avant tout pour l'affranchissement des nationalités, pour l'égalité des races, et cela se conçoit. On a défini fort exactement l'Autriche en disant qu'elle est « une union fédérale de races différentes, gouvernées et administrées par la race allemande. » On distingue dans l'empire autrichien sept peuples principaux, et on y parle vingt idiomes. La tâche traditionnelle de la maison de Habsbourg, son ambition, sa raison d'être a toujours été de rapprocher, de fondre ces populations qui se repoussent, de leur procurer malgré elles le prestige et les avantages d'une grande unité nationale; mais dans cette lutte contre les souvenirs historiques, contre les influences locales, contre les instincts du foyer, que d'atteintes à la liberté, que de blessures faites aux vanités, aux intérêts, aux habitudes! Dans les froissemens subis çà et là, on s'en prenait toujours à cette malheureuse prétention d'assimiler des élémens dissemblables. Aussi en 1848, quand les liens de subordination se trouvèrent rompus, tous les vœux d'amélioration se résumèrent en un seul cri : affranchissement des races!

Plus qu'aucune autre, la race hongroise tenait à son passé. L'aristocratie magyare, qui n'avait jamais voulu reconnaître autre chose dans l'empereur d'Autriche que le roi héréditaire de Hongrie, crut que le moment était venu de reconstituer fortement sa nationalité. Pour triompher des dernières hésitations de la noblesse, les chefs du mouvement lui firent sentir qu'il était urgent de donner des citoyens à la patrie en affranchissant les paysans. La diète de 1848, réunie à Presbourg, prononça l'abolition de la corvée et de tous priviléges seigneuriaux contraires à l'égalité civile. La féodalité hongroise, se dépouillant elle-même de ses droits héréditaires, concéda gratuitement aux paysans la propriété des terres dont ils n'avaient été jusqu'alors que les tenanciers, et ne se ménagea d'autre dédommagement qu'une indemnité fort éventuelle à retirer de la vente des

biens domaniaux. Le sacrifice était énorme, irréparable pour beaucoup de familles. Néanmoins la noblesse hongroise succomba. Deux choses contribuèrent à sa ruine, une faute et un malheur. Influencée par ses glorieux souvenirs, l'aristocratie magyare revendiqua la domination sur toutes les contrées qui avaient composé autrefois le royaume de Hongrie. Telle fut la faute commise. C'était se mettre en contradiction avec le principe où la nationalité hongroise puisait son droit et sa force, puisqu'elle prétendait à son tour englober et régenter plusieurs peuples de races différentes. La cour d'Autriche eut alors beau jeu pour susciter contre le Magyare — le Slave, le Croate, le Serbe, le Roumain. Le malheur fut que la guerre civile paralysa les bonnes intentions de la noblesse hongroise, et que les réformes demeurèrent comme non advenues aux yeux des peuples qui n'en ressentirent pas les effets. En réalisant un peu plus tard les améliorations qui devaient régénérer le pays, le gouvernement autrichien eut l'air d'en prendre l'initiative, et il acquit par-là un mérite aux yeux des peuples.

Pendant la session de l'assemblée constituante convoquée à Vienne après la révolution, un député obscur présenta un projet tendant à l'émancipation de la terre et du cultivateur dans toutes les parties de l'empire. Une pareille proposition devait réunir tous les suffrages dans les circonstances où l'on se trouvait. Le ministre qui représentait le gouvernement impérial à cette séance témoigna le regret d'avoir été devancé. Il déclara seulement qu'en adoptant le principe, il était prudent de ne pas promettre l'abolition pure et simple de toutes les redevances acquittées par les paysans, et qu'il fallait réserver la question de l'indemnité au profit des seigneurs. Le *nexus subdiletæ* fut donc aboli par un acte parlementaire du 7 septembre 1848.

Ce précédent révolutionnaire était un acheminement au système d'unité civile et de centralisation administrative, idéal des hommes d'état autrichiens. Le pouvoir absolu, rétabli un peu plus tard, se trouva autorisé à dire qu'il accomplissait le vœu national et populaire en abolissant l'espèce de souveraineté du seigneur sur son sujet, le droit héréditaire de rendre la justice, les immunités fiscales, en un mot tous les priviléges contraires à l'égalité dans les relations civiles.

L'Autriche eut ainsi son 89 par le fait de son gouvernement. La constitution du 4 mars 1849, tout en ménageant encore les susceptibilités de races, pose en principe que toutes les parties de l'empire et les habitans de toutes classes doivent contribuer aux charges publiques. Un système d'impôts fonciers doit être établi d'après un travail cadastral, et sans égard aux franchises existantes. En 1850, il est déclaré, par patente impériale, que « la suppression des douanes

intérieures et le rétablissement du commerce libre sera un des moyens les plus puissans de guérir les profondes blessures que la guerre civile a faites à une grande partie du territoire de l'empire. » En conséquence, la ligne douanière entre l'Autriche et la Hongrie est effacée, ainsi que les taxes perçues à l'intérieur sur les routes et ponts. Exception est faite seulement pour les marchandises sur lesquelles l'état se réserve un monopole, comme le sel et le tabac; encore n'est-ce là qu'une mesure transitoire, « attendu qu'on se propose d'effacer au plus tôt jusqu'aux dernières traces des droits qui semblent mettre obstacle au libre échange dans toute l'étendue du territoire commun. » Cette réforme inflige au trésor impérial un sacrifice de 3 millions et demi de florins (9,135,000 fr.), mais on se flatte que la perte sera bientôt compensée par la diminution des frais de surveillance et par l'accroissement progressif du commerce.

Survient enfin l'ordonnance du 31 décembre 1851, qui, revenant sur les concessions politiques de 1849, enlève aux nationalités l'ombre d'indépendance qu'on leur avait laissée. « A l'avenir, dit-on, on suivra la voie de l'expérience. » Ce qui signifie, en langue vulgaire, qu'on restaure le pouvoir absolu; mais comme on voit dans l'assimilation des peuples, dans l'unité de l'empire, le gage de la prospérité future, on confirme solennellement « l'égalité de tous les sujets devant la loi, » de même que la suppression des corvées et des dîmes. On essaie en même temps de donner une valeur effective à cette vague promesse d'indemnité faite en vue de l'aristocratie hongroise, trop vivace encore pour qu'on ne s'applique pas à la ménager. Il est décrété que le paysan sera astreint à payer au seigneur les deux tiers de la somme équivalente au capital de la redevance féodale, et qu'à ce prix il deviendra propriétaire libre des portions de terrain qu'il aura successivement rachetées. Pour hâter la libération si désirable du sol productif, le gouvernement central promet d'avancer aux cultivateurs la moitié de la somme qu'ils ont à fournir. Afin que le sujet affranchi acquière en même temps que la propriété la garantie de l'égalité devant la loi, on abolit les juridictions seigneuriales, qui sont remplacées par les tribunaux de l'état; on avise aussi aux moyens de constituer des communes rurales, et de confondre dans les municipalités les détenteurs du sol, nouveaux ou anciens. On affecte de témoigner quelque condescendance à l'aristocratie, en lui accordant des distinctions honorifiques, des moyens d'influence locale proportionnés à la richesse territoriale de chacun. Néanmoins, sous l'entraînement du principe d'égalité, on porte à la féodalité magyare le dernier coup par deux ordonnances de 1852 : l'une du 27 mai, qui introduit dans les provinces hongroises le code pénal composé en 1803 et remanié en 1848 sous l'inspiration des idées

françaises, et l'autre du mois de décembre, qui déclare applicable dans la Hongrie, la Transylvanie et la Croatie le code civil allemand refondu en 1811, conformément aux exigences du génie moderne.

Il est facile de comprendre à présent la pensée qu'avait le gouvernement autrichien en se dessaisissant d'une partie importante de son domaine, et en achetant par des avantages exceptionnels le concours d'une puissante association financière. Sa libéralité, qui ressemble à du laisser-aller, n'est que l'effet d'un habile calcul. A part l'urgence de rétablir l'état monétaire du pays en y attirant des espèces métalliques, il y a un intérêt de premier ordre pour la cour de Vienne à consacrer, par de rapides et brillans progrès, les réformes qui ont relevé sa fortune. Il faut, pour consolider son œuvre, que le paysan émancipé se passionne pour sa nouvelle condition, et que l'aristocratie trouve dans la prospérité commune quelque compensation à ces sacrifices qu'elle s'imposait noblement elle-même quand elle se croyait victorieuse, et qu'aujourd'hui, hélas! elle subit comme vaincue. L'espoir du succès en Hongrie repose sur les chemins de fer et sur la mise en valeur de ces fiefs qui, successivement rattachés à la couronne, composeraient un domaine territorial d'une valeur inappréciable, s'il était utilisé. La triste expérience des régies administratives est faite en Autriche comme partout ailleurs. Le seul parti qui restât à prendre était de confier la régénération industrielle de la Hongrie à des hommes connus par leur sagacité et leur entrain comme spéculateurs, et exerçant sur l'opinion publique une incontestable fascination par leurs succès multipliés.

Une pareille mission était de nature à séduire MM. Pereire. Il est dans la nature de leur esprit de rattacher à leurs combinaisons industrielles quelques préoccupations sociales : c'est cette tendance qui en a fait un type à part dans le monde financier; mais ils savent que les affaires industrielles n'ont une action sociale qu'à la condition d'être de bonnes affaires : c'est un genre de propagande qui a son originalité. Ils n'ont donc traité avec le gouvernement autrichien qu'en se ménageant les chances d'un brillant succès.

Le tracé du réseau autrichien présente sur la carte deux lignes qui se coupent diagonalement et forment une espèce de croix en se rencontrant à Vienne : l'une va du nord-est au sud-ouest, c'est-à-dire de la Pologne russe à l'Adriatique; l'autre du nord-ouest au sud-est, c'est-à-dire de la Bohême jusqu'aux extrémités de la Hongrie. Cette dernière ligne appartient presque en totalité à l'état. Sans être dans la confidence des négociations qui ont eu lieu entre les hommes politiques et les hommes de finance, nous présumons que la cour de Vienne aurait préféré vendre seulement le chemin de Hongrie. Celui-ci, qui n'est pas achevé, offre de séduisantes éventualités; mais les ca-

pitalistes veulent des certitudes. Il a donc fallu céder en même temps la ligne de Bohême, qui est d'un rapport éprouvé. Ainsi capital rémunéré par la recette d'une seule ligne, chances illimitées dans un pays plein d'avenir, prudence et hardiesse, voilà le système de l'opération.

Le chemin du Nord (ou chemin Ferdinand), dont nous avons suivi le tracé sur les meilleures cartes, met l'Autriche en communication non interrompue avec la Saxe, la Prusse, la Hollande et tout le nord-ouest de l'Europe. Son point d'attache avec le chemin de fer saxon qui va à Dresde est Niedergrund. De ce lieu, il court au sud en traversant la Bohême jusqu'à Prague, vieille cité de 115,000 âmes. Changeant ici de direction, il tend vers l'est jusqu'à une petite ville nommée Triebitz, où il se bifurque pour entrer en Moravie. Un embranchement, continué vers l'est jusqu'à Olmütz, le met en communication avec d'autres lignes prolongées jusqu'en Prusse, en Pologne et en Russie. De Triebitz, la ligne principale reprend la direction du sud jusqu'à Brünn, où elle se soude, pour aller à Vienne, à d'autres chemins qui ne font pas partie des acquisitions de la société. En résumé, le chemin du Nord, depuis la frontière de Saxe jusqu'à Brünn et Olmütz, a un développement de 468 kilomètres en exploitation (1). La construction a coûté environ 118 millions de francs, obtenus en émettant des actions pour les deux tiers et des obligations pour le reste. Le matériel roulant était en 1852 au-dessous de la moyenne des chemins français; peut-être l'a-t-on augmenté depuis pour le proportionner aux besoins d'une exploitation toujours croissante. Suivant le statisticien allemand à qui nous empruntons ces détails (2), en 1852, on aurait transporté 1,034,880 voyageurs et 502,196 tonnes métriques de marchandises et de charbon. Il paraîtrait enfin que la recette brute des seuls chemins de Bohême et de Moravie en ces dernières années aurait été d'environ 18 millions de francs, de sorte que le produit net suffirait seul pour fournir un intérêt convenable sur les 200 millions engagés par la compagnie. Il est bien entendu que ces données, empruntées par nous aux documens allemands, n'auront un caractère officiel que lorsque la société franco-allemande aura publié des chiffres précis, d'après sa propre expérience.

Au surplus, ces résultats n'ont rien d'improbable eu égard à la

(1) Les documens allemands lui donnent une étendue de 64 milles 1/2, ce qui représenterait 489 kilomètres; peut-être ce chiffre comprend-il un *railway* de 12 kilomètres conduisant aux mines exploitées par la compagnie.

(2) *Chemins de fer allemands, d'après les sources officielles*, par le docteur Julius Michaëlis; Leipzig, 1854. — Nous avons consulté ce document à la bibliothèque de la chambre du commerce de Paris, et nous devons la traduction des passages qui nous intéressaient à l'obligeante érudition du bibliothécaire, M. Desmarets.

situation du pays. La population de la Bohême et de la Moravie est de 6,260,000 habitans (1). Ces deux provinces contribuent au commerce extérieur de l'Autriche pour une somme de 117 millions de francs (importations et exportations réunies) dans un tableau qui remonte déjà à dix ans. Ajoutez à cela un trafic intérieur très considérable, quand il ne serait alimenté que par le transport des charbons. La production houillère en Autriche est augmentée depuis trente ans dans la proportion de 1 à 8. Dès l'année 1848, elle fournissait 900,000 tonnes métriques, sans compter la Hongrie, dont l'exploitation fort imparfaite n'était pas constatée. Or, dans cette quantité, la Bohême, la Silésie autrichienne et la Moravie, c'est-à-dire les houillères sur la surface desquelles le chemin du Nord est construit, fournissent 660,000 tonnes, près des trois quarts.

Tout porte à croire que le trafic augmentera sur le chemin bohémien, et que les frais d'exploitation pourront être considérablement réduits. Dans ce pays, où les combustibles minéraux sont accumulés sous toutes les formes, on chauffe assez souvent au bois les machines des locomotives. On donnait pour motif à cette coutume que les charbons du pays sont ordinairement des lignites impropres à la fabrication du coke, et que l'usage du charbon cru, obstruant les tubes, ralentit la vaporisation, détériore rapidement les machines, et présente même quelques dangers. L'appauvrissement des forêts était à craindre, et il aurait fini par rendre le service des chemins de fer très dispendieux. Sans s'arrêter aux objections de la routine, le gouvernement autrichien chargea une commission scientifique d'étudier comparativement les effets des diverses matières employées au chauffage des locomotives. Les expériences faites en 1850 ont été satisfaisantes (2) : on a constaté qu'avec quelques précautions faciles à observer, la substitution de la houille et du lignite au coke n'entraînait aucune modification dans le système intérieur des machines. S'il en est ainsi, la société aura des ressources en combustible qui abaisseront considérablement ses frais. On sait qu'au nombre des domaines dont l'acquisition est comprise dans son marché se trouvent la mine de lignite de Sobochlelen, près de Toëplitz, vers la frontière saxonne, et les mines de houille de Kladno et de Brandeisel, à proximité de Prague, d'une superficie d'environ 16 kilomètres carrés en exploitation, offrant, dit-on, des masses considérables de marchandises sur le carreau, et réunies à la ligne du Nord par un chemin de fer à

(1) Les faits industriels et commerciaux relatés ici sont empruntés en grande partie aux documens que publie le ministère du commerce sous le titre d'*Annales du Commerce extérieur*. — Voir, pour la Bohême, les nos 8, 10 et 11 de l'Autriche.

(2) Elles sont analysées par un ingénieur français, M. Couche, dans les *Annales des Mines*, 4e série, tome XIX.

locomotives. La société, qui n'a pas encore eu le temps d'inventorier ses richesses, n'a donné aucun renseignement sur ces mines : c'est une discrétion assez rare en affaires, et dont il faut lui savoir gré. En attendant, nous recommanderons aux personnes que ces détails intéressent une excellente étude sur les ressources minéralogiques de la Bohême, écrite il y a une douzaine d'années par M. Michel Chevalier (1). Beauté remarquable des lignites dans la Marche silésienne, excellente qualité de la houille dans le bassin de Radnitz, où se trouvent les gisemens de Kladno et de Brandeisel, boisage à peu de frais, eau peu abondante, salaires à très bon marché, en un mot bénéfice probable de 150 pour 100 sur le prix de revient, tels sont les faits constatés par M. Michel Chevalier, qui est toujours un écrivain intéressant, même lorsqu'il ne songe qu'à être un ingénieur.

La Bohême, c'est le côté sérieux et prosaïque de l'affaire : on pourrait dire que la Hongrie en est la poésie. Certes, dans un pays si bien situé, si richement doté, l'imagination du spéculateur peut se donner carrière.

Une compagnie de transport, chargée par une espèce de privilége de féconder la Hongrie tout en l'exploitant, aura pour tributaires une contrée vaste comme les trois cinquièmes de la France, et une population de quinze millions d'âmes (2). On peut se faire une idée des ressources du sol en recourant aux notes de voyage prises sur les lieux par le maréchal de Raguse. Il est tout d'abord ébloui, entre Vienne et Pesth, par la richesse naturelle du pays. Entre le Danube et la Theiss, les terres lui semblent plus fertiles encore, bien qu'il leur reproche d'être parfois malsaines, en raison d'un excès d'humidité auquel le drainage remédierait aujourd'hui. Parvenu dans le banat de Temesvar, il admire « un sol riche et profond qui ne s'épuise jamais. Le Delta du Nil ne présente pas à la vue une apparence plus belle. » Dans les recueils spéciaux de documens relatifs au commerce (3), le sentiment qui domine est une sorte d'étonnement des résultats obtenus malgré la mauvaise économie du régime féodal. Lorsque la question des subsistances était à l'ordre du jour en Angleterre, on y a calculé que la Hongrie mieux cultivée fournirait aisément à l'étranger 20 millions d'hectolitres de grains, ce qui représente, au point de vue du commerce des transports, un poids de 1,500,000 tonnes. Le défaut de routes et les taxes de douanes ont empêché l'exportation des vins. On n'en produisait que pour la

(1) Dans les *Annales des Mines*, 4e série, tome 1er.

(2) En y comprenant les provinces qui politiquement viennent d'être détachées de la Hongrie, mais qui, au point de vue du commerce, restent des dépendances hongroises.

(3) *Annales du Commerce extérieur*. Voir *passim* les treize numéros relatifs à l'Autriche.

consommation locale, estimée à 20 millions d'hectolitres. On en récolterait aisément le double, si l'on parvenait à ouvrir des débouchés. Les chevaux, dont on sait la réputation, les bestiaux, les cuirs, les laines, qui sont de bonne qualité, mais très négligées, le lin, le chanvre, le tabac, la potasse, le bois, les richesses minérales, offrent au génie industriel des ressources dont on ne connaît pas les limites.

A l'époque où la Hongrie était considérée, par rapport au commerce, comme étrangère à l'Autriche, les échanges entre ces deux parties de l'empire étaient constatés par les tableaux de douanes. En 1840, le montant réuni des importations et des exportations était déjà, suivant M. de Tegoborski, de 240 millions de francs. Six ans plus tard, le total s'était élevé à 300 millions (1). Nous ne savons pas encore dans quelle proportion le libre échange accordé depuis deux ans a accéléré ce mouvement d'affaires. A l'intérieur, le commerce se fait dans de grandes foires, procédé fort arriéré, mais favorable à un chemin de fer, puisqu'il nécessite de continuels déplacemens. Les principaux marchés forains de la Hongrie sont au nombre de 26. Pesth, qui ne comptait que 40,000 habitans au commencement du siècle, et qui en a 150,000 aujourd'hui, a par année quatre foires qui attirent plus de 30,000 personnes, et on estime qu'à chacune d'elles les transactions dépassent 10 millions de francs.

Une circonstance particulière à la Hongrie donne aussi de l'importance à la circulation vicinale. Après l'établissement des Turcs en Europe, le pays devint ce qu'avait été l'Espagne au moyen âge, un champ de bataille sans cesse exposé aux incursions des infidèles. Au lieu de se répandre dans les campagnes à proximité des cultures, la population dut se grouper dans des centres fortifiés : il fallait être en force et avoir les armes sous la main pour exécuter les travaux des champs. Au lieu d'une multitude de villages de deux ou trois cents feux, tels qu'on les voit dans l'Europe centrale, il se forma en Hongrie un petit nombre de campemens où les cultivateurs se retranchèrent par groupes de 30 à 50,000. Depuis le traité de Carlowitz, qui a précipité la décadence des Turcs, c'est-à-dire depuis cent cinquante ans, il n'y a plus de ce côté l'ombre d'un danger. Néanmoins les habitudes étaient prises : l'émulation n'était pas assez vive parmi les paysans pour qu'ils changeassent leur manière de

(1) Importation d'Autriche en Hongrie, en 1846. . . . . 153,654,000 francs.
Exportation de Hongrie en Autriche, même année. . 146,560,000 »
300,214,000 francs.

Les deux tiers des échanges entre la Hongrie et les provinces allemandes se font par la Basse-Autriche, c'est-à-dire en passant par Vienne. (Extrait d'un mémoire sur la Hongrie, adressé au ministre du commerce par M. Chopelet, dans les *Annales du Commerce extérieur*, Autriche, n° 7.)

vivre, et puis pourquoi auraient-ils bâti des maisons sur des terrains qu'il leur était interdit de posséder?

L'aspect des campagnes hongroises est donc encore tel qu'au xve siècle. D'énormes villages sont séparés par des espaces qui communiquent au voyageur la froide et lugubre impression d'un désert, quand on les traverse à toute autre époque que celle des cultures. Pendant la période des travaux, les hommes vont par caravanes s'établir sur les lots qui leur sont confiés, et ils s'y abritent sous des baraques en planches que le seigneur fournissait autrefois moyennant un florin payé annuellement. Il ne reste plus dans les grands centres que les femmes, les enfans et les vieillards. Seulement, dans la nuit du samedi au dimanche, les cultivateurs qui ne sont pas trop éloignés du village, lancés sur un de ces petits chevaux du pays qui fendent si rapidement l'espace, vont au village afin de passer un jour avec leur famille, qu'ils quitteront le lendemain. Avec ces besoins de locomotion, on sentira bientôt les avantages d'une voie ferrée. On a lieu de croire d'ailleurs que le paysan, dès qu'il aura amorti ses redevances, éprouvera le besoin de se construire un gîte sur le sol dont il sera devenu le propriétaire. La population rurale abandonnera ses campemens fortifiés pour se répandre et s'épanouir dans de belles campagnes. Les anciens centres ruraux deviendront de petites villes à la mode européenne, où se caseront les propriétaires rentiers, les commerçans et les industriels. Transformation des villages en cités, construction de métairies dans les campagnes, transports d'ouvriers et de matériaux pour toutes ces bâtisses, échanges entre la campagne et les villes, tout cela est dans les probabilités et profitera au chemin de fer.

On a tracé la voie ferrée destinée à exploiter la région orientale de l'empire autrichien dans les provinces hongroises qui sont le plus favorisées par la nature, le plus avancées en civilisation. Le chemin de Hongrie, partant de Vienne, va d'abord jusqu'à un lieu nommé Marchegg. Cette petite ville est le point de départ de la seconde ligne, dite du sud-est, achetée par la compagnie franco-allemande. De Marchegg, cette ligne tend vers l'est jusqu'à Pesth, en passant par Presbourg et en traversant une douzaine de ces petites villes ou plutôt de ces campemens ruraux (1) dont nous venons de

(1) Il n'est pas inutile de mentionner les centres agricoles dont plusieurs seraient en France des villes de second ordre. Dans la section de Presbourg à Pesth, on trouve Landchutz, Warberg, Dioszegh, Sellye, Galantha, Torniez, Neuhaüsel, Gran, ville archiépiscopale, Nagi-Marosz, Wisegrad, Waitzen. — Depuis l'embranchement de Czeghedt jusqu'à Szegedin, la ligne passe par Nagy-Koros, Kesskemet, Ksongrad, village agricole de 30,000 âmes, etc. Ces noms, si nouveaux pour nous, sont relevés sur la carte officielle de l'administration autrichienne, publiée en 1854.

parler. De Pesth, le *railway* incline un peu vers le sud-est jusqu'à Szolnok, sur la Theiss; mais, avant qu'il arrive à Szolnok, une branche s'en détache à la hauteur de Czeghedt, et tend vers le sud jusqu'à Szegedin, en desservant encore plusieurs gros villages agricoles, tels que Kesskemet, où le maréchal de Raguse s'étonnait de compter 38,000 âmes en 1834. La ligne dont nous venons d'indiquer le tracé présente un développement de 444 kilomètres déjà en exploitation.

A la suite de cette ligne doit s'épanouir un réseau particulier pour le service du banat de Temesvar. Dans cette région, un seul *railway* est en exploitation : c'est le chemin houiller de Lissova à Basiasch, destiné à mettre en valeur les richesses souterraines du Banat, que les hommes d'état autrichiens appellent leur Californie. Le chemin du Banat doit être poussé jusqu'au Danube et toucher Belgrade. Dans l'état actuel de l'entreprise, la section de Szegedin à Temesvar (112 kilomètres) a été commencée aux frais de l'état; quant à l'embranchement de Temesvar au Danube (83 kilomètres), la compagnie qui en a la concession n'est pas tenue de se mettre à l'œuvre avant deux ans. Lorsque ces divers rameaux seront terminés, le développement total sera de 707 kilomètres.

Cette importante partie du réseau autrichien doit moins son origine à la spéculation qu'au patriotisme hongrois. Avant la révolution, une société particulière, réunissant beaucoup d'hommes influens du pays, s'était constituée pour fonder un *chemin central de Hongrie*, au capital de 8 millions de florins (20 millions de francs), divisé en 32,000 actions, avec une garantie par l'état de 4 pour 100. La crise mortelle que le pays eut à traverser désorganisa l'entreprise. Le gouvernement dut la reprendre en main, mesure qui concordait d'ailleurs avec la politique nouvelle qu'il prétendait inaugurer. Après avoir désintéressé les porteurs d'actions, aux termes d'un traité conclu avec eux en mars 1850, il émit des obligations jusqu'à concurrence de la somme jugée nécessaire pour mener à fin les travaux. Le capital d'établissement se trouva ainsi porté à la somme de 46,500,000 francs. Ce chemin, à peine terminé, ne devait pas donner immédiatement des résultats aussi brillans que ceux du chemin de Bohême. Le trafic de 1852 s'établit ainsi : voyageurs, 837,316; tonnes métriques de marchandises, 307,785. Le produit net paraît donner un intérêt de 5 pour 100 sur le capital engagé. On dit, et la chose est probable, qu'il y a eu progression depuis trois ans; les détails précis nous manquent à ce sujet. N'oublions pas d'ailleurs que l'intérêt normal des 200 millions avancés par la compagnie est couvert par les produits du seul chemin de Bohême, et que les revenus du chemin de Hongrie, quels qu'ils soient, ainsi que ceux des mines et domaines, promettent un bénéfice pur.

Le chemin hongrois n'est pas entièrement construit, son matériel n'est pas complet. N'étant pas en contact avec le territoire ottoman, il n'a pas encore modifié les vieilles habitudes du commerce austro-levantin. Le croirait-on? Dans l'état actuel des communications, malgré l'insuffisance et l'imperfection des moyens de transport entre l'Orient et l'Occident, l'Autriche (1) entretient des rapports de commerce douze fois plus considérables avec la Turquie qu'avec la France. On se sert autant que possible des voies maritimes et fluviales. Néanmoins, comme on ne peut éviter un long trajet par terre pour correspondre avec le centre et le nord de l'Europe, et que la navigation à vapeur sur le Danube est interceptée pendant les mois d'hiver, le transport par roulage à travers les vastes plaines de l'Europe orientale a une importance dont peu de personnes se doutent. Les états officiels constatent que le commerce par terre entre l'Autriche et les possessions turques détermine un roulement de 80 millions de francs, sans compter un transit de 6 à 7,000 tonnes dont la valeur commerciale peut être évaluée à 40 millions. Les voies les plus fréquentées aujourd'hui sont celles qui partent de la Servie par Belgrade, de la Valachie par Giurgevo ou Bucharest, de la Moldavie en passant par Cronstadt ou Hermanstadt pour aboutir à Temesvar. De lourds chariots, marchant par convois et laissant de tristes sillons sur des routes boueuses, vont ainsi au-devant du *railway*, qui semble allonger ses bras de fer pour les rejoindre au plus tôt et faire leur besogne. Que sera-ce dans l'avenir, quand le réseau complété ira, pour ainsi dire, chercher les marchandises sur les lieux de production, quand la modicité des frais de transport provoquera les achats de l'étranger, quand une régie habile combinera les péages et les facilités du service de manière à faire concurrence à la navigation commerciale!

Il était nécessaire, pour l'indépendance de la compagnie, d'avoir une entrée dans la métropole de l'empire autrichien; aussi a-t-elle racheté, en dehors du traité fait avec l'état, le chemin de Vienne à Raab, avec une fabrique de machines qui en dépend. Cette dernière ligne a une étendue d'environ 93 kilomètres, dont un peu plus du tiers est en exploitation, et le reste en construction. Une entreprise particulière, constituée au capital de 22 millions de francs, en avait obtenu la concession, à charge d'en effectuer plus tard le prolongement jusqu'à Esseck en Esclavonie. Ce serait une autre pointe poussée vers la Bosnie et la Dalmatie, et peut-être un moyen d'acquérir par la suite, au profit du réseau hongrois, un port sur l'Adriatique.

(1) Importations françaises en Autriche en 1858.	9,164,000 fr.	15,982,000 fr.
Exportations de l'Autriche pour la France —	6,818,000	
Importations de la Turquie en Autriche en 1850.	95,789,000 fr.	178,623,000 fr.
Exportations de l'Autriche pour la Turquie —	82,934,000	

Pour le moment, un pareil projet n'existe pas, même à l'état de rêve. L'avantage immédiat qui préoccupe la compagnie est d'avoir la disposition d'une ligne formant le tronc commun des chemins à tracer sur la rive droite du Danube, et surtout la jouissance d'une entrée à Vienne, qui garantirait au besoin son indépendance à l'égard des compagnies rivales.

Quels que soient les développemens que les chemins hongrois sont destinés à prendre, les moyens d'exploitation ne lui feront pas défaut. La société a acquis, à proximité du chemin oriental, des domaines qui suffiront pour longtemps à ses besoins en combustible, peut-être même au renouvellement de son matériel. Ce sont, indépendamment des ateliers de Raab, quatre mines de houille (1) en pleine exploitation, et reliées par l'embranchement de Lissova à Basiasch, d'un côté à la ligne centrale, et de l'autre côté aux terrains houillers qui avoisinent le Danube. On a obtenu en outre la cession de six établissemens métallurgiques situés dans les mêmes districts, savoir : quatre mines de cuivre, dont une argentifère (2), et deux mines de fer qu'on dit fort riches (3), avec des hauts-fourneaux, une forge à l'anglaise récemment construite pour une production annuelle de 10,000 tonnes, et une fonderie de canons et projectiles travaillant pour l'état. Enfin, pour le service de ces mêmes établissemens, on a acheté environ 90,000 hectares de forêts qui fourniront abondamment des traverses pour les voies ferrées, de la charpente pour les habitations et les machines; puis 30,000 hectares de terres labourables que l'on pourrait revendre, si l'on n'avait pas plus de profit encore à y installer des espèces de colonies d'ouvriers attachés aux exploitations.

Au point de vue où nous a placés une civilisation avancée qui tire parti de tout, il nous semble étrange que le gouvernement autrichien se soit dessaisi de tant de richesses. Rappelons-nous ce qui a été dit plus haut sur l'état de la propriété territoriale en Hongrie jusqu'aux réformes, trop récentes encore pour que les effets en soient sentis. On est beaucoup moins surpris que la compagnie ait obtenu à bas prix quatre mines de houille dans le bassin d'Orawicza, lorsqu'on apprend que quatre-vingt-seize houillères, que M. Chopelet signale dans son mémoire comme excellentes, sont à peine utilisées, et qu'il y en a beaucoup d'autres qu'on n'exploite pas du tout. Nous avons

(1) Steyerdorf, Doman, Szekul et Kuptore, dans le district d'Orawicza que traverse le chemin houiller. — M. Chopelet, dans son mémoire adressé au ministre de l'intérieur en 1847, dit : « Les meilleurs charbons sont extraits des mines d'Orawicza, qui appartiennent à la couronne. »

(2) Moldava, Szaska, Orawicza et Dognaska.

(3) Resicza et Bogschan.

vu qu'en vertu du droit féodal toute propriété non desservie par des mâles faisait retour au suzerain. Le domaine de la couronne, enrichi de cette façon pendant le cours des siècles, est devenu très considérable; mais, d'après les livres écrits sur les finances de l'Autriche, la régie des biens de l'état en Hongrie est pitoyable, et ne rend pas le quart de ce qu'on en devrait tirer sans peine. Si faible que soit le produit, un service de 2,400 employés en absorbe les cinq huitièmes. Le mieux qu'on a pu faire a été d'en détacher des parcelles dont on consacre le prix à l'extinction de la dette publique. On a réalisé ainsi 78 millions de francs de 1829 à 1842. Le gouvernement impérial a triple avantage à battre monnaie avec des biens presque improductifs, à se débarrasser d'une administration rongeuse, et à favoriser une puissante compagnie, qui augmentera le produit des impôts en développant la prospérité du pays.

Deux mots seulement sur les bases financières de l'opération. Conçue et lancée avec cette sûreté de coup d'œil et cette puissance d'initiative qui caractérisent les habiles fondateurs du *Crédit mobilier*, la *Société autrichienne, impériale, royale, privilégiée des chemins de fer de l'état* (ce titre est bien autrichien) réunit dans son conseil d'administration dix-huit personnes placées en première ligne dans l'ordre financier, tant en France qu'en Allemagne. Elle a pour objet l'exploitation pendant quatre-vingt-douze ans des chemins de fer, mines et domaines, acquis ou à acquérir, tant en Autriche que dans l'Europe orientale. Son capital est de 80 millions de florins, au change de 2 fr. 50 cent., soit 200 millions de francs. Dans ce chiffre, les voies ferrées sont comprises pour 170 millions, les mines et usines pour 30 millions. Les prix sont atténués par diverses faveurs octroyées à la société, par exemple un délai de trois années sans intérêt pour le paiement, l'exemption des impôts sur le revenu des chemins de fer pendant cinq ans, et sur celui des mines pendant dix ans; l'exemption pendant cinq ans de la moitié des droits de douane sur les rails et matières brutes nécessaires à la construction ou à l'entretien des chemins; la facilité d'introduire en franchise une valeur de 3,750,000 francs en matériel et en outillage; enfin des stipulations très avantageuses quant aux tarifs et aux obligations du service. La société a calculé que toutes ces immunités représentent une bonification de 10 pour 100 sur le prix d'achat, de sorte que le capital effectif ne serait que de 180 millions. Or, comme le gouvernement autrichien garantit une annuité de 10,400,000 francs, cette somme suffirait pour assurer un revenu dépassant 5 pour 100, plus l'amortissement, caution surabondante, puisque l'intérêt normal est déjà couvert par le produit immédiat d'un seul des deux chemins.

L'achat du chemin de fer de Vienne à Raab, le prolongement de

la ligne de Hongrie jusqu'au Danube, la reconstruction définitive de quelques ouvrages provisoires, le complément du matériel de traction, la pose de doubles voies, la parfaite installation des usines, exigeront de nouveaux appels de fonds que l'on estime de 50 à 100 millions. Cette dépense supplémentaire sera répartie sur une période de cinq à dix années. Le capital atteindra donc le chiffre de 300 millions au maximum. L'exploitation partielle et imparfaite de 1854 a donné un produit brut de 24 millions : les fondateurs de l'entreprise espèrent qu'après l'achèvement de tous les travaux le revenu net pourra s'élever à 35 ou 40 millions de francs, résultat qui procurerait aux actionnaires un intérêt de 10 à 12 pour 100. Tout est possible, tout est probable lorsqu'il s'agit d'une affaire qui se développe sur un terrain si riche et avec des chances si exceptionnelles.

Qu'on se rappelle la situation de la Hongrie féodale, et qu'on mesure la portée économique des dernières réformes : la terre franche et transmissible, le cultivateur devenu propriétaire, l'impôt également réparti, la garantie de l'égalité devant le code civil, une locomotion facile et accélérée, des moyens de crédit, l'implantation probable de quelques petites colonies industrielles dans ce pays où les Français ont toujours été si cordialement accueillis; qu'on réfléchisse à la nécessité inévitable où sera la Turquie de se transformer profondément, de devenir une véritable puissance européenne, si elle veut vivre en Europe; qu'on observe, dans une perspective un peu plus éloignée, l'Allemagne et l'Inde, le cœur de l'Europe et le cœur de l'Asie, se cherchant à travers l'isthme de Suez qu'on va percer; qu'on s'oublie au spectacle de ces grandes choses que notre génération verra, et on restera persuadé qu'un grand mouvement va s'accomplir dans les régions du Danube, et qu'il en surgira une nouvelle force politique, dont le foyer principal sera la Hongrie. Cette force se constituera-t-elle sous forme de confédération danubienne, comme le voudrait la démocratie, ou par l'expansion de la monarchie autrichienne vers l'Orient, ample dédommagement qui devrait suffire à l'ambition de l'Autriche et la déterminerait peut-être à se dessaisir de l'Italie? Nous ne savons, et nos conjectures à ce sujet ne seraient pas à leur place ici. Nous insistons seulement sur ce point, qu'une puissance interposée entre la Russie et la Turquie est doublement nécessaire pour contenir l'une et rajeunir l'autre, et que le génie industriel, provoqué par l'établissement des chemins de fer, donnera aux populations de ces contrées la consistance politique qui leur a manqué jusqu'ici pour accomplir leur rôle providentiel.

ANDRÉ COCHUT.

OPTIQUE MINÉRALOGIQUE

DU DIAMANT ET DES PIERRES PRÉCIEUSES.[1]

Les pierres précieuses autres que le diamant sont aussi désignées sous le nom de *pierres de couleur*. Leur grand mérite en effet, c'est principalement la beauté des couleurs qu'elles nous offrent et les jeux de lumière qui les distinguent. Il faut y ajouter la dureté, qui en assure la conservation indéfinie, et qui a toujours été mise au premier rang des qualités que doit posséder une pierre précieuse. Pline dit qu'on voit dans les gemmes toute la majesté de la nature réunie dans un petit espace, et qu'en aucun autre de ses ouvrages elle ne produit rien de plus admirable. Suivant lui, le premier qui porta un anneau et une pierre, ce fut Prométhée. Délivré des liens qui le tenaient enchaîné sur le Caucase et obéissant à quelque idée de fatalité, le titan prit un fragment du roc où il avait été attaché; l'ayant serti dans un morceau de ses fers, il en fit une bague qu'il porta ensuite en mémoire de ses malheurs; le fer était l'anneau, et la pierre la gemme. Y a-t-il dans cette construction de la première de toutes les bagues quelque sens allégorique? C'est ce que pourrait faire supposer le personnage mystérieux auquel on en attribue l'usage. Cette grande figure de Prométhée, bienfaiteur de l'humanité par le feu qu'il donna aux hommes *après l'avoir ravi aux dieux immortels*, a toujours été vénérée dans l'antiquité comme opposée à la domination impérieuse de Jupiter.

Les anciens comprenaient aussi sous le titre de *pierres gemmes* des

(1) Voyez la livraison du 15 février.

pierres dures gravées soit en relief, soit en creux, et leurs artistes nous ont laissé dans ce genre les plus admirables travaux que l'art et l'imagination puissent concevoir. Ici, comme dans la sculpture, les modernes n'ont point dépassé et n'ont pas même atteint la perfection des œuvres de l'antiquité. Les pierres gravées qui servaient alors de cachet, et qui nous ont été conservées, sont des objets d'art du plus haut prix; en même temps elles nous donnent des notions minéralogiques importantes sur les diverses pierres fines que connaissaient les anciens.

Les pierres de couleur ne paraissent pas aujourd'hui représenter plus du dixième de la valeur totale des gemmes. Ainsi les diamans entrent dans le capital total au moins à raison de 90 pour 100. Chez les anciens, c'était le contraire, car alors on peut dire que le diamant n'existait guère comme pierre d'ornement, puisqu'il n'était pas taillé de manière à montrer les vives couleurs qui le placent aujourd'hui au premier rang des pierres précieuses. De plus, les anciens vivaient bien plus au jour que nous. C'est à la lumière du ciel que la richesse des couleurs minérales peut être appréciée complétement. Notre système d'illumination nocturne par les lampes, les bougies, le gaz ou même l'électricité, verse sur tous les objets des teintes souvent peu favorables aux couleurs naturelles des gemmes. C'est ainsi que le saphir, le grenat, l'astérie, la turquoise osseuse, le spinelle bleu, l'améthyste, et même l'opale pour quelques-uns de ses reflets, perdent beaucoup aux lumières. L'expérience est surtout frappante lorsqu'on plonge une pierre de couleur dans le spectre irisé que le prisme forme avec les rayons du soleil. Alors on voit la couleur de la pierre varier avec la nature de la portion du spectre qui l'illumine successivement, et si l'on tient à la main deux pierres de même teinte, mais d'une nature différente, elles se comportent différemment dans la même sorte de lumière. Souvent un strass coloré, mis à côté d'une pierre fine, trahit ainsi son peu de valeur. Il est une autre épreuve plus facile à faire : elle consiste à regarder la pierre colorée au travers d'un verre coloré lui-même en rouge, en jaune, en vert ou en bleu. Chaque pierre répond d'une manière différente à cette épreuve, et donne ainsi des caractères propres à en reconnaître la nature.

Puisqu'il a été ici question de strass, c'est-à-dire d'une composition vitreuse imitant le diamant et les autres pierres précieuses, je dirai qu'il résulte de renseignemens nombreux que, malgré le haut prix des pierres fines, il y a beaucoup moins de faux dans les parures qu'on ne serait tenté de le croire au premier abord. Les strass, colorés ou non, sont des verres fort tendres surchargés de plomb et d'émail, et analogues à ce qu'on appelle des cristaux dans les services de table. Dans les premiers temps de la substitution des strass aux pierres fines, le bas prix comparatif de ces verres fit passer sur

le peu de durée résultant de la mollesse de la pâte, et on les tailla avec soin. Plus tard, ces parures, étant ainsi devenues accessibles à un plus grand nombre de personnes, furent demandées et travaillées au rabais, et par suite avilies. D'ailleurs, la richesse nationale augmentant de jour en jour, et l'insuffisance du strass pour la beauté et la durée se faisant de plus en plus sentir, on préféra une dépense plus grande pour une valeur impérissable à un moindre prix payé en pure perte. Il est loin de nous, le temps où la duchesse de Berry, arrivant en France, ne recevait que du strass pour parures de noces, et où, pour faire au duc de Wellington un cadeau en diamans de moins d'un million, le commerce de Paris était obligé d'en emprunter à la liste civile un certain nombre, à charge de restitution en pareille matière. A quelques années de là, j'étais à Londres dans la maison Rondel avec M. Knight, de Forster-Lane, lorsqu'une simple demoiselle de comptoir (en anglais *fille de comptoir*), indignée de nous voir regarder dans une montre vitrée des diamans ordinaires, nous jeta avec mépris une parure composée d'un collier ou rivière de diamans, d'un bracelet et d'une croix, le tout d'une valeur de 72,000 livres, c'est-à-dire 1,800,000 francs. Des affaires ayant appelé la demoiselle hors de la pièce où nous étions, M. Knight ne voulut pas partir avant la restitution de ce trésor, qui cependant ne nous avait pas été remis en mains propres, puisqu'il avait été dédaigneusement jeté sur la table qui était devant nous. Il eut quelque peine à trouver *la fille*, qui ne lui répondit que par un sec *very well, sir!* (c'est bien, monsieur!) Aujourd'hui le commerce de Paris achète et propose en vente *l'Etoile du sud*, l'un des cinq diamans souverains de l'Europe, en ne comptant pas le diamant bleu de M. Hope.

Avant de parler des pierres de couleur, une première question se présente, et l'on se demande si la science peut expliquer la coloration de ces gemmes. Il est, je pense, bien peu de lecteurs de cette *Revue* qui ne sachent que les rayons blancs que le soleil nous envoie, comme tous les autres rayons blancs, savoir ceux de la lune, des planètes et des étoiles, ne sont pas de la lumière simple; dans bien des cas, ils se décomposent en un grand nombre de rayons colorés. Ainsi, quand la lumière du soleil traverse la baguette triangulaire de cristal appelée prisme, elle s'y brise et va tracer sur un carton blanc une belle bande irisée, dans laquelle Newton a marqué sept couleurs, d'après des idées d'analogie avec les sept notes de la musique, idées qui depuis se sont trouvées sans aucun fondement, puisque chaque prisme donne sa bande irisée particulière. Newton choisit les sept couleurs que voici :

Violet, indigo, bleu, vert, jaune, orangé, rouge,

dont les noms (en faisant *violet* de deux syllabes) forment un vers mnémonique alexandrin. L'expérience n'est pas nouvelle. Les Romains et les Grecs l'avaient faite, et Néron, qui en mourant plaignait le monde de perdre en lui un si grand artiste (*qualis artifex pereo!*) l'avait chantée en vers. Un enfant qui souffle une bulle de savon lui fait aussi produire des couleurs splendides, quoiqu'il n'y ait pour illuminateur que la lumière blanche du jour. En un mot, toute lame mince d'une substance quelconque se colore fortement sous les rayons blancs qu'elle reçoit. Les surfaces rayées par intervalles égaux offrent des effets non moins brillans, en sorte que, pour habiller certains insectes du plus éclatant vêtement, il a suffi à la nature de rayer le fourreau qui les enveloppe. Les globules du nuage qui est entre la lune et nous produisent aussi les plus vives couleurs avec de la lumière blanche, et, au-dessus de tout en beauté, l'*iris* ou arc-en-ciel, que le soleil avec ses rayons incolores peint de mille couleurs dans les gouttes de pluie qui tombent à l'opposé de lui, nous présente encore des effets de lumière décomposée. Toujours la nature, avec une palette qui n'est pour ainsi dire chargée que de blanc, trouve l'art de déployer dans ses tableaux le luxe et la magie du coloris le plus brillant.

Mais nous n'avons point encore épuisé toutes les ressources de ce coloris, dont le secret est dans la lumière elle-même. Comment expliquer le blanc de la neige, qui couvre notre planète aux deux pôles et sur les cimes élevées des vastes chaînes de nos montagnes? Comment expliquer le vert des contrées revêtues d'arbres et de plantes, le bleu de la vaste mer aérienne qui enveloppe la terre, et enfin le bleu verdâtre des océans qui en recouvrent la plus grande partie? — Ici la science est en défaut. La cause des couleurs propres des corps est encore à peine entrevue, et nous pouvons répéter en 1855 ce qu'à la fin du XVIIe siècle écrivait Huygens : « Malgré les travaux de *monsieur Newton,* on peut dire que personne n'a encore trouvé la cause des couleurs dans les corps. » Il faudra donc admirer, sans en pénétrer le secret, le rouge sans pareil du rubis oriental, le jaune pur de la topaze, le vert sans mélange de l'émeraude, le bleu velouté du saphir, le riche violet de l'améthyste. Ce n'est pas la seule chose que nous laisserons à savoir à la postérité.

Dans l'énumération qui va suivre, nous placerons les pierres précieuses selon leur valeur actuelle. Cet ordre varie peu en général pour chaque peuple. Cependant, lorsqu'une demande plus active fait hausser le prix d'une sorte de gemmes, il arrive presque toujours qu'on en voit arriver sur le marché une quantité excédant les besoins, et que le prix en est momentanément réduit. C'est ce qui a lieu aujourd'hui pour les belles opales de la Hongrie, dont les mines, de-

puis dix ans, ont été exploitées avec un redoublement d'activité, occasionné par le haut prix de ces pierres, qui a surpassé un moment le prix du saphir.

Le *rubis oriental* est, pour le prix comme pour la beauté, la première des pierres de couleur. Pour avoir sa couleur dans sa plus belle qualité, il faut prendre celle du sang qui jaillit de l'artère ou le rayon rouge du spectre solaire dans le milieu de l'espace qu'il occupe. C'est encore la couleur rouge de la palette du peintre sans aucun mélange de violet d'une part et d'orangé de l'autre. Plusieurs des vitraux rouges de nos anciennes basiliques, traversés par les rayons du jour, nous donnent cette couleur éclatante. Le rubis est excessivement dur, et après le saphir, qui le surpasse un peu sous ce rapport, c'est la première des pierres, toujours en exceptant le diamant, à qui rien ne peut être comparé. D'après une remarque parfaitement juste de M. Charles Achard, plus compétent que personne en France en ce qui touche le commerce des pierres de couleur, il n'en est pas de même pour ces pierres que pour le diamant, qui, depuis le plus petit échantillon jusqu'aux diamans princiers ou souverains, a, comme l'or et l'argent, un prix en proportion avec son poids. Pour le rubis et les autres gemmes, les petits échantillons n'ont presque aucune valeur, et ces pierres ne commencent à être appréciées qu'au moment où leur poids les tire d'un pêle-mêle vulgaire et leur assure à la fois la rareté et un haut prix. Ainsi, pour que les pivots des montres de précision tournent avec facilité, on les implante dans de petits rubis percés convenablement. Ces petites pierres, de la grosseur des grains de millet, pour être fort utiles, n'en sont pas pour cela plus appréciées à cause de leur grande abondance; mais qu'un rubis parfait de 5 carats (environ 1 gramme, poids d'une pièce de 20 centimes) circule dans le commerce, on en offrira un prix double d'un diamant de même poids, et si ce rubis atteignait au poids de 10 carats, on pourrait en demander le triple d'un diamant parfait de poids pareil, lequel prix serait cependant de 20 à 25,000 francs. J'ai vu plusieurs belles collections d'amateurs, visité et consulté plusieurs lapidaires : tout le monde admet qu'un rubis parfait est la plus rare de toutes les productions de la nature. La teinte du rubis, au jour comme aux lumières, a le même avantage; mais quand on veut rendre l'éclat de cette belle gemme tout à fait unique, il faut la plonger dans les rayons rouges du spectre, de telle sorte que le reste des couleurs de la lumière solaire ne s'arrête pas dans le voisinage du rubis. Alors il n'est personne qui puisse retenir un cri d'admiration et qui ne repaisse avidement ses yeux de cette teinte délicieuse. Les possesseurs de collections de choix pourront s'amuser à répéter cette expérience intéressante avec diverses pierres en les met-

tant chacune dans la couleur du spectre solaire analogue à leur couleur propre. Il résulte même de là une sévère épreuve pour la pureté de la teinte d'une pierre, car si cette teinte est parfaitement pure et sans mélange, la pierre doit paraître complétement noire dans toute autre lumière que la sienne. Toutes les pierres laiteuses ou glacées ou d'une teinte composée succombent à cette épreuve décisive.

A l'époque récente où le Pégu fut annexé aux possessions anglaises de l'Inde, ce pays des rubis sembla devoir envoyer à l'Europe plusieurs de ses belles productions, si avarement gardées par les princes indiens. Il n'en a rien été. Du reste, il n'est pas bien prouvé que les mines en soient encore exploitées, et cette partie de l'Asie est une des moins connues du globe. Les négocians en rubis, sans doute pour donner plus de prix aux objets de leur commerce, ne tarissent pas sur le nombre des tigres, des lions, des éléphans et des serpens venimeux qui peuplent les forêts et les plaines de ces contrées, qui, suivant eux, ne sont accessibles que par les embouchures des fleuves navigables qui arrivent à la mer. L'état actuel bien constaté de l'île de Bornéo semble confirmer leurs assertions un peu intéressées. Je ne sais si les rajas attachent des idées superstitieuses à la possession des rubis; mais il est certain qu'ils n'en vendent aucun qui soit d'un poids un peu considérable. Avec le *Koh-i-noor*, Runjeet-Singh possédait un rubis non moins précieux, ayant la forme du gros bout d'un œuf que l'on aurait coupé en deux. Cette pierre énorme, dont la base était un cercle de 52 millimètres de diamètre avec une hauteur de 30 millimètres, faisait partie du collier de ce prince, qui l'estimait (sans crainte de trouver un acheteur) à 12,500,000 livres sterling, c'est-à-dire quelque chose comme 300 millions de francs! Nous ne savons rien sur la qualité et sur le poids de cette énorme gemme, qui n'a point été apportée en Angleterre. Le rubis est, avec le saphir, le zircon et le grenat, une des plus lourdes pierres, et dans l'eau il ne perd, comme le saphir, que le quart de son poids environ.

Les Indiens enchâssent leurs beaux rubis dans le chaton très relevé d'une bague d'or, et les entourent de plusieurs rangs de diamans très petits, de sorte que le tout produit une éminence disproportionnée qui jette la pierre à droite ou à gauche. Potemkin avait plusieurs bagues pareilles; mais il semble que le bon goût n'admet pour une belle gemme qu'un simple anneau français, avec une sertissure peu élevée, — par exemple un solitaire en diamant de 3 à 4 carats.

La composition des rubis n'est pas moins extraordinaire que celle du diamant. Ainsi que le saphir, le rubis n'est autre chose qu'un peu de terre glaise cristallisée et colorée dans les deux pierres par le fer, que les naturalistes appellent le peintre de la nature. Pour ne pas trop répéter cette étrange assertion, que la nature a fait les pierres

les plus précieuses avec les matières les plus communes, nous dirons que la terre glaise appelée *alumine* en chimie, et le caillou blanc ou cristal de roche appelé *silice*, forment la base de toutes les gemmes. L'opale est du caillou avec de l'eau; la topaze joint un peu d'acide fluorique à la silice et à l'alumine; l'émeraude, la chrysolite, l'aigue marine, la tourmaline et l'euclase contiennent un élément autre que la silice et l'alumine, savoir la glucine; enfin le grenat est tellement ferrugineux, qu'il agit sur l'aiguille aimantée. Le zircon, pierre peu estimée en France, a pour base une terre particulière du nom de *zircone*.

Comme accessoire du rubis, nous mentionnerons une pierre rouge moins riche en couleur, et plutôt rose que rouge, qui porte le nom de *rubis spinelle*. La forme cristalline du *spinelle* diffère de celle du *rubis oriental*, qui est une baguette à six pans coupée carrément aux deux bouts, tandis que le spinelle, comme le diamant, a la forme d'une double pyramide. Le nom de *rubis balais* a été aussi donné à une pierre du Mogol, que plusieurs auteurs regardent comme un vrai rubis oriental moins riche en couleur. Les anciens n'avaient pas le mot de rubis. Ce nom est remplacé dans Pline par celui d'*escarboucle* (*carbunculus*, charbon ardent). Ovide et les poètes se servent du mot de *pyrope*, qui veut dire couleur de feu,

Flammas imitante pyropo.

Aujourd'hui ce mot peu usité d'*escarboucle* se donne parfois à des rubis d'une dimension et d'un prix considérables. Évidemment Pline a confondu le rubis indien avec le grenat, qui est partout.

Certains rubis taillés en portion de sphère, — forme qu'on appelle *calotte sphérique*, *goutte de suif*, ou *cabochon*, — présentent au milieu de leur teinte rouge une étoile blanche à six rayons qui, sur la pierre, change de position avec l'œil, et forme au soleil un beau spectacle de contraste. Cet effet se nomme *astérie*. On le retrouve dans le saphir, parent très proche du rubis, composé comme lui d'alumine, et comme lui coloré par le fer, mais qui en diffère seulement par sa couleur, laquelle est bleue, tandis que celle du rubis est le rouge le plus pur et le plus vif.

Après le rubis, on doit placer l'*émeraude*, dont Pline dit qu'aucune gemme n'a, pour la couleur, un aspect plus agréable. Cette belle pierre, qui nous vient du Pérou et de la Nouvelle-Grenade, est fort tendre, car elle raie à peine le cristal de roche. On la trouve en beaux cristaux d'un vert admirable implantés et produits au milieu d'un grès blanchâtre, sans qu'on puisse admettre autre chose que l'électricité comme cause d'un pareil dépôt au milieu d'une pierre tout à fait étrangère à l'émeraude pour la nature comme pour la

couleur. Néron, qui était myope, se servait, dit-on, d'une émeraude creusée à faces concaves pour regarder les jeux du cirque. C'est sans doute une des premières fois qu'on ait employé les lunettes ou besicles ordinaires. Cette invention n'alla pas plus loin.

L'*émeraude*, comme le rubis, est en bâtons à six pans coupés carrément aux deux bouts. Cette pierre est fort légère et perd dans l'eau plus du tiers de son poids. La beauté de sa teinte, du vert le plus pur, lui fait pardonner son peu de dureté, qui semblerait devoir l'exclure du rang des gemmes de distinction. Au temps de la conquête du Pérou, une magnifique émeraude fut envoyée en hommage au pape, et plusieurs années après, on crut les mines d'émeraudes épuisées ou perdues. Il y a vingt ans à peu près que le chef d'une grande maison de Paris, M. Mention, en reçut de l'Amérique du Sud de magnifiques échantillons qui ranimèrent le commerce des émeraudes, continué depuis sans interruption par M. Charles Achard. Plus la couleur de l'émeraude est foncée, plus elle est estimée. C'est l'extrémité supérieure de la baguette à six pans qui est ordinairement la plus pure et la plus fortement colorée. L'émeraude ne perd point de son éclat aux lumières, propriété précieuse dans notre civilisation moderne, dont les réunions de société et de théâtre ont presque toujours lieu la nuit.

Haüy a rattaché à l'*émeraude* l'*aigue marine*, qui est d'un bleu verdâtre, et le *beryl*, qui est jaune, mais de la même famille minéralogique pour la forme et la composition chimique.

L'émeraude, ainsi que toutes les pierres dont on veut faire ressortir la couleur, doit être taillée avec une table en dessus et des facettes en retraite tout à l'entour et en dessous. Il faut qu'en la regardant bien en face et tournant le dos à la lumière des fenêtres, la couleur se montre bien égale au travers de la table comme sur les bords à facettes. Les Orientaux l'emploient en plaques larges et peu épaisses, ce qui semblerait devoir montrer avec avantage la belle couleur de l'émeraude; mais le reflet blanc du jour sur la face antérieure vient se mêler à la lumière qui a traversé la pierre et empêcher de bien discerner celle-ci. Voilà pourquoi on taille les pierres en table entourée de facettes. Alors, en évitant le reflet direct qui a lieu sur la table, la pierre montre sa couleur fondamentale dans toute son étendue. L'émeraude, beaucoup moins chère que le beau rubis et le diamant, est cependant fort recherchée et fort estimée. On peut dire que c'est une pierre d'affection pour le public.

Le *saphir*, qui vient après l'émeraude, est la plus dure des gemmes. On pourrait regarder le saphir comme un rubis bleu, ou le rubis comme un saphir rouge. On doit dire avec Haüy et Mawe que l'alumine cristallisée est susceptible à peu près de toutes les couleurs.

L'espèce minéralogique à laquelle appartient le saphir s'appelle *corindon*. Après le *corindon rouge* ou *rubis oriental* vient le *corindon bleu* ou *saphir oriental*. Parfois le corindon est coloré en jaune très beau, alors il prend le nom de *topaze orientale;* s'il est violet, ce qui est rare, il est dit *améthyste orientale;* enfin il est quelquefois blanc ou incolore, comme le pur cristal de roche. Alors il ressemble un peu au diamant, et pourrait être confondu avec lui, si l'on n'avait pas pour les distinguer le poids plus grand du saphir blanc et sa réfraction, qui est double et qui montre au travers de la pierre deux aiguilles au lieu d'une.

On découvre au microscope, dans certains saphirs généralement un peu pâles, des traits dirigés dans le sens des faces des prismes à six pans. La lumière, se reflétant sur ces filamens intérieurs qui ont trois directions différentes, produit trois petites traînées brillantes transversalement à ces filamens et aux faces du prisme. L'entre-croisement de ces trois petites traînées lumineuses forme une étoile à six beaux rayons qui vaut à la pierre le nom de *saphir astérie*, c'est-à-dire *saphir étoilé*. Ces saphirs sont fort estimés des Orientaux, surtout quand l'astérie se forme dans un saphir d'un bleu foncé. Les corindons de toutes les couleurs sont susceptibles d'être astéries. Dans ses voyages en Afrique, M. d'Abbadie portait une astérie bleue assez belle qui lui commandait souvent le respect des indigènes. On a des astéries sur un fond rouge, bleu ou jaune, suivant la couleur du corindon. Jusqu'ici on n'en a pas vu sur le corindon blanc. Je viens de dire que ce reflet étoilé provenait de petits filets contenus dans les pierres. Ces filets sont le résultat soit de matières étrangères, soit de petits vides laissés dans la disposition régulière des particules au moment de la cristallisation. Si, au lieu d'essayer d'avoir des astéries par reflet, on taille la pierre de manière à regarder au travers, alors le phénomène de l'astérie devient presque universel. A moins que la pierre ne soit d'une parfaite uniformité cristalline, l'observateur qui prend pour point de mire une bougie placée à une distance moyenne aperçoit de ces traînées lumineuses transversalement à toutes les séries de filamens que contient le minéral. Suivant que la pierre provient d'une figure à quatre ou à six pans, on a une astérie à quatre ou à six rayons, et s'il n'y a des filamens que dans une direction, il n'y a qu'une bande lumineuse. J'ai fait tailler ainsi toutes les gemmes et un grand nombre de cristaux minéralogiques. En rayant artificiellement à la pointe de diamant une plaque de verre suivant divers sens, on y détermine des bandes de lumière en même nombre que les séries de traits entaillés sur la surface, et toujours dans une direction transversale à ces traits. On peut même très simplement avoir une astérie carrée, en étendant avec le doigt un peu de cire ou de substance

grasse sur une lame de verre peu épaisse. Il faut que le verre soit à peine terni, et il faut promener le doigt toujours dans le même sens, par exemple de la droite vers la gauche ou de haut en bas. Il suffit que le doigt ait touché la cire, pour qu'il puisse produire le ternissement par filets dirigés dans le même sens. Alors, en regardant une bougie au travers, il se produit une bande de lumière blanche transversale à la direction des filets. Si l'on a fait la même opération en deux sens sur les deux faces du verre, on obtient une croix à quatre branches par les deux bandes lumineuses qui se croisent devant l'œil.

On tire de Ceylan une pierre verdâtre, — traversée par des filets d'amiante blancs, — qui porte le nom d'*œil-de-chat*, et qui est taillée en cabochon très relevé. On y voit une bande flottante qui provient du reflet de la lumière sur les filets de l'amiante. En général, dans ces accidens curieux de lumière qui font des pierres exceptionnelles ou d'affection, il faut que la couleur des bandes astériques contraste le plus possible avec le ton du reste de la pierre. En faisant rayer par des traits croisés une simple cornaline, j'avais obtenu une belle croix blanche sur un fond rouge. S'il y avait eu des traits en trois sens, on eût obtenu une étoile à six branches. Dans les minéraux, ce caractère astérique est très précieux, parce qu'il décèle la forme primitive de la substance qu'on examine, et je répète qu'en regardant au travers de la pierre convenablement taillée, et non par reflet, on trouve des bandes astériques dans un très grand nombre de minéraux cristallisés.

On emploie beaucoup dans les arts une poussière très dure, qui porte le nom d'*émeri*, et qui sert à user les corps résistans que l'on promène sur une plaque couverte de cet émeri, en les pressant plus ou moins. Cette substance est une espèce de corindon ou saphir contenant une assez grande quantité de fer qui s'est substituée à l'alumine au moment de la formation de la pierre. Au reste, cette substitution est assez habituelle dans la chimie et la minéralogie. On prétend qu'à force de patience les Chinois arrivent à tailler le diamant avec la poudre de corindon. L'ouvrage doit avancer bien lentement, car le corindon ou saphir grossier est bien peu dur par rapport au diamant; c'est comme si l'on voulait aiguiser un instrument d'acier en le frottant sur du papier ou sur du linge. Au reste, si la patience industrieuse peut faire des miracles, c'est aux Chinois que ce don est réservé.

Nous mettrons après le saphir l'*opale*, que nous envoient la Hongrie et le Mexique. Les opales de Hongrie sont bien supérieures pour la variété des teintes, et n'ont pas, comme celles du Mexique, l'inconvénient de se détériorer avec le temps. Il y a quelques années, l'opale était pour le prix supérieure au saphir, mais ce haut prix a

provoqué, je l'ai dit, une exploitation plus active des mines hongroises, et ces belles pierres, tout en conservant leurs teintes riches et variées, ont un peu baissé de prix. Il faut, pour la perfection de l'opale, qu'elle renvoie à l'œil toutes les couleurs du spectre solaire disposées par petits espaces ou paillettes ni trop grandes ni trop petites, sans qu'aucune couleur domine exclusivement. On lui donne ordinairement le nom d'opale *arlequine*, par allusion à l'habit du héros de la parade italienne, qui est formé d'un grand nombre de morceaux de drap de couleurs éclatantes et opposées cousus l'un à l'autre au hasard. La pâte de l'opale doit être un peu laiteuse et d'un léger vert céladon. Cette teinte laiteuse dans les verres est connue de tout le monde sous le nom même de *teinte opaline*. Tel est l'aspect de l'eau où l'on a fait fondre du savon, ou même celui des bulles de savon que les enfans soufflent au chalumeau pour les lancer en ballons légers, où la vapeur d'eau joue, par sa légèreté, le rôle que joue le gaz hydrogène dans les aérostats ordinaires. Le grand Newton n'a pas dédaigné de souffler, et *même avec un certain art*, ces pellicules savonneuses, qui, comme tous les corps minces, prennent les plus vives couleurs dès qu'elles ont atteint un degré de ténuité suffisant. C'est aux environs d'un deux-millième de millimètre, — cent fois ou deux cents fois moins que l'épaisseur d'une feuille de papier, — que la bulle de savon devient colorée et reflète toutes les couleurs du spectre solaire et de l'arc-en-ciel. Pour concevoir les couleurs de l'opale, il suffit d'admettre dans la pierre un grand nombre de petites fentes ou fêlures disposées par places isolées et d'une épaisseur variable, quoique toujours fort petite. Alors, suivant son épaisseur, chaque fissure donne sa couleur particulière, et il ne s'agit plus que de choisir les échantillons qui donnent l'assortiment de couleurs le plus complet. Il faudra y reconnaître le violet, le bleu indigo et le bleu de ciel, le vert, le jaune, l'orangé et le rouge. Le vert et le jaune semblent ordinairement plus rares que les autres couleurs.

Au reste, il est si vrai que les couleurs de l'opale proviennent de petites fissures dans une pierre très tendre, fendillée à l'infini, qu'en frappant au marteau ou au maillet de bois les masses vitreuses qu'on appelle *cristal*, ou le cristal de roche lui-même, on y détermine des fentes qui donnent les couleurs de l'iris, et qui même portent ce nom chez les lapidaires. Quand une pierre transparente contient naturellement une fissure colorée qui n'arrive pas jusqu'aux bords comme celles que détermine le marteau, on la taille en cabochon peu relevé, et l'on voit la fissure se jouer en diverses couleurs, suivant l'inclinaison qu'on lui donne. C'est principalement le cristal de roche qui donne ces effets d'iris; mais j'en ai vu dans la topaze blanche et dans

le feldspath laiteux. Les couleurs du marbre lumachelle et de plusieurs minéraux sont du même genre. Si je n'étais arrêté par la crainte de m'éloigner de mon sujet principal, je montrerais que presque toutes les couleurs des fleurs sont produites par la disposition superficielle des tissus qui les composent. Là est le secret de la variation de leurs teintes depuis la première floraison jusqu'au moment où elles se flétrissent. Du reste, il suffit d'écraser une feuille de rose pour reconnaître ce qui est une couleur réelle ou une couleur résultant de la forme. Toute la couleur qui subsiste après que l'on a dénaturé la forme est une couleur réelle analogue à celle qui subsiste dans les roses séchées, tandis que ce qui disparaît, et qui est la presque totalité de la teinte, n'était dû qu'à une disposition spéciale du tissu lamellaire de la fleur. En jetant dans un vase d'eau chaude une goutte d'huile qui s'étend à la surface, on obtient une pellicule très mince qui offre d'aussi vives couleurs que les pellicules superficielles des fleurs.

Quelquefois l'opale n'a de couleur que dans sa pâte, à peu près comme les verres opalins; elle est alors peu estimée. D'autres fois, comme les iris, elle n'a que des couleurs très larges, ou même une couleur unique et un peu changeante, soit rouge, soit verte, bleue ou jaune. L'impératrice Joséphine avait payé fort cher un assortiment de deux pierres pareilles formant des ovales de quatre à cinq centimètres environ de longueur sur une largeur de deux à trois centimètres, car, à une époque où il était de rigueur de porter deux bracelets pareils, on éprouvait de grandes difficultés pour *apparier* convenablement les pierres de fantaisie. Comme c'est au hasard seul qu'est due la disposition intérieure des fissures colorantes de l'opale, on doit concevoir qu'il faudrait en réunir une grande quantité pour avoir le choix de deux échantillons bien semblables. Aujourd'hui les seules opales arlequines ont un prix considérable, et les deux pierres qui coûtèrent à Joséphine tant de soins et d'argent ne vaudraient pas le dixième du prix qu'elle en donna; mais il faut mettre en ligne de compte l'indigence du commerce des gemmes à cette époque. Excepté pour les boucles d'oreille, l'opale actuellement se monte en pierre isolée avec ou sans un entourage de petits brillans dont les feux vifs et scintillans contrastent avec les teintes de la pierre, qui sont aussi calmes que riches et variées.

L'opale est fort tendre. Dans sa composition chimique, il n'entre que du quartz hydraté, c'est-à-dire du caillou blanc combiné avec de l'eau. Le feu, en dilatant ses fissures, en fait varier les couleurs. Sans doute la pression opérerait le même effet. J'ai beaucoup tourmenté, sans les altérer aucunement, deux belles petites opales arlequines de Hongrie d'une agréable pâte bleu céladon, et toutes mes

expériences ont confirmé les lois établies par Newton sur les couleurs des *lames minces*.

Avant la tempête révolutionnaire de la fin du siècle dernier, le financier d'Augny possédait une opale arlequine d'une grande beauté. C'était un ovale élégant de 21 millimètres de longueur sur 15 à 16 millimètres de largeur. Estimée parfaite de tout point, cette pierre avait une grande célébrité. Je ne sais si d'Augny courut, comme le sénateur Nonius, des risques de proscription pendant la terreur, mais à coup sûr ce ne fut pas pour son opale sans pareille. Les sales proscripteurs de 93, qui vendaient à l'*étranger* le trésor de Saint-Denis et de plusieurs autres basiliques pour 80,000 francs, ne songeaient pas aux opales donnant toutes les couleurs de l'iris céleste.

Le Régent, avant l'époque du vol des diamans de la couronne, eut cependant l'honneur d'être présenté au peuple, ou si l'on veut, à la populace du temps. Voici comment on avait organisé cette exhibition. Une petite salle basse avait été disposée de manière à permettre aux passans d'entrer facilement et de demander, au nom du peuple souverain, à voir et à toucher le beau diamant de la couronne de l'ex-tyran. Alors, par un petit guichet semblable à ceux qui servent à recevoir le prix des places dans les théâtres, on passait au citoyen ou à la citoyenne en guenilles le diamant *national* retenu dans une solide griffe d'acier avec une chaîne de fer fixée en dedans de l'ouverture par laquelle on le présentait aux visiteurs. Deux hommes de police déguisés en gendarmes fixaient à droite et à gauche leurs yeux de lynx sur le possesseur momentané de la merveille de Golconde, lequel, après avoir soupesé dans sa main une valeur estimée 12 millions dans l'inventaire des diamans de la couronne, reprenait à la porte sa hotte et son crochet pour continuer d'explorer les balayures vidées aux portes des maisons. J'ai plusieurs fois obtenu la permission d'assister aux visites des diamans de la couronne, et j'ai toujours eu la négligence de ne pas en profiter. — Comment! monsieur, me disait un pauvre ouvrier jardinier, vous n'avez pas eu dans la main *le Régent de France;* mais moi et tous mes amis nous l'avons vu et touché tant que nous avons voulu pendant la révolution! — Cet homme me disait qu'on laissait entrer dans la pièce basse en question un nombre quelconque de visiteurs, mais qu'en cas de *bruit* il n'eût pas *fait bon de se trouver là-dedans!*

L'opale d'Augny, dont je n'ai vu nulle part l'estimation, est passée, il y a déjà longtemps, entre les mains d'un amateur distingué, le comte polonais Waliski. L'opale de Nonius, que celui-ci dans sa fuite précipitée choisit seule entre tous ses trésors pour l'emporter avec lui, avait été estimée *sestertium viginti millibus*, ce qui, d'après la

table exacte de M. Dureau de la Malle dans son livre sur *l'Économie politique des Romains*, revient environ à 3,881,000 francs, c'est-à-dire à peu près 4 millions de francs. Si l'on remarque qu'avant la taille du diamant, l'opale était la seule pierre qui, recevant la lumière blanche du jour, la renvoyât colorée de mille teintes magiques, ce prix d'estimation ne paraîtra pas trop élevé pour une gemme qui était *le Régent* ou le *Koh-i-noor* de Rome. Les tables en citronnier de Juba, estimées quinze ou seize cent mille francs, et les vases myrrhins du même prix feront trouver *bon marché* l'opale de Nonius. Sa grosseur était celle d'une noisette. — L'opale, en même temps qu'elle est la plus légère de toutes les gemmes, puisqu'elle perd dans l'eau presque la moitié de son poids, est aussi une des plus tendres. Celles de l'Inde paraissent être un peu plus dures et plus lourdes.

Le prix actuel du marché de Paris place après l'opale deux pierres d'un vert jaunâtre indécis, savoir la *chrysolite* et le *péridot*. La chrysolite est une pierre gemme bien caractérisée par son éclat vif, son poli, analogue à celui du saphir, et une teinte chaude et gaie. C'est la pierre d'affection de sir David Brewster, célèbre par ses beaux travaux sur l'optique. La chrysolite ou cymophane a souvent le laiteux du saphir. Pour énumérer ses autres propriétés, il faudrait aborder le vaste champ de l'optique moderne, parler de la double réfraction à un ou deux axes, de la polarisation et des couleurs qu'elle fait naître dans la lumière qui traverse les cristaux, et enfin des anneaux colorés à ligne noire, à croix noire, et sans croix ou ligne noire. Les anneaux de la chrysolite, comme ceux de la topaze, sont de la première de ces trois espèces d'anneaux. C'est un caractère qu'Haüy a méconnu, et qu'avec un peu de dextérité on fait apparaître dans presque toutes les pierres taillées. Ce caractère m'a servi un jour à ne pas acheter une belle pierre blanche arrivant de l'Inde, et qui avait été consignée comme un saphir blanc. En effet, l'astucieux sectateur de Bramah avait coloré en bleu un petit coin de la pierre, circonstance qui s'observe naturellement dans les saphirs incolores. Le troisième des caractères des anneaux polarisés, savoir le centre sans raie noire, nous montra tout de suite que c'était un beau cristal de roche et rien de plus.

Quant au *péridot* ou *olivine*, sa teinte est plus grasse que celle de la chrysolite; c'est toujours du vert olive mêlé de jaune, mais le vert y domine davantage. Cette pierre est fort tendre et raie à peine le verre. Son peu de dureté donne toujours un air émoussé à ses arêtes. Le péridot, qui nous arrive de l'Inde, est taillé en ornemens pour harnais de cheval, ainsi que les plaques d'émeraudes et d'autres pierres venant des mêmes contrées. Ceylan, l'île privilégiée pour la produc-

tion des pierres de couleur, ne paraît pas continuer à fournir le péridot, qui du reste n'est pas rare dans les laves des volcans, quand on se contente de recueillir de petits cristaux minéralogiques tout à fait au-dessous de ce que l'art du lapidaire peut mettre en œuvre. A ce propos, je dirai qu'autrefois j'ai rencontré souvent chez les minéralogistes un amateur de petits cristaux, qui en avait fait à peu de frais une assez riche collection. Vus à la lampe et au microscope, les petits échantillons ainsi réunis vérifiaient toutes les lois cristallographiques d'Haüy. Un cristal qu'une fourmi eût pu traîner était pour cet amateur excentrique ce que *l'Etoile du sud* sera pour les admirateurs ordinaires de diamans. Il était le fléau des marchands par ses longues et minutieuses investigations. D'une roche parsemée de petits cristaux il en tirait qui, sous le microscope et convenablement éclairés, donnaient de bonnes indications scientifiques.

Le péridot a l'insigne honneur d'être la seule gemme qui se soit trouvée jusqu'ici dans les pierres qui tombent du ciel. A la vérité, ces petites olivines ne se vendraient pas au carat; mais en les faisant tailler dans leur gangue, on aurait une pierre, sinon brillante, du moins fort curieuse. L'amateur de cristaux microscopiques dont j'ai parlé tout à l'heure avait une belle petite olivine tombée du ciel, et c'est même cette circonstance qui l'a rappelé à mon souvenir. Je n'ai pas besoin de dire que l'existence d'une pierre cristallisée dans les masses qui tombent de l'atmosphère réfute victorieusement toutes les idées de ceux qui croient que les météorites se forment subitement dans l'air par une prétendue condensation d'exhalaisons terrestres. Alors, comment le péridot eût-il pu s'y cristalliser? car la disposition régulière des particules qui constituent un cristal exige un temps immense. Ceux qui font croître des cristaux dans des dissolutions très chargées mettent en ligne de compte pour la *nourriture* de leurs cristaux et le temps et la patience.

Du péridot nous passons au *grenat*, qui est une pierre ferrugineuse d'un rouge foncé et manquant la plupart du temps de transparence; il s'en trouve néanmoins quelques-uns qui font exception et qui sont d'une couleur très belle, dite fleur de pêcher. J'en avais choisi quelques-uns avec un amateur de gemmes doué d'un tact exquis, M. le marquis de Drée. A la perfection de la couleur il exigeait qu'une pierre d'échantillon joignît une teinte de même force en tout sens, ce qui, manquant à bien des pierres taillées au hasard dans le cristal minéralogique, constitue des défauts bien sensibles à un œil exercé ou prévenu. On fait avec le grenat taillé très petit des assemblages de pierres juxtaposées qui ont un aspect agréable de rouge mêlé de noir. Le seul grenat qui ait une valeur un peu élevée quand il est de belle qualité, c'est l'hyacinthe, pierre d'un jaune orangé

mielleux, ayant à peu près l'aspect du sucre d'orge commun qui se fait avec de la cassonade jaunâtre. Cette pierre, qu'Haüy à tort avait séparée des grenats, n'est aucunement recherchée par le public, et ne peut convenir qu'à un amateur ou à un curieux. Les Hollandais taillaient autrefois le grenat noir en perles à facettes dont ils faisaient des colliers qui servaient de monnaie d'échange pour la traite des esclaves. Dans plusieurs états de l'Amérique, les négresses libres ou non affectionnent encore ce genre de parure que la cornaline et le corail ont tout à fait détrôné en France.

L'astérie se montre dans les grenats comme dans les saphirs, et j'ai pu y vérifier par la taille tout ce que la structure minéralogique y indiquait d'avance. On peut y développer des astéries à quatre branches, à six branches, et des croix droites ou obliques, sans compter certains cercles de lumière qui résultent d'une taille perpendiculaire aux filamens astériques. On voit que non-seulement pour la minéralogie, mais encore pour l'optique, l'étude de la structure des gemmes fournit un grand nombre de données utiles. C'est à l'étude de l'optique minéralogique que Malus, Arago, Fresnel et M. Biot en France, Huygens en Hollande, Wollaston et sir David Brewster en Angleterre, enfin Seebeck et M. Haidinger en Allemagne, ont dû une grande partie de leur renommée, et la science de la lumière — ses plus belles découvertes.

Le grenat n'a point de nom latin chez Pline, pas plus que le rubis : il était confondu avec toutes les pierres rouges ou escarboucles (*carbunculi*). C'est la plus lourde des gemmes. Sa réfraction est simple comme celle du diamant. On a fait avec succès de petites loupes ou microscopes avec un grenat blanc qui se trouve en Norvége, mais c'est surtout avec le diamant qu'on a obtenu de petites lentilles extrêmement puissantes. La taille en est excessivement difficile, et le prix inabordable. L'observatoire de Paris, où l'on installe avec activité des instrumens convenables au rang que doit tenir le premier observatoire de la France, emploiera sans aucun doute comme oculaires les lentilles de diamant et de grenat blanc. A cette occasion, je noterai qu'un cristal minéralogique à réfraction simple, l'amphigène, fortement réfringent et parfaitement incolore, pourrait aussi fournir des lentilles oculaires très efficaces.

La *topaze*, dont le nom rappelle la couleur jaune, est un minéral cristallisé en baguettes non carrées susceptibles de se casser transversalement avec une grande netteté. La topaze affecte réellement toutes les couleurs. Elle nous vient principalement du Brésil; il y en a cependant en Saxe et en Sibérie. Le prix de la variété jaune, qui devrait, à proprement parler, porter seule le nom de topaze, s'est abaissé depuis un quart de siècle d'une façon surprenante. Il ne faut pas confondre la topaze du Brésil avec la topaze orientale, qui est

un beau corindon jaune montant presque jusqu'à l'orangé. Quand on apprend au juif de Shakspeare, dans *le Marchand de Venise*, que sa fille a fait cadeau de sa belle topaze en retour d'un singe qu'on lui a offert, il s'écrie douloureusement : « Ah! malheureux! j'aurais donné tout le pays des singes pour ma topaze! » Aujourd'hui ce ne serait pas la topaze qu'on prendrait pour type de la gemme par excellence.

Le jaune n'est pas la couleur que Pline assigne à la topaze, pas plus qu'il ne donne le bleu au saphir. L'empereur Maximin, qui d'un coup de poing brisait toutes les dents d'un cheval, et qui d'une de ses augustes *rudes* lui cassait la cuisse, avait assez de fermeté dans les doigts pour y broyer des topazes, comme nous pourrions y réduire en poudre du sucre friable ou de la mie de pain. Quelle que fût la nature de la gemme, le tour de force n'en est pas moins presque incroyable. La topaze a fait longtemps les délices des Espagnols, et ils en ont travaillé les plus indignes échantillons. Aujourd'hui, quand on voit chez M. Charles Achard une pierre de cette espèce avec une riche teinte jonquille presque veloutée, comme la teinte d'un saphir, offerte à un prix médiocre, on ne s'explique pas ce caprice de la mode en fait de gemmes.

C'est avec la topaze blanche du Brésil que Fresnel a fait ses importantes découvertes sur la double réfraction à deux axes. C'est aussi cette topaze qui, sous le nom de *goutte d'eau*, se taille en faux diamant. Cette pierre sert encore en minéralogie comme l'un des types de dureté. Ainsi on dit qu'une pierre raie le verre, raie le cristal de roche, raie la topaze, raie le saphir, suivant ses divers degrés de dureté. C'est un caractère fort utile pour reconnaître les pierres gemmes. Ainsi la *goutte d'eau* ne pourra rayer le saphir, ce que ferait assurément un vrai diamant. Le diamant noir de Bornéo aurait rayé tout et même le diamant. Quant au péridot et à l'opale, ils ne raieraient rien du tout, pas même le verre brun de bouteille dont je me sers ordinairement dans ces expériences, car le verre des vitres est devenu fort mou depuis que, pour économiser le combustible, on y a mis une plus grande quantité de fondant alcalin.

La topaze bleue du Brésil ne monte jamais au ton du saphir. Ce n'est qu'une aigue marine de qualité supérieure. De toutes les topazes, la seule qui ait une assez grande valeur, c'est celle que l'art a colorée en rose clair, d'une charmante teinte, au moyen du feu. Il suffit de choisir, dans les topazes jaune foncé ou jaune orangé mielleux, les échantillons bruts que l'on veut passer au feu. On les met ensuite dans des cendres ou dans du sable, en les amenant peu à peu à la chaleur rouge ou à la chaleur blanche plus ou moins prolongée. Quand on les retire, on leur trouve la teinte rouge clair du rubis balais, dont le nom même est donné à cette topaze, dite *topaze brûlée*

ou *rubis balais* par Haüy et par Achard le père. La couleur *gaie* de la topaze brûlée est des plus agréables à l'œil. — Cette pierre a un caractère aimable, me disait un dilettante. — J'étais parfaitement de son avis sur le moral de cette gemme; cependant il faut avouer qu'il y a quelque chose de peu *sincère* dans les moyens qui lui font acquérir cette belle teinte. Si, comme l'olivine, la topaze eût été enveloppée dans les laves des foyers volcaniques, elle fût devenue naturellement rubis balais, et aucun nuage n'aurait plané sur la franchise de son caractère.

L'espèce minérale qui forme la topaze est caractérisée par une certaine quantité d'acide fluorique qu'elle contient exclusivement à toutes les gemmes. De plus cette pierre, chauffée modérément au feu, devient électrique, comme si elle eût été frottée, et ses deux bouts attirent les petits corps mobiles. Un léger fil de lin qui pend en l'air est attiré par la topaze chaude, comme il l'est par un bâton de cire à cacheter frotté sur un habit. La topaze ne partage cette propriété curieuse qu'avec la *tourmaline*. Cette dernière pierre, dont nous ne dirons qu'un mot comme pierre gemme, est très célèbre dans l'optique, où ses propriétés polarisantes sont utilisées dans de nombreux appareils. Elle est sans éclat aucun, et quoique proposée comme pierre de deuil, concurremment avec le jais ou jayet, pour des parures un peu riches, les bijoutiers n'ont pu se décider à l'employer. Pour une riche parure de deuil, il faudrait tailler des diamans noirs, comme on l'a fait en Portugal pour une garniture de couronne royale. Les premières tourmalines nous sont venues de Ceylan, par la Hollande. La seule tourmaline rouge de Sibérie fait une assez jolie pierre de bague sous le nom de *sibérite*. Parmi les échantillons microscopiques de l'amateur dont j'ai déjà parlé, il y avait de petites sibérites de Corse de la forme cristalline et de la couleur la plus exquise. On aurait pu en faire des gemmes pour les Lilliputiens. Il y a quelques belles tourmalines du Brésil, vertes et bleues, qui sont désignées sous le nom d'émeraudes et de saphirs du Brésil.

L'*aigue marine*, dont le nom indique la couleur verdâtre ou vert peu foncé de l'eau de la mer, est une pierre de même nature minéralogique que l'émeraude, mais peu demandée aujourd'hui. Probablement son prix s'élèvera bientôt, car le commerce n'en reçoit aucun nouvel approvisionnement, et la circulation ne s'opère que sur un fonds ancien. Cette pierre ne perd rien aux lumières, et c'est un curieux spectacle de voir un magnifique saphir bleu perdre le soir tous ses avantages, tandis qu'une pauvre parure d'aigue marine non-seulement garde tout son effet, mais semble même gagner plus d'éclat. Les Anglais recherchent l'aigue marine, comme les Espagnols la topaze. Elle prend un beau poli et le conserve longtemps. Sa dureté est moindre que celle de la topaze, et elle est douée de curieuses

propriétés optiques que notre sujet ne nous permet point d'aborder.

Nous voici à l'*améthyste*, dont le nom signifie *spécifique contre l'ivresse*. C'est un véritable cristal de roche coloré en beau violet; c'est essentiellement une pierre de jour qui perd beaucoup à la lumière. On peut dire qu'il ne manque à cette belle pierre que la rareté. Pline emploie le mot *améthystiser* comme synonyme de *violétiser*, tant les idées de violet et d'améthyste étaient analogues! Les savans modernes, avec leurs yeux de lynx, ont cependant pu trouver une petite différence entre le cristal de roche violet et l'améthyste. Cette dernière est caractérisée par une série de petites couches ondulées que n'a pas le cristal de roche violet. Il existe aussi des cristaux de roche incolores ou jaunâtres qui offrent la structure ondulée intérieure de l'améthyste. J'ai retrouvé cette disposition par couches dans de la glace formée au rejaillissement d'une fontaine publique. Lorsque certaines agates possèdent de ces couches bien minces et bien uniformes d'épaisseur, elles prennent de belles couleurs d'arc-en-ciel, et on leur donne le nom d'*agates irisées*. Quelques détails échappés aux anciens auteurs peuvent faire présumer que les vases myrrhins, dont la valeur se comptait par centaines de mille francs, étaient quelquefois taillés dans des agates irisées. Sir David Brewster a donné la théorie exacte de ces irisations, ignorant que je l'avais donnée avant lui dans les *comptes-rendus* de l'Institut: sa théorie a donc été confirmée sitôt qu'elle a paru. Le même savant a fait voir d'une façon péremptoire que les riches couleurs des coquilles marines ne sont dues qu'à la forme de leur surface, qui est striée et ondulée par lignes très serrées; car, si l'on prend sur une cire noire très fine l'empreinte de la coquille colorée, on peut remarquer que la cire en adopte les couleurs en même temps qu'elle en adopte la forme. J'ai déjà dit que les élytres, ou fourreau des insectes, qui brillent des plus riches teintes, ne les devaient qu'aux raies que la nature a tracées à leur surface, et cela est démontré par l'empreinte sur la cire noire, qui devient colorée par cela seul qu'elle se moule sur les stries, qui sont la cause de la couleur. Les vases myrrhins étaient vendus 70, 100 et 300 talens. Or le talent était environ de 5,540 francs!

Nous pourrions aller chercher parmi les minéraux des pierres qui, étant taillées, feraient d'assez belles gemmes. L'*euclase* serait une émeraude faible en couleur, mais bien plus dure que la véritable émeraude. L'amphigène serait aussi beau que le saphir blanc. La *prehnite* du cap de Bonne-Espérance donnerait un vert céladon assez agréable. C'est une chose curieuse que les progrès de la minéralogie n'aient pas amené sur le marché des gemmes de nouvelle espèce propres à faire des parures. Ceci nous ramène à une belle idée de M. de Humboldt: c'est que la nature minérale est la même d'un bout à l'autre du monde, ce qui n'a pas lieu pour la nature végétale ni

pour les animaux. Ainsi, dès qu'on aura fouillé les couches siliceuses, argileuses, calcaires, granitiques d'une partie du globe, on aura des échantillons de ce que l'on devra trouver partout ailleurs, puisque les terrains, les dépôts, les roches, les laves, tout est identique dans toute contrée. Plus d'espoir donc d'avoir autre chose que les diamans, les rubis, les saphirs, les topazes, les émeraudes et les améthystes. Il n'y a de ressource que dans les travaux du laboratoire. Pour avoir du nouveau, l'homme ne peut plus compter sur la nature; il ne peut avoir recours qu'à son génie.

Nous dirons, pour terminer la liste des pierres gemmes, quelques mots sur le cristal de roche ou caillou blanc cristallisé. Cette pierre, inférieure en valeur, n'est autre chose que du sable siliceux ou du roc faisant feu au briquet, cristallisé et coloré d'une infinité de manières. Presque tout ce qu'on appelle *pierres fausses* a le cristal de roche ou quartz pour base. Ainsi le cristal de roche taillé en diamant, comme les cailloux du Rhin ou les diamans d'Alençon, s'appelle faux diamant. Le faux saphir, la fausse topaze, sont des quartz bleus ou jaunes. Il n'y a que le quartz violet qui soit la vraie améthyste. Récemment on s'est avisé de faire pour les cristaux de roche jaunes d'Espagne ce qu'on fait pour les topazes de même couleur. Le résultat a été très satisfaisant : il s'est développé dans la pierre une couleur veloutée presque orangée qui est très riche. Quant à tous les reflets, toutes les teintes, tous les degrés de transparence, d'opalescence, enfin toutes les formes que le quartz, véritable protée, prend dans la nature, un volume suffirait à peine pour les détailler. L'industrie du verre, et surtout du verre blanc à base de plomb, dit cristal, a réduit presque à rien la demande du cristal de roche naturel. Autrefois on en garnissait les lustres et on en faisait mille ouvrages où le cristal vitreux est maintenant employé. Les anciens connaissaient la propriété qu'ont les boules de cristal de roche de rassembler les rayons du soleil et de brûler les corps qui se trouvent placés au foyer des rayons solaires concentrés. Les médecins mêmes se servaient d'une pareille boule pour cautériser certaines plaies, d'après l'ancien adage : « Après les médicamens, le fer; après le fer, le feu; après le feu, rien ! » Ces mêmes boules sont de vrais microscopes, surtout si elles sont petites, et l'antiquité en a taillé qui n'étaient pas plus grosses qu'une cerise. Les hommes d'alors auraient donc facilement scruté, comme nous, le monde des infiniment petits, s'ils l'eussent voulu. Bien d'autres choses qu'ils tenaient pour ainsi dire aux mains leur ont échappé. A voir tout ce que le XIXe siècle a déjà fait, nous pouvons, sans trop de vanité, espérer que la postérité ne dira pas la même chose de nous.

Je n'ai pas parlé des *turquoises*, dont il est deux sortes, l'une et

l'autre sans transparence. Une de ces turquoises provient des dents de mastodonte colorées par le cuivre en vert céladon. C'est un véritable ivoire fossile. L'autre espèce de turquoise est minérale et du même vert bleuâtre que la première. Celle-ci est assez recherchée et arrive à une quarantaine de francs le carat. La turquoise est parfaitement imitée au moyen de la porcelaine colorée de la même teinte. Peut-on appeler pierre gemme une pierre sans transparence et sans dureté? C'est plutôt une espèce d'émail naturel. Nous avons aussi omis le *feldspath*, qui contient un principe alcalin et qui donne des pierres ayant un éclat gras et nacré, mais sans couleurs. Cependant, lorsque le feldspath offre un fond jaune d'or parsemé de points rougeâtres, on le taille en une gemme peu commune aujourd'hui et presque tout à fait oubliée : c'est l'*aventurine*.

Après avoir considéré dans la nature les minéraux cristallisés que l'on taille en gemmes, on doit être tenté de les imiter par des opérations chimiques. Il ne s'agit pas ici de colorer artificiellement des pâtes vitreuses en rouge et en bleu pour en faire de faux rubis et de faux saphirs, industrie de bas étage. Il s'agit de reproduire dans le laboratoire les opérations de la nature, en les variant même et les complétant, et de faire de vraies pierres précieuses comme on a déjà essayé de faire de vrai diamant. J'ai déjà dit qu'Ebelmen, à Sèvres, avait fait cristalliser l'alumine et la silice en vrai spinelle. M. Despretz, dans les expériences où il a volatilisé le charbon et le diamant et fait avec ce dernier de vrai crayon noir marquant parfaitement sur le papier, a facilement fondu l'alumine et la silice. Il a ainsi obtenu de ces substances de petites boules creuses tapissées intérieurement de cristaux, comme les cavités ou géodes qui dans les montagnes contiennent les cristaux de diverses sortes. Dans toutes les expériences de M. Despretz, les feux épouvantables qu'il a produits au moyen de l'électricité n'ont jamais fait que *décristalliser* le diamant pour en faire du carbone, sans apparence de cristallisation ainsi opérée. Il en résulte ce fait géologique très important, que le diamant, que la nature ne nous offre jamais en place, n'a point dû sa naissance à un phénomène igné. Son origine est probablement électrique; mais où était-il à l'époque des premières transformations, et quand sa cristallisation a-t-elle eu lieu?

Suivant l'idée de M. Boutigny, le charbon de terre provient des pluies d'hydrogène uni au carbone qui durent arroser la terre lorsqu'elle était encore assez échauffée pour ne pas permettre à l'eau de tomber en pluie ordinaire. M. Boutigny tire de là une théorie des dépôts houillers, mais il n'a pas encore passé à la cristallisation du carbone. J'ai déjà dit que le soufre et le charbon unis ensemble donnent un liquide aussi blanc et aussi transparent que l'eau pure ou

l'alcool le plus limpide. Cela posé, voici comment je procéderais pour cristalliser le carbone. Je remplirais une forte bouteille en fer avec ce liquide, et, après l'avoir bien bouchée à vis, je la placerais dans une étuve à 2 ou 300 degrés. Alors probablement le fer de la bouteille et le soufre du liquide réagiraient l'un sur l'autre. Or le soufre, quittant le charbon pour s'unir au fer, laisserait libre le charbon, qui pourrait ainsi cristalliser.

Au reste je ne donne ce projet d'expérience que pour faire comprendre le jeu des actions chimiques. C'est ainsi que lorsque l'on plonge dans une dissolution saline un corps qui prend l'eau à l'exclusion du sel, celui-ci cristallise sur le corps qui lui enlève l'eau. En serait-il de même du carbone, et cristalliserait-il sur le fer qui lui enlèverait le soufre? Il faut que ceux qui seraient tentés de faire des expériences de chaleur sur les liquides renfermés dans des espaces très bien clos soient bien prévenus que dans cet espace la vapeur du liquide chauffé acquiert une grande force élastique qui peut briser l'enveloppe de fer, surtout si celle-ci a été affaiblie par l'action du soufre. Plusieurs alchimistes se sont tués en chauffant à outrance du mercure dans des vases de fer. La vapeur du mercure faisait crever le fer, dont les éclats produisaient l'effet de la bombe. J'ai fait dans ma vie un assez grand nombre d'expériences périlleuses avec la poudre à canon, les gaz arrêtés dans leur dégagement et les poudres fulminantes. Voici le secret pour n'être pas blessé : c'est d'admettre que l'accident qu'on craint arrivera infailliblement, et de se mettre alors convenablement à l'abri pour un péril hypothétique, comme on le ferait pour un accident imminent et indubitable. Surtout il faut se défier des explosions qui tardent à se produire, et se réserver toujours la faculté de briser son appareil sans en approcher de trop près. Si l'on voulait opérer en petit et avec un tube de verre très fort, on mettrait dans le tube une petite baguette de fer avec le liquide sulfo-carbonique, et on mettrait le tout dans l'étuve. Mais encore une fois, il faut agir avec prudence : c'est un mauvais voisin qu'un tube qui est toujours sur le point de voler en éclats!

Nous venons de dire qu'il n'y avait guère de chance que la nature nous offrît des minéraux inconnus, mais que les produits de laboratoire n'avaient point contre eux cette présomption de non-succès. Il faudrait donc réexaminer tous les composés dont la dureté, le poli, la transparence et la cristallisation conviendraient aux gemmes. Ensuite on verrait à les colorer convenablement, ce qui ne paraît pas fort difficile, puisque la matière colorante semble étrangère à la substance des gemmes, lesquelles ne sont que trop souvent fort inégalement colorées. Ebelmen, en faisant évaporer de l'éther silicique, avait obtenu de belle pâte d'opale. Plusieurs de ceux qui cherchaient

le diamant ont obtenu des silicates fort durs, et qui pouvaient rivaliser avec toutes les gemmes. *Cherchez et vous trouverez!*

En comparant la France d'aujourd'hui à la France du commencement de ce siècle, on voit avec satisfaction combien l'intelligence et l'industrie ont augmenté sa richesse et son bien-être en même temps que sa population. La richesse immobilière a été accrue par les progrès de l'agriculture et par l'établissement des voies de communication. La richesse mobilière en argent, en bijoux, en pierres précieuses, en meubles, en objets d'art, en bibliothèques, en conservatoires, en collections de toute sorte, a encore plus gagné que la propriété foncière, et l'on peut dire de nos villes ce que disait Homère de quelques villes grecques, savoir que les maisons y tiennent en dépôt une grande masse de valeurs. Sous ce point de vue, Londres l'emporte de beaucoup sur Paris, comme Paris l'emporte sur Londres pour la qualité de sa population. Le seul point de richesse mobilière actuelle où il semble y avoir un peu d'infériorité, c'est dans le nombre des collections de pierres précieuses. Celles du baron Roger et de M. Hope ont été vendues et dispersées. Les diamans du duc de Bourbon ont été vendus sans respect pour leur origine, qui remontait à Charles le Téméraire. On pourrait croire que c'est la dissémination et l'abaissement des fortunes qui s'opposent à la formation de ces collections coûteuses : c'est une grande erreur, car les valeurs mobilières en livres, en tableaux et en meubles précieux sont tout aussi chères et improductives que les collections de gemmes; elles font moins d'honneur et de plaisir, et quand elles changent de maître, elles perdent infiniment plus. De toutes les dépenses de luxe, on peut donc hardiment établir que les diamans et les pierres précieuses sont la *dépense la plus économique,* surtout lorsqu'on choisit en connaisseur et guidé par un joaillier habile et consciencieux. Il n'est pas de société où l'exhibition des belles pierres d'une boîte de choix n'attire l'attention générale. On acquiert peu à peu ces notions de géographie, de minéralogie, de physique, de chimie et de cristallographie, qui naturellement se lient aux contrées où le commerce va chercher ces beaux produits de la nature, à la manière de les tailler, de les monter, de les porter, et enfin à leur valeur commerciale. La possession d'une belle collection de pierres précieuses de premier choix n'est donc point un luxe inutile, dispendieux et frivole. Quand les premiers d'une société peuvent acheter des diamans, les derniers peuvent acheter des alimens; mais quand les premiers en sont réduits aux alimens ou même à la gêne, il y a longtemps que les derniers sont morts de faim. Comparez l'Europe occidentale à l'Europe orientale, et jugez.

BABINET, de l'Institut.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

28 février 1855.

Il y a dans les affaires actuelles de l'Europe un nœud, si l'on nous permet ce terme, que des négociations prochaines viendront dénouer, si elles peuvent, ou que l'épée tranchera sans nul doute, mais qui, dans tous les cas, avant l'heure des solutions décisives, reste en ce moment l'objet de toutes les préoccupations, en enlaçant peu à peu toutes les situations et tous les intérêts. Pour peu qu'on observe les faits qui se succèdent et se mêlent, on ne se méprendra point sur le caractère véritable de cette stagnation apparente sous laquelle fermentent tous les élémens d'une grande crise. S'il était vrai, comme on l'a dit quelquefois, qu'on ne fût jamais plus près d'une pacification qu'à l'instant où la tension des choses devient extrême et universelle, il est clair que l'Occident pourrait se croire à la veille de voir la paix sourire de nouveau à sa fortune. Malheureusement, quand des questions d'un certain ordre sont engagées, quand les forces en sont à se compter de toutes parts, quand l'épée, déjà tirée par les uns, est tenue à demi hors du fourreau par les autres, il y a moins loin encore pour aller d'une guerre restreinte à une guerre plus générale que pour revenir à la paix. Ce n'est pas sur un point seulement aujourd'hui, c'est partout à la fois que la lutte actuelle apparaît dans sa gravité, en prenant toutes les formes, en devenant l'épreuve de toutes les politiques, en faisant naître cette succession d'incidens et de complications où se mesure la situation réelle de l'Europe. Qu'on réunisse les élémens épars et divers de cette situation à l'heure où nous sommes. En Crimée d'abord, c'est la guerre qui, après être restée quelque temps en suspens, semble près de recommencer avec une intensité nouvelle. A Vienne, c'est une négociation sans cesse ajournée, difficile à coup sûr, et qui ne peut plus tarder maintenant à livrer son secret en présence de l'arrivée de lord John Russell au siége des conférences européennes. En Angleterre, de la dernière crise ministérielle, provoquée elle-même par la guerre, est

née une nouvelle crise qui arrive à peine à son terme. Au-delà du Rhin, la Prusse en est encore à savoir quelles seront ses relations, soit avec l'Autriche, soit avec les puissances occidentales. L'attitude décidée de la Sardaigne laissait suffisamment pressentir une rupture avec la Russie, que le cabinet de Pétersbourg vient de proclamer, et les récriminations de M. de Nesselrode contre ce qu'il appelle l'ingratitude du Piémont ne nous semblent prouver qu'une chose : c'est que, quand elle soutient les droits et les intérêts d'un pays, la Russie imagine acquérir un titre perpétuel à sa soumission et à sa complicité. Il n'est point jusqu'à la Belgique où la crise de l'Europe n'ait eu son retentissement, et n'ait soulevé des discussions parlementaires dont l'opportunité est assez douteuse, mais qui rentrent dans l'ordre général des événemens actuels, justement parce qu'elles se rattachent à cette grande question des neutralités. C'est aujourd'hui enfin divulguer le secret de tout le monde que de mettre au nombre des éventualités de la situation présente le départ possible de l'empereur pour la Crimée. A vrai dire, de tous les faits propres à caractériser le moment où nous sommes, celui-ci ne serait point à coup sûr le moins grave, et il dominerait naturellement tous les autres, s'il s'accomplissait.

Il ne peut être donné à personne, on le comprend, de dire que ce départ se réalisera ou qu'il ne se réalisera point, d'autant plus que les circonstances sont vraisemblablement de nature à exercer ici quelque influence. Que la pensée soit venue au chef de l'état d'aller fortifier de sa présence cette intrépide armée, aussi ferme contre le choc de l'ennemi que contre les privations et les rigueurs du climat, rien n'est plus naturel évidemment, comme aussi il est tout simple que ce projet ait dû être pesé au double point de vue de l'état de la guerre en Crimée et des conjonctures générales où se trouve l'Europe. Or quel est l'état de la guerre devant Sébastopol? S'il a pu y avoir quelque lenteur facile à expliquer dans cette campagne si glorieusement commencée, si laborieusement continuée, tout indique aujourd'hui que l'heure de l'action approche, et que nos soldats touchent au moment de tenter un dernier, un héroïque effort. Abondamment approvisionnée, accrue de tous les renforts qui ont été envoyés en Orient, notre armée, en attendant de reprendre les hostilités, a pu poursuivre ses travaux. Le voyage récent du général Niel en Crimée n'a pu que donner une plus vive impulsion aux opérations du siége. Des batteries nouvelles ont été élevées, les points vulnérables de l'ennemi ont été reconnus. La place va être enlacée de nos travaux, comme on l'a dit, et nos soldats, confians dans leurs chefs et dans leur propre héroïsme, sont prêts à briser les derniers obstacles. Les Russes chercheront-ils à détourner cette attaque en livrant une nouvelle bataille? Ils le pourront évidemment, et cela est assez probable même, car ils ont à leur tête un chef vigoureux, qui n'est ni un général ni un amiral, mais qui est un homme d'action. L'empereur Nicolas avait bien choisi le prince Menchikof pour engager cette lutte par sa hauteur à Constantinople, et pour la soutenir par son énergie; mais le prince Menchikof n'a pu faire que son armée n'ait été deux fois battue, qu'elle n'ait souffert beaucoup plus encore que les armées alliées. Quand on énumère les forces immenses que le tsar aurait envoyées en Crimée, il ne resterait qu'une difficulté, si ces forces étaient réellement là où

on les place : ce serait de les faire vivre. La vérité est qu'il n'y a probablement nulle disproportion entre les armées aujourd'hui en présence sur le sol de la Crimée, et l'échec nouveau que les Russes viennent, dit-on, d'essuyer dans un engagement contre les Turcs, devant Eupatoria, n'est certainement pour eux que le présage de défaites plus décisives le jour où ils rouvriraient une lutte sérieuse avec les armées alliées qui campent auprès de Sébastopol. C'est donc dans ces conditions, en présence d'opérations qui se poursuivent régulièrement et sont près de toucher au but, que pourrait s'accomplir le départ de l'empereur. La présence du chef de l'état serait sans contredit de nature à précipiter l'action, en inspirant une confiance nouvelle à nos soldats.

Mais ce n'est point uniquement en Crimée, ni même par la seule force des armes, que la question s'agite aujourd'hui. Elle a un autre théâtre : c'est l'Europe, où toutes les négociations sont nouées, où les relations de l'Allemagne avec les puissances occidentales restent à fixer, où se concentre enfin l'action de la diplomatie. C'est ainsi que les considérations politiques viennent se placer à côté des considérations de la guerre, et en marchant au même but, elles n'ont pas moins d'importance à coup sûr. En ce moment, en effet, nous touchons sans doute à la réunion de la conférence qui doit délibérer sur les garanties de paix stipulées par l'Angleterre, la France et l'Autriche, et acceptées en principe par la Russie. Lord John Russell, chargé de représenter la Grande-Bretagne, a traversé Paris et s'est dirigé sur Berlin, en se rendant à Vienne. Le malheur de ces négociations, c'est de s'ouvrir sans exciter une grande confiance jusqu'ici, et le dernier manifeste de l'empereur Nicolas n'est pas de nature à révéler ses véritables dispositions, la pensée à laquelle il a obéi en acceptant les quatre points de garantie. Le tsar, il est vrai, se montre prêt à traiter avec l'Europe, il parle un langage pacifique, mais en même temps il fait un appel à son peuple et met la Russie tout entière sous les armes, se proposant les exemples de 1812. Où faut-il voir la vraie pensée de l'empereur Nicolas? Est-ce dans ses paroles, est-ce dans son appel aux armes? La plus grande difficulté, du reste, on le sait, est dans la manière d'interpréter la condition qui impose à la Russie la cessation de sa prépondérance dans la Mer-Noire, et c'est sur ce point sans doute que s'agitera le véritable débat, pierre de touche de la sincérité et des dispositions réelles de la Russie.

A cette ouverture des négociations de Vienne se rattache d'ailleurs une autre question qui n'est pas moins sérieuse, celle de savoir quel sera le rôle de la Prusse dans la conférence nouvelle, et le rôle de la Prusse implique ici la conduite de la confédération germanique, toujours partagée entre deux influences, entre deux directions. Malheureusement rien n'indique jusqu'ici que la Prusse ait réussi à formuler une pensée, ou qu'elle se soit décidée à accepter les propositions qui ont pu lui être faites. Dès lors sa participation à l'œuvre diplomatique qui va être entreprise à Vienne ne reste-t-elle pas un doute? Ce n'est pas qu'on n'ait mis un zèle extrême à aplanir tous les obstacles, à désarmer les susceptibilités de la Prusse. Les puissances occidentales, on ne l'ignore pas, se sont montrées disposées à conclure un traité séparé avec le cabinet de Berlin. Cependant la grande difficulté est toujours de savoir la vraie mesure des engagemens que le gouvernement du roi Frédé-

ric-Guillaume est prêt à contracter. Dans le fond, il voudrait ne s'engager à rien, et il voudrait qu'on s'engageât envers lui. Son but serait d'écarter tout d'abord des questions fort graves en effet, et qui touchent à certaines nationalités; il ne tiendrait pas moins à obtenir qu'aucune armée occidentale ne pût, en aucun cas, passer en Allemagne. En d'autres termes, il voudrait qu'on s'engageât sur des points qui ne sont point en question, ou sur ce qui serait une garantie en faveur de la Russie. Une des prétentions les plus singulières de la Prusse, c'est de parler sans cesse d'impartialité, de modération, de respect de tous les droits, comme si c'était ici un débat ordinaire, comme s'il y avait des ambitions contraires à concilier, comme s'il ne s'agissait pas tout simplement de sauvegarder le droit et la sécurité de l'Europe. C'est toujours sur ce terrain qu'il faut ramener la question. Les puissances belligérantes individuellement ne demandent rien, elles n'ont laissé éclater aucune ambition; elles n'ont pris les armes que pour un intérêt général, et dès qu'il s'agit d'un intérêt de cette nature, c'est plus qu'un droit, c'est un devoir de revendiquer toutes les garanties d'une paix solide.

Chose étrange! après avoir commencé par condamner avec toutes les autres puissances européennes la politique du tsar, le gouvernement prussien en est venu aujourd'hui à défendre la Russie. N'est-ce point l'indice du singulier travail qui s'est opéré à Berlin? Et à quoi la Prusse aboutit-elle? A voir tout à coup ses alliances rompues. L'isolement est le dernier mot de sa politique. Aussi n'est-il point surprenant que l'opinion se soit émue en Prusse et qu'elle ait eu un écho dans le parlement. Le cabinet de Berlin avait proposé en effet une loi de crédits militaires. La commission de la seconde chambre, dans ses délibérations intérieures, s'est trouvée saisie d'une proposition qui consistait à soumettre à la chambre une adresse au roi dans un sens favorable à la politique occidentale. Cette motion a été adoptée par la commission prussienne; mais qu'a-t-on vu alors? Quand s'est présentée la question même des crédits, la majorité s'est prononcée contre l'autorisation que réclamait le gouvernement d'affecter à l'état militaire du pays une portion de l'emprunt contracté l'an dernier, — de sorte que la commission paraissait tout à la fois conseiller au roi une politique plus décidée et lui refuser les moyens de soutenir cette politique. Cette contradiction plus apparente que réelle a été le résultat d'une alliance fort imprévue, formée au dernier instant entre l'extrême gauche, qui a voté contre le gouvernement, parce qu'elle ne le voyait pas sans doute assez résolu à suivre une marche virile, et l'extrême droite, qui a refusé les crédits, parce qu'elle n'était pas probablement assez sûre que le gouvernement en ferait un usage favorable à la Russie. Il reste maintenant à savoir comment cette confusion se dissipera dans la discussion publique, et si le cabinet de Berlin parviendra, ainsi qu'il y a réussi l'an dernier, à obtenir ses crédits en éludant tout engagement. Le fait principal ne demeure pas moins comme l'indice des tendances de l'esprit public, et c'est appuyé sur cet esprit que le gouvernement de la Prusse pourra regagner le terrain qu'il a perdu, en faisant cesser un isolement aussi fatal pour lui-même que pour l'Allemagne et pour l'Europe.

L'opinion, on le voit, tend à se faire jour à Berlin, même quand on décline sa compétence dans les affaires extérieures. En Angleterre, l'opinion est la

souveraine et la maîtresse de toutes les combinaisons politiques. C'est elle, à vrai dire, qui domine le gouvernement, qui lui communique son impulsion et le force de compter avec elle, au risque de le jeter dans toute sorte de crises, qui, en se prolongeant, ne pourraient que tourner contre le but commun. Le malheur est venu de ce qu'il n'y a point eu dès l'origine une intime et vigoureuse intelligence entre l'opinion publique anglaise et le gouvernement sur les affaires de la guerre. Il n'y avait d'accord ni sur le but ni sur les moyens. L'opinion suspectait la tiédeur d'un ministère dont elle connaissait les divisions; le cabinet à son tour se sentait dépassé par le sentiment populaire, dont il redoutait les illusions et les emportemens. Les désastres de l'armée anglaise sont venus, et le gouvernement a eu à soutenir un choc universel auquel il n'a point résisté. Le cabinet de lord Aberdeen a eu à répondre non-seulement de ses fautes, mais de ce qu'il n'a point fait, du vice des institutions militaires, des lacunes de l'administration, des déceptions patriotiques de l'opinion. Ce n'est pas tout cependant. Le nouveau ministère lui-même, recomposé par lord Palmerston, vient de se dissoudre encore une fois. Les *peelites* qui étaient restés au pouvoir, sir James Graham, M. Gladstone, M. Sidney Herbert, n'ont pas tardé à aller rejoindre lord Aberdeen dans sa retraite, et le ministère sort à peu près entièrement refondu de cette épreuve nouvelle. Lord Palmerston a essayé de reconstituer son administration avec ses amis du parti whig et quelques hommes nouveaux. Lord Clarendon reste l'invariable ministre des affaires étrangères. Sir Cornwall Lewis entre comme chancelier de l'échiquier, sir Charles Wood comme premier lord de l'amirauté, sir George Grey comme ministre de l'intérieur. Enfin lord John Russell, qui avait déjà reçu de lord Palmerston la mission de plénipotentiaire à la conférence de Vienne, rentre au gouvernement comme secrétaire d'état pour les colonies. Le mot de la dernière crise ministérielle est dans la motion d'enquête faite, comme on sait, par M. Roebuck. Que cette enquête fût une mesure extrême, destinée, selon toute apparence, à ne remédier à rien et à soulever des embarras de plus d'un genre, cela n'est guère douteux; mais il s'agissait de contraindre le parlement à se déjuger et l'opinion à abandonner ce qu'elle considère à tort ou à raison comme une garantie, c'est-à-dire qu'il y avait à engager une lutte qui ne pouvait finir que par la retraite du ministère tout entier ou par la dissolution du parlement et par un appel au pays. Lord Palmerston a cru devoir éluder cette alternative. Il a tout simplement accepté une transaction qui consiste à composer la commission d'enquête de membres désignés mi-partie par la chambre des communes, mi-partie par le gouvernement.

Que produira cette enquête? Ceci est l'affaire de l'avenir; mais lord Palmerston s'est mis en règle avec l'opinion publique et le parlement, en se résignant à une mesure qu'il ne pouvait pas empêcher. Seulement c'est ici qu'a éclaté le dissentiment entre le chef du cabinet et ses collègues, sir James Graham, M. Gladstone et M. Sidney Herbert, très décidément opposés à la motion de M. Roebuck, aujourd'hui comme aux derniers momens du ministère Aberdeen. A vrai dire, c'était plus particulièrement pour eux une affaire personnelle; c'était une sorte de sentence rendue contre eux, et qui suivait son cours tandis qu'ils étaient au pouvoir. Le résultat est donc un

remaniement presque complet du cabinet. Tout dépend aujourd'hui de l'esprit que le ministère renouvelé de lord Palmerston portera au pouvoir et de l'impulsion qu'il saura donner aux affaires publiques. On ne saurait du reste méconnaître ce qu'il y a de critique dans sa situation en face de la phalange compacte des tories et de la fraction peu nombreuse, mais intelligente et nécessairement mécontente, des peelites. Une dissolution du parlement peut devenir aisément le dernier mot de cette confusion des partis, et encore est-il bien sûr qu'une dissolution eût pour effet de ramener au parlement une opinion homogène et puissante, capable d'exercer le gouvernement avec une autorité rajeunie par le suffrage populaire? Il faudrait cependant y songer. Il s'agit pour les hommes publics de l'Angleterre de quelque chose de plus qu'une émulation vulgaire de pouvoir. Si les ministères se succèdent également impuissans, si les combinaisons qui s'essaient n'aboutissent qu'à des avortemens périodiques, alors l'opinion publique pourra s'irriter de ce spectacle; elle s'en prendra aux grands noms de la politique et à ceux qui ont reçu la tradition d'une prépondérance héréditaire, comme elle s'en est prise déjà des malheurs de l'armée au caractère aristocratique des institutions militaires, et sous une double forme c'est la constitution même de la Grande-Bretagne qui est en question.

Ce serait assurément un des plus étranges résultats des complications qui sont survenues en Europe. Telle est d'ailleurs la nature de cette crise, qu'elle a son écho dans tous les pays, en vertu de cette loi qui rend solidaires tous les droits, tous les intérêts, toutes les sécurités. Si, pour les grandes puissances particulièrement, elle crée l'obligation d'une initiative plus nette et plus vigoureuse, — pour tous les états, quel que soit leur rang, quelle que soit leur importance, elle pose une question de conduite que le Piémont, pour sa part, a résolue avec une intelligente fermeté, en adhérant à la politique occidentale. Cette question, c'est celle qui s'agite un peu sur tous les points où l'opinion des peuples puise dans quelque analogie de situation le conseil d'une politique semblable. Qui pourrait dire en effet que, le jour où la lutte prendrait de plus grandes proportions, la Suède, le Danemark au nord, d'autres états encore, ne suivront pas l'exemple du Piémont?

La Belgique, à ce qu'il paraît, s'est émue de ce mouvement qui tend à détacher certains pays de la neutralité, et un député du parlement de Bruxelles, M. Orts, est venu poser au gouvernement toute sorte de questions. La Belgique a-t-elle été invitée à se rattacher, comme l'a fait le Piémont, à la politique des puissances occidentales? N'a-t-elle point reçu de la Russie des propositions d'un autre genre, qui tendraient à l'affermir dans sa position neutre? Au cas où des invitations dans l'un ou l'autre de ces sens se seraient produites, qu'aurait répondu le gouvernement? Ce n'est pas sans un peu de passion assez inopportune que cette courte discussion sur la situation de la Belgique est venue interrompre tout à coup les travaux du parlement de Bruxelles, comme aussi il y a une certaine inconvenance à parler des écrivains français dans les termes dont s'est servi l'interpellateur. Pour tout dire, plus d'une parole a été prononcée, qui n'était guère de nature à servir l'intérêt qu'on défendait, et ce qu'il y a de plus grave, de plus singulier, dirons-nous, c'est que sous ces interpellations se déguisait à peine la

pensée de mettre la Belgique en état de défense, afin de constituer sans doute une neutralité armée. Ce serait peut-être aller au-devant du danger contre lequel on veut se prémunir. Sur quoi cependant se fondait cette émotion du parlement belge? Le ministre des affaires étrangères, M. Henri de Brouckère, est venu dire fort simplement qu'aucune demande n'avait été adressée au gouvernement du roi Léopold, et qu'il n'avait eu aucune réponse à faire; il a rappelé d'ailleurs que la neutralité n'était point un choix pour la Belgique, mais la loi même de son existence, d'après les traités qui l'ont constituée. C'est là en effet, c'est dans son droit que la Belgique peut trouver son vrai bouclier, et non dans un appareil militaire qui lui coûterait à coup sûr beaucoup d'argent, sans la garantir peut-être avec une parfaite efficacité. Que la Belgique tienne à la neutralité comme à une loi naturelle et fondamentale de son existence, cela est très simple; mais il y a un point où il n'est ni sage ni habile de faire trop de bruit en faveur de cette neutralité, au-dessus de laquelle après tout est l'intérêt général de l'Europe. Ainsi, on e voit, la question qui s'agite aujourd'hui se manifeste sous bien des formes, et par des incidens bien divers. Hostilités qui se poursuivent, négociations qui se préparent au milieu des armemens agrandis, crises ministérielles, débats sur les neutralités, tout marche, tout se mêle, tout découle d'une même source et se rapporte à une pensée unique, celle de la lutte dans laquelle l'Europe est absorbée, prête à accepter également une paix juste ou la continuation d'une guerre qui n'est qu'un acte défensif pour sa sécurité et sa civilisation.

La France a naturellement dans une telle lutte la situation et l'influence que lui donnent son rang dans le monde, ses forces et ses ressources. Les conditions intérieures de notre pays changent peu d'ailleurs. Elles n'ont, pour suppléer à l'activité organisée de la vie publique, que ce travail permanent des esprits, partagés entre les intérêts positifs et les complications de la crise actuelle. Quelle que soit l'issue de ces complications, le plus clair pour la France, c'est que son armée porte héroïquement le noble poids de ses vieilles traditions, et au moment où peut s'aggraver encore la situation militaire et politique de l'Europe, il n'est point indifférent de se rendre compte de l'état réel de nos ressources financières. C'est là ce qu'on peut voir dans le rapport récent du ministre des finances à l'empereur et dans le projet de budget qui vient d'être présenté au corps législatif.

Le rapport ministériel n'offre naturellement que des résultats généraux. Il rappelle les découverts qui depuis longtemps pèsent sur le trésor, et qui s'élèvent à la somme de 700 millions. Il montre l'élévation progressive des revenus publics, la facilité du recouvrement des impôts. Une première question se présentait cependant: c'était celle de savoir comment l'état pourrait faire face à toutes ses dépenses, en dehors même des ressources extraordinaires créées par des emprunts. Un moment, à ce qu'il paraît, le gouvernement a eu la pensée de demander à l'impôt de nouvelles ressources, en rétablissant les 17 centimes dont la contribution foncière avait été dégrevée il y a trois ou quatre ans. Il a préféré arriver, par des négociations avec les compagnies de chemins de fer, à diminuer ses charges présentes, sauf à laisser à l'avenir sa part de responsabilité. Il a proposé en même temps le rétablissement

de certains droits d'enregistrement. A l'aide de ces mesures, l'intérêt des deux emprunts a pu être inscrit dans les dépenses ordinaires et permanentes sans troubler trop sensiblement l'équilibre des finances. Il y aurait même un excédant de recettes de quatre ou cinq millions, si les prévisions du budget de 1856, qui vient d'être présenté au corps législatif, se réalisaient. Les recettes en effet sont évaluées à 1,602 millions, et les dépenses à 1,597 millions; mais on ne saurait oublier, pour apprécier exactement la situation générale de nos finances, que c'est là une prévision, que dans ces chiffres ne sont point comprises les dépenses extraordinaires de la guerre, et en outre que l'état a dû mettre l'avenir de moitié avec le présent dans certaines dépenses de travaux publics. Il reste aujourd'hui au corps législatif la mission d'examiner le budget de 1856. Dans tous les cas, si des charges et des difficultés de plus d'un genre pèsent sur nos finances, il est un fait qui ressort de partout : c'est la promptitude avec laquelle la France retrouve toute la puissance de ses moyens matériels, de même qu'elle est toujours accessible aux grands instincts politiques, et qu'elle se reprend à goûter toutes les distinctions sociales et intellectuelles.

C'est à l'attrait intellectuel en effet que les divers incidens de notre vie sociale doivent encore leur relief le plus vif. Contrastes du passé et du présent, sympathies mondaines, intérêt de l'intelligence honorée et saluée sous une de ses formes les plus saisissantes, tout cela ne se réunissait-il pas, il y a peu de jours, pour revêtir d'un caractère particulier la réception de M. Berryer à l'Académie française? Il y a plus de deux ans que M. Berryer avait été élu; aujourd'hui seulement il vient de recevoir la solennelle investiture académique, et désormais c'est un immortel de plus. La politique n'était point certainement absente dans cette séance si longtemps attendue, trop attendue peut-être; eût-elle été bannie avec soin, on l'aurait cherchée encore, et on l'aurait trouvée partout; on l'aurait vue dans cette affluence singulière d'une société choisie et sympathique, dans cette attente secrète de ce qui allait arriver, dans tous ces signes qui ne trompent pas, même au sein de la réunion la plus paisible. La politique au reste s'est peu cachée, on dit même qu'elle était intervenue dans le choix des personnes qui devaient se tenir auprès du récipiendaire. Une circonstance fortuite n'a pu qu'achever le tableau et lui donner un plus piquant intérêt, en mettant M. Berryer, l'adversaire de la monarchie de 1830, en présence d'un des ministres de cette même monarchie, M. de Salvandy, chargé de recevoir le nouvel élu.

Chose étrange! bien des hommes à qui l'Institut eût été en quelque sorte interdit il y a dix ans s'y trouvent ramenés aujourd'hui. La politique les eût éloignés autrefois, elle leur ouvre maintenant la route; elle est le lien des hommes, le ressort secret des combinaisons académiques, l'âme de ces solennités nouvelles où les noms de Richelieu et de Louis XIV retentissent plus souvent que les noms de Corneille et de Racine. Il ne faudrait point cependant dépasser certaines limites, parce que la politique à l'Institut risque toujours, en définitive, d'être de la politique d'académie. Il ne faudrait pas davantage réduire les affaires académiques aux proportions de combinaisons entièrement personnelles, dictées par l'intérêt du moment. M. Berryer a heureusement d'autres titres académiques que des titres de circonstance.

De tous les contemporains qui ont figuré avec éclat dans ces grandes discussions parlementaires, décoration splendide d'édifices aujourd'hui écroulés, M. Berryer est un de ceux qui ont le mieux mérité le nom de guerrier civil, de politique armé, dont parlait l'autre jour M. de Salvandy, — politique armé de toute la puissance de la parole. Ce n'est ni un écrivain, ni un philosophe, ni un orateur savamment nourri : c'est la personnification la plus saisissante de l'éloquence humaine agitant et remuant une assemblée délibérante. Tout a servi M. Berryer dans son rôle durant vingt ans, et la fierté de son geste, et son accent pénétrant, et son entraînement communicatif, et même cette situation particulière qui lui laissait toutes les libertés, toutes les franchises de l'opposition, sans le soumettre à aucune de ces considérations que le pouvoir impose. Sachant s'affranchir au besoin des périlleuses solidarités de parti, nul n'a mieux su faire vibrer ces cordes qui frémissent dans toutes les âmes. Ce sont tous ces dons éclatans de la parole, toutes ces qualités de l'orateur qui marquaient naturellement la place de M. Berryer à l'Académie. C'est là sa grandeur, et c'est là aussi sa faiblesse. M. Berryer parlait l'autre jour de lui-même avec une modestie simple et digne, en homme qui sentait cette faiblesse. Pour expliquer son long silence, il aurait dit, assure-t-on, avec une spirituelle bonne grâce, qu'il savait bien parler, mais qu'il ne savait ni lire ni écrire. Cette différence entre l'écrivain et l'orateur, M. Berryer la marquait avec une sorte de noble regret dans son discours, en montrant le premier se survivant par ses œuvres, le second disparaissant avec le théâtre de ses triomphes, ou à mesure que les forces de la vie le délaissent. C'est qu'en effet, quelque puissance intellectuelle qu'il y ait dans la parole humaine, bien que Démosthène soit inséparable de Platon, de Sophocle, de Phidias, ainsi que l'a rappelé M. de Salvandy, il n'est pas moins vrai qu'il y a pour l'orateur des conditions spéciales : il lui faut son théâtre préféré, l'exaltation du moment, la résistance ou la sympathie d'un auditoire dompté, toutes les excitations de la lutte. Sans cela, sa parole risque souvent d'être non pas embarrassée, mais dépaysée peut-être dans des considérations développées avec art au milieu d'un auditoire paisible et élégant.

Comment M. Berryer allait-il parler et subir cette épreuve nouvelle du discours académique? Comment M. de Salvandy lui répondrait-il? Là était l'intérêt de la dernière séance. L'éloge d'un homme regretté, de M. de Saint-Priest, était un terrain commun où pouvaient se retrouver les deux orateurs. M. de Saint-Priest était un homme d'une grande naissance et d'un grand esprit. Par ses traditions, il tenait à l'ancienne société, et par son intelligence il appartenait au monde nouveau. Attaché à la monarchie de 1830, il n'avait point à l'heure suprême varié à tous les souffles de la fortune. M. de Saint-Priest avait écrit des œuvres remarquables telles que l'*Histoire de la Conquête de Naples*. Traditions anciennes, distinctions sociales, qualités rares de l'esprit, convictions politiques fidèles, n'étaient-ce point là pour M. Berryer et M. de Salvandy autant de points de contact, sans oublier ceux que les deux orateurs ont su y joindre? Il est difficile en effet de parcourir un plus vaste cadre, depuis l'empire romain jusqu'à la compagnie de Jésus,

depuis saint Louis jusqu'à Louis XV et au XVIIIe siècle. Il est resté, il nous semble, une impression générale de cette séance : c'est qu'elle avait été trop attendue pour qu'on ne fût pas tenté de lui demander plus qu'elle ne pouvait donner; c'est que, contrairement à la spirituelle calomnie qu'il a dirigée contre lui-même, M. Berryer sait à coup sûr lire et écrire, mais qu'il est encore plus un orateur puissant quand il n'est point à l'Institut; c'est qu'enfin l'Académie ne saurait oublier que la politique est une exception pour elle, et que le vrai, le meilleur titre dans une société littéraire est encore le génie du poète, la grâce de l'inspiration, la fermeté savante de l'historien, en un mot la supériorité de l'esprit se manifestant sous les formes naturelles de la littérature et de l'art.

De toutes ces formes de la pensée, l'histoire est sans nul doute celle qui attire toujours les intelligences sérieuses. Outre cet intérêt saisissant qu'offre le spectacle des générations qui se sont succédé, des différentes phases de la civilisation humaine, des peuples qui ont grandi et disparu, des luttes et des conquêtes incessantes qui ont marqué chaque siècle, il y a parfois cet attrait singulier d'une époque où l'on voit comme le germe du questions qui iront en se transformant et qui sont encore l'obsession du monde. Les analogies et les contrastes du temps, des choses, des hommes, éclatent à la fois. En écrivant son livre sur *Scanderbeg, ou Turcs et Chrétiens au quinzième siècle*, M. Camille Paganel a cédé peut-être à un attrait de ce genre, et il le fait partager. Le choc du monde chrétien et du monde musulman, l'indifférence de l'Occident, tandis que le dernier empereur grec s'ensevelit à Constantinople dans son héroïsme et son impuissance, le fanatisme violent de Mahomet II méditant partout ses conquêtes, l'invincible et redoutable courage d'un homme, de Scanderbeg, qui pendant plus de vingt ans, dans les montagnes de l'Albanie, résiste à l'invasion turque et fait reculer les armées des sultans, les mœurs féodales et rudes de ces terribles ancêtres de la nationalité grecque, ce sont là les traits qui revivent dans le livre de M. Paganel. En définitive, au moment où Scanderbeg, le terrible chef épirote, se retire dans l'Albanie et entreprend une lutte héroïque contre la domination turque, qui gagne peu à peu toutes ces contrées, de quoi s'agit-il? Il s'agit de savoir à qui sera Constantinople, qui sera le maître de cette situation merveilleuse où se réunissent tous les souvenirs de l'antiquité et tous les élémens de puissance politique. C'est la même question qui se débat après quatre siècles encore. Seulement tout est changé, ce n'est plus Mahomet II qui menace Constantinople, ce n'est plus le fanatisme turc qui lève son drapeau contre l'Occident; c'est la Russie qui depuis un siècle a marché chaque jour vers ce point où l'attirent tous ses instincts de conquête, c'est la Russie qui s'efforce pas à pas d'enlacer ces contrées de l'Orient. Et, par une analogie de plus, elle a trouvé, elle aussi, son Scanderbeg dans le Caucase. A vrai dire, ces résistances d'une nationalité, d'un homme luttant pour son indépendance, pour sa foi, sont un des spectacles les plus émouvans de l'histoire. Elles sont une protestation contre la force, et quand l'homme est un Scanderbeg, il devient un de ces rares héros d'une originalité étrange et simple à la fois qui résument les plus viriles grandeurs de l'âme humaine. Nous ne faisons que dégager ici

l'idée principale de ce tableau, que M. Paganel a tracé d'une main ferme et habile, en mêlant la peinture des mœurs au récit des événemens, en faisant revivre sous des couleurs nouvelles un épisode du XVe siècle, en rattachant cette lutte obscure d'une peuplade grecque à l'histoire générale. C'est ainsi que le livre de M. Paganel a tout ensemble l'intérêt d'une étude savante et exacte et un attrait presque actuel. De l'histoire même jaillit la lumière pour la politique, et cette politique, différente de celle qui laissa tomber Constantinople il y a quatre siècles, est aujourd'hui l'affaire de l'Europe tout entière.

Ce n'est point par malheur que tous les pays soient également en situation d'entrer dans cette lutte engagée pour l'intérêt commun. S'il est des gouvernemens que retiennent les irrésolutions d'une politique sans fixité, il en est aussi qui seraient impuissans, parce qu'ils sont à se débattre dans toutes les complications de leur vie intérieure. Le plus terrible résultat des révolutions, c'est d'enchaîner l'action extérieure d'un pays et de tout ramener aux considérations d'une existence précaire. Il en est ainsi de l'Espagne. La Péninsule subit la triste loi qu'on lui a faite : elle se trouve aux prises avec toutes les difficultés, et sa tranquillité matérielle même est loin d'être assurée au milieu de toutes les menaces de conspirations carlistes. L'assemblée constituante de Madrid poursuit cependant ses travaux, et pour peu qu'elle continue, l'Espagne n'aura point de si tôt une constitution. C'est à peine si jusqu'ici quelques articles ont été discutés. Il y a néanmoins une chose à remarquer, c'est que tout ce bruit révolutionnaire qui s'est fait durant ces quelques mois à Madrid, et qui se fait encore par momens, a peut-être au fond moins d'importance qu'on ne le suppose, et il y a pour cela une raison fort sérieuse : c'est qu'une révolution véritable qui chercherait à porter atteinte à quelques-unes des conditions fondamentales de la société espagnole risquerait de soulever immédiatement le pays contre elle. Rien de plus instructif à ce sujet que la discussion récente qui a eu lieu dans les cortès sur la question religieuse. Une révolution s'accomplit : c'était certes l'occasion de chercher à faire prévaloir la liberté des cultes. On l'a bien essayé en effet; on a multiplié les amendemens. Qu'est-il arrivé néanmoins? La commission de constitution a repoussé tous les amendemens, en maintenant sa rédaction, qui implique sans doute la liberté de conscience, mais en interdisant tout exercice public des cultes autres que le culte catholique, ce qui n'est en résumé que la continuation de ce qui existait. La commission a toujours répondu, ou à peu près, qu'elle ne demanderait pas mieux, sans contredit, que de proclamer la liberté des cultes, mais qu'elle ne pouvait pas se dissimuler qu'elle se mettrait en contradiction flagrante avec le sentiment du pays. Le gouvernement lui-même n'a point hésité à se prononcer dans ce sens, et le ministre des affaires étrangères, M. Luzurriaga, s'est exprimé avec autant de netteté que de chaleur. La décision définitive des cortès n'est point intervenue encore. Il est peu probable cependant que le dernier scrutin n'ait pas le même résultat que dix votes qui ont eu lieu déjà sur la même question.

Une autre affaire s'est présentée et démontre bien ce qu'il y a de factice

dans toutes les passions révolutionnaires, un moment surexcitées. On peut se souvenir de toutes les accusations dirigées, il y a quelques mois, contre la reine Christine. Une commission des cortès a été saisie de tout ce qui concernait l'ancienne régente. En définitive, que reste-t-il aujourd'hui de tout cela? Il n'en reste plus rien. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est que le comité désigné par les cortès, prenant sa mission au sérieux, a demandé au gouvernement tous les documens relatifs à la reine Christine. Le gouvernement a répondu qu'il n'en avait d'aucune espèce. La commission législative a parlé plus haut, et alors le gouvernement a fait proposer par un de ses amis aux cortès une motion tendant à lui donner un bill d'indemnité pour tout ce qu'il a décidé dans l'affaire de l'éloignement de la reine Christine, ce qui a eu lieu en effet. La vérité est qu'il n'y avait absolument aucune raison sérieuse, autre que l'excitation populaire, pour motiver l'éloignement de la mère de la reine. La mesure du 28 août, qui prescrivait son éloignement, ne pouvait avoir d'autre but que d'enlever un aliment périlleux aux passions publiques. C'était une mesure toute politique. On voit à quoi se réduisent le plus souvent ces tempêtes révolutionnaires. Malheureusement un pays souffre longtemps de toutes ces violences et de toutes ces contradictions au sein desquelles il vit. L'Espagne n'a eu qu'une bonne fortune depuis quelque temps. Elle a vu partir M. Soulé, qui a été remplacé à Madrid comme ministre des États-Unis. Hélas! voilà donc à quoi se réduit, elle aussi, la grande mission de M. Soulé! Il venait en Europe pour délivrer les peuples opprimés en général et l'île de Cuba en particulier. Il a bien fait ce qu'il a pu, et plus d'une fois on a remarqué sa trace dans les événemens révolutionnaires de Madrid. Il n'a pourtant pas été plus heureux avec le nouveau gouvernement qu'avec l'ancien, et sa destinée diplomatique finit, s'il faut le dire, assez peu glorieusement. Le cabinet de Washington a senti lui-même que les services de son ministre en Espagne ne pouvaient qu'être compromettans. Les conférences qui eurent lieu il y a quelques mois à Ostende entre les divers représentans de l'Union américaine en Europe n'ont pas peu servi sans doute à ouvrir les yeux du général Pierce. Par le fait, la présence de M. Soulé à Madrid n'aurait eu désormais d'autre résultat que d'aigrir les rapports des deux pays et de retarder l'aplanissement des différends qui se sont élevés l'an dernier. Cela est si vrai qu'on parle déjà d'une solution amiable de ces difficultés, depuis que M. Soulé a quitté l'Espagne. L'ancien ministre américain aura la consolation de recommencer ses discours sur la délivrance des peuples.

CH. DE MAZADE.

V. DE MARS.